

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 1^{er} mars 2023.

C'est la société, le monde dans lequel nous vivons, voilà qui devrait faire réfléchir.

A bas l'Ukraine néonazie, à bas tous les régimes qui la financent, qui l'arment, tous les acteurs politiques et sociaux qui la soutient !

Tous les médias sont acquis au nazisme et au fascisme, tous les partis politiques qui figurent à l'Assemblée nationale s'en accommodent.

Rappel pour les amnésiques.

Est-ce que vous avez oublié comment les États-Unis ont trouvé un prétexte pour la guerre du Vietnam ?

<https://reseauinternational.net/est-ce-que-vous-avez-oublie-comment-les-etats-unis-ont-trouve-un-pretexte-pour-la-guerre-du-vietnam/>

Comment caractérise-t-on les régimes qui fabriquent des armes biologiques ?

J-C- Des monstres. Et dire qu'il y en a qui croient qu'ils peuvent aussi œuvrer au bien-être de la population, quelle folie !

Les armes biologiques sont développées malgré les traités internationaux. Entretien essentiel avec le Pr Tritto - France-Soir 24 février 2023

Un entretien essentiel pour qui veut comprendre l'évolution de l'industrie pharmaceutique et les contournements des réglementations internationales visant à protéger les populations des dérives de la recherche sur les armes biologiques à vocation militaire.

<https://www.francesoir.fr/videos-l-entretien-essentiel/les-armes-biologiques-sont-developpees-malgre-les-traites>

Suite. Haro sur l'Inde alliée de la Russie et de la Chine contre l'Otan et les États-Unis.

ANI, la principale agence de presse d'Inde accusée de désinformation par une ONG - RFI 25 février 2023

Nouvelle polémique sur la liberté de la presse en Inde. La principale agence de presse du pays, Asian News International (ANI), est accusée de désinformation par un rapport de l'ONG EU DisinfoLab. Elle aurait notamment convoqué de faux experts dans ses articles critiques de la Chine ou du Pakistan. L'agence a démenti par communiqué ce samedi 25 février 2023. RFI 25 février 2023

Dans la causerie du 11 août 2018

Qu'est-ce que DisinfoLab ?

- Une officine liée à l'Union Européenne...

On trouve dans les autres partenaires de EU DisinfoLab les structures officielles de l'Union européenne de “*lutte contre la propagande russe*”, dont EUvsDisinfo – et son obsession régulière envers la Russie. Il est intéressant de noter que face au comportement de ce site, le 6 mars 2018 la parlement néerlandais a voté une résolution (par 109 voix contre 41) demandant la fermeture de ce site (source).

- Une officine liée au puissant think tank Atlantic Council, un des leviers de l'influence américaine dans le monde...

Le 11 avril 2018 le EU DisinfoLab était partenaire d'une conférence sur la désinformation avec... l'Atlantic Council

- Parmi ses illustres membres : Henry Kissinger, Wesley Clark, le PDG de Boeing...

- Une officine financée par la fondation Open Society du milliardaire américain George Soros (25 000 \$)...

Par ailleurs, le 17 mai, le EU DisinfoLab était partenaire d'une autre conférence organisée par la fondation Open Society de George Soros.

- Une officine financée par Tweeter (125 000 \$)...

Source - Le EU DisinfoLab à l'origine d'une intox : l'affaire Benalla, produit de la « *russosphère* » ? - Les Crises 7 août 2018

- #DisinfoGate : Synthèse générale - Les Crises 17.09.2018

<http://www.luttedeflasse.org/archives2010/causeries2018.pdf>

Il faut toujours que l'Occident collectif se comporte comme des voyous.

G20 Finances en Inde: la Chine fait obstacle à un communiqué commun à cause de la guerre en Ukraine - RFI 25 février 2023

G20 : la Russie accuse les Occidentaux de « *chantage* » - lepoint.fr 25 février 2023

De quoi s'agissait-il ?

D'une réunion des ministres des Finances et banquiers centraux du G20 destinée je cite RFi à "s'accorder sur des solutions face aux défis posés par l'économie mondiale", donc ils étaient censés « traiter des questions économiques et financières », or dans la résolution finale qui devait faire office de commun communiqué, les États-Unis, l'Union européenne et le G7 tentèrent d'y faire figurer leur interprétation du conflit en Ukraine, ce que les Russes et les Chinois désapprouvèrent évidemment. Moscou a également accusé Washington et ses alliés d'avoir lancé des « ultimatums » à « de nombreuses délégations ».

« Nous demandons instamment à l'Occident collectif de renoncer à sa politique destructrice dès que possible, de prendre conscience des réalités objectives d'un monde multipolaire », a poursuivi la diplomatie russe. « Le G20 doit rester un forum économique plutôt que d'empiéter sur la sphère de la sécurité », a-t-il ajouté. AFP/lepoint.fr 25 février 2023

Climat.

Conférence exceptionnelle de Steven Koonin - Association des climato-réalistes

Jeudi 23 mars 2023 de 19h à 20h - à l'hôtel de l'Industrie - Paris VIe, 4 Place Saint-Germain-des-Prés

Avec son livre Climat, la part d'incertitude (l'Artilleur) qui s'est hissé en tête des ventes aux USA, Steven Koonin, membre de l'académie américaine des Sciences et ancien sous-secrétaire d'État à la Science sous la présidence de Barack Obama, a torpillé le prétendu consensus scientifique sur la question climatique. Il est l'invité exceptionnel de l'Association des Climato-Réalistes pour une conférence et une séance de dédicaces.

Inscriptions jusqu'au mercredi 15 mars auprès de Marie-France Suivre (mfsuivre@hotmail.fr)

Tarifs :

Adhérents, étudiants : gratuit.

Autres : 20 €

Possibilité d'adhérer sur place.

Brigitte Macron, née Trogneux le 13 avril 1953, en 1992 elle séduit un jeune garçon de 15 ans avec lequel elle a des rapports sexuels, Emmanuel Macron, elle ne sera jamais accusé de pédophilie.

En 1994 il avait 27 ans et il aurait eu des rapports sexuels avec une jeune fille de 14 ans, et il est accusé de pédophilie.

R. Kelly, nom de scène de Robert Sylvester Kelly, né le 8 janvier 1967 à Chicago dans l'Illinois, est un chanteur de RnB et de soul, producteur, et auteur-compositeur.

Le chanteur R. Kelly a été condamné à 20 ans de prison par un juge fédéral pour avoir abusé sexuellement d'une jeune fille de 14 ans qui était sa filleule.

En février 2019, de nouvelles accusations ressortent étayées par des vidéos compromettantes où il apparaît que le chanteur aurait des relations sexuelles avec des filles très jeunes (14 et 16 ans). Une des vidéos a été transmise à la chaîne d'information CNN qui a révélé qu'une des jeunes filles filmées disait avoir 14 ans.

Le 29 juin 2022, il est reconnu coupable de tous les chefs d'accusation pesant contre lui sur une période de 1994 à 2018. Il est condamné à 30 ans de réclusion.

Confirmation. Macron président des GAFAM.

Emmanuel Macron a décoré Jeff Bezos de la Légion d'honneur - Journal du Dimanche 24 février 2023

Le 16 février dernier, Emmanuel Macron remettait, en toute discrétion au milliardaire Jeff Bezos, les insignes de la Légion d'honneur.

Aucun communiqué n'a été publié à ce sujet. Fait non anodin, cette remise a eu lieu alors que des milliers de personnes étaient en train de manifester dans les rues du pays pour s'opposer contre le projet de réforme des retraites.

Pour rappel, l'entrepreneur est le patron d'Amazon, et se classe troisième au classement des personnes les plus riches au monde. D'autant plus que l'entreprise qu'il dirige a souvent été pointée du doigt pour ses errements avec le fisc français. Journal du Dimanche 24 février 2023

Ils voulaient dire où en sont les trois enquêtes qui visent un assassin, un cocaïnoman, un pédophile.

Affaires Pierre Palmade : où en sont les trois enquêtes qui visent l'humoriste ? - franceinfo 27 février 2023

Ils sèment le chaos partout, ils s'en prennent à tous les peuples.

Plus assez de fruits et légumes au Royaume-Uni : pourquoi autant de pénuries ? - france24.com 26 février 2023

Frappés par une vague de pénuries de certains fruits et légumes, les supermarchés britanniques sont contraints de rationner les quantités distribuées. Une situation qui devrait encore durer au point de faire craindre une hausse des prix.

Pas plus de trois tomates, poivrons et concombres par personne. Alors que le Royaume-Uni est touché par une pénurie de certains fruits et légumes, plusieurs chaînes de magasins sont forcées de rationner le nombre de produits par client.

Le gouvernement britannique a expliqué ces pénuries par les conditions météorologiques extrêmes en Espagne et en Afrique du Nord – d'où proviennent la plupart des fruits et légumes consommés au Royaume-Uni à cette période – qui ont affecté les récoltes.

Les prix des denrées alimentaires augmentent déjà à leur rythme le plus rapide en 45 ans, grim pant de 16,7 % sur l'année jusqu'en janvier.

Une conséquence du Brexit ?

Interrogé dans Farming Today sur BBC Radio 4, Jim Monaghan, spécialisé dans la science des cultures, se montre plus nuancé. *"Des entreprises à qui j'ai parlé, aucune ne m'a dit que le Brexit avait facilité les choses. Il y a toute une gamme d'opinions sur l'étendue du problème : trouver de la main-d'œuvre est devenu plus difficile, tout comme les échanges de récoltes entre l'Europe et le Royaume-Uni, mais il y a aussi d'autres problèmes qui ne sont pas liés au Brexit"*, a-t-il déclaré. Parmi ceux-ci, les conditions climatiques désastreuses et la crise énergétique, mais aussi les problèmes d'acheminement provoqués par les récentes grèves.

La plupart des grossistes, importateurs et détaillants britanniques semblent balayer l'hypothèse Brexit, arguant que des pénuries sont constatées également en Irlande, pourtant membre de l'UE, rapporte la BBC. Pour eux, sont davantage en cause une production nationale plus faible, des chaînes d'approvisionnement plus complexes et un marché davantage sensible aux prix. france24.com 26 février 2023

Quand la philanthropie est une tartuferie. Les intérêts privés primeraient sur intérêt général ou celui-ci sert de caution à ceux-là ?

Les fondations des milliardaires : Un défi pour la démocratie. - les-crises.fr 22 février 2023

L'impact planétaire des actions poursuivies par de richissimes fondations, comme Gates ou Soros, nécessite un contrôle démocratique. Sans quoi, des intérêts spécifiques pourraient phagocyter l'intérêt général. Aux États de jouer leur rôle d'ultime gardien des démocraties.

https://elucid.media/democratie/fondations-milliardaires-gates-soros-vuitton-defi-democratie-myret-zaki/?mc_ts=crises

J-C - Ils sont fous dans le blog Les-Crises ou ils nous prennent pour des cons. Toutes ces fondations et leurs maisons mères devraient être démantelées, nationalisées et leurs propriétaires déchus de tous leurs droits, biens et richesses obtenus en rackettant la population...

Ah ces philanthropes qui travaillent dur toute leur vie, au-delà de l'âge de la retraite !

Déjà 140 milliards d'euros de bénéfices nets pour le CAC 40 en 2022, portés par l'énergie et le luxe - RT France 24 février 2023

Grâce à des records dans le luxe et l'énergie, les bénéfices nets annuels cumulés des entreprises du CAC 40 en 2022 s'élèvent déjà à 140 milliards d'euros, selon un décompte provisoire de l'AFP arrêté le 23 février.

Le secteur énergétique a dégagé en France 23,2 milliards d'euros de bénéfice net, malgré les importantes charges comptabilisées par le géant Engie qui plombent le résultat cumulé et masquent une forte hausse du bénéfice d'exploitation.

Le luxe ne connaît pas la crise Le luxe, avec LVMH, Kering, Hermès et L'Oréal, a également vu ses bénéfices gonfler, avec un bond de 23% au total, soit 4,5 milliards d'euros de plus sur un an, et une progression de 80% comparé à 2019. AFP/RT France 24 février 2023

Qui a dit qu'ils n'étaient pas généreux ! A ce prix-là (corruption) on soutiendrait n'importe quelle dictature !

Stellantis a fait un bénéfice record de 16,8 milliards d'euros en 2022 - LePoint.fr 23 février 2023

Le groupe Stellantis a enregistré une deuxième année de profits records en 2022 compensant les instabilités du marché automobile par des hausses de prix. Il s'agit d'une hausse de 26 % du bénéfice net sur un an, a annoncé mercredi le groupe automobile né en 2021 de la fusion de PSA et de Fiat-Chrysler. Seul le géant des hydrocarbures TotalEnergies a fait mieux au sein du CAC 40 jusqu'à présent en 2022, avec un profit net de 20,5 milliards de dollars. La marge opérationnelle de Stellantis a atteint 13 % du chiffre d'affaires en 2022, quasiment au niveau de Tesla ou de Mercedes. Le groupe aux quatorze marques a enregistré un chiffre d'affaires en nette progression (+18 %) à 179,6 milliards d'euros.

Fort de ses résultats, Stellantis va distribuer 4,2 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires, soit 1,34 euro par action. Deux milliards d'euros seront aussi reversés à ses 264 000 salariés à travers le monde. En France, les salariés bénéficieront de 4 300 euros brut au minimum – 3 882 euros net –, soit 300 euros de plus qu'en 2022, ce qui représente « 2,4 mois de salaire pour les premiers niveaux de rémunération », d'après le groupe. « C'est la redistribution la plus importante depuis dix ans », a souligné le directeur des ressources humaines (DRH) Monde Xavier Chéreau lors d'une conférence de presse. Au maximum, un salarié français pourra toucher 6 190 euros brut, a précisé le DRH France, Bruno Bertin. AFP/LePoint.fr 23 février 2023

Après 65 balles, 476, pour un peu ils admettraient presque que les salaires de la majorité de la population sont indécentes?

Cette somme d'argent qui manque aux Français pour vivre « convenablement » - LePoint.fr 23 février 2023

476 euros. C'est la somme qui manque chaque mois aux Français pour « vivre convenablement », selon une enquête réalisée par Cofidis-CSA Research. Aussi, pour les mois à venir, 79 % des sondés assurent qu'ils vont « maintenir leurs arbitrages engagés en 2022 en matière de consommation ». Car l'inflation et la hausse généralisée des prix sont déjà venues « fortement perturber » 74 % de la population dans les douze derniers mois. De fait, sept Français sur dix ont adapté leurs habitudes de consommation en 2022.

Fait plus marquant, 77 % des personnes retraitées interrogées déclarent devoir se restreindre sur des postes de dépenses essentielles, tandis que les jeunes semblent nombreux à se tourner vers des

crédits à la consommation, que ce soit pour réaliser un projet ou tout simplement mieux gérer leur budget. LePoint.fr 23 février 2023

Une idée qui fait son chemin : Bloquer le pays et faire table rase !

Retraites : « Plus le blocage sera fort les premiers jours, plus le gouvernement n'aura d'autre choix que de reculer », martèle Manuel Bompard - publicsenat.fr 22 février 2023

Alors que l'échéance de la mobilisation du 7 mars se profile, Manuel Bompard, coordinateur de La France Insoumise, soutient la volonté des organisations syndicales de « mettre le pays à l'arrêt » dans deux semaines, selon l'expression de l'intersyndicale. « Il y a eu dans ce pays depuis plusieurs semaines des manifestations historiques. Cela faisait 30 ans qu'on n'avait pas vu ça. Vous avez un gouvernement qui fait la sourde oreille. À partir de ce moment-là vous ne pouvez pas reprocher aux organisations syndicales de dire que, si on ne les écoute pas quand ils manifestent, y compris le samedi, sans rentrer dans des grèves reconductibles, ils vont passer à la vitesse supérieure. »

Pour le député LFI, la balle est dans le camp du gouvernement. Manuel Bompard ne croit en effet pas que les Français se désolidariseront du mouvement social si celui-ci en vient à « bloquer le pays » : « J'observe que quand on interroge les Français là-dessus, 60 % pensent que si c'est la seule solution, ils en sont d'accord. Je souhaite que, s'il y a blocage, cela dure le moins longtemps possible, mais la réponse ne m'appartient pas, elle appartiendra au gouvernement. »

À cet égard, le député des Bouches-du-Rhône estime que la mobilisation devra frapper fort d'entrée pour l'emporter : « Plus le blocage sera fort les premiers jours, plus le gouvernement n'aura pas d'autre choix que de reculer. Il faut y aller un bon coup pour qu'Emmanuel Macron comprenne qu'il est dans un bras de fer qu'il va perdre. »

Alors que le Président s'est appuyé sur le « bon sens » des Français, depuis Rungis ce mardi, pour accepter qu'il faut « travailler plus longtemps », Manuel Bompard en appelle « à son bon sens à lui » : « Le bon sens des Français est assez clair, vous avez 93 % des actifs qui sont opposés à cette réforme, vous avez autour de 70-80 % des Français opposés à cette réforme, le bon sens, c'est d'écouter. Quand on est tout seul, qu'on a quasiment tous les gens qui travaillent contre soi, l'ensemble des organisations syndicales contre soi, il faut écouter. Il vaut mieux reculer et ne pas mettre le pays en difficulté. Pour l'instant Emmanuel Macron n'est pas raisonnable. Bloquer le pays, c'est la seule solution. »

J-C - Hormis " ne pas mettre le pays en difficulté" jusque-là il n'avait pas sorti de grosses conneries, mais cela va se gâter par la suite. Il va cautionner l'existence des institutions antidémocratiques de la Ve République qui sont incompatibles avec la satisfaction de nos besoins sociaux et nos aspirations démocratiques. Où ? Lisez attentivement, la réponse plus loin.

Public Sénat - C'est aussi, pour le député LFI, l'occasion d'interroger la démocratie représentative : « Sur la question des retraites, les rapports de force dans nos institutions ne correspondent pas aux rapports de force qui existent dans la société. Il y a donc un conflit entre deux légitimités. La démocratie sociale ça existe, le droit de manifester et de grève aussi et ce n'est pas parce qu'il y a une majorité à l'Assemblée ou au Sénat, qu'un projet de loi est légitime, ce n'est pas comme ça que ça fonctionne. » Manuel Bompard précise que cela n'implique pas une remise en cause du principe de la démocratie représentative : « Ça a toujours existé, la légitimité de la rue par rapport à la légitimité de l'institution ce n'est pas nouveau. Dire ça, ce n'est pas mettre un terme à la

démocratie représentative, c'est dire que la démocratie, il faut aussi l'adapter avec soin. » 22 février 2023

J-C – « *Il y a donc un conflit entre deux légitimités* », désolé, non, la seule légitimité c'est celle des travailleurs, et non celle des capitalistes qu'incarne Macron et l'Assemblée nationale, celle-là, elle est usurpée, elle est le produit d'un coup de force, d'un coup d'Etat, de la falsification des faits, de la manipulation des consciences.

Ministère de la Vérité en régime totalitaire. Ils osent tout.

Guerre en Ukraine : comment, en un an de conflit, la Russie "est devenue un autre pays" - francetvinfo.fr 26 février 2023

Guerre en Ukraine : un an de propagande et de désinformation - francetvinfo.fr 26 février 2023

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

« Vous êtes en guerre contre la Russie » : L'interview de Piotr Tolstoï, proche de Vladimir Poutine - BFMTV

<https://www.youtube.com/watch?v=LvWVjnX0b5M>

La lecture des commentaires est révélatrice.

- J'ai honte d'être Français quand je vois le niveau de débilité des journalistes. C'est affligeant.
- Le niveau médiocre des 3 crétins sur le plateau est lunaire. Le charisme de Tolstoï est fantastique et ses réponses sont magistrales
- Excellent ce Monsieur Tolstoï
Par contre les journalistes sont au niveau du caniveau. Pour exemple la journaliste pose la question sur les origines de la maîtrise de langue française de Monsieur le député celui-ci a très bien répondu car les russes sont ouverts sur le monde à l'inverse les sous fifres de BFM ne maîtrise pas le français l'histoire et encore moins le russe. CQFD.
- Piotr Tolstoï a beaucoup de patience face à des journalistes du fond de caniveau respect.
- Mr Tolstoï est admirable face au mépris, à la bassesse, la nullité, la réaction infantile de ces pseudo journalistes. Il garde un calme olympien. Merci Mr Tolstoï, beaucoup de citoyens occidentaux sont avec vous et ne sont pas dupes des autorités corrompues et de ces journaliers incultes aux ordres.
- La vérité fait mal le discours de Poutine était très pimenté surtout sur les valeurs et la famille...c'était un vrai régal de l'écouter...le seul qui ne craint personne et dit la vérité qui fait mal aux pourris comme ces journalistes qui n'ont rien à voir avec le professionnalisme.

- Un grand plaisir d'écouter ce grand monsieur rationnel, lucide, calme, respectable et intelligent qui est Mr Tolstoï

- Très fort ce monsieur Tolstoï il montre force politesse et fairplay. Avec un Français hésitant, il fait de l'ombre à ce parterre de pseudo journalistes. Ils sont plus brillant par leur ignorance crasse à colporter leur culture venu de chez gala; On y entend des roquets bêtards qui s'attaquent à la vie privée comme leur dernier os à mâchouillé. Toujours très intéressant ces interventions de Piotr sur BFMTV qui ne se rend pas compte de leur ridicule devant les réponses claires et nettes une vraie tribune pour la Russie. BFMTV préfère le mensonge à l'info, heureusement qu'il donne la parole à ce russe comme cela on sait à quoi s'en tenir aux intentions des russes c'est un peu comme l'arroseur arrosé.

Opération militaire spéciale russe en Ukraine – Une année de révélations - donbass-insider.com

Il y a un an, l'armée ukrainienne augmentait brusquement ses bombardements contre le Donbass, prélude à une future attaque contre la RPD et la RPL (Républiques Populaires de Donetsk et de Lougansk). Quelques jours plus tard, l'armée russe entrait sur le territoire des deux républiques populaires afin de les protéger. En un an, l'opération militaire spéciale s'est avérée être un catalyseur de révélations, tant pour la Russie que pour l'Ukraine, ainsi que sur le plan international.

<https://www.donbass-insider.com/fr/2023/02/19/operation-militaire-speciale-russe-en-ukraine-une-annee-de-revelations/>

Totalitarisme. “Le covid-19 est une arme de guerre biologique”.

“Le Traité sur les pandémies de l'OMS instaurera un État mondial, policier, médical et scientifique”, Francis Boyle, professeur de droit - France-Soir 23 février 2023

Francis Boyle est professeur de droit international à l'Université de l'Illinois. Il est auteur du “*Biological Weapons Anti-Terrorism Act*” de 1989, une loi américaine mettant en œuvre la Convention sur les armes biologiques de 1972. Dans ce nouveau “*Debriefing*”, Francis Boyle alerte contre les amendements du Règlement sanitaire international et contre le Traité sur les pandémies de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Des textes “*contraignants au regard du droit international*” qui violeraient la Convention de Vienne sur le droit des Traités. Pire encore, une fois adoptés, ils confèreraient à l'OMS “*des pouvoirs dictatoriaux*”.

Les dirigeants devraient alors “*faire respecter et appliquer les deux textes au niveau national (...) Cela irait jusqu'aux soins primaires que vos médecins vous prodiguent et plus loin encore*”, affirme-t-il. Si l'OMS obtient “*ces pouvoirs dictatoriaux, elle pourra ordonner d'entreprendre de soi-disant mesures médicales qui vous tueront et ne vous guériront pas (...) Ils pourront, pendant une pandémie, ordonner des confinements, des masques ou encore plus de vaccins*”, poursuit le Pr. Boyle.

Un scénario inacceptable pour ce juriste, puisque *“nous ne pouvons pas faire confiance à l'OMS”*. *“C'est une organisation pourrie, corrompue et criminelle qui est dans la poche du Big Pharma, du CDC (Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies, NDLR), de l'industrie de la guerre biologique et du gouvernement communiste chinois”*. Francis Boyle explique à France-Soir que de tels textes, une fois en vigueur, instaурeraient *“un État mondial, policier, médical et scientifique”* dont l'autorité *“outrepassera celle des États et leurs constitutions”*.

Ce professeur de droit fait un parallèle entre les vaccins expérimentaux contre les armes biologiques - contre lesquels il a milité dans les années 1980 - et les vaccins ARNm contre le coronavirus. *“Le covid-19 est une arme de guerre biologique”* au même titre, voire *“plus dangereuse”*, que l'anthrax et le botulisme. *“Nous n'avions jamais eu auparavant aucun type de vaccin réussi contre un agent de guerre biologique... Excusez-moi, les deux que nous avons, étaient un désastre produisant des décès et des handicaps à la fois aux États-Unis et en Grande-Bretagne”*, précise-t-il, en référence au Syndrome de la guerre du Golfe de 1990.

Ce professeur de droit a appelé, lors de cet entretien, à la mise en accusation de *“toutes les personnes impliquées, non seulement dans le covid-19, mais aussi dans les vaccins, pour meurtre et conspiration de meurtre”*. France-Soir 23 février 2023

J'en ai fumé pendant 40 ans et je n'ai jamais aussi bien dormi !

J-C – Et au même moment ils sont en train de légaliser son usage récréatif, et pas seulement en France. Je ne jugerai pas ceux qui en consomment, mais de préférence il vaut mieux s'en passer, comme les alcools forts, la cigarette, les somnifères produits par les trusts pharmaceutiques qui vous empoisonnent.

On peut concevoir qu'on n'atteint pas un niveau de conscience suffisamment élevé sans avoir vécu certaines expériences ou seulement après de longues années. On gagne en sérénité, on aborde la situation plus calmement, on relativise beaucoup de choses, on prend davantage de recul. Bref, on fait preuve de maturité, de sang-froid, on envisage chaque question sous des angles différents qui peuvent s'opposer. On ne cherche pas à avoir raison, on n'essaie pas de confirmer une théorie, on imagine tranquillement toutes les hypothèses. On balaie tous les a priori, tabous, arrière-pensées, tout ce qui constitue des entraves à la liberté de la pensée de manière à pouvoir aller au fond des choses, à remonter à l'origine d'un problème. On plonge tête baissée dans l'inconscience dans l'espoir d'en ramener à la surface quelques perles rares, et il faut bien dire qu'il arrive que la pêche soit miraculeuse !

Avec l'expérience et l'âge, on arrive à penser aussi vite et profondément sans cigarette et cannabis, la preuve. Il est d'autant plus difficile de s'en passer qu'on en tire profit ou du plaisir, un psychanalyste pourrait expliquer cela très bien. Mais ce qu'on ignore, c'est qu'on pourrait parvenir au même résultat sans ces expédients au bout d'un temps relativement court, car pour peu qu'on soit en mesure d'analyser le phénomène, on s'apercevrait alors que ce simple exercice le prouve. Il suffirait ensuite de renouveler l'expérience pour en avoir confirmation, et prendre la décision de s'en passer définitivement.

Cannabis : l'insomnie est deux fois plus fréquente chez les étudiants qui en consomment tous les jours, selon une étude - francetvinfo.fr 24 février 2023

En France, la probabilité de souffrir d'insomnie chez les étudiants est supérieure de 45% chez les consommateurs de cannabis par rapport aux non-consommateurs. Cette probabilité est même deux fois plus élevée chez les consommateurs quotidiens de cannabis par rapport aux consommateurs occasionnels ou rares, révèle une étude réalisée par des chercheurs et chercheuses de l'Inserm, de l'université et du CHU de Bordeaux, au centre de recherche Bordeaux Population Health. Pour la première fois, ils ont mené une analyse approfondie de l'association entre la consommation de cannabis et les troubles du sommeil.

Une précédente étude a montré que les jeunes adultes ont du mal à dormir. Ils sont 55% des étudiants à déclarer avoir des troubles du sommeil et 19% disent souffrir d'insomnie.

Les chercheurs restent prudents et précisent qu'ils n'ont pas la preuve scientifique que le cannabis provoque des insomnies mais établissent un lien préoccupant car la consommation de cannabis chez les étudiants pourrait avoir des conséquences sur leur réussite dans les études, ainsi que sur leur santé physique et mentale. francetvinfo.fr 24 février 2023

J-C - Quant à la santé mentale de ces chercheurs et des journalistes de FranceInfo, on ne se pose plus de questions !

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 5 mars 2023.

Beaucoup de gens n'osent pas ou plus dire ce qu'ils pensent vraiment, du coup ils ne supportent pas que quelqu'un dise ce qu'il pense, ils se sentent soudain menacés comme s'ils avaient quelque chose à se reprocher ou de vilain à cacher. Je ne sais pas s'ils ne supportent pas que quelqu'un pense différemment qu'eux, je crois plutôt que ce qui les indispose, c'est surtout d'entendre à haute voix ce qu'ils savent ou pensent tout bas ou leur propre hypocrisie qui consiste à faire semblant de l'ignorer.

Je me souviens des membres de ma famille, qui sont tous décédés, qui tous pratiquaient l'omerta dès qu'on abordait le sujet de la Seconde Guerre mondiale qu'ils avaient tous vécue. Ils devenaient muets soudainement et ils s'empressaient de changer de sujet. Personne ne devait évoquer la manière dont il l'avait vécue, ce qu'il avait pensé à l'époque et comment ils s'étaient comportés, et si vous insistiez ou vous faisiez une allusion un peu trop précise, ils s'emportaient immédiatement et la discussion s'arrêtait là. Aucune discussion ne fut possible sur la résistance ou la collaboration avec le régime de Pétain ou les nazis, on aurait dit qu'ils avaient tous honte de quelque chose, c'est ce que j'ai ressenti quand j'étais gosse et qui s'est confirmé plus tard.

Et bien aujourd'hui on a l'impression de vivre la même chose avec beaucoup de personnes, qui par exemple ne vous répondent pas quand vous leur poser des questions ou que cette manie dérange manifestement. Je me dis que le meilleur moyen de connaître les gens qui nous entourent ou que l'on rencontre et qui présentent un intérêt pour nous, c'est encore de les faire parler d'eux-mêmes, sinon cela signifierait qu'on n'en aurait rien à foutre d'eux pour faire bref. Car, comment voulez-vous entretenir des relations avec des gens, si vous ne parlez avec eux que de la pluie et du beau temps ou de shopping, de choses superficielles et insignifiantes, si vous ne les connaissez pas, si vous ne pouvez rien partager avec eux parce qu'ils ne veulent pas se livrer, autant ne plus les voir.

Depuis le lancement du Great Reset en janvier 2020 on est amené à tout revisiter de fond en comble, absolument tout, toutes nos croyances ou certitudes, convictions, connaissances, conventions, normes, règles, valeurs, principes, appelez cela comme vous voudrez, tout y passe et ce n'est pas forcément une mauvaise chose. Au contraire, puisque cela permet de mettre les pendules à l'heure dans bien des domaines ou d'aborder un tas de sujets qu'on n'aurait jamais osé discuter, et de comparer ce que les uns et les autres pensent ou plutôt la signification de ce qu'ils pensent, et surtout, on essaie de comprendre ou de savoir pourquoi, sans juger qui que ce soit. On en reste à un constat qui est représenté à deux niveaux, cause et conséquence, on observe, on décrit ce qu'on voit et ensuite on en parle, on analyse et on se livre à des recherches, des hypothèses, on explore différentes interprétations, on émet des synthèses, bref, on effectue la réflexion intellectuelle normale qu'on nous interdit de pratiquer de nos jours sous ce régime despotique.

On peut constater que bien des gens s'autocensurent, quand bien même il n'existe aucun enjeu, il ne plane aucun risque ou aucune menace sur eux, ils sont pris par l'engrenage de la propagande officielle sans s'en apercevoir, ils adoptent le comportement qu'on attend d'eux, ils deviennent des agents inconscients de l'Inquisition ambiante, et évidemment ils vous jugent très sévèrement puisque vous osez affronter la dictature qu'ils soutiennent pas leur passivité.

- Le Great Reset à l'envers ou l'effet boomerang, voilà ce qu'on leur réserve.
- A des questions matérielles doivent correspondre des réponses de nature matérielle et non spirituelle.

Lu.

Rappelez-vous le grand absent de *1984* d'Orwell : L'argent n'existe plus en Oceania, il a été remplacé par la guerre permanente et le rationnement. Nous sommes au dernier stade précédant la dystopie orwellienne et faire l'Autruche ne nous en écartera pas.

Stratégie de la terreur. Tremblez tas d'ignorants !

Elle souffre d'une douleur au dos, les médecins découvrent un parasite dans sa colonne vertébrale - Yahoo

Votre papier toilette pourrait contenir des polluants éternels potentiellement cancérigènes - Yahoo

Ce cancer pourrait toucher 30 000 Français d'ici 2030 - Ça m'intéresse

C'est une obsession chez ces détraqués, bref, ça ne plane jamais plus haut !

Une femme avait un os de poulet coincé dans... l'anus - Yahoo

Ces boissons gazeuses ultra-populaires rendraient les testicules plus grosses - Yahoo

De l'Ohio à Athènes les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Grèce. Train... de vie

<https://reseauinternational.net/train-de-vie/>

Comment maintenir un climat de psychose collective à un haut niveau. Les psychopathes se déchaînent.

Sécheresse : la grande inquiétude des Français - Le HuffPost 3 mars 2023

L'inquiétude face au manque de pluie concerne tous les âges, tous les électors et toutes les zones géographiques. Le HuffPost 3 mars 2023

Sécheresse : peut-il encore pleuvoir assez avant l'été pour échapper à la catastrophe ? - francetvinfo.fr 3 mars 2023

Sécheresse : on a décrypté quatre idées reçues sur la réutilisation des eaux usées traitées - francetvinfo.fr 4 mars 2023

Agriculteur, pêcheur, maire... En plein hiver, ils souffrent déjà de la sécheresse et redoutent "une guerre de l'eau" traitées - francetvinfo.fr 5 mars 2023

Jusqu'où vont-ils pousser la cruauté ?

J-C - C'est là qu'on se dit qu'effectivement le IIIe Reich n'a pas pris fin en 1945.

L'Allemagne pourrait légaliser la récupération d'aliments dans les poubelles des supermarchés - RFI 4 mars 2023

En Allemagne, récupérer des aliments périmés dans les poubelles des supermarchés a un nom, cela s'appelle le containern et c'est assimilé à du vol.

Caro et Franzl étaient étudiantes, quand elles se sont fait arrêter par la police, dans les environs de Munich. Les deux jeunes militantes étaient en opération « *lutte contre le gaspillage* ». En clair, elles venaient de piocher dans la poubelle d'un supermarché un certain nombre d'aliments non périmés. Caroline Kuhn dite Caro, a été condamnée à 1 200 euros d'amende avec sursis pour vol.

« *Il y avait des jus de fruits, du chocolat, des produits laitiers du fromage et des yaourts et des légumes. Alors un emballage de trois poivrons jaune, rouge et vert, un est abîmé, mais les autres sont mangeables...* », raconte-t-elle.

Chaque année, 11 millions de tonnes de nourriture sont jetées en Allemagne.

Mais les choses pourraient changer. Le gouvernement d'Olaf Scholz a promis de mettre fin aux poursuites contre les militants qui se servent dans les poubelles des supermarchés, malgré la résistance de la grande distribution. RFI 4 mars 2023

Les vases communicants. Vive le capitalisme !

Dividendes : les entreprises ont reversé 1 560 milliards de dollars à leurs actionnaires en 2022 - RT France 1 mars 2023

Au niveau mondial, les entreprises ont versé 1 560 milliards de dollars de dividendes à leurs actionnaires en 2022, un nouveau record établi en partie grâce aux pétrogaziers, selon un rapport publié le 1er mars par le gestionnaire d'actifs Janus Henderson qui recense les 1200 plus grosses capitalisations boursières.

Le cabinet Janus Henderson précise qu'en raison de la flambée des prix de l'énergie qui ont gonflé leurs bénéficiaires, les producteurs de pétrole et de gaz ont « *augmenté leurs distributions de plus de 66%, sous forme de dividendes ordinaires ou extraordinaires* ». Les banques ont continué de bénéficier de la fin du gel des dividendes par la Banque centrale européenne au début de la

pandémie : elles ont contribué pour un quart de la hausse l'année dernière. Le secteur du transport maritime a profité de la hausse du fret, celui de l'automobile de la hausse du prix des voitures et le luxe de l'augmentation continue de la demande. Ces deux derniers secteurs sont le «moteur» des dividendes en Europe.

L'armateur CMA-CGM signe un profit record pour une entreprise française en 2022, à plus de 23 milliards d'euros - francetvinfo.fr 4 mars 2023

C'est presque du jamais vu dans l'histoire des entreprises françaises. L'armateur CMA-CGM a enregistré en 2022 un bénéfice net record de plus de 23 milliards d'euros, signant le plus haut bénéfice publié par une société tricolore l'an dernier, devant ceux de TotalEnergies, Stellantis et LVMH.

L'armateur, comme ses concurrents dans l'Union européenne, est soumis à une "taxe au tonnage", qui porte sur les capacités de sa flotte, et non sur ses bénéfices, et à l'impôt sur les sociétés pour le portuaire et la logistique. Son taux effectif d'imposition était de 2% en 2021, selon une mission de l'Assemblée nationale sur les profits exceptionnels. francetvinfo.fr 4 mars 2023

Pauvreté en France : plus d'un tiers de nouveaux bénéficiaires des banques alimentaires en 2022 - RT France 27 février 2023

Une étude réalisée pour le réseau des Banques alimentaires montre que le nombre de bénéficiaires de leur aide a connu une brutale et récente augmentation, et a même triplé en 10 ans. Autre enseignement : près d'un bénéficiaire sur six a un emploi.

Plus d'un tiers des personnes accueillies dans les structures d'aide alimentaire s'y rendent depuis moins de six mois, selon l'étude Profils 2023 du réseau des banques alimentaires publiée ce 27 février. Réalisée à l'automne, elle souligne également la diversité des profils des bénéficiaires.

Autre signe de « *l'aggravation des problèmes de pouvoir d'achat* » des Français modestes, ils ont recours à l'aide alimentaire à une fréquence accrue. Près de 60% des bénéficiaires y font appel une à deux fois par semaine, soit une hausse de 6% par rapport à 2020, selon cette étude.

L'alimentation est devenue le deuxième poste de dépenses des personnes accueillies, toujours derrière le logement, mais désormais devant les factures d'eau et d'énergie.

«*Des populations aux profils de plus en plus différenciés ont désormais recours à l'aide alimentaire*», observe également l'étude. Plus de 80% des bénéficiaires sont sans emploi (chômeur, retraité, en maladie longue durée ou parent au foyer). Parmi les 17% qui ont un emploi, 60% sont en CDI et 66% travaillent à temps partiel.

Au total, 2,4 millions de personnes bénéficiaient de l'aide alimentaire fin 2022, soit trois fois plus de personnes qu'il y a dix ans. « *Depuis 2008, les différentes crises économiques et sanitaires se sont traduites par cette "marée lente" du recours à l'aide alimentaire qui n'a jamais reflué* », explique l'étude. RT France 27 février 2023

Encore un gratte-ciel qui brûle de haut en bas et qui ne veut pas s'effondrer, quelle diablerie ce 11 septembre 2001 !

Hongkong : le spectaculaire incendie d'un gratte-ciel en construction - lepoint.fr 3 mars 2023

Les autorités ont annoncé que l'incendie survenu à Tsim Sha Tsui, un quartier commercial et touristique très fréquenté sur le front de mer était « *en grande partie éteint* » à 8 h 30 heure locale vendredi (0 h 30 GMT), neuf heures après s'être déclaré.

Le feu s'est déclaré à 23 h 11 (15 h 11 GMT), des flammes ayant d'abord été aperçues près d'un échafaudage au sommet du bâtiment. Le brasier était visible depuis le port et faisait dégringoler des escarbilles dans les rues voisines. Une heure plus tard, le feu s'est propagé à tout le bâtiment en chantier et descendait vers la rue, où des centaines de badauds s'étaient rassemblés.

L'immeuble en construction de 42 étages devait abriter un hôtel et l'historique Mariner's Club selon le site Web de son promoteur, l'Empire Group. AFP/lepoint.fr 3 mars 2023

Quelques brèves avec Twitter (en accès libre).

Les affaires...

- Thierry Solère est le politique le plus mis en examen de France, poursuivi pour 13 infractions ! Conseiller d'E.Macron à l'Élysée, il incarne la face cachée du macronisme : une propension à narguer la justice et à mélanger business & politique.

Le conseiller d'E.Macron est poursuivi [entre autres] pr trafic d'influence, recel d'abus de biens sociaux, recel d'abus de confiance, financement illicite de campagne, détournement de fonds publics, manquement aux obligations de déclaration à la HATVP, fraude fiscale...

- Le min. des Armées Sébastien Lecornu est menacé d'un procès pour prise illégale d'intérêts et rejoint la longue liste des ministres affaiblis par une mise en cause judiciaire comme Olivier Dussopt au Travail et Éric Dupond-Moretti à la Justice.

- Complément d'enquête révèle que ce ne sont pas 700.000 logements qui sont rénovés chaque année pour atteindre la norme basse consommation mais seulement 13.400 ! À ce rythme, il faudrait plus de 2.600 ans pour rénover tout le parc de bâtiments. Ce soir à 23h, France 2.

- Dans une autre affaire, l'énarque Frank Supplisson a été mis en examen pour faux & escroquerie au jugement, depuis avril 2021, pour abus de biens sociaux, faux et usage de faux en écriture privée, escroquerie au jugement en bande organisée et blanchiment en bande organisée de fraude fiscale aggravée.... En cause : les conditions de reprise des Forges de Cran, ancien joyau industriel que cet ex-conseiller de Nicolas Sarkozy a vendu à la découpe avec la complicité de l'État.

- L'ex-député suppléant LREM (ex-Renaissance) Matheus Branquinho a été reconnu coupable d'agressions sexuelles sur 2 fillettes de 6 et 8 ans et de détention d'images pédopornographiques [plus de 4000 fichiers sur son ordi]. Il a été condamné à 1 an ferme. (France Bleu)

- Selon la Lettre A, le Service d'information du gouvernement, sous la tutelle de Matignon, a débloqué 21,5 millions d'€ d'argent public pour faire des sondages ! +55% par rapport au marché lancé en 2019. Une bonne décision ? Voilà une question qui méritait d'être sondée.

- Le gouvernement compte 19 millionnaires. En moyenne, ces 5 dernières années, Élisabeth Borne et ses ministres ont gagné 11.000€ net/mois (HATVP). Selon l'économiste Thomas Porcher, "*on a des politiques qui servent plus les riches que le reste de la population*". (Fr5).

...et les affaires sont les affaires.

- Dans les semaines et les mois à venir, le PDG de Système U estime que l'inflation sera de +25% sur les produits alimentaires par rapport à janvier 2022. "*Je vois des gens qui basculent complètement. Regardez les collectes alimentaires. Les politiques, et j'en ai rencontré beaucoup, n'ont absolument pas pris la mesure de la gravité de la situation*", le PDG de Système U sur l'inflation galopante... (itw France Inter et leparisien.fr)

- En France, en 10 ans :

- La fortune des milliardaires est passée de 82 à 442 milliards de \$. (étude de la banque UBS et PWC)

- Le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire a triplé. (Banques alimentaires)

- Le nombre de sans-abri a doublé. (Fondation Abbé Pierre)

- Sur 2023, l'inflation sur l'alimentation représentera un surcoût moyen de 790€ pour faire les mêmes courses qu'en 2021. (NielsenIQ)

- Selon une étude publiée par la banque suisse UBS et le cabinet d'audit et de conseils PWC, la fortune cumulée des milliardaires français est passée de 82 milliards \$ en 2009 à 442 milliards \$ en 2020, malgré la pandémie de covid... (Marianne)

- La suppression de l'ISF a bénéficié aux 5% les plus riches pour un gain de 6.500 € par an. La suppression de l'ISF a coûté près de 3 milliards € [par an] aux finances publiques. Les effets sur la croissance et sur l'emploi ne sont pas mesurables... (rapport officiel)

- Après la suspension d'un registre qui permettait de lutter contre la fraude & le blanchiment, le min. des Comptes public Gabriel Attal vient de défendre au Sénat les CJIP qui évitent des poursuites pénales aux entreprises soupçonnées de corruption ou de fraude fiscale...

- Affaire « *CumEx Files* » : sous le prétexte d'un "*nettoyage juridique*", la majorité d'Emmanuel Macron a vidé le dispositif censé récupérer les milliards de l'évasion fiscale... (Le Monde)

- La suppression de l'«*ExitTax*» [une taxe créée pour lutter contre l'évasion fiscale], à l'initiative d'Emmanuel Macron, pourrait être bien plus coûteuse qu'initialement annoncé ! le manque à gagner pourrait atteindre 6 milliards d'€.. (Le Monde)

- C'est un secret bien gardé à Bercy : le montant des aides publiques dont bénéficient les entreprises. Il représente près d'un tiers du budget de l'État, selon un rapport. 160 milliards d'€ par an, soit 3 fois plus qu'il y a 20 ans... (Mediapart)

- Il y a 1 mois, le rapport de la Fondation Abbé Pierre révélait que la France compte 330.000 sans-abri, 30.000 de plus qu'en 2022. C'est 2 fois plus qu'il y a 10 ans ! 4 millions de personnes sont mal-logées. 12,1 millions de personnes sont touchées par le mal-logement.

- Le nombre de personnes bénéficiant de l'aide alimentaire a triplé en 10 ans, avec une hausse de 10 % en 2022, révèle une étude des Banques alimentaires. (Le Monde)
- Depuis près de 40 ans, la France n'a jamais autant travaillé, selon l'OCDE. Le nombre total d'heures travaillées étaient de 34,9 milliards en 1985, de 38,4 milliards en 2000 et de 40 milliards en 2008. Ce total a atteint un record en 2021 avec 41,3 milliards d'heures.
- « *La France est un paradis fiscal pour les ultra-riches. Ils ne payent quasiment aucun impôt (2% sur le revenu). Il n'y a plus d'ISF. Le seul impôt qu'ils payent c'est celui sur les sociétés qui a été réduit de 8% sous Macron* » Gabriel Zucman, économiste. (itw France 5)

France. 7 mars 2023.

- L'Unedic vient de publier une étude qui révèle qu'à 60 et 61 ans plus d'une personne sur quatre est inactive ou au chômage. Le report de 2 ans de l'âge de départ devrait se traduire par près de 100.000 chômeurs de 60 ans et plus supplémentaires.
- FO Transports et Logistique "*appelle l'ensemble des conducteurs routiers à se mettre à l'arrêt à partir du dimanche soir 5 mars*" contre la réforme des retraites
- La CGT Transports appelle à la grève dans les transports routiers et la logistique "à partir du 7 mars". FO et Sud ont également appelé les routiers à la grève reconductible.
- Tous les syndicats de la SNCF (CGT, Sud, Unsa, CFDT) appellent à la reconductible à partir du 7 mars
- Cinq puissantes fédérations de la CGT (Ports et Docks, Cheminots, Chimie, Verre et Céramique, Energie) se coordonnent et appellent désormais officiellement à la grève reconductible à partir du 7 mars

International.

- L'Allemagne menacée par des grèves massives pour exiger des hausses de salaires face à l'inflation. Cheminots, postiers, services publics.. les prochaines semaines devraient être fortement perturbées. Vendredi dernier, 8 aéroports du pays ont été paralysés par une grève
- Situation tendue à Colombo au SriLanka suite à la décision de reporter indéfiniment les élections municipales alors que le gouvernement prétend qu'il ne peut pas les financer à cause de la crise économique. La contestation est fortement réprimée depuis le soulèvement de juillet
- Les manifestations contre Netanyahu et sa réforme judiciaire controversée gagnent en intensité en Israël avec des blocages de routes aujourd'hui. La police a utilisé des grenades assourdissantes provoquant l'indignation sur les RS. Des dizaines de manifestants arrêtés et blessés
- Des milliers de personnes manifestent au pays basque espagnol contre le démantèlement du système de santé publique

- Les manifestations en Moldavie se poursuivent contre le régime fantoche pro-occidental de Maya Sandu. Les manifestants scandent des slogans: « *À bas Maya Sandu, à bas la dictature* »

Des images (que les caméras ne vous montreront pas) de drones: des foules énormes de personnes dans la capitale moldave Chisinau. Plus de 10K personnes ont participé à des manifestations, et 40K autres personnes incapables d'entrer dans la capitale, bloquées par des barricades

- Le nombre de déclarations de faillite parmi les entreprises de l'UE a considérablement augmenté au 4^e trimestre 2022 et a atteint les niveaux les plus élevés depuis le début de la collecte de données en 2015, selon Eurostat.

- Un pays qui détruit les livres pour détruire les traces d'une culture, ça devrait faire réfléchir sur son type de régime...

- La Finlande construit une clôture de 548 M\$ à la frontière russe

Quand France Info réhabilite le nazisme.

J-C - Quand on était gosse, disons il y a 60 ans en arrière, le dimanche soir la télévision d'Etat, l'ORTF, proposait régulièrement des westerns célébrant le génocide du peuple amérindien, le massacre des indigènes ou autochtones, les Indiens, par les braves cow-boys-colons anglo-saxons s'emparant de leurs terres.

Guerre en Ukraine : quatre questions sur Stepan Bandera, figure historique présentée par la propagande russe comme le symbole de la "nazification" du pays - francetvinfo.fr 2 mars 2023

Quel a été le rôle de Stepan Bandera dans l'histoire de l'Ukraine ? Pourquoi cette figure historique très controversée est-elle effectivement commémorée aujourd'hui par les Ukrainiens ? Doit-on y voir la démonstration d'une fascisation du gouvernement de Kiev, comme l'avance le gouvernement russe ? Franceinfo revient en quatre questions sur la place particulière que le leader nationaliste occupe dans l'Ukraine contemporaine, en s'appuyant sur l'expertise de plusieurs historiens et d'un éminent représentant de la communauté juive en Ukraine. francetvinfo.fr 2 mars 2023

En famille. BFMTV au chevet des néonazis.

Les psychologues au chevet des combattants d'Azovstal - BFMTV 3 mars 2023

Hitlerjugend : Des adolescents néonazis arrivent sur la ligne de front en Ukraine

C'est bien tout un réseau, qui a été mis en place et produit aujourd'hui la chair à canon, dont l'OTAN a besoin en Ukraine. Une masse fanatisée, incapable de raisonnement, prête à tous les sacrifices, ayant déjà conduit à la destruction de l'Ukraine.

Et c'est cela que l'Axe globaliste arme, finance, soutient. Ce sont ces techniques nazies de conditionnement de la société, que nos pays cautionnent. C'est cette idéologie néonazie, ainsi normalisée, qui ronge la société ukrainienne.

<https://reseauinternational.net/hitlerjugend-des-adolescents-neonazis-arrivent-sur-la-ligne-de-front-en-ukraine/>

Vidéo. Ukraine's Hyper-Nationalist Military Summer Camp for Kids

<https://www.youtube.com/watch?v=CpV16BQfbrQ>

J-C – Pas besoin du son pour comprendre de quoi il s'agit...

Otanerie ou comptine pour mythomane enragé dont la diffusion serait refusée en asile psychiatrique.

Malgré le tapage médiatique, le nouveau film de BHL sur l'Ukraine peine à attirer les foules - RT France 28 février 2023

En dépit d'une surmédiation, le film-documentaire de Bernard-Henry Lévy «*Slava Ukraini*» n'a enregistré que 208 entrées pour son premier jour au cinéma. Le philosophe va-t-en-guerre est habitué aux flops.

Des affiches publicitaires sur les bus de la capitale, dans le métro, des unes dans les kiosques, des émissions centrées sur son «*combat*», des interviews : tout était fait pour que le nouveau film de Bernard Henry Levy «*Slava Ukraini*» soit un franc succès. Malgré une promotion en grande pompe, cette production co-réalisée avec le photographe Marc Roussel n'a pas vraiment fait florès. Et c'est le moins qu'on puisse dire, car il n'a en effet enregistré que 208 entrées lors de son premier jour d'exploitation le 22 février.

Dans son nouveau film très engagé, on suit les pérégrinations du philosophe aux côtés des forces ukrainiennes. Cheveux au vent, chemise déboutonnée, regard vers l'horizon et voix off larmoyante, BHL avait pourtant donné de sa personne pour que son documentaire devienne une référence du septième art.

Les critiques du film n'y vont pas de main morte. Sur le site Allociné, qui répertorie toutes les nouvelles sorties au cinéma, les commentaires sur le documentaire de BHL sont pour le moins catégoriques : «*franchement nul*», «*un film documentaire qui n'a aucune opposition*», «*voix off lente, mal interprétée*», «*ridicule*», «*sans nuance, partisan*», «*film de propagande pro-guerre*». Bref, le public n'a pas été convaincu par les prouesses cinématographiques du philosophe.

BHL se met pourtant comme à son habitude en scène sur le front. Avant l'Ukraine, il y avait eu les Afghans face aux Taliban, les Kurdes face à Daesh, ou encore les rebelles libyens face à Kadhafi. Il a même fait de ce dernier conflit un film, «*Le serment de Tobrouk*», présenté au festival de Cannes avec un budget de 980 000 euros, pour finalement n'enregistrer que 2 450 entrées dans toute la France.

Le philosophe est ainsi un habitué des flops. Ses autres films, «*Bosna*» et «*Peshmerga*» ont connu le même succès. «*Mort à Sarajevo*», doté d'un budget de 1,8 million d'euros a réalisé seulement 1 554 entrées. Sa pièce de théâtre «*Hôtel Europe*» en 2015 a elle dû être déprogrammée faute de public. RT France 28 février 2023

Une idée qui fait son chemin : Bloquer le pays et faire table rase !

Retraites : tous les syndicats représentatifs de la SNCF appellent à la grève reconductible à partir du 7 mars - francetvinfo.fr 27 février 2023

L'intersyndicale de la RATP avait aussi appelé à une grève reconductible à partir du 7 mars. Le 7 mars, l'ensemble des syndicats engagés contre le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans appellent à "*mettre le pays à l'arrêt*". francetvinfo.fr 27 février 2023

Blocage de l'économie du pays à partir du 7 mars ? Vous n'y pensez pas.

Quel est le briseur de grève qui a formulé vendredi soir à une conférence à la Maison des associations de solidarité « *le vœu qu'on appelle très vite à un autre rassemblement de masse ! Un samedi !* » ?

Réponse : L'histrion du régime, Mélenchon.

J-C – Faites passer le message, le mot d'ordre n'est pas « *blocage le 7 mars* », non, c'est **blocage à partir du 7 mars jusqu'au retrait de la contre-réforme des retraites de Macron-BlackRock**.

Santé. Quand la médecine et les institutions sont corrompues par les trusts pharmaceutiques.

Vaccin papillomavirus : une campagne de vaccination au collège généralisée dès la rentrée, annonce Macron - Le HuffPost 28 février 2023

Le chef de l'État s'est rendu dans un collège de Jarnac en Charente ce mardi 28 février pour assister à une séance de sensibilisation à la vaccination contre le papillomavirus.

Durant cette visite, Emmanuel Macron a annoncé qu'une campagne de vaccination gratuite généralisée dans les écoles sera lancée « On va généraliser à partir de la rentrée prochaine pour les 5e », a indiqué le chef de l'État lors d'une rencontre avec des élèves. Elle concernera tous les élèves de 5e, filles et garçons. « *Cela permet d'éviter beaucoup de cancers* », a ajouté Emmanuel Macron. L'Élysée estime que cette mesure devrait permettre à 800 000 élèves par an d'être protégés contre les cancers liés au papillomavirus.

Le président a précisé que dès septembre, la prescription et la vaccination contre le papillomavirus pourront être aussi réalisées par les pharmaciens, sages-femmes et infirmiers.

J-C - Absolument aucune étude scientifique ne prouve que ce vaccin est efficace et sans effet secondaire sur le long terme. Alors quand ils évoquent le "*bénéfice du vaccin*", il s'agit en fait de

l'augmentation du taux de personnes vaccinées et non de personne ayant évité le papillomavirus grâce à ce vaccin. Lisez attentivement.

Le HuffPost - Le but est ainsi de favoriser la connaissance sur le bénéfice du vaccin et de faire venir le centre de vaccination au sein de l'établissement scolaire pour faciliter sa mise en œuvre. Une expérimentation dans le Grand Est durant deux ans avait porté ses fruits. Le taux de vaccination dans la région avait augmenté de 9 % à 27 % la première année et de 14 % à 31 % la seconde.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ces cancers seraient totalement éliminables grâce au dépistage et à la vaccination. Or, le taux de couverture vaccinale en France est actuellement 37 % pour les filles et 9 % pour les garçons, alors que la stratégie décennale de lutte contre les cancers 2021-2030 vise un objectif de 80 % d'ici sept ans.

J-C - Vous retrouvez chez Macron la même argumentation ou propagande fallacieuse que celle tenue pendant les trois dernières années sur le covid-19 pour justifier une vaccination inutile.

Gardasil: l'étonnante précipitation d'Emmanuel Macron pour vacciner les enfants - France-Soir 02 mars 2023

Les États-Unis assistent depuis le mois dernier à l'ouverture d'un procès contre le laboratoire pharmaceutique Merck (MSD).

Suite à l'enregistrement d'une action judiciaire collective en octobre 2022, les plaignants veulent obtenir réparation quant à des effets secondaires graves, et parfois même mortels, attribués au vaccin Gardasil 9, le même pourtant fréquemment préconisé par le Président français.

Selon eux, ces effets adverses auraient été minorés par le fabricant. Quant aux bénéfices réels du vaccin en matière de protection face aux divers cancers faisant suite à une IST (infection sexuellement transmissible), ils auraient été exagérés.

<https://www.francesoir.fr/societe-sante/gardasil-l-etonnante-precipitation-d-emmanuel-macron-pour-vacciner-les-enfants>

L'ANSM, les autorités médicales, les organismes sociaux sont corrompus.

Dissimulation : les effets nocifs du médicament Vioxx avaient provoqué 40 000 morts aux États-Unis... et aucun en France ? - lemediaen442.fr 1 mars 2023

Le Vioxx est un anti-inflammatoire. Au début des années 2000, le médicament est présenté comme LE produit capable de soulager les douleurs dues à l'arthrose et aux rhumatismes. Il a l'avantage de ne pas présenter d'effets gastriques indésirables. Sauf que le médicament augmente par cinq le risque d'infarctus. Le laboratoire Merck le savait, mais ne l'a pas indiqué dans sa notice. C'est le début du plus gros scandale de l'histoire des médicaments. Merck et l'ANSM ont menti pendant 5 ans sur l'innocuité de l'anti-inflammatoire miracle, le Vioxx.

Officiellement, le Vioxx n'a fait de mal à personne en France, où 500 000 personnes en ont régulièrement pris. Depuis 2000, le laboratoire Merck a été condamné 80 fois aux États-Unis. Son

amende globale s'est élevée à 10 milliards de dollars pour violation de la sécurité des médicaments ou des équipements médicaux, pots-de-vin et corruption, etc. Le directeur de l'évaluation des médicaments de l'ANSM, le Pr Lechat, avait des conflits d'intérêts avec Merck. Toute ressemblance avec des personnages et situations existants est purement fortuite. lemediaen442.fr 1 mars 2023

Vidéo. Médicaments sous influence France 5 - 10 02 2015

<https://www.youtube.com/watch?v=BFU1fr2IRuQ&t=2056s>

Un internaute - L'Agence Européenne du médicament est une structure qui est financée par l'industrie pharmaceutique à hauteur de 20% en 1995, 75% en 2010, 80% en 2017, 89% en 2023...

Vidéo. Christian Perronne partisan d'extrême-droite ?

<https://www.youtube.com/watch?v=IjHNx4lGpPc&t=9s>

Qui croit encore le FBI, un ministre, un journaliste dans le pays le plus corrompu du monde ?

Origine du Covid: la Chine fustige les propos du FBI sur un "incident de laboratoire" - AFP 1 mars 2023

Les déclarations de Christopher Wray mardi à la chaîne d'information Fox News intervenaient deux jours après qu'un ministre américain ait avancé une position similaire.

Le FBI "*ressort cette théorie d'une fuite de laboratoire, ce qui n'est en aucun cas en mesure de discréditer la Chine, mais ne fait qu'entamer encore davantage sa propre crédibilité*", a réagi Mao Ning, une porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

"Etant donné les mensonges, les tromperies et les innombrables méfaits commis par les services de renseignement américains, leurs conclusions n'ont absolument aucune crédibilité", a-t-elle souligné lors d'un point presse régulier.

Les propos de Christopher Wray faisaient suite à une annonce similaire par le ministère américain de l'Energie.

De nouveaux éléments de renseignement auraient fait basculer l'analyse du ministère du côté de l'hypothèse de la fuite, selon des sources anonymes citées par le Wall Street Journal, le New York Times et CNN.

Les journaux insistent cependant sur le fait que cette nouvelle analyse est publiée "*avec un faible niveau de confiance*" par le ministère, qui chapeaute des laboratoires de biologie.

Le monde du renseignement américain est désormais encore plus divisé, certains estimant que le Covid est survenu par transmission naturelle. AFP 1 mars 2023

Commentaire d'un internaute.

- Combien y-a-t-il de marchés aux animaux sauvages en Chine ?

Des dizaines de milliers.

Combien y-a-t-il de laboratoires P4 en Chine ?

Un seul, à Wuhan (!)

Ainsi, si le Covid était issu d'un marché aux animaux, il y aurait tout au plus une chance sur 10.000 que celui-ci soit à proximité du labo de Wuhan ! Just comment sense.

Il faut vraiment une armée de décérébrés chez mes concitoyens et une armée de journalistes pourris jusqu'à la moelle pour ne pas envisager très sérieusement la fuite de laboratoire dès le début de la pandémie.

D'autant plus que les recherches en cours dans ce laboratoire concernaient le Sars et sa transmission entre espèces, notamment de l'animal à l'homme !

Il faut interdire les recherches sur le gain de fonction partout dans le monde et cesser de se foutre à ce point de notre gueule !

J-C - Vous commettez une erreur cependant, sachant que ces recherches étaient financées par une branche du Pentagone (DARPA), elles avaient un caractère militaire ou politique, ce qu'a confirmé la participation de Fauci, par ailleurs, une partie du personnel ou au moins un chercheur qui travaillait au laboratoire de Wuhan devait être une taupe du Pentagone ou de la CIA ou il l'avait recruté pour remplir une mission déterminée, répandre à l'extérieur ce virus le moment venu. Autrement dit, la piste de l'accident est une fausse piste destinée à faire diversion et à faire oublier ce qui a été précisé précédemment, qui laisse penser à un tout autre scénario imaginé ou raconté en détail par les Fondations Rockefeller et Gates, qui sont en réalité les donneurs d'ordre de cette opération, et ceux qui en tireront profit...

Mais la thèse du laboratoire de Wuhan peut être foireuse, deux autres internautes rappellent pourquoi.

- Exact, dire aujourd'hui que le virus était un produit du labo de Wuhan c'est oublier l'autre moitié de l'équation, les recherches sur les gains de fonction délocalisés à Wuhan pour cause de moratoire aux US avec comme suspect numéro 1 le même Peter Daszak d'EcoHealthAlliance, qui a signé (pour désamorcer la bombe potentielle) cette fumisterie de février 2020 ... avec Christian Drosten, le Mister Covid du gouvernement allemand, no less... Ces gens n'ont aucune pudeur, aucune honnêteté.

- Non, selon ce dont je me souviens, c'est parti de Fort Detrick (Virginie), un labo qui dès les années 50 était un établissement militaire de recherche d'armes bactériologiques : il a eu justement en 2019 des fuites l'obligeant à fermer provisoirement, car des cas bizarres s'étaient déclarés dans ses environs. Et quand les athlètes US se rendirent aux Jeux Militaires, la plupart étaient déjà malades et ont fait des contre-performances sévères. Ah, j'oubliais : les Jeux militaires, en octobre de cette année-là, se déroulaient.... à Wuhan !

J-C - Des athlètes d'autres délégations furent malades, dont des militaires français, c'est ce que confirma le médecin de l'armée, en précisant que les symptômes constatés coïncidaient avec ceux du covid-19 décrits quelque mois plus tard. Aucun ne fut très malade ou ne décéda, comme quoi ce

virus n'était pas aussi dangereux qu'ils l'avaient fait croire et qu'il existait des traitements efficaces pour en venir à bout.

Comme l'a rappelé un autre internaute, cette affaire a pu être montée de toutes pièces à partir de rien, un virus moins offensif que celui de la grippe, ce qui est avéré désormais, le véritable danger provenant uniquement des substances géniques expérimentales inoculées à la population réduite à l'état de cobaye pour la forcer à se soumettre à l'agenda des tyrans de Davos. Et surtout la formidable machine de guerre à propagande officielle... Mais aussi forcer la population à se doter d'un code QR à d'autres fins toutes aussi inavouables...

Totalitarisme. L'enfer est pavé de bonnes intentions.

J-C - Quand la dictature sanitaire et l'Organisation mondiale de la santé ouvrent la voie à l'instauration d'un nouvel ordre mondial totalitaire piloté depuis Davos, la Chine manifeste l'intention d'y participer. Il faut garder à l'esprit pour interpréter la situation que les 194 pays présents à l'ONU ont adopté la mystification sanitaire de l'OMS-Gavi-Gates-Rockefeller-Davos, absolument aucun ne l'a dénoncé, pas même la Russie, la Chine, le Venezuela, Cuba, la Bolivie, la Syrie, la Corée du Nord.

Certains journalistes s'emploient à nous présenter la Chine comme un modèle de démocratie ou l'ennemi irréductible des Etats-Unis et la solution à la crise du capitalisme ou de la civilisation, ce qui est faux ou largement exagéré. En réalité, elle se comporte plutôt en adversaire de plus en plus exigeant et complice de l'ordre mondial établi par ses concurrents auquel elle participe loyalement, sans manifester de vellétés anticapitaliste particulières, mais souhaitant que ses besoins soient pris en compte à hauteur de sa contribution ou de son engagement au côté des puissances occidentales ou pour service rendu qui méritent bien un minimum de reconnaissance.

La Chine doit son indépendance politique à ses bailleurs de fonds occidentaux, l'URSS pour n'en avoir pas profité a disparu, inutile de le rappeler à ses dirigeants, ils ont retenu la leçon. Quant à son indépendance économique, c'est un leurre, seul le socialisme leur aurait permis de l'acquérir, mais ils s'en sont définitivement détournés, la preuve, ils préfèrent servir leurs maîtres occidentaux et leurs marchés, plutôt que leur propre population réduite en esclavage et soumise à une dictature impitoyable, les Chinois vont même jusqu'à financer son déficit abyssal et toutes ses guerres.

Voyez plus loin comment l'oligarchie financière entend se servir de l'OMS pour instaurer son modèle de société totalitaire. Ce que la Chine cautionne ou appelle de ses vœux, c'est que l'OMS se substitue aux ministères de la Santé de chaque nation et décide à leurs places la politique sanitaire qui serait appliquée dans chaque pays sans que leurs peuples ne puissent s'y opposer. C'est bien un projet totalitaire, fasciste.

Initiative de Sécurité Globale - Réseau Voltaire 1er mars 2023

Le président chinois Xi Jinping a proposé l'Initiative de sécurité mondiale (GSI), appelant les pays à s'adapter au paysage international en profonde mutation dans un esprit de solidarité et à relever les défis de sécurité complexes et entrelacés dans un esprit gagnant-gagnant. Le GSI vise à éliminer les causes profondes des conflits internationaux, à améliorer la gouvernance de la sécurité mondiale, à encourager les efforts internationaux conjoints pour apporter plus de stabilité et de

certitude à une époque instable et changeante, et à promouvoir une paix et un développement durables dans le monde.

<https://www.voltairenet.org/article218938.html>

Extrait.

17. Soutenir l'Organisation mondiale de la santé pour qu'elle joue un rôle de premier plan dans la gouvernance mondiale de la santé publique, et coordonner et mobiliser efficacement les ressources mondiales pour répondre conjointement au COVID-19 et à d'autres grandes maladies infectieuses mondiales.

J-C – Vous suivez, Xi Jinping a bien fait la promotion de cette officine dont le principal créancier à laquelle elle doit rendre des comptes est la Fondation Gates qui a été un des acteurs clé de la dictature sanitaire mondiale ces trois dernières années. Il entend bien lui faire jouer un rôle de « *gouvernance mondiale* », on n'invente rien, il est donc complice du Forum économique mondial ou Davos, voilà ce qui ressort ici, alors le présenter comme un ennemi des Américains, c'est très exagéré, une vue de l'esprit ou totalement faux. La Chine tout comme la Russie entend jouer un rôle majeur dans l'instauration d'un gouvernement mondial, elle est sur la même longueur d'onde que les anglo-saxons...

***“Le Traité sur les pandémies de l’OMS instaurera un État mondial, policier, médical et scientifique”*, Francis Boyle, professeur de droit - France-Soir 23 février 2023**

Francis Boyle est professeur de droit international à l'Université de l'Illinois. Il est auteur du “*Biological Weapons Anti-Terrorism Act*” de 1989, une loi américaine mettant en œuvre la Convention sur les armes biologiques de 1972. Dans ce nouveau “*Debriefing*”, Francis Boyle alerte contre les amendements du Règlement sanitaire international et contre le Traité sur les pandémies de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Des textes “*contraignants au regard du droit international*” qui violeraient la Convention de Vienne sur le droit des Traités. Pire encore, une fois adoptés, ils confèreraient à l'OMS “*des pouvoirs dictatoriaux*”.

<https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/le-traite-sur-les-pandemies-e-l-oms-instaureront-un-etat-mondial-policier>

Maître Linda Simonet sur l'accord sanitaire mondial sous l'égide de l'OMS : « *Ce serait scandaleux !* » - Le Média en 4-4-2 2 mars 2023

Maître Simonet précise que la nouvelle convention mondiale serait un accord ou un instrument international juridiquement contraignant en vertu du droit international, ce qui signifie que les États seraient tenus de respecter les règles énoncées dans la convention. Cette nouvelle convention renforcerait les pouvoirs de l'OMS sous prétexte de faire face aux pandémies

Maître Linda Simonet, avocate au barreau de Paris et membre du collectif d'avocats défendant les libertés et apportant son aide au SLS (syndicat liberté santé) à titre de soutien des soignants suspendus. Le Média en 4-4-2 2 mars 2023

Vidéo. Vers un « accord » sanitaire mondial sous l'égide de l'OMS ? - "Ce serait scandaleux !" Me Simonet

<https://www.sudradio.fr/emission/le-fait-du-jour-145> ou

<https://www.youtube.com/watch?v=yo4p5FVwMn0>

Quand les ONG font la retape pour les parrains de Washington.

Méga-contrat minier Chine-RDC: des ONG congolaises annoncent des poursuites - RFI 3 mars 2023

En RDC, la société civile est en colère après la publication, le 16 février, du rapport de l'Inspection générale des finances (IGF) sur le contrat « infrastructures contre mines » signé en 2008 entre le gouvernement et le Groupement des entreprises chinoises.

Absence d'infrastructures, surfacturation et sous-évaluation des parts de l'État congolais : le rapport de l'IGF dénonce un déséquilibre dans le contrat, en défaveur de Kinshasa. Mais la partie chinoise dément et dénonce « *un rapport pas crédible* ». Réunies cette semaine à Kinshasa, les organisations de la société civile annoncent des actions en justice pour obtenir des condamnations. RFI 3 mars 2023

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Au G20, la Russie et la Chine dénoncent les "menaces" des Occidentaux - France 24 2 mars 2023

Moscou et Pékin ont accusé jeudi au G20 les pays occidentaux d'avoir recours au "chantage" et aux "menaces" pour imposer leurs vues, au moment où les ministres des Affaires étrangères du groupe se retrouvent en Inde, divisés par la guerre en Ukraine.

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a confirmé, jeudi 2 mars, qu'aucun communiqué commun ne verra le jour à l'issue d'une réunion ministérielle du G20 en Inde et fustigé les pays occidentaux pour cet échec.

"Nous parlons de bonnes manières. Eh bien, nos homologues occidentaux sont devenus très mauvais en la matière. Ils ne pensent plus à la diplomatie, ils ne font que du chantage et menacer tout le monde", a affirmé Sergueï Lavrov aux journalistes.

Les deux hommes ont *"unaniment rejeté les tentatives d'ingérence dans les affaires internes d'autres pays, d'imposer des approches unilatérales par le chantage et les menaces"*, selon un communiqué de la diplomatie russe. AFP/France 24 2 mars 2023

Le conflit ukrainien en regard de la responsabilité des gouvernants par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 28 février 2023

L'Alliance atlantique magnifie l'Ukraine à l'occasion du premier anniversaire de l'intervention militaire russe sur son territoire. Sous nos yeux, nous la voyons recourir à la plus trompeuse des propagandes, maniant avec habileté l'omission et parfois le mensonge. Contrairement à ce qu'elle prétend, jamais cette guerre n'a été illégale, même si aujourd'hui elle ne semble plus nécessaire et devrait être interrompue. Cependant, les causes de la guerre demeurent et le Kremlin anticipe une seconde manche, non pas pour annexer l'Ukraine ou la Moldavie, mais pour sauver la Transnistrie.

<https://www.voltairenet.org/article218898.html>

Vous risquez de vous étrangler en lisant la fin de cet article :

- La politique actuelle du gouvernement de Volodymyr Zelensky est incompréhensible. D'un côté, les institutions démocratiques fonctionnent...

J-C - Ceci explique cela en somme.

Les pertes matérielles de l'OTAN en Ukraine selon le ministère de la Défense russe

<https://reseauinternational.net/les-pertes-materielles-de-lotan-en-ukraine-selon-le-ministere-de-la-defense-russe/>

Nous avons récupéré les 287 pages de communiqués du Mindef Russe depuis le début de l'Opération Spéciale en Ukraine le 24 février 2022 :

Opération militaire spéciale : Ministère de la Défense de la Fédération de Russie (fr.mil.ru)

https://fr.mil.ru/fr/news_page/country.htm?id=11123@egClassification&ra=egNews

L'Afrique du Nord achète du diesel russe pour le revendre à l'Europe - lemediaen442.fr 4 mars 2023

D'après le site Oilprice.com, depuis l'entrée en vigueur de l'embargo de l'UE sur les importations de carburants russes en février, l'Afrique du Nord est devenue un terrain clé pour les produits pétroliers russes, tels que le diesel. Il semble que certains de ces produits pourraient être réexportés vers l'Europe.

Cependant, l'UE pourrait ne pas être trop stricte en cherchant à retirer chaque baril de pétrole russe possible de son marché, compte tenu des perturbations majeures dans le commerce mondial de pétrole et du souhait des nations occidentales de punir Poutine tout en continuant à faire couler son pétrole dans le monde.

« *Croyez-moi, nous n'assistons pas à une renaissance du raffinage maghrébin. Une partie des produits pétroliers russes finiront en Europe* », a déclaré Viktor Katona, analyste pétrolier senior chez Kpler.

En conséquence, l'Europe importe ce mois-ci les volumes les plus élevés de diesel du Moyen-Orient et d'Asie depuis sept ans, tandis que les flux de produits pétroliers russes vers l'Afrique du Nord sont en augmentation. Les analystes pensent que certains de ces produits russes seront réexportés vers l'Europe, après avoir été mélangés à des produits d'origine non russe. En somme, la Russie semble trouver un moyen de maintenir ses exportations de produits pétroliers dans cette nouvelle réalité et l'Europe s'en contente. lemediaen442.fr 4 mars 2023

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 7 mars 2023.

Le genre de dégénérés soutenus par les représentants de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

La mesure contre les drag queens dans le Tennessee est « dangereuse » pour la Maison Blanche - Le HuffPost 4 mars 2023

Le Tennessee est le premier État américain à légiférer contre les « *drag shows* », mais il pourrait être rejoint par une dizaine d'autres.

« *Ce genre de décisions ridicules ne sont pas seulement inutiles, elles sont dangereuses* », en particulier « *à un moment où les Américains LGBT+ font face à un risque plus élevé de violence, à des problèmes de santé mentale* », a dénoncé Karine Jean-Pierre, porte-parole du président Joe Biden. Le HuffPost 4 mars 2023

Pourquoi encouragent-ils la consommation de ces drogues de la mort ?

Le Canada autorise la production et la vente de drogues dures : cocaïne, ecstasy, héroïne, fentanyl, crack... - lemediaen442.fr 6 mars 2023

Le Canada vient de délivrer une licence à l'entreprise canadienne de biotechnologies Sunshine Earth Labs pour la production et la vente de cocaïne, ainsi que d'autres drogues comme la morphine, l'ecstasy et l'héroïne. Cette licence a été accordée suite à une modification de la loi, qui dépénalise la possession de petites quantités de drogues dites dures afin de faire face à la crise de surdoses aux opiacés qui a causé des milliers de morts.

Sunshine Labs est autorisé par Santé Canada à mener les activités réglementées suivantes : possession, production, assemblage, vente/fourniture et envoi, transport et livraison avec de la feuille de coca, de la cocaïne, de la diacétylmorphine, de la morphine, de la MDMA, de l'opium et de la psilocybine dans des limites strictes imposées par Santé Canada.

Bien que cette mesure vise à lutter contre la stigmatisation associée à l'usage de stupéfiants, elle soulève également des inquiétudes quant aux dangers de la consommation de ces drogues et à la sécurité des approvisionnements. Les partisans de cette mesure estiment que l'approvisionnement en drogues sera plus sûr pour les personnes dépendantes, car ces dernières n'iront pas acheter des drogues potentiellement dangereuses dans la rue puisque l'État se substitue — d'une certaine manière — aux dealers.

Cependant, les opposants à cette décision soulignent les risques élevés de surdose liés à la consommation de cocaïne et d'autres drogues dures, elles craignent aussi que cette mesure pousse certaines personnes à consommer des drogues qu'elles n'auraient pas osé essayer si cela était resté illégal.

En outre, la décriminalisation pourrait attirer des personnes d'autres régions ou pays, créant ainsi un « *narcotourisme* » qui faciliterait l'achat de drogues. Enfin, la décriminalisation pourrait augmenter les risques d'accidents de la route ou de violences associés à la consommation de drogues, notamment lorsqu'elles sont prises au volant. L'affaire Palmade en dit long sur ce dernier point.

Ce projet pilote d'une durée de trois ans approuvé par Santé Canada « *ministère du gouvernement du Canada* » se fera en Colombie-Britannique, province la plus à l'ouest du Canada.
lemediaen442.fr 6 mars 2023

“L’humain d’abord”. Ils sont toujours animés de bonnes intentions envers la population, la preuve.

**Éditorial. En Chine, la réforme du système de santé est indispensable -
courrierinternational.com 6 mars 2023**

Dans cet éditorial, le magazine économique “*Caixin*” s’engage en faveur d’une réforme profonde du système de santé chinois, qu’il décrit comme bureaucratique, mal organisé et au financement fragile voire douteux. Une prise de position au ton très libéral, dans un contexte où la modification du système d’assurance-maladie provoque des remous.

Il ne faut pas dévier d’un pouce pour ce qui concerne les mesures de soutien au développement d’une médecine privée

Il faut également encourager les médecins à ouvrir des cabinets privés, afin qu’on s’oriente progressivement vers une pratique libérale de la médecine...

Le secteur de la santé doit-il s’adjoindre de nouvelles forces soumises aux règles du marché ?

Ce serait une très belle manière d’illustrer le concept de “*l’humain d’abord*”.
courrierinternational.com 6 mars 2023

Totalitarisme. Comment caractériser leur volonté de tout contrôler ?

Défaut de paiement : Ford obtient un brevet afin de couper à distance les fonctions de votre voiture - lemediaen442.fr 5 mars 2023

Selon un nouveau rapport de Bloomberg, le constructeur automobile Ford a récemment obtenu un brevet qui lui permettrait de couper à distance des fonctions de votre voiture (climatisation, radio, GPS...), de vous empêcher d’entrer dans votre propre véhicule, de faire sonner une alarme si vous manquez le paiement de voiture à l’entreprise, ou même le démarrage automatique du véhicule et son retour au garage du vendeur.

Bien que Ford prétende ne pas avoir l’intention d’utiliser cette technologie — qui est tout de même brevetée —, les experts mettent en garde contre l’ouverture d’une « *boîte de Pandore* » avec cette technologie, qui pourrait causer un niveau supplémentaire d’inconfort pour le conducteur au moment où de nombreux propriétaires de voitures ont des difficultés à suivre les paiements en

raison de la hausse des taux, ce qui peut potentiellement les exposer à la reprise de leur voiture par le constructeur.

Cette innovation soulève également des questions éthiques et de confidentialité, notamment sur le contrôle que le constructeur pourrait avoir sur l'utilisation de votre voiture. Il est facile d'imaginer le pire.

« *Imaginez-vous au volant d'une voiture Ford équipée de la technologie brevetée de contrôle à distance. Vous êtes sur l'autoroute lorsque soudainement, la radio et la climatisation s'éteignent, le régulateur de vitesse est désactivé et les fenêtres automatisées ne fonctionnent plus. Vous réalisez que vous avez manqué un paiement à l'entreprise et qu'elle a décidé de prendre le contrôle de votre véhicule.* »

La pandémie a entraîné un contrôle accru des êtres humains, et cette tendance inquiétante s'étend désormais jusqu'à l'intérieur de votre voiture. Il est à craindre que cette technologie ne soit bientôt utilisée également dans les foyers, ce qui soulève de graves préoccupations quant à la vie privée et à la liberté individuelle. lemediaen442.fr 5 mars 2023

De l'Ohio à Athènes les mêmes causes produisent les mêmes effets. Suite.

Grèce. Environ 12 000 personnes manifestaient encore, dimanche, devant le Parlement, selon la police. - francetvinfo.fr 4 mars 2023

La colère ne retombe pas. Environ 12 000 personnes manifestent à nouveau devant le Parlement grec, à Athènes (Grèce), dimanche 5 mars, cinq jours après l'accident de train survenu le 28 février près de Larissa, dans le centre du pays. Les manifestants, qui ont notamment brandi des pancartes "*A bas les gouvernements assassins*", ont répondu à l'appel des étudiants, des cheminots et des employés du secteur public alors que les trains et le métro sont en grève dans le pays.

Le lourd bilan humain (57 morts) et l'origine humaine de la tragédie ont poussé plusieurs milliers de personnes dans les rues, pour réclamer la démission du gouvernement et plus d'investissements dans le réseau ferroviaire du pays, au point de provoquer des heurts violents entre manifestants et policiers, vendredi soir.

Depuis la collision ferroviaire, de nombreuses voix se sont élevées pour réclamer la modernisation du réseau ferré national – voire sa renationalisation. Des manifestants ont notamment défilé à Larissa, devant les locaux de la compagnie Hellenic Train, au cri de "*La privatisation tue !*" ou encore "*Leurs profits, nos morts*". L'entreprise, privatisée après la faillite de la Grèce et la contraction d'un prêt du Fonds monétaire international (FMI) en 2010, a été rachetée par le groupe ferroviaire public italien Ferrovie dello Stato italiana en 2016.

Mais cette exploitation privée du réseau ferroviaire ne s'est pas accompagnée de travaux significatifs, comme le déplorent depuis plusieurs années les syndicats du secteur. Dans le détail, des radars de sécurité sont attendus, et les systèmes de signalisation manuels sont pointés du doigt pour leur dangerosité. "*Cela fait depuis l'an 2000 que les systèmes ne fonctionnent pas*", a déploré Kostas Genidounias, président d'un syndicat de conducteurs de train.

Les méthodes de recrutement d'Hellenic Train se trouvent désormais sous le feu des critiques. A Larissa, le chef de gare mis en cause était en fait un bagagiste promu pour cause du manque

d'effectif, comme l'explique le journal Kathimerini, qui a interrogé à ce sujet l'ancien directeur de la sécurité et de la circulation de la compagnie. francetvinfo.fr 4 mars 2023

J-C – La renationalisation ou socialisation de tous les services publics qui ont été privatisés dans tous les pays depuis 50 ans s'imposent d'urgence, d'où la nécessité de renverser tous les régimes en place et de s'organiser pour y arriver...

États-Unis: un nouveau train déraile en Ohio, un mois après celui qui transportait des produits toxiques - BFMTV 6 mars 2023

Un train de marchandises de plusieurs centaines de wagons a déraillé samedi alors qu'il passait à hauteur de la ville de Springfield, dans l'État de l'Ohio. Le convoi devait rallier l'Alaska lorsque 28 de ses 212 wagons ont quitté les rails.

Quatre wagons contenaient de "*résidus de produits industriels*" mais aucune substance toxique n'a contaminé la zone de l'accident, ont rapporté les autorités locales. L'accident n'a pas non plus fait de victimes, rapporte notamment le New York Times. BFMTV 6 mars 2023

Mélenchon ne rate pas une occasion de légitimer le tyran Macron et l'ONU contrôlée par Davos.

Macron et Mélenchon se félicitent de l'accord de l'ONU pour protéger la haute mer - AFP/BFMTV 5 mars 2023

Emmanuel Macron a été parmi les premiers à en parler sur les réseaux sociaux, qualifiant l'engagement d'"*historique*". "*C'est plus de la moitié de la surface de la planète que nous allons sauvegarder*", souligne-t-il.

Jean-Luc Mélenchon, l'un des rares à gauche à avoir pris la parole sur le sujet, estime qu'il s'agit d'un "*grand événement*". "*L'ONU établi un traité de protection des grands fonds marins.* " "*Le peuple humain hors frontières existe*", a-t-il ajouté.

Quelques commentaires sur Twitter.

1 - Au-delà du peu de pertinence de cette remarque avec le sujet, c'est magnifique de voir la "*gauche*" communier avec les délires sans-frontiéristes du pire mercantilisme libéral...

2 - Vous avez confiance en L'ONU?

J-C - Vous avez raison, ce pauvre type est tellement pressé de s'encanailler avec l'autre salopard qu'il en oublie que les résolutions et les traités adoptés à l'ONU sont faits pour être violés par ceux qui les ont rédigés ou signés, les Etats-Unis en tête.

On a gardé le meilleur pour la fin, **Mélenchon n'a pas eu accès au texte en question.** Et ils n'étaient pas le seul.

Journal du Dimanche - Le contenu exact du texte n'a pas été publié dans l'immédiat. Pour autant, les militants écologistes l'ont salué comme étant un tournant décisif pour la protection de la biodiversité. Journal du Dimanche 5 mars 2023

J-C - Tartuferie. Quand on repense à ce qu'ils ont fait pour "*préserver la vie*" de la population au cours des trois dernières années...

Journal du Dimanche - « *Nous franchissons une étape cruciale pour préserver la vie marine et la biodiversité qui sont essentielles pour nous et les générations à venir* », a indiqué le commissaire européen à l'Environnement, Virginijus Sinkevicius, dans une déclaration transmise à l'AFP. Journal du Dimanche 5 mars 2023

J-C – Gageons que pour des raisons économiques les dégazages et déballastages directement en mer continuerons comme avant, ils seraient à hauteur « *d'un million de tonnes de pétrole par an. Cela représente six fois plus d'hydrocarbures que ceux des catastrophes pétrolières communément appelées "marées noires". Le dégazage, mais surtout le déballastage, est responsable d'une grande partie de la pollution des mers et des océans par les hydrocarbures.* » (geo.fr 26 juin 2022)

Blocage de l'économie du pays à partir du 7 mars ? Vous n'y pensez pas.

Ils auront tout fait pour aider Macron.

L'intersyndicale se réunira et devrait donner ses directives juste après la manifestation contre la réforme des retraites, dans la journée du 7 mars. L'ensemble des organisations syndicales s'est aussi dit prêt à saisir la journée du 8 mars, journée internationale de luttes pour les droits des femmes, afin de « mettre en évidence l'injustice sociale majeure de cette réforme envers les femmes ». S'ensuivra, le 9 mars, une journée d'action et de mobilisation de la jeunesse, aussi pour dénoncer l'impact de la réforme des retraites sur cette tranche d'âge. publicsenat.fr 6 mars 2023

En terme politique, on appelle cela un abus de pouvoir, un acte antidémocratique, un coup de force, un coup d'Etat.

Réforme des retraites : pour François Ruffin (LFI), Emmanuel Macron est atteint d'une « forme de folie » - lejdd.fr 6 mars 2023

« *Ça fait maintenant des mois qu'il y a 7 Français sur 10 qui disent non à cette réforme, 9 salariés sur 10. On a tous les syndicats unis qui disent non, on a une, deux, trois manifestations avec un, deux, trois millions de personnes qui disent non à cette réforme* »

« *Apparemment tout ça, le président Macron et Élisabeth Borne ne l'entendent pas* », a-t-il regretté, estimant que l'effet serait différent « *si c'est le patron d'Amazon* ». Le chef de l'État « *malheureusement aujourd'hui est plus à même d'écouter Jeff Bezos, le patron d'Amazon [...] que d'écouter les Français qui travaillent* », a déploré M. Ruffin, ironisant sur le « *bon sens du CAC 40* » du chef de l'État.

« *Ils ont la valeur travail dans les mots mais ils l'écrasent tous les jours dans les faits* », a encore critiqué le député LFI, décrivant « *la France qui manifeste* » comme celle « *qui se lève tôt* », « *qui va au boulot* », « *qui prend son auto* » et « *qui a mal au dos* ». lejdd.fr 6 mars 2023

J-C – Vous n'avez pas remarqué un truc bizarre, pourquoi reprocher à l'autocrate d'être fou ? Au contraire, je le trouve tout ce qu'il y a de plus normal, il fait correctement son boulot, même mieux que ses prédécesseurs, c'est vrai, ne soyons pas injuste. Et puis qu'est-ce que cela signifie de le traiter de fou, sinon qu'il pourrait être normal pour peu qu'il se soigne, encore un effort et vous l'appelleriez camarade !

Réforme des retraites : Le monde de la culture a fini par s'en emparer - Le HuffPost 6 mars 2023

La retraite à 64 ans ? 71 % de Français n'en veulent pas, d'après la dernière vague du sondage YouGov pour Le HuffPost. Ce mardi 7 mars, et après avoir réuni entre 1,3 et 2,8 millions de personnes opposées au projet de réforme d'Élisabeth Borne, les syndicats espèrent faire encore plus fort en mettant « *la France à l'arrêt dans tous les secteurs* ».

Car oui, tous les secteurs, et pas seulement les transports, les écoles ou les raffineries, sont concernés. C'est aussi le cas de celui de la culture, comme plusieurs stars du milieu l'ont rappelé, Adèle Haenel notamment. Au cours d'une réunion publique « *féministe et antiraciste* » organisée dans le courant du mois de février à l'université Paris VIII, l'actrice césarisée a exprimé son soutien « *à la grève comme unique moyen de se faire entendre* ».

« *Il faut bloquer économiquement le pays [...]. Je crois en notre force collective. La jeunesse, vous pouvez déborder l'intersyndicale. Faites confiance à votre force de contagion* », a-t-elle lancé devant 350 étudiants, avant de conclure : « *J'ai joué dans un film qui s'appelle 'Portrait de la jeune fille en feu', et aujourd'hui j'ai envie de dire : Vous pouvez mettre la misère aux capitalistes et aux bourgeois et faire le portrait de la jeunesse en feu.* »

Un peu plus tôt cette année, Adèle Haenel était de celles et ceux qui, dans une tribune publiée chez Politis, ont dénoncé la réforme du gouvernement, une réforme dont l'objectif « *à rebours de l'histoire sociale est de faire travailler plus et plus longtemps des femmes et des hommes qui aspirent au repos et à donner libre cours à leurs projets dans un moment privilégié de la vie* ».

La tribune compte une centaine de signataires, parmi lesquels des figures du cinéma français, comme Felix Moati, Romane Bohringer, Corinne Masiero et le réalisateur Lucas Belveaux. On y trouve également des noms de la musique actuelle (Dominique A, Barbara Carlotti), mais aussi celui de la Nobel de littérature 2022, l'ex-animatrice de M6 Valérie Damidot et l'humoriste de France Inter Guillaume Meurice.

Des musiciens usés

Ceux qui se qualifient eux-mêmes d'intellectuels disent « *non* » à cette réforme qui « *va frapper plus durement ceux qui exercent les métiers les plus difficiles, usants – tant physiquement que psychologiquement –, et qui ont moins de chances de profiter d'une retraite paisible et de s'imaginer un avenir après 64 ans* ».

C'est ce qu'a dénoncé Karine Huet, l'une des musiciennes de l'orchestre des dernières Victoires de la musique. Dans un discours fort prononcé en direct, elle a rappelé que tenir l'excellence exigée par le public n'est plus tenable à 64 ans « *quand on a commencé l'instrument à 6 ans* ».

C'est pour ça qu'elle « *manifeste actuellement* ». Et ce, comme beaucoup d'autres Français, dont l'actrice Jeanne Balibar (Barbara, Illusions perdues) qui, depuis le début de la mobilisation, partage des photos des manifestations auxquelles elle a décidé de prendre part. « *Engagez-vous comme femme de chambre dans un grand hôtel, et vous allez en apprendre, en huit jours, plus sur la pénibilité du travail que dans toutes vos études* », a, de son côté, envoyé à l'adresse d'Élisabeth Borne Ariane Mnouchkine, célèbre metteuse en scène que BFMTV a croisée au milieu des banderoles de son équipe du Théâtre du Soleil.

Les écrivains en colère

Tandis que l'écrivain Didier Eribon (Retour à Reims) salue sur Instagram les « *centaines de milliers de manifestants* » venus « *dire non à Macron et à sa politique de démolition des services publics* », Nicolas Mathieu, sur le même réseau social, a exprimé sa colère. Et ce, au gré du récit bouleversant de son père retraité et épuisé, dont la mémoire n'a gardé des années passées que son temps au travail.

« *Quand j'entends des trous du cul qui ont la chance comme moi de faire un taf qui leur plaît, n'est pas salissant et leur assure une espérance de vie supérieure de dix ans à celle de mon père, expliquer que des tas de gens aiment leur job, me viennent des colères ascensionnelles, des envies de pédagogie à coups de marteau* », écrit le lauréat du Goncourt.

« *Là-dessus, il faut être intraitable, conclut l'auteur du roman Leurs enfants après eux. Chaque fois qu'il faudra jouer la vie contre le travail, on n'hésitera pas.* » Même son de cloche chez Pierre Lemaitre qui, au micro de France Inter, a dit se « *radicaliser avec l'âge* » : « *Plus le temps passe et plus ma colère se développe* », concède l'écrivain de 71 ans. Ce mardi, les chances de le croiser lui et les autres artistes précédemment évoqués dans la rue sont fortes. Le HuffPost 6 mars 2023

Go home ! La Françafrique est « *révolue* » dixit le colon Macron.

Quand le président Macron insulte les Congolais : « *Vous n'avez jamais été capables de restaurer la souveraineté !* » - lemediaen442.fr 5 mars 2023

Les critiques fusent contre Macron pour son manque de diplomatie dans ses relations internationales après une posture post-coloniale envers les Congolais.

Le président Macron a effectué une tournée africaine, qui s'est terminée en République démocratique du Congo (RDC) le 4 mars 2023. Il a rencontré son homologue Félix Tshisekedi et exposé les quatre grands domaines de coopération à venir entre la France et la RDC, notamment la sécurité, la formation militaire, la collaboration économique, notamment dans les domaines numériques et miniers, ainsi que le développement des forêts tropicales.

Le président français semble avoir des difficultés à adopter une approche diplomatique dans ses relations avec d'autres dirigeants. L'épisode où Vladimir Poutine a refusé de répondre à une demande de conversation téléphonique de la part de Macron, après qu'un échange privé ait été diffusé dans un documentaire sur France 2, a suscité des réactions négatives. Ce manque de

confidentialité dans les relations diplomatiques ne semble pas avoir affecté le président Macron puisqu'il continue à briser la diplomatie française au Congo.

La manière dont il s'est exprimé à l'égard des Congolais — adoptant une posture post-coloniale — a été considérée comme offensante. En effet, il a prononcé une phrase lourde qui a suscité des réactions défavorables. « *Depuis 1994, vous n'avez jamais été capable de restaurer la souveraineté ni militaire ni sécuritaire ni administrative de votre pays. C'est une réalité. Il ne faut pas chercher des coupables à l'extérieur* »

Le président Tshisekedi de la RDC — visiblement très agacé — a exprimé son désaccord avec le président français en pleine conférence de presse, en soulignant les préoccupations de son pays « *Regardez-nous autrement, en nous considérant comme des partenaires et non avec un regard paternaliste* ».

Il convient de noter que l'accueil réservé au président français par la population congolaise n'a pas été chaleureux. En effet, des manifestations ont eu lieu dans les rues de Kinshasa, où des opposants ont scandé leur désapprobation en qualifiant le président français d'assassin.

Certains ont souligné que Macron cherchait à réactiver la « *France Afrique* », une politique controversée qui implique une ingérence française dans les affaires des anciennes colonies africaines. lemediaen442.fr 5 mars 2023

Centrafrique : Touadéra accuse les Occidentaux de faciliter le «pillage» des ressources - RT France 6 mars 2023

Prenant la parole ce 5 mars à Doha, au Qatar, lors d'un sommet des Pays les moins avancés organisé sous l'égide de l'ONU, le chef d'Etat centrafricain Faustin-Archange Touadéra a lourdement chargé la stratégie des pays occidentaux dans son pays. Jugeant son pays «*victime de visées géostratégiques liées à ses ressources naturelles*», il a accusé l'Occident «*d'entretenir l'instabilité politique*» avec pour objectif le pillage des richesses du pays.

«*La République centrafricaine est soumise depuis son indépendance à un pillage systématique facilité par l'instabilité politique entretenue par certains pays occidentaux [et par] des groupes armés terroristes dont les leaders sont des mercenaires étrangers*», a-t-il dénoncé.

Faustin-Archange Touadéra a estimé que les «*attaques récurrentes*» menées par ces groupes visaient à «*rendre le pays ingouvernable, à empêcher l'Etat d'exercer son droit de souveraineté sur les réserves naturelles et son droit légitime à l'autodétermination*».

Soulignant «*l'immense trésor géologique*» dont est doté son pays (or, diamants, matières premières stratégiques dont le cobalt, l'uranium...), il a déploré que la République centrafricaine reste, plus de 60 ans après son indépendance «*l'un des pays les plus pauvres du monde*».

Le dirigeant a en outre fustigé «*l'embargo injuste et illégitime sur les armes à destination des forces armées centrafricaines et sur le diamant centrafricain*» ainsi que «*les campagnes de désinformation et de diabolisation de certains médias étrangers en vue de décourager les investisseurs*». «*Le peuple centrafricain est donc pris en otage*», a conclu Faustin-Archange Touadéra.

Ancienne colonie française, la Centrafrique s'est récemment détournée de Paris au profit, notamment, d'un partenariat géostratégique avec Moscou, qui y a dépêché en 2018 des instructeurs

militaires à la demande de Bangui. Les derniers soldats français ont quitté le pays en décembre dernier. RT France 6 mars 2023

Une «plume» empoisonnée.

ONU: Bamako ne veut plus de la France comme «plume» des résolutions sur le Mali au Conseil de sécurité - RFI 5 mars 2023

Le Mali a demandé au Conseil de sécurité de relever la France de ses fonctions à l'ONU de coordinateur-rédacteur des résolutions sur la Minusma ou sur le régime des sanctions concernant le pays. Depuis décembre 2012 et l'inscription du Mali à l'agenda du Conseil, Paris occupe officiellement cette fonction de « plume » parmi les quinze membres. RFI 5 mars 2023

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Ils préfèrent le napalm, le phosphore, l'uranium appauvri, le tapis de bombes ou la bombe atomique qui font des millions de victimes civiles innocentes...

Guerre en Ukraine : les images de Marinka totalement rasée - Le HuffPost 5 mars 2023

Le déni ou le négationnisme a ses limites, semble-t-il, ils en deviennent prolixes ou bavards.

J-C - On adore quand ils lavent leur linge sale en famille.

Une du jour. La Russie est-elle en train de remodeler l'ordre mondial en sa faveur ? - courrierinternational.com 4 mars 2023

Moscou semble parvenir à consolider autour de ses intérêts une coalition de pays du Sud non négligeable, alerte "The Spectator", à Londres. En témoignent les résultats du vote du 23 février aux Nations unies condamnant l'invasion russe de l'Ukraine.

Trente-deux abstentions, treize absences, sept votes contre. Les dirigeants d'une cinquantaine de pays (sur 193), dont la Chine et l'Inde, ont refusé de condamner l'invasion russe de l'Ukraine, aux Nations unies, le 23 février dernier. Le fruit, s'inquiète The Spectator, d'une rhétorique efficace du Kremlin, déployée depuis de nombreuses années auprès des pays de Sud. "*Vladimir Poutine est-il en train de gagner ? s'interroge même l'hebdomadaire londonien en une de son édition du 4 mars. L'ordre mondial, en tout cas, change en sa faveur.*"

De l'Amérique centrale à l'Asie en passant par l'Afrique, le maître du Kremlin "*cultive une alliance de nations qui se sentent victimes de l'impérialisme occidental*", analyse l'historien Peter Frankopan, de l'université d'Oxford, dans les pages du magazine conservateur.

L'idée selon laquelle les États-Unis et leurs alliés se trouvent "*à la source de l'instabilité mondiale*" fait son chemin dans de nombreuses capitales. Les interventions militaires en Yougoslavie ? En Irak ? En Libye ? En Syrie ? Autant de preuves de la "duplicité" de l'Occident, a martelé Vladimir Poutine lors de son adresse à la nation du 21 février.

“Moscou se présente comme un bastion de stabilité dans un monde devenu fou, alors même que le Kremlin cherche à le rendre encore plus fou.”

“Regardez comme on vous abandonne”

Dans cette bataille géopolitique, la Russie peut compter sur l'appui de la Chine. *“Même si les relations bilatérales ne sont pas toujours simples, la guerre a créé d'énormes opportunités : les échanges commerciaux se sont intensifiés et les deux pays sont unis par la volonté de propager la vision d'un Occident imprévisible.”*

Vladimir Poutine, insiste Peter Frankopan, est passée maître dans l'art d'agiter le sentiment anti-américain. Des paroles adossées à *“une realpolitik faite de commerce et d'échange de denrées alimentaires utilisées comme armes diplomatiques”*, notamment sur le continent africain.

“Regardez comme l'Ukraine a été soutenue, armée par l'Occident, dit-il, pendant que d'autres ont été abandonnés.”

Et les conséquences indirectes de la guerre alimentent ce ressentiment : en réaction *“à l'instrumentalisation du secteur de l'énergie par la Russie”*, les pays occidentaux se sont rués sur les importations de gaz naturel liquéfié (GNL). Résultat, *“le prix du GNL a explosé, devenant trop cher pour certains pays comme le Pakistan et le Bangladesh, où sont survenues des coupures de courant”*. Au sein de la population, la rancœur vis-à-vis du Nord progresse. L'Occident a beau afficher son unité, conclut Peter Frankopan, *“l'ordre mondial risque de changer”* sans lui. courrierinternational.com 4 mars 2023

J-C - Il fallait oser accuser la Russie d'avoir instrumentalisé le secteur de l'énergie, après que les chefs d'Etats de l'UE eurent décidé unilatéralement de ne plus acheter du gaz à la Russie ou encore, après avoir laissé les Américains plastiquer Nord Stream 1 et Nord Stream 2, les deux principaux gazoducs qui alimentaient l'Europe occidentale en gaz.

Quelles sont les forces qui poussent les USA à une agression militaire internationale croissante? - histoireetsociete.com 5 mars 2023

Extrait.

Comment les USA ont-ils réussi à entraîner l'Ukraine dans la guerre ?

Les USA ont consciencieusement et minutieusement préparé cette guerre en militarisant progressivement l'Ukraine. Vyacheslav Tetekin, membre du Comité Central de la Fédération de Russie (KPRF) en fait ci-dessous une description exhaustive. Y apparaît clairement la façon dont les USA ont instrumentalisé l'Ukraine :

« L'Ukraine (...) se prépare à la guerre depuis longtemps. Quand on compare avec des événements similaires survenus à une autre époque et dans d'autres parties du monde, on peut avancer l'idée d'un « modèle standard » des États-Unis pour atteindre leurs objectifs géopolitiques (...)

La Russie a délibérément été entraînée dans cette situation. Tout a commencé par le coup d'État en Ukraine de février 2014, quand des forces viscéralement anti-russes ont pris le pouvoir à Kiev avec le soutien des USA et de néo nazis locaux (...)

En 1991, pendant les « réformes », l'armée ukrainienne avait considérablement souffert si bien qu'en 2014 elle avait perdu toute sa puissance. L'équipement militaire ne marchait plus, le moral des officiers et des soldats était au plus bas à cause de salaires de misère. L'armée ukrainienne ne voulait plus combattre et n'en avait plus les capacités (...)

En conséquence, [après le coup d'État en 2014] le pays a révisé ses finances, sacrifiant le bien être de la population au financement des forces armées. Son budget militaire est passé de 1,7 milliards de dollars en 2014 à 8,9 milliards en 2019 (5,9% du PIB du pays)... L'Ukraine (...) a proportionnellement dépensé trois fois plus [en pourcentage du PIB] au niveau militaire que les pays développés occidentaux (...)

Ces chiffres montrent que le pays se préparait à une guerre de grande ampleur (...) Des centaines d'instructeurs venant des États-Unis et autres pays de l'OTAN ont participé à la formation de l'armée. L'Ukraine s'est préparée à la guerre sous la supervision des États-Unis.

Des sommes énormes ont été dépensées pour la réparation du matériel militaire. En 2014-2015 pendant l'agression contre le Donbass [la partie russophone de l'Ukraine de l'Est], l'Ukraine était incapable d'assurer une couverture aérienne, car tous ses avions de combat avaient besoin de réparation. Mais dès février 2022, il y avait déjà 150 chasseurs, bombardiers et avions d'attaque de l'armée de l'air ukrainienne. Une telle accumulation des forces de l'air ne s'explique qu'en vue de la prise du Donbass.

À la même période, de puissantes fortifications ont été érigées à la limite entre le Donbass et l'Ukraine (...) Fin 2021 le salaire des soldats a été multiplié par 3 (!), passant de 170 à 510 dollars. Les effectifs des forces armées ont aussi considérablement augmenté.

La première étape de la préparation de l'Ukraine à la guerre s'est ainsi achevée avec succès fin 2021. La capacité de combat de l'armée ukrainienne avait été restaurée, l'équipement militaire réparé et modernisé (...)

Cependant, même modernisée, l'armée ukrainienne n'était pas en mesure d'attaquer la Russie. Le rapport de forces n'était clairement pas en faveur de Kiev. Aussi les États-Unis ont-ils pensé à deux solutions pour mettre à profit cette nouvelle Ukraine militarisée (...) La première était de s'emparer du Donbass et, si un heureux concours de circonstances le permettait, de procéder à l'invasion de la Crimée. La seconde était de provoquer l'intervention armée de la Russie (...)

La Russie a alors compris qu'une Ukraine sous la coupe des États-Unis devenait un danger réel. En décembre 2021, elle a demandé à l'OTAN la mise en place de mesures garantissant ses intérêts légitimes. L'occident (...), sachant que les préparatifs de l'invasion du Donbass battaient leur plein, ont ignoré cette demande. Les unités de l'armée ukrainienne les plus aptes au combat ont été massées au pourtour du Donbass. Fortes de 150 000 soldats, elles avaient la capacité de briser la résistance de la milice populaire du Donbass en 2-3 jours, en détruisant totalement Donetsk, et de faire couler beaucoup de sang chez les défenseurs de la RPD [République populaire de Donetsk] (...)

La responsabilité de ce qui se passe en Ukraine à l'heure actuelle incombe entièrement aux États-Unis et leurs alliés, qui ont utilisé le (...) peuple ukrainien comme arme. »

<https://histoireetsociete.com/2023/03/05/quelles-sont-les-forces-qui-poussent-les-usa-a-une-agression-militaire-internationale-croissante/>

Israël.

Réforme du système judiciaire : nouvelles protestations massives en Israël - LePoint.fr 5 mars 2023

Voilà neuf semaines consécutives que, le samedi soir, des Israéliens manifestent massivement pour dire non au gouvernement.

Samedi 4 mars, ils ont même établi un record : 250 000 au total, dont 177 000 à Tel-Aviv ; 20 000 à Jérusalem ; 35 000 à Haïfa. Mais ils étaient aussi des milliers dans des petites villes considérées souvent comme des bastions du Likoud. À Beersheba, par exemple, la métropole du Néguev, dans le sud du pays, qui, aux dernières élections, a vu plus de 42 % des électeurs voter pour le parti de Benjamin Netanyahu. Ils étaient 6 000 personnes à brandir drapeaux israéliens et pancartes contre « *le coup d'État menant à la dictature du ministre de la Justice Yariv Levin* ».

En silence, ils ont écouté Benny Gantz, le président du parti de l'Unité nationale et ministre de la Défense du gouvernement précédent, leur lancer un appel pressant pour qu'ils continuent à manifester : « *L'une des choses qui a protégé Israël pendant 75 ans, avec l'armée, c'est l'indépendance et la puissance du judiciaire. Sans lui, nous ne serons plus protégés... Une fracture sociale qui va en s'approfondissant est en train de mettre en danger ce pays et Netanyahu laisse faire...* »

On pourrait aussi évoquer l'entrée, dans cette vague de protestations, d'autres fiefs de la droite nationaliste, Netanya – 10 000 manifestants – et même Holon ou Bat Yam, ces petites villes de banlieue au sud de Tel-Aviv. C'est suffisamment inédit pour être signalé.

Israël: les réservistes de l'armée révoltés face à la réforme judiciaire - RFI 6 mars 2023

Suite à la refonte contestée du système judiciaire en Israël, de plus en plus de réservistes de l'armée annoncent que si la réforme est adoptée, ils ne se porteront plus volontaire pour servir dans les unités d'élite.

Après les unités de cybertechnologies, les commandos, c'est au tour de pilotes de chasse montrer leur indignation. Quatre-vingt-dix pour cent des pilotes de réserve du 69^e escadron de l'aviation israélienne, un escadron stratégique, annoncent qu'ils ne participeront pas cette semaine à l'entraînement hebdomadaire.

L'armée régulière israélienne a un contingent relativement restreint, elle repose donc essentiellement sur ses réservistes issus de toutes les strates de la société qui doivent s'entraîner régulièrement. Des réservistes d'âges et de tendances politiques confondus se sont installés dans une tente près de la Cour suprême à Jérusalem pour expliquer leur position. « *On peut comparer la situation au choc de la guerre de Yom Kippour, affirme Dan Sagir, réserviste d'un régiment de tanks. À une différence près : cette fois, l'attaque vient de l'intérieur. Du gouvernement même. Cela*

ne passera pas. Changer le régime en un, deux ou trois mois, nous ne le permettrons pas. Notre génération ne le permettra pas. »

« Nous ne faisons pas des périodes de réserves pour servir un dictateur, lance Gaby qui sert lui dans la Sayeret Matkal, une prestigieuse unité de commandos dont Benyamin Netanyahu était lui-même membre. Nous sommes là pour ce pays, pour la démocratie israélienne. Nous poursuivrons ce véritable miracle. Mais il y a un point au-delà duquel nous ne continuerons pas. » Et les anciens de ce commando d'élite, qui ont libéré les otages à Entebbé en 1976, accusent maintenant le Premier ministre Netanyahu de sacrifier le pays. RFI 6 mars 2023

Israël : une collecte de fonds lancée pour indemniser les Palestiniens d'Huwara recueille 460 000 euros - franceinfo.fr 6 mars 2023

Une semaine après l'expédition punitive menée par des colons israéliens dans la localité d'Huwara, dans le nord de la Cisjordanie, une cagnotte en ligne lancée en faveur des habitants palestiniens a recueilli malgré les insultes et les menaces près de 460 000 euros. franceinfo.fr 6 mars 2023

Infos internationales.

Etats-Unis.

Tout concorde effectivement.

Le complexe militaro-industriel, de la guerre à la biodéfense - France-Soir 28 février 2023

Il y a soixante ans, le sociologue américain Charles Wright Mills notait : *« Derrière l'augmentation du budget militaire se dissimule la grande évolution structurale du capitalisme américain moderne vers une économie de guerre permanente... La prospérité immédiate de notre pays est liée à une économie de guerre. »* (1)

Dans son discours de fin de mandat, en 1961, le Président – et général – Eisenhower mettait ensuite les États-Unis en garde : *« Dans les assemblées du gouvernement, nous devons nous garder de toute influence injustifiée, qu'elle ait ou non été sollicitée, exercée par le complexe militaro-industriel. Le potentiel pour la montée désastreuse d'un pouvoir abusif existe et persistera. »*

En 1989, la fin de la Guerre froide met en péril l'économie de guerre américaine. Puis l'attaque du 11 Septembre 2001 permet de lancer une nouvelle *« guerre au terrorisme »*, dont Donald Rumsfeld, ministre de la Défense, annonce qu'elle n'aura *« pas de point final »*. (2)

Tout de suite après, un épisode prépare la transition entre Guerre à la Terreur et la Guerre aux virus, ce que j'appelle l'arnaque à l'anthrax. Il aura permis de faire passer *« le budget de la biodéfense américain de \$137 millions en 1997 à \$14,5 milliards pour 2001-2004 »* (3) et est à l'origine du complexe de la biodéfense.

Rappelons le scénario de cette mise en scène :

Le Patriot Act (Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism), texte législatif de 342 pages sorti des tiroirs de la Maison Blanche immédiatement après le 11 Septembre, réduit certaines libertés fondamentales, et renforce le pouvoir des agences de renseignement.

Le procureur général John Ashcroft insiste alors pour que le Congrès vote ce texte dans les trois jours, sans quoi celui-ci pourrait être tenu pour responsable de toute nouvelle attaque terroriste. Qui aurait osé faire un pas de côté dans ces circonstances ?

Surtout après que deux sénateurs – qui auraient initialement remis la procédure en question (5) – furent encouragés par les courriers piégés à l'anthrax qu'ils reçurent et qui contaminèrent trente et une personnes au Congrès.

C'est ainsi que les microbes sont devenus des instruments de terreur, dont il convenait à la fois d'anticiper et d'amplifier les risques, au profit du budget de la sécurité et de l'industrie pharmaceutique.

D'après l'avocat américain Robert Kennedy Jr., dix ans plus tard, « *la guerre aux microbes éclipsait déjà la 'Guerre contre le terrorisme islamique' en tant que moteur privilégié du cartel de l'État sécuritaire* ». Depuis, la terreur covidique a de nouveau été remplacée, par la guerre en Ukraine, comme instrument de peur. Pour combien de temps ?

(1) C. Wright Mills, *L'Élite du pouvoir*, 1956

(2) « *Les préjugés de Donald Rumsfeld mis en lumière par ses notes de service* », Le Monde.fr, 1/11/2007

(3) Robert F. Kennedy Jr. "Anthony Fauci, Bill Gates, Big Pharma : leur guerre mondiale contre la démocratie et la santé publique" (Éd. Résurgence, 2022)

(4) <https://www.justice.gov/archive/amerithrax/docs/07-525-m-01.pdf>

(5) Robert F. Kennedy Jr., *ibid.*

Tunisie.

"À bas l'État policier": en Tunisie, plus de 3000 personnes manifestent à l'appel du principal syndicat - BFMTV 4 mars 2023

"*Liberté, liberté, à bas l'État policier*", "*stop à l'appauvrissement*", des milliers de personnes ont marché à Tunis ce samedi à l'appel du principal syndicat du pays, l'UGTT, qui a appelé le président tunisien Kais Saïed à accepter "le dialogue".

Le chef de l'UGTT a dénoncé en tribune une vingtaine d'arrestations récentes d'opposants au chef de l'État - dont des dirigeants de la principale coalition anti-Saïed - et d'un syndicaliste pour avoir lancé une grève sur les péages autoroutiers.

"*Nous n'accepterons jamais ces pratiques d'arrestations*", a lancé Noureddine Taboubi, devant plus de 3000 personnes.

"Nous résistons pour défendre notre droit syndical et sommes unis comme les cinq doigts de la main", a affirmé Nouredine Taboubi, dont la centrale revendique près d'un million d'adhérents.

La Tunisie, endettée à 80% de son PIB à cause notamment du poids de sa fonction publique (plus de 650.000 salariés), négocie une aide du FMI de près de 2 milliards de dollars mais les pourparlers patinent depuis la mi-octobre.

De nombreux manifestants brandissaient des baguettes ou des couffins vides pour dénoncer l'inflation qui dépasse les 10% par mois et des pénuries sporadiques de denrées alimentaires de base (lait, café, sucre et huile).

Une nouvelle fois, Nouredine Taboubi a totalement rejeté l'idée *"d'une levée des subventions"* étatiques aux produits de base (carburants et aliments), une des contreparties à l'octroi des aides par le FMI. AFP/BFMTV 4 mars 2023

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 9 mars 2023.

La politique est théoriquement au-dessus de la puissance de l'argent, mais pratiquement elle en est devenue la prisonnière absolue. (K. Marx : La question juive)

Pourquoi les hommes agissent-ils avant et pensent-ils après ? Dit plus précisément, pourquoi les hommes adoptent-ils un certain comportement sans penser à ses conséquences ou après, de préférence trop tard et sans en changer ?

Quelle justice ? Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir (1)

Pierre Palmade totalement libre : il pourrait quitter l'hôpital, les conditions de sa libération dévoilées - Purepeople 7 mars 2023

L'humoriste repasse sous le régime du contrôle judiciaire, et n'est plus considéré comme en détention provisoire. Pierre Palmade retrouve donc certaines libertés mais doit toutefois se plier à des règles établies par son contrôle judiciaire (sans bracelet électronique). Purepeople 7 mars 2023

1- Jean de La Fontaine - Les Animaux malades de la peste (1678).

J-C - Cette fable et son dénouement mettent en lumière l'hypocrisie de la justice quand elle est contrôlée par les puissants, dont les actes cruels ou les crimes sordides resteront impunis...

Voilà un assassin cocaïnomane pris en flagrant délit en liberté, le sadisme n'a plus de limite. La pourriture vient toujours d'en haut...

Oscar Pistorius, en prison pour le meurtre de sa compagne, pourrait bientôt être libre - parismatch.com 7 mars 2023

La condamnation finale à son encontre a été prononcée en 2017, lorsqu'il a reçu une peine de 13 ans et 5 mois de prison suite à l'insistance des procureurs estimant qu'il devait être condamné plus lourdement. parismatch.com 7 mars 2023

Déjà dans la causerie du 22 octobre 2014.

Leur justice. Le meurtre banalisé.

- Oscar Pistorius condamné à cinq ans de prison ferme pour le meurtre de sa petite amie - Le Huffington Post 21 octobre 2014

Dès le début de cette affaire et la manière dont les médias allaient la traiter, j'ai pressenti qu'il serait innocenté ou n'écoperait que d'une peine de prison insignifiante et c'est le cas aujourd'hui. (...) Le Huffington Post 21 octobre 2014

Donc finalement c'est la condamnation initiale qui s'appliquera puisqu'il ne sera resté en prison que 5 ans, pour un meurtre, une broutille. Sa future épouse avait décidé de le quitter, il l'a tuée le jour de la St Valentin en 2013.

Grèce. Le train de la mort. C'est le système économique qui en est la cause, abolissons-le !

Catastrophe ferroviaire en Grèce : plus de 50 000 manifestants dans les rues - AFP/LePoint.fr 8 mars 2023

Grèves et rassemblements dans toute la Grèce : plus de 50 000 personnes, selon la police, ont manifesté leur colère mercredi en Grèce, une semaine après la catastrophe ferroviaire qui a fait 57 morts et a soulevé une vague d'indignation dans le pays, paralysé par une grève massive. À Athènes, au moins 30 000 personnes étaient rassemblées dans le centre-ville, a déclaré une porte-parole de la police à l'AFP, et 15 000 manifestants ont défilé à Thessalonique, la deuxième ville du pays, selon la police locale. AFP/LePoint.fr 8 mars 2023

BlackRock et Vanguard Group bénéficiaires de la théorie du genre, qui l'aurait cru ?

« Qu'est-ce qu'une femme ? » Le document qui remet à leur place les idéologues du genre - lemediaen442.fr 8 mars 2023

« *Qu'est-ce qu'une femme ?* » est un documentaire américain de 2022 traitant des questions de genre et de transgenre, présenté par Matt Walsh, produit et publié par The Daily Wire et réalisé par Justin Folk. Faussement naïf, Matt Walsh a posé sa question (qui est une question piège) à des universitaires et à des bobos californiens, sans obtenir de réponse bien précise. La distinction entre imaginaire et réalité semble floue. Les Massais, eux, ont des réponses claires et nettes. Conclusion : les Occidentaux sont les meilleurs clients des laboratoires, que ce soit pour les vaccins expérimentaux, les médicaments hormonaux ou les théories perverses.

Walsh réussit un coup de force en mettant à nu les idéologues du genre en leur posant cette question très simple « *Qu'est-ce qu'une femme ?* » Il a été impossible aux interlocuteurs de répondre ! « *J'ai d'abord commencé à poser cette question : "Qu'est-ce qu'une femme ?" parce qu'il m'est venu à l'esprit, tout comme à beaucoup d'autres personnes, que c'est une question à laquelle les idéologues du genre ne peuvent pas répondre et cela fait tomber en quelque sorte toute la façade de l'idéologie du genre* », a déclaré Matt Walsh dans une interview avec National Review. Nous conseillons à nos lecteurs de découvrir ce documentaire qui met en évidence l'absurdité abyssale des idéologues Woke. « *Je pense que l'idéologie du genre peut être battue, car elle ne résiste à aucun examen. Et donc tout ce qu'il faut, c'est que nous ayons un peu d'audace, que nous la regardions en face et que nous posions quelques questions de base.* »

Une nouvelle clientèle : les enfants transgenres

Selon une étude de 2013, seulement 2 à 14 enfants sur 100 000 s'identifiaient comme transgenres. McKinsey, qui conseille Abbvie, a été convaincant : en 2021, ils étaient 9 000 enfants sur 100 000 ! Le laboratoire AbbVie, issu d'une scission d'Abbott, déjà été condamné 50 fois pour un total de 3,4 milliards de dollars pour infractions liées aux soins de santé. Ses principaux actionnaires sont les habituels Vanguard Group (8,1 %) et BlackRock (4,57 %). Chaque enfant transgenre traité avec un bloqueur de puberté comme le Lupron représenterait plus de un million de dollars pour l'industrie pharmaceutique (trois mois de traitement à plus de 11 000 dollars, auxquels s'ajoutent les chirurgies de transformation de genre).

Une nouvelle maladie : la « *dysphorie de genre* »

Le Lupron Depot était un traitement du cancer de la prostate, mais il n'était pas assez lucratif. Ensuite, une tentative de l'utiliser contre l'autisme a vite été rejetée comme « *science de pacotille* ». À présent, la nouvelle vache à lait est la « *dysphorie de genre* », un trouble mental dans lequel une personne éprouve une détresse importante liée à un fort désir d'être d'un autre sexe biologique. Dans le documentaire de Matt Walsh, le Dr Michelle Forcier, « *convaincue* » de l'innocuité de Lupron, affirme que les bloqueurs de la puberté sont « *entièrement réversibles* » et « *n'ont pas d'effets permanents* » et... met brusquement fin à l'entrevue lorsqu'on lui demande des données à l'appui de ces affirmations.

Des savants fous, d'Alfred Kinsey à John Money (cela ne s'invente pas), leur ont préparé une théorie du « *genre* » propre à leur apporter une nouvelle clientèle ! George Soros les soutient au nom de la liberté de choix sexuel. Le lobby LGBTQ+ a le triple intérêt de mettre à l'arrière-plan les inégalités sociales, de vendre des médicaments et de limiter la population. lemediaen442.fr 8 mars 2023

La vidéo avec sous-titre en français.

<https://odysee.com/@ERTV:1/What-is-a-woman-VF-ERTV:e?src=embed>

Ils nous traitent plus mal que des animaux. Stop ou encore ?

Xylazine, la drogue « *zombie* » qui crée des plaies jamais vues -

Au départ, il s'agissait d'un simple tranquillisant pour animaux, utilisé depuis le début des années 2000. Mais depuis peu, aux États-Unis, la xylazine est devenue la nouvelle drogue à la mode. Très puissante et très dangereuse, elle est connue sous le nom de drogue « *zombie* » pour ses effets sédatifs... mais aussi et surtout parce que la chair de ses consommateurs a tendance à se nécroser. Du George A. Romero sans effets spéciaux.

Selon *Newsweek*, on en trouverait actuellement dans trente-six États du pays, et elle risque de se répandre de façon fulgurante en raison de son coût dérisoire (en ligne, on en trouve parfois pour 6 dollars le kilogramme, soit moins de 6 euros). Il y a tout lieu de penser qu'elle va aussi créer des embouteillages dans les hôpitaux américains, puisque les plaies créées par la consommation de xylazine sont à la fois impressionnantes, douloureuses et difficiles à traiter.

<https://reseauinternational.net/xylazine-la-drogue-zombie-qui-cree-des-plaies-jamais-vues/>

Pourquoi ces fanatiques extrémistes tiennent-ils absolument à nous contrôler ? Que craignent-ils ?

Biocontrôle : Du cauchemar à la réalité

Dès 1956, le Time Magazine avait consacré une publication à la science alors déjà fort prometteuse du « *biocontrôle* » :

« Une horreur bien connue des amateurs de science-fiction, c'est l'esclave dont les pensées et les actions sont régies par un gadget électronique greffé dans son cerveau. Il pourrait y avoir une part de vérité dans cette fiction affirme l'ingénieur électricien Curtiss R. Schafer, qui conçoit et développe des instruments électroniques pour la Norden-Ketay Corp. de New York. L'électronique, pense-t-il, pourrait épargner beaucoup de travail aux endoctrineurs et aux contrôleurs de la pensée du futur. [...] »

Le biocontrôle est la nouvelle science du contrôle des processus mentaux, réactions émotionnelles et perceptions sensorielles par des signaux bioélectriques. [...] Déjà, grâce au biocontrôle, les scientifiques ont changé le sens de l'équilibre des gens. Et ils ont fait en sorte que des animaux avec le ventre plein aient faim – ou qu'ils aient peur quand ils n'ont rien à craindre. »

<https://reseauinternational.net/biocontrole-du-cauchemar-a-la-realite/>

Comment la fabrique du consentement fonctionne-t-elle ? D'où vient ce que vous racontent les médias mainstream ?

Pilgrims Group, la société britannique liée au renseignement qui a déformé la couverture médiatique du MH17

Composé d'anciens combattants des forces spéciales britanniques, Pilgrims Group a discrètement façonné la couverture internationale de la catastrophe du MH17 en guidant les journalistes vers et depuis le site de l'accident.

En novembre 2022, un jugement définitif est rendu dans le procès des auteurs présumés de l'attaque contre le vol 17 de Malaysia Airlines (MH17). Les ressortissants russes Igor Girkin et Sergey Dubinskiy, ainsi que le séparatiste du Donbass Leonid Kharchenko, ont été condamnés par contumace pour le meurtre des 283 passagers et 15 membres d'équipage du MH17. Il a été jugé qu'ils avaient organisé le transfert du système de missile sol-air Buk qui aurait frappé l'avion.

Oleg Pulatov, le seul accusé à avoir demandé une représentation légale lors du procès, a été à l'inverse acquitté de toutes les charges et les procureurs ne feront pas appel.

L'avion de ligne malaisien aurait été abattu par un missile le 17 juillet 2014. 283 passagers et 15 membres d'équipage sont morts.

Fortement dépendants des informations fournies par le Service de sécurité ukrainien (SBU) et l'organisation d'enquêtes « *Open source* » financée par le gouvernement pro-occidental et connue sous le nom de Bellingcat, les verdicts de culpabilité semblaient justifier un récit préétabli dans lequel la Russie et ses alliés du Donbass étaient les seuls coupables.

Mais comme cette enquête le révélera, une grande partie de la couverture médiatique de MH17 a été fortement influencée par une entité obscure appelée Pilgrims Group, qui est étroitement liée aux services de renseignement britanniques.

Composé et dirigé par des vétérans des forces spéciales britanniques, Pilgrims Group est une société de sécurité privée offrant les meilleurs services de sécurité aux ambassades, diplomates, espions et intérêts commerciaux de Londres à l'étranger, en particulier dans les environnements à haut risque. La société forme également des militaires étrangers et des groupes paramilitaires et offre une protection aux journalistes et à leurs employeurs.

C'est dans ce dernier contexte que Pilgrims Group a façonné la couverture médiatique – et par extension, les enquêtes officielles – du MH17. La société avait maintenu une présence à Kiev dès les premiers jours de la « révolution » de Maïdan orchestrée par les États-Unis fin 2013, guidant les journalistes vers et depuis les scènes d'événements majeurs en Ukraine. Ce faisant, elle a gardé le contrôle sur ce que les journalistes sous sa surveillance ont vu et comment ils ont compris les situations qu'ils ont rencontrées.

En tant que tel, Pilgrims Group a joué un rôle central dans les efforts déployés par le Service de sécurité ukrainien (SBU) et les services de renseignement britanniques pour condamner la Russie et les séparatistes du Donbass pour la destruction du MH17.

Pour lire l'article :

<https://reseauinternational.net/pilgrims-group-la-societe-britannique-liee-au-renseignement-qui-a-deforme-la-couverture-mediatique-du-mh17/>

A propos du droit naturel (ou jusnaturalisme) et du droit positif ?

Dans un article ces notions ont été évoquées, et je me suis dit qu'il serait intéressant pour les lecteurs de les aborder sommairement pour voir ce qu'elles recouvrent, qui les invoquent et pourquoi. En réalité, elles sont d'actualité et on se doit de traiter ce sujet.

Chaque fois que les puissants ne peuvent pas obtenir gain de cause par la voie du droit dit positif ou en passant par le législateur dans le cadre des institutions et de la Constitution, ils les violent, les contournent et invoquent le droit naturel ou divin, qui lui présente l'avantage de n'avoir de comptes à rendre à personne, ou la question de sa légitimité ne se pose même pas, puisqu'elle est censée acquise universellement et pour l'éternité sans avoir besoin d'être justifiée.

Il peut en découler les pires abus de pouvoir qu'on peut imaginer, dont ceux auxquels nous assistons de nos jours, à un niveau qui rappelle l'époque où le souverain ou monarque tout puissant exerçait sa dictature absolue sur ses sujets en revendiquant son pouvoir de droit divin, de telle sorte que personne n'osait s'y opposer sous peine d'être froidement exécuter ou de voir le restant de ses jours gravement compromis.

Invoquer le droit naturel revient à revendiquer tous les droits sans tenir compte des dommages qu'il pourrait causer à quoi ou à qui que ce soit, bref, c'est exiger de détenir tous les pouvoirs, d'exercer le pouvoir absolu. C'est une démarche, une prétention autoritaire.

Le droit naturel s'inscrit donc dans une démarche totalitaire. C'est celle qu'a optée le Forum économique mondial de Davos, les Straussiens, les libertariens, l'ensemble des minorités qui estiment que leur droit est supérieur à celui de la majorité à laquelle ils veulent l'imposer autoritairement, vous remarquerez au passage, que ce sont d'infimes minorités économiques ou sociales qui y font référence, notamment les adeptes du wokisme, de la théorie du genre, LGBT, etc.

Le passage qui m'a inspiré cette réflexion.

Le coup d'État des straussiens en Israël par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 7 mars 2023

Extraits.

- L'originalité de la méthode de la Federalist Society a été de réinterpréter les principes du droit anglo-saxon. S'appuyant sur les écrits du philosophe Leo Strauss, elle a substitué le « *droit naturel* » au « *droit positif* ». Par exemple, durant les années 80, le président Ronald Reagan souhaitait déréguler l'économie, mais il était contraint par le Droit et ne le pouvait pas. Un théoricien de la Federalist Society, le professeur Richard Epstein, a alors posé que la propriété ne relevait pas du droit positif, c'est-à-dire des conventions élaborées par les législateurs, mais du droit naturel, c'est-à-dire qu'elle était instituée par Dieu.

- L'autre grand combat de ce groupe de la Federalist Society a été de renverser la « *doctrine de la non-délégation* ». Les juristes états-uniens considéraient que la séparation des pouvoirs constitutionnels ne permettait pas à l'Exécutif d'empiéter sur les privilèges du Législatif et de définir lui-même les critères d'application d'une loi. Désormais, c'est l'inverse : la séparation des pouvoirs interdit au Législatif de se mêler des activités de l'Exécutif. Le Congrès perd donc son pouvoir de contrôle de la Maison-Blanche. C'est sur la base de ce tour de passe-passe que le président George W. Bush a pu lancer une série de guerres et généraliser la torture.

Les passages précédés d'un tiret sont extraits de Wikipédia ou d'autres sources.

Quel est la différence entre le droit naturel et le droit positif ?

Le droit naturel s'oppose au droit positif, qui est le droit en vigueur, qui est modifié en fonction de l'évolution des mœurs. Le droit naturel est l'ensemble des droits que chaque individu possède du fait de son appartenance à l'humanité et non du fait de la société dans laquelle il vit.

J-C - L'existence du droit naturel est donc contestable dès le départ, puisque l'humanité en tant que telle n'a aucune existence.

On est en présence d'un membre de la famille des hominidés issue elle-même de celle des primates, dont les membres actuels ou qui ont vécu au cours des deux derniers millénaires de par leurs niveaux de développement économique n'ont en dehors de leur morphologie et les attributions qui en découlent dans certains cas absolument rien en commun, ils ne partagent pratiquement rien sur le plan subjectif ou de leurs valeurs ou de leur mode de vie, sauf à faire croire qu'un aborigène n'ayant jamais été en contact avec la civilisation moderne ou vivant isolé à l'état sauvage aurait des préoccupations similaires aux nôtres, par exemple sur le plan culturel, des mœurs, des rapports entre les membres de la communauté, entre les sexes, les générations, etc. il suffit d'en énumérer quelques-unes pour s'apercevoir immédiatement à quel point cette prétention est grotesque.

Le concept d'humanité ou de nature humaine se limite à des activités ou des comportements qui correspondent à des besoins élémentaires comme celui de se nourrir pour survivre, se reproduire pour assurer la survie de l'espèce. Quant aux autres, ils sont déterminés par le statut social de chaque individu dans une société donnée, en fonction du développement économique et de la répartition des richesses qui détermineront la nature des rapports juridiques entre ses membres ou des droits de chaque membre.

Les opposants au socialisme inversent ces rapports, parce qu'ils refusent de rompre avec le capitalisme. Ils font dépendre l'économie du droit, alors qu'en réalité c'est l'inverse qui prévaut.

- Le droit positif est un droit humain, donc subjectif, conçu par les hommes. Le droit naturel est par contre un droit absolu, censé être valable pour tous les hommes : il est par conséquent universel car issu de la nature humaine elle-même universelle.

J-C - Foutaise, les deux ont été conçus par des hommes et sont censés s'appliquer aux hommes. La question par qui et pour qui serait beaucoup plus intéressante. Elle nous renseignerait sur leur fonction respective. Je vois dans leur distinction un attrape-nigaud, je veux dire par là qu'il n'y en a pas en réalité, elle a été uniquement créée pour embrouiller les esprits de manière à pouvoir interpréter des événements en fonction d'intérêts inavouables.

- Quel est l'objectif du droit positif ?

L'expression "*droit positif*" désigne l'ensemble des règles (juridiques) de droit effectivement en vigueur dans un Etat ou un ensemble d'Etats. Cette notion, qui sous-entend également que les règles de droit sont issues des hommes eux-mêmes et non pas de la nature ou d'une divinité, s'oppose à celle de "*droit naturel*".

J-C - Il faut être plus précis, "*les règles de droit (...) issues des hommes eux-mêmes*" ne sont pas autres choses que la transcription des rapports qui existent entre eux ou de leur statut social, qui sont déterminés par la place qu'ils occupent ou le rôle qu'ils remplissent au sein du système économique ou mode de production en vigueur.

Son existence remonte donc à l'origine des classes sociales et de l'Etat. Au fur et à mesure que les forces productives se développèrent et avec elles les classes sociales, la nécessité s'imposa de codifier leurs rapports en favorisant la classe minoritaire mais dominante qui concentrait l'essentiel des richesses et du pouvoir politique, de manière à pérenniser ces rapports et le système économique en place...

Le législateur ne s'embarrassa jamais de scrupules ou n'hésita pas à recourir au droit naturel pour justifier les lois injustes qu'il allait rédiger et imposer à l'ensemble de la société. Le droit positif ramène à des conditions objectives ou matérielles, tandis que le droit naturel est plus abstrait ou insaisissable, il relève davantage de la métaphysique ou du mysticisme, de l'obscurantisme, de la religion.

C'est normal que le droit positif se développe ou s'impose lors de l'avènement du capitalisme, c'est comme si les biens matériels se multipliant prenaient l'ascension sur les biens spirituels, c'est d'ailleurs ce qui contribuera au déclin de la religion en occident...

- Le droit naturel est un concept majeur de la philosophie occidentale. Il désigne des normes supposées relatives à la nature de l'Homme et de son rôle dans le monde, sa finalité. Ce droit naturel confère des droits à l'Homme en tant qu'il est Homme, c'est-à-dire une créature distinguée du reste

du vivant. De fait, le droit naturel s'oppose au droit positif, car le droit naturel n'a pas besoin d'être inscrit dans le droit écrit pour être en vigueur.

J-C - Ce n'est pas pour rien que ce droit naturel est aussi appelé de droit divin, que personne ne peut contester, bien qu'il ait été conçu par des hommes qui n'étaient pas des dieux ou parfaits, loin de là, par des hommes du passé, d'un passé plus obscur que le présent où les sciences étaient balbutiantes et les connaissances rudimentaires, des hommes qui détenaient le pouvoir, et qui avaient tout intérêt à ce que cette théorie sur "*la nature de l'Homme et de son rôle dans le monde, sa finalité*" leur fasse la part belle ou qu'ils puissent justifier leur dictature sur le peuple.

Personne n'a jamais assigné à l'Homme un rôle particulier à jouer dans l'histoire de l'univers ou au sein des espèces organiques ou vivantes qui existent sur Terre, et son existence n'a aucune finalité particulière, c'est une pure invention de psychopathe, un fâcheux penchant chez ceux qui se prennent pour les maîtres du monde, qui entendent dicter leur volonté au climat, à tous les organismes vivants jusqu'aux virus...

- Le droit naturel, dont la liberté, le droit de propriété et l'égalité sont des composantes, est considéré comme inné et inaltérable, universellement valable même lorsqu'il n'existe aucun moyen concret de le faire respecter.

J-C - Il aurait fallu dire plutôt, qu'il n'existait "*aucun moyen concret*" pour justifier son existence, quant à "*le faire respecter*", par la force, les moyens ne manquent pas !

Nous y voilà, le droit de propriété, autrement dit d'être propriétaire ou d'être la propriété de quelqu'un comme au bon vieux temps où l'esclavage était légitime, de s'approprier ou voler une partie de la plus-value produite par l'ouvrier, légitimer en recourant à ce subterfuge à défaut de pouvoir justifier un système économique basé sur l'exploitation et l'oppression.

- Pour les auteurs du jusnaturalisme moderne comme Grotius, le droit naturel forme un système complet et cohérent fondé sur des axiomes.

Le premier de ces axiomes est le devoir de sociabilité de l'Homme qui doit entrer en relation avec ses semblables.

De cela découlent trois principes :

- Ne pas porter atteinte au bien d'autrui (respect du droit de propriété)
- Respecter la parole donnée (respect des engagements contractuels)
- Réparer le dommage commis par sa faute (responsabilité civile)

C'est grâce aux jusnaturalistes modernes que va se fonder une théorie générale du droit de propriété, en consacrant la liberté contractuelle et le consensualisme et en faisant du contrat l'institution humaine à l'origine de la propriété et de l'ensemble de la société (théorie du contrat social), exaltant aussi la puissance de la volonté humaine capable de se donner ses propres lois (cf J.L Halpérin).

Outre qu'elle va inspirer les différents projets de Code civil de 1792, 1793, 1796, 1798 et 1804, la révolution du droit naturel va surtout avoir un impact important sur les Déclarations de droits de 1776 et 1789, issues des Révolutions américaine et française.

J-C - L'augmentation de la population à partir de la fin du XVIIIe siècle, le développement des forces productives qui font exploser le mode de production féodal, le développement des transports et du commerce, etc. l'ensemble de ces facteurs va nécessiter une plus grande homogénéisation de la législation ou l'établissement de lois pour codifier ces nouveaux rapports, de sorte qu'ils n'échappent pas au contrôle de l'Etat dont les besoins et le rôle vont se trouver modifier et amplifier.

- On le voit alors nettement, la théorie du droit naturel est intrinsèquement liée à la liberté tant elle exprime des principes universels, invariables, immuables tels que la propriété ou le consensualisme, fondant les principes de justice absolus.

- Leo Strauss établit une chronologie de l'histoire du droit naturel en deux temps, celui d'un droit naturel classique et celui d'un droit naturel moderne.

Dans le droit naturel classique, il distingue trois courants :

Le premier courant englobe Socrate, Platon et les Stoïciens ;

Le deuxième courant est celui d'Aristote ;

Le troisième courant de droit naturel classique appartient à Thomas d'Aquin, parce qu'il introduit Aristote dans la théologie catholique du XIIIe siècle, et réunit ainsi raison humaine et foi, autorisant le perfectionnement moral et intellectuel, soit la fin naturelle de l'être humain.

Dans le droit naturel moderne, Leo Strauss voit deux figures importantes : Thomas Hobbes, qu'il voit comme l'un des fondateurs de cette théorie, et qu'il assimile au libéralisme classique, et John Locke. Le droit naturel classique est fondé sur la recherche de la vérité et consiste à dire ce qui est permis, ce qui est juste, dans différentes situations. Le droit naturel moderne est, au contraire, considéré comme déjà connu par la raison. Il est déjà acquis par nature. Ses conclusions se trouvent dans l'individualisme. Les conservateurs libéraux, partisans du droit naturel des anciens, accusent les libéraux classiques d'avoir favorisé l'apparition du positivisme juridique.

Il y a d'abord une critique ontologique, qui refuse d'admettre l'existence et l'universalité du droit naturel : c'est, par exemple, le thème général de la critique du contre-révolutionnaire Joseph de Maistre ou de Karl Marx (dans Sur la Question juive), qui refusent le caractère abstrait de ce droit. Marx, quant à lui, insiste sur le caractère spécifique de chaque contexte social et historique, et n'envisage l'homme qu'en tant qu'il fait partie d'une société déterminée. Le concept de nature humaine, qui servirait à fonder les droits naturels subjectifs, est donc jugé problématique par ces auteurs...

http://www.luttedeclassse.org/marxisme/KM_La_question_juive.pdf

L'application pratique du droit de liberté, c'est le droit de propriété privée. Mais en quoi consiste ce dernier droit ?

« *Le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie.* » (Constitution de 1793, art. 16.)

Le droit de propriété est donc le droit de jouir de sa fortune et d'en disposer « à son gré », sans se soucier des autres hommes, indépendamment de la société; c'est le droit de l'égoïsme. C'est cette liberté individuelle, avec son application, qui forme la base de la société bourgeoise. Elle fait voir à chaque homme, dans un autre homme, non pas la réalisation, mais plutôt la limitation de sa liberté. Elle proclame avant tout le droit « *de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie* ».

Blocage du pays n'a pas eu lieu le 7 mars, ouf !

Manifestations du 7 mars : la mobilisation très haute à Paris et en France - Le HuffPost 8 mars 2023

Avant cette journée d'action, la CGT avait prévu 265 rassemblements à travers le pays.

Ce mardi 7 mars, la CGT a annoncé 3,5 millions d'opposants, un total inédit depuis les mobilisations de 2010 contre la réforme Woerth durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Le ministère de l'Intérieur évoque pour sa part 1,28 million de manifestants. C'est le plus haut niveau depuis le 19 janvier mais c'est aussi le plus haut enregistré au 21e siècle pour une mobilisation sociale.

À Paris, la CGT a annoncé 700 000 manifestants. De son côté, la préfecture de police a avancé le chiffre de 81 000 manifestants.

Les manifestants étaient notamment entre 6 000 (d'après la préfecture) et 30 000 (pour la CGT) à Nice, entre 13 000 et 23 000 à Bayonne, entre 20 500 et 55 000 à Grenoble ou encore entre 7 000 et 16 000 à Tarbes, dans les Hautes-Pyrénées.

À Marseille, où la journée avait débuté avec le message « l'heure est grève » écrit à la bombe sur plusieurs murs de la ville, la CGT a fait état de 245 000 manifestants (contre 205 000 le 31 janvier), à mettre des 30 000, évoqués par la préfecture (qui parlait, elle, de 40 000 le 31 janvier).

Autres points chauds de la mobilisation : Lille, où les syndicats annoncent 100 000 participants, comme à Bordeaux, où la police n'en a comptabilisé que 16 000. L'opposition atteint par ailleurs un record à Nantes (75 000 manifestants pour les syndicats contre 30 000 pour la préfecture), Toulouse (120 000 contre 27 000), Lyon (50 000 contre 25 000), Saint-Étienne (50 000 contre 8 800), Le Havre (45 000 contre 10 700) ou Grenoble (53 000 contre 20 500). Brest (30 000 contre 22 000), Pau (22.000 contre 15 500), Rodez (25 000 contre 14 500). Selon Ouest-France, environ 15 000 personnes ont participé à la manifestation dans les rues de Lorient (Morbihan). Près de 6 000 manifestants ont défilé à Guéret (Creuse) contre la réforme des retraites, selon la police.

L'organisation de jeunesse La Voix Lycéenne fait état de 300 lycées bloqués, dont 40 en Île-de-France. Elle appelle à poursuivre la mobilisation les 8 et 9 mars.

Tourcoing, une dizaine de policiers hors service, brandissant une banderole «Tous ensemble unis dans la colère», ont barré de 9H à 9H30 les deux voies d'accès à l'hôtel de police, à l'appel d'Unité SGP Police FO. RT France et Le HuffPost 8 mars 2023

Comment briser la mobilisation, mode d'emploi.

Réforme des retraites : l'intersyndicale demande à voir Emmanuel Macron "en urgence" - BFMTV 8 mars 2023

La demande des syndicats n'a que peu de chance d'aboutir alors que le dialogue semble rompu entre l'Élysée et les centrales. Depuis sa réélection, le président n'a jamais reçu l'intégralité d'entre elles. BFMTV 8 mars 2023

J-C – Alors que c'est uniquement au peuple qu'ils ont des comptes en rendre, théoriquement.

Grève du 7 mars : deux nouvelles journées de manifestations les 11 mars et 15 mars - Le HuffPost 8 mars 2023

Quelques minutes après que les chiffres de mobilisation de la sixième journée d'action contre la réforme des retraites ce mardi 7 mars ont été annoncés (ils constituent un record), l'intersyndicale a dévoilé deux nouvelles journées de mobilisation. La septième aura lieu samedi 11 mars et la huitième est programmée la semaine prochaine, sans doute le mercredi 15 mars.

En famille avec Macron. Comme quoi ils n'ont jamais eu l'intention de bloquer le pays.

J-C – Où est le lézard ? Qui a intérêt à ne pas bloquer le pays sinon le patronat, ceux que représentent Macron, donc tout faire pour éviter de blocage du pays revient à prendre en compte les besoins du patronat, des capitalistes et non ceux des travailleurs.

Mélenchon demande «un référendum» ou «une dissolution» de l'Assemblée pour éviter le blocage du pays - Paris Match 7 mars 2023

Jean-Luc Mélenchon a demandé l'organisation d'"un référendum" ou "une dissolution" de l'Assemblée nationale pour éviter le blocage du pays. Sur BFMTV et RMC, le coordinateur de La France insoumise Manuel Bompard a lui aussi demandé au chef de l'Etat de "revenir aux urnes" pour "éviter une situation de blocage généralisé". Paris Match 7 mars 2023

Twitter - On continue les actions jusqu'au retrait ! #grèvedu7marspic.twitter.com/9HFE1Dg95z— Jean-Luc Mélenchon (@JLMelenchon) March 7, 2023

(A propos de Macron) «*Le moment est venu pour lui de prendre l'initiative démocratique qui correspond à cette situation de blocage*», a estimé l'ancien candidat à la présidentielle. RT France 7 mars 2023

J-C – Une nouvelle fois ils tiennent à faire croire qu'on serait en présence d'un régime démocratique et non d'une tyrannie. Refuser de caractériser le régime, cela revient à refuser de le combattre pour l'abattre.

Jean-Luc Mélenchon évoque un "immense bras de fer entre tout un peuple" et Emmanuel Macron.

(A propos de Macron) «*Le moins qu'il puisse faire, c'est d'arrêter de jouer les gros bras et d'essayer de renouer le contact*», a complété Philippe Martinez, mettant en garde l'exécutif contre «*un passage en force (qui) ne ferait que mettre le feu aux poudres*». AFP 7 mars 2023

J-C – S'agit-il d'une question de personne de personnel politique ou plutôt de conditions économiques incompatibles avec les besoins des travailleurs, auquel cas ce n'est pas Macron qu'il fallait viser, mais le régime économique capitaliste.

Les scélérats justiciers ont osé. Double peine.

Le Sénat adopte un amendement qui diminue la retraite des parents condamnés pour maltraitance - Publicsenat.fr 9 mars 2023

Porté par la sénatrice UDI Annick Billon, ce dispositif vise à priver les parents condamnés pour maltraitance sur leur(s) enfants(s) des bonifications de retraite auxquels ils peuvent prétendre en lien, précisément, avec leurs enfants. Publicsenat.fr 9 mars 2023

Santé.

Pierre Chaillot, statisticien, affirme qu'il n'y a rien d'alarmant en France en 2020 en termes de décès - lemediaen442.fr 7 mars 2023

Le statisticien Pierre Chaillot a affirmé lors de son passage dans l'émission Face à Rioufol sur CNews que, si l'on regarde objectivement l'année 2020 en termes de décès par rapport aux années précédentes, il n'y a rien d'alarmant en France.

Selon lui, il n'y a pas de surmortalité en France en 2020 par rapport à l'année 2015. Il précise également qu'il ne faut pas comparer l'année 2020 à une seule année comme 2019, mais plutôt à l'ensemble des années précédentes pour avoir une vision plus globale. Ainsi, en regardant de manière objective l'année 2020 dans son ensemble, avec les années précédentes, on se rend compte qu'il n'y a absolument rien d'alarmant en France en 2020, ni dans aucun des pays d'Europe sur lesquels on a des données. Pierre Chaillot considère que cette idée d'hécatombe en France est fausse et qu'il faut en finir avec cette histoire. Ces propos sont extraits de son livre « *Covid 19, ce que révèlent les chiffres officiels: Mortalité, tests, vaccins, hôpitaux, la vérité émerge* », qui est dans le top des ventes depuis six semaines.

Visionner l'émission dans son intégralité (à partir de 23 min 45sec) :

<https://www.dailymotion.com/video/x8iulxb>

La légende du vaccin par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 28 février 2023

Extrait.

Entre 1869 et 1872, Pasteur énonçait trois principes de base erronés qui servent pourtant encore aujourd'hui de fondement à la vaccination !

Le premier estimait que l'asepsie règne dans nos cellules : la cellule est propre, tous les microbes sont exogènes (c'est-à-dire qu'ils viennent de l'extérieur) et attaquent les cellules depuis l'extérieur. Ces germes ont une existence indépendante des organismes vivants.

Le second c'est que chaque maladie correspond à un agent spécifique, microbe ou virus, contre lequel on peut se prémunir grâce à un vaccin.

Le troisième disait que l'immunité s'obtient par la production d'anticorps en réaction à l'introduction d'antigènes contenus dans le vaccin et ces anticorps confèrent une protection.

Nous savons depuis longtemps que ces trois postulats sont faux. Les découvertes en immunologie les contredisent totalement, mais les vaccinalistes font toujours semblant d'ignorer ces travaux. On se demande pourquoi ?

Pour lire l'article en entier (conseillé) :

<https://www.mondialisation.ca/la-legende-du-vaccin/5675524>

La légende du vaccin: le verdict de l'histoire sur la faillite des vaccins par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca 05 mars 2023

Le verdict de l'Histoire sur la faillite des vaccins

Les chiffres des statistiques officielles accessibles depuis de longues années le prouvent, les courbes le montrent : les vaccins n'ont pas éradiqué les épidémies. Bien au contraire, ils ont favorisé l'émergence de maladies nouvelles devenues plus redoutables puisqu'elles surviennent sur des sujets adultes au système immunitaire affaibli par les vaccins.

Ce que l'Histoire démontre opiniâtement, c'est que les épidémies qui ont ravagé nos pays ont disparu sans aucun vaccin ! Il est clair que les partisans des vaccins ignorent cette réalité et on peut se demander pour quelle raison ? Pourquoi s'acharner à ne pas vouloir savoir ? Disons-le une fois de plus : ce comportement relève de la psychopathologie et des systèmes de conditionnement de l'être humain, comme on l'a démontré dans plusieurs articles auxquels je renvoie le lecteur sur mondialisation.ca

Pour lire l'article en entier (conseillé) :

<https://www.mondialisation.ca/la-legende-du-vaccin-le-verdict-de-lhistoire-sur-la-faillite-des-vaccins/5675719>

Le Gardasil ne diminue pas la fréquence des cancers du col de l'utérus, ni de l'anus par Dr Gérard Delépine, nouveau-monde.ca - Mondialisation.ca 06 mars 2023

Le lien de causalité exclusive entre infection à HPV et cancer n'est pas démontré

En Australie, la vaccination n'a pas fait reculer l'incidence des cancers invasifs

De plus, le nombre annuel de nouveaux cancers invasifs, loin de diminuer, augmente

En Grande-Bretagne non plus, la vaccination n'a pas fait régresser les cancers invasifs

En Suède, l'incidence des cancers invasifs a franchement augmenté depuis la vaccination

En Norvège, l'incidence des cancers invasifs a augmenté depuis la vaccination

En France, faible taux de vaccination et faible incidence du cancer invasif du col utérin

Des accidents post vaccination graves ont été constatés dans de nombreux pays

Ne vaccinons surtout pas les garçons par le Gardasil !

Pour lire l'article :

<https://www.mondialisation.ca/le-gardasil-ne-diminue-pas-la-frequence-des-cancers-du-col-de-luterus-ni-de-lanus/5675759>

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Guerres : l'Histoire effacée par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 6 mars 2023

La communication atlantique à propos de la guerre en Ukraine fait l'impasse sur l'histoire de l'Otan, les guerres illégales de Yougoslavie, d'Afghanistan, d'Iraq, de Libye et de Syrie, et plus encore sur l'extension de l'Alliance à l'Est.

La présidente du Conseil des ministres italien, Giorgia Meloni, en visite à New Delhi a déclaré que « *L'agression russe à l'égard de l'Ukraine* » constitue une « *provocation au cœur de la Charte de l'Onu* » et mine « *l'ordre international fondé sur les règles* », concluant que « *Nous ne pouvons pas nous soumettre à la loi du plus fort* ». On efface de cette sorte l'histoire des événements qui ont conduit à la situation critique actuelle. Nous la reconstruisons, dans cette émission de Grandangolo, dans ses traits essentiels :

1. L'Otan naît de la Bombe
2. Yougoslavie : la guerre fondatrice de la nouvelle Otan
3. L'expansion de l'Otan vers la Russie
4. Les USA et l'Otan attaquent et envahissent l'Afghanistan et l'Iraq
5. L'OTAN démolit l'État libyen
6. La guerre USA/Otan pour démolir la Syrie
7. La régie USA/Otan dans le coup d'État en Ukraine
8. L'Italie, porte-avion sur le front de guerre
9. Les USA et l'Otan piétinent les Traités et déploient en Europe de nouvelles armes nucléaires

Le moment où la Guerre froide se termine avec la dissolution du Pacte de Varsovie puis de l'Union Soviétique même, en 1991, est fondamental. Les États-Unis en profitent pour déclencher dans le Golfe le premier conflit de l'après-Guerre froide auquel participent les principaux pays de l'Otan, parmi lesquels l'Italie. En même temps l'Otan met en marche son extension à l'Est vers la Russie. Le premier pas est la démolition de la Fédération Yougoslave, que les États-Unis et les puissances

européennes de l'Otan initient en 1990. La guerre, nommée « *Opération Force Alliée* », commence le 24 mars 1999. Pendant qu'elle démolit par la guerre la Fédération Yougoslave, l'Otan commence à s'étendre à l'Est, cela, bien que Washington eut assuré le président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, que « *L'Otan ne s'étendra pas d'un pouce à l'Est* ». En vingt ans, l'Otan s'étend de 16 à 30 pays. Avec la prochaine entrée de Suède et Finlande elle s'élargira à 32 pays, toujours plus au bord de la Russie. Trois autres pays - Bosnie-Herzégovine (auparavant partie de la Yougoslavie), Géorgie et Ukraine (auparavant parties de l'URSS)- sont candidats pour entrer dans l'Otan.

A ceux qui "défendent aveuglément l'Ukraine et ses monstrueux héros" puisqu'ils sont inséparables.

Plusieurs personnalités outrées par un article de France Info sur le collaborateur nazi Bandera - RT France 2 mars 2023

«*Bandera un personnage "très polémique" selon France Info [...]. Je n'ai pas de mots...*», s'est ainsi désolé l'avocat franco-israélien Arno Klarsfeld sur Twitter, en référence à une expression utilisée dès les premières lignes dans l'article en question. «*France Info dira peut-être aussi que Göring [héros de la première guerre mondiale] est un personnage "polémique" et pourquoi pas Hitler qui fit construire de belles autoroutes et donna des croisières au prolétariat. Certains défendent aveuglément l'Ukraine et ses monstrueux héros*», a fustigé, dans un autre tweet, celui qui fut conseiller d'Etat sous Nicolas Sarkozy RT France 2 mars 2023

Le neuvième anniversaire de la guerre en Ukraine - Réseau Voltaire 27 février 2023

Sous nos yeux, les nationalistes intégraux ukrainiens restaurent les symboles du nazisme. Ainsi le président Volodymyr Zelensky vient-il, le 14 février 2023, de décerner « *le titre d'honneur Edelweiss* » à la 10^e brigade d'assaut de montagne séparée. Edelweiss fait référence à la 1^e division de montagne nazie qui « *libéra* » (sic) Kiev, Stalino, les passages du Dniepr et Kharkov.

L'Ukraine actuelle célèbre toujours le III^e Reich comme son « *libérateur* ».

Par Manlio Dinucci

Nous sommes non pas au premier, mais au neuvième anniversaire de la guerre en Ukraine, déclenchée en février 2014 avec le coup d'état sous gestion USA-OTAN. Parlant depuis Varsovie, le président Joe Biden promet d'« *être au côté du président Volodymyr Zelensky quoi qu'il arrive* ». La présidente du Conseil italien Giorgia Meloni lui fait écho qui, renversant la position prise en 2014, assure Zelensky que « *l'Italie sera avec vous jusqu'à la fin* ». Déclarations inquiétantes, étant donnée la réelle possibilité que le conflit ne débouche sur une guerre nucléaire, qui constituerait la fin non seulement de l'Europe, mais du monde. L'Ukraine est en capacité de produire des armes nucléaires et certainement, à Kiev, se trouve quelqu'un qui poursuit ce plan.

Le New York Times le confirme : « *L'Ukraine a renoncé à un gigantesque arsenal nucléaire, il y a 30 ans. Aujourd'hui il y a des regrets* ». Avec la désagrégation de l'URSS en 1991, l'Ukraine s'est trouvée en possession du troisième plus grand arsenal nucléaire du monde : environ 5 000 armes stratégiques et tactiques. Elles ont été éliminées dans les années 90 sur la base d'accords entre les

États-Unis, la Russie et l'Ukraine. Mais la capacité technologique, acquise par l'Ukraine dans le domaine nucléaire militaire pendant la confrontation USA-URSS, n'a pas été éliminée.

« L'Ukraine —préviend le président Vladimir Poutine— entend créer ses propres armes nucléaires, et il ne s'agit pas d'une simple fanfaronnade. L'acquisition d'armes nucléaires sera beaucoup plus facile pour l'Ukraine par rapport à d'autres états, qui sont en train de mener des recherches, surtout si Kiev reçoit un support technologique étranger. Nous ne pouvons pas exclure cela. Si l'Ukraine se dote d'armes de destruction de masse, la situation dans le monde et en Europe changera de façon drastique ».

Dans quelles mains seraient les armes nucléaires ukrainiennes ? Cela nous est confirmé par le fait que Zelensky vient de conférer à la 10ème Brigade d'assaut ukrainienne « le titre d'honneur Edelweiss » : c'est le nom même et symbole d'une des plus féroces divisions nazies, la 1ère division Edelweiss, qui en 1943 massacra à Céphalonie plus de 5 000 soldats italiens qui s'étaient rendus.

Israël.

Le coup d'État des straussiens en Israël par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 7 mars 2023

Alors que les observateurs pronostiquaient une guerre d'Israël contre un de ses voisins, l'État hébreu n'est attaqué de nulle part. Il a des adversaires, mais pas d'ennemi, sinon lui-même. Son organisation politique n'étant défini par aucune Constitution est d'autant plus facile à renverser. Les straussiens, qui sont au pouvoir au département d'État et à la Maison-Blanche, pilotent aujourd'hui le changement de son régime. Les manifestations se succèdent dans tout le pays pour empêcher ce pays de devenir, selon les mots d'un ancien directeur du Mossad : « un État raciste et violent qui ne pourra pas survivre ». Mais il est probablement déjà trop tard.

<https://www.voltairenet.org/article218943.html>

Israël, les illusions tombent: le fantôme des 2 États; « État juif démocratique » – Yakov Rabkin par Yakov Rabkin et Robin Philpot - Mondialisation.ca 07 mars 2023

Au-delà des attaques contre les Palestiniens à Naplouse et ailleurs dans les territoires palestiniens occupés, il y a une crise majeure en Israël qui amène certains à prévoir une implosion de ce pays.

Yakov Rabkin, professeur émérite d'Histoire à l'Université de Montréal et auteur de POUR COMPRENDRE L'ÉTAT D'ISRAËL, explique les origines de cette crise qui remontent au tout début de cette colonie de peuplement.

Selon lui le « socialisme » israélien de jadis n'était rien de plus qu'un des outils que les fondateurs de l'État déployaient pour camoufler la nature exclusif tu projet sioniste à l'aide de nobles principes, dont les Kibboutz étaient le cas de figure. Les Kibboutz n'existent presque plus.

Il note que les partisans d'Israël dans les pays occidentaux sont aux abois, craignant que ces derniers ne trouvent plus de justification pour soutenir Israël.

Selon Rabkin, l'actuel gouvernement pourrait détruire les deux dernières illusions utiles pour le maintien du soutien occidental à Israël. Soit la « solution des deux États » qui est morte et à qui seules les officines occidentales prêtent encore la foi; et celle d'un « État juif démocratique ».

Le mot fasciste revient de plus en plus souvent dans le discours israélien, selon le professeur Rabkin. Et la raison, c'est qu'un nationalisme ethnique et d'exclusion, comme celui pratiqué par Israël va nécessairement virer à droite. Il ajoute, par ailleurs, que le taux de pauvreté en Israël est le pire des États de l'OCDE, ce qui montre que la droite l'emporte aussi sur le plan économique.

6 mars 2023: Le pied à Papineau, CKVL FM, 100,1, Montréal

<https://soundcloud.com/le-pied-a-papineau/israel-les-illusions-tombent-le-fantome-des-2-etats-etat-juif-democratique-yakov-rabkin>

<https://www.mondialisation.ca/israel-les-illusions-tombent-le-fantome-des-2-etats-etat-juif-democratique-yakov-rabkin/5675781>

L'Afrique du Sud persiste et ne rouvrira pas son ambassade en Israël - RFI 9 mars 2023

Chine.

Chine : Xi Jinping obtient un inédit 3e mandat de président - LePoint.fr 10 mars 2023

C'est historique. Xi Jinping a obtenu un troisième mandat de président chinois après un vote formel du Parlement, vendredi 10 mars. Le résultat du vote des députés, annoncé peu avant 11 heures (3 heures GMT), est sans appel : 2 952 votes pour, zéro contre, zéro abstention. Un résultat qui ne faisait toutefois aucun doute puisque le Parlement en Chine est, dans la pratique, inféodé au Parti communiste (PCC) au pouvoir.

Le dirigeant de 69 ans avait déjà obtenu en octobre une prolongation de cinq ans au sommet du PCC et de la commission militaire, les deux postes de pouvoir les plus importants. Seul candidat, il a été reconduit pour la même durée comme chef de l'État. AFP/LePoint.fr 10 mars 2023

Pourquoi la Chine est-elle l'alliée de la Russie ? Quelle est la nature de cette guerre ?

Xi Jinping condamne "l'endiguement" et la "répression" occidentales visant la Chine - AFP 7 mars 2023

"Des pays occidentaux, menés par les États-Unis, ont mis en oeuvre une politique d'endiguement, d'encercllement et de répression contre la Chine, ce qui a entraîné des défis sans précédent pour le développement de notre pays", a-t-il ajouté.

Xi Jinping a par ailleurs déclaré que les cinq dernières années ont été marquées par une nouvelle série d'obstacles, lesquels menacent de freiner l'essor économique de la Chine. AFP 7 mars 2023

J-C - Pour un peu, Xi Jinping reproche aux États-Unis et ses vassaux occidentaux la même chose que leur reproche la Russie. Xi Jinping tient un discours similaire à celui de Poutine. Ceci explique cela.

Quand à table à la fin du repas il y a un gâteau à partager entre tous les convives, et il s'en présente un qui entend l'engloutir entièrement, tandis qu'en principe il y a une part réservée pour chaque invité, forcément cela va mal se passer...

La rhétorique anti-chinoise est hors limites dans les médias occidentaux

L'une des principales caractéristiques des grands médias occidentaux d'aujourd'hui est l'acharnement contre la Chine. Il s'agit d'un phénomène hors normes et fatigant, qui implique souvent des anecdotes régurgitées ou des histoires fabriquées de toutes pièces, sans aucune preuve à l'appui, de déclarations impitoyables sur le pays, ce qui témoigne d'un profond manque de compréhension. Mais de telles histoires continuent d'être débitées sans que l'on puisse en voir la fin.

Pour lire l'article :

<https://reseauinternational.net/la-rhetorique-anti-chinoise-est-hors-limites-dans-les-medias-occidentaux/>

Le Cambodge emprisonne des agents des États-Unis alors que les tensions entre les États-Unis et la Chine s'intensifient

Le gouvernement des États-Unis, les médias occidentaux et les prétendues organisations de défense des droits de l'homme condamnent le Cambodge pour avoir récemment prononcé une peine de 27 ans de prison à l'encontre de Kem Sokha, l'ancien dirigeant du parti d'opposition « *Parti du sauvetage national du Cambodge* » (PSNC). Si les arguments avancés publiquement tournent superficiellement autour de la défense des « *droits de l'homme* » et de la « *démocratie* », la véritable raison de la condamnation de l'Occident est le rôle de Kem Sokha en tant que mandataire de longue date du gouvernement des États-Unis, dans lequel Washington a investi massivement pendant de nombreuses années.

Dans son article intitulé « *Les États-Unis condamnent une affaire « fabriquée » alors que le chef de l'opposition cambodgienne est emprisonné pour 27 ans* », le Guardian rapporte ce qui suit :

« *L'ancien chef du parti d'opposition dissous, le Parti du sauvetage national du Cambodge (CPSNC), a été arrêté en 2017 et accusé de conspirer avec les États-Unis pour évincer le dirigeant autoritaire du Cambodge, Hun Sen, qui a régné pendant près de quatre décennies.*

L'ambassadeur des États-Unis, W. Patrick Murphy, a déclaré que les allégations, que Kem Sokha a niées, étaient des « théories du complot fabriquées ». »

Le Guardian a également rapporté ces propos :

« *Le juge Koy Sao a déclaré au tribunal de Phnom Penh vendredi : « Kem Sokha est condamné à 27 ans de prison pour collusion avec des étrangers au Cambodge et dans d'autres pays ». Kem*

Sokha, qui est désormais assigné à résidence, s'est également vu interdire de se présenter aux élections et de voter. »

Alors que le Guardian, d'autres médias occidentaux, ainsi que des organisations de défense des droits de l'homme comme Amnesty International et Human Rights Watch condamnent ces accusations comme étant « *fabriquées* », aucune mention n'est faite des preuves réelles présentées par le Cambodge lui-même, qui comprennent une vidéo dans laquelle Kem Sokha lui-même admet ouvertement qu'il planifie une révolution de couleur de type serbe entièrement sponsorisée par le gouvernement des États-Unis.

Pour lire l'article :

<https://reseauinternational.net/le-cambodge-emprisonne-des-agents-des-etats-unis-alors-que-les-tensions-entre-les-etats-unis-et-la-chine-sintensifient/>

Economie.

Derrière le « *mars rouge* » de l'inflation, le vilain lobbying de la grande distrib' - investisseur-sans-costume.net 6 mars 2023

Vous connaissez sans doute l'enjeu : Les négociations tarifaires annuelles de la grande distribution se sont officiellement conclues mercredi dernier 1er mars et face aux hausses de prix des matières premières et de l'énergie, les industriels de l'agroalimentaire espéraient répercuter les hausses de prix et sortir la tête de l'eau.

Alors que je viens de finir cette lettre, nous savons désormais que la grande distribution a gagné. Bruno Le Maire a annoncé aujourd'hui en grande pompe un « *trimestre anti-inflation* » ; quand vous aurez fini cette lettre vous aurez compris qu'il fait passer pour une victoire face aux grandes enseignes est en fait une déculottée complète.

Mais plantons déjà le décor de ce drame burlesque :

De l'inflation officielle à la caisse : Comme l'on passe de +7 à +30% !

Les paniers de courses se sont déjà envolés depuis un an.

De prime abord, vous pourriez croire que l'inflation alimentaire est de 6,8% en 2022 selon l'INSEE [1] mais il s'agit là d'une moyenne annuelle, chiffre qui ne sert pas à grand-chose ici, à part truquer la réalité comme Bruno Le Maire aime tant. En décembre 2022, l'inflation sur un an, toujours selon l'INSEE est de 12,1% [2].

Mais ces 12% ne sont encore qu'une moyenne et pour les ménages les plus modestes elle avoisinerait plutôt les 18% : L'inflation a bien plus durement frappé les produits premiers prix et les départements les plus pauvres de France [3].

Corrigez ensuite les effets panier (les familles les plus modestes ne consomment pas les mêmes aliments que les plus aisées or ce sont les huiles, farines et pâtes dont les prix ont le plus progressé) et les biais de « *qualité* » quand les industriels dégradent leurs produits plutôt que de monter les prix

et vous vous rendez compte que pour une famille plutôt modeste, l'inflation alimentaire tourne plutôt autour 30-40% sur un an alors que nous étions partis d'un chiffre officiel de 6,8% !

Cette hausse vertigineuse fut déjà un choc pour beaucoup de familles et voilà que la menace de « *mars rouge* » surgit malgré les promesses de notre bon ministre Le Maire, les hausses de prix ne devaient pas survivre à la nouvelle année : Il va pourtant falloir encaisser un nouveau choc, plus fort et plus rapide encore.

Mais après promis, cela ralentit et on rebaisse les prix, croix de bois, croix de fer, si Bruno Le Maire meurt, c'est vous qui allez en enfer.

Voilà de quoi ajouter un peu plus aux angoisses et à la morosité du temps.

Tous les ingrédients sont donc réunis pour que prenne la sauce « *mars rouge* ».

4 janvier 2023 : Lancement de l'opération « *mars rouge* »

Aussi quand le 4 janvier BFM invite le « *journaliste* » Olivier Dauvers sur son plateau, sa formule du « *mars rouge* » de l'inflation fait mouche.[4]

Et si vous n'aviez pas entendu, ils ont fait répéter la formule le jour même à Franck Rosenthal, « *expert de la grande distribution* » [5] et Philippe Goetzmann, autre « *expert de la grande distribution* » [6].

Voilà pour un lancement en fanfare.

Les "experts" BFM

Mais ôtons donc ces guillemets aux titres des glorieux intervenants de BFM : Olivier Dauvers est journaliste et surtout éditeur spécialisé auprès de la grande distribution et conférencier, les grandes enseignes de distribution sont ses clients [7]. Il a tout récemment dézingué la création de « *Toujust!* » [8] une nouvelle enseigne qui ose accorder 25% de son capital et de ses bénéfices à ses fournisseurs. Il est également administrateur de la « *Société des Consommateurs* » spécialisée en « *conseil en relations publiques et communication* » [9].

Il a coécrit un obscur bouquin [10] avec notre 2e « expert », Franck Rosenthal qui est « *expert de la grande distribution* » pour BFM mais « *expert en marketing du commerce* » sur le site de sa société de conseil qui, elle aussi, a toutes les grandes enseignes parmi ses clients. [11]

Mais gardons le meilleur pour la fin, notre 3e expert, Philippe Goetzmann n'est autre que l'ancien directeur des relations institutionnelles d'Auchan avec 24 ans de maison et désormais « *conseil stratégique et conférencier en grande consommation* ». [12]

Nos « *experts* » et notre « *journaliste* » sont en fait, derrière ces faux nez ridicules, conseillers des groupes de grande distribution ou pour le dire plus simplement, les petites frappes de leurs coups bas : Au temps pour l'éthique journalistique de BFM ; cela allait sans dire mais va encore mieux en le disant.

Deux mois plus tard, vous trouvez 23 pages d'articles de presse au sujet de « *mars rouge* » sur Google Actualités [13] dont plus de 50 sujets réalisés par BFM ou repris par RMC [14], autre filiale d'Altice Médias. Ils ont sorti la grosse artillerie.

Bien sûr, tout ceci pourrait être une simple coïncidence, la viralité naturelle d'une formule qui fait mouche augmentée des analyses désintéressées d'intervenants exemplaires laissant à la porte des studios leurs intérêts pécuniaires afin de servir et instruire le bon peuple, le tout amplifié par le service ininterrompu de journalistes dévoués à l'information en continu. Et moi je pourrais être le Pape et attendre ma sœur.

Il n'est pas bien difficile de voir l'intérêt de chacun dans une telle campagne pour faire pression sur les négociations tarifaires.

Mais il y a un intérêt supérieur qui laisse encore moins de doute quant au montage et la finalité de l'opération.

Vous allez voir, c'est dégueulasse.

L'arrêt de mort des PME agroalimentaires

L'usage de ces négociations tarifaires entre la grande distribution et ses fournisseurs veut qu'en cas d'échec les conditions de l'année précédente restent en vigueur le temps pour l'enseigne de se retourner. Cela vaut pour les tarifs mais aussi les volumes et les pénalités en cas de non-exécution du contrat, le temps d'un préavis, généralement de plusieurs mois. [15]

Cette mesure était déjà contraignante pour les fournisseurs qui gardaient un fil à la patte éventuellement coûteux en cas de désaccord mais acceptable tant que nous étions en période déflationniste. Mais ce qui était à la limite passable en 2022 est insupportable en 2023 : Tout d'un coup la prolongation des contrats au prix de l'année précédente devient hyper favorable aux distributeurs qui peuvent ainsi jouer la montre et asphyxier encore un peu plus des fournisseurs déjà en mauvaise posture.

Tous les ingrédients sont réunis pour un carnage et la destruction brutale d'une partie du tissu français des PME agroalimentaires car ce n'est pas Nestlé, Danone, Lactalis ou Coca dont la puissance de négociation n'est pas moindre que celle de Carrefour, Auchan ou Leclerc qui souffrent véritablement de cette situation.

Non, ce qui est en jeu ici, ce sont toutes les PME qui se font broyer par la machine infernale de la grande distrib', qui ne pleurera pas la perte de ces « *partenaires* » dont ils prendront la place joyeusement avec leurs marques distributeurs qui pourra augmenter ces marges une fois cette concurrence neutralisée.

Et pour une fois, la majorité avait plutôt bien réagi.

Digression : Comment l'industrie agroalimentaire française est devenue celle d'un « *pays sous-développé* »

Faisons ici une digression : Le marché français de la grande distribution a la particularité d'être très fragmenté et depuis longtemps. 7 groupes se partagent l'essentiel du marché français sans vrai leader [16]. Il n'y a guère que l'Italie pour être plus éclatée encore.

Le paysage est donc particulièrement concurrentiel. Or les parts de marchés se gagnent sur les prix.

C'est le nerf de la guerre.

Vous êtes sûrement nombreux à avoir vu les enquêtes TV et documentaires sur les guerres de prix et les pratiques honteuses de négociation des enseignes pour gagner cette guerre.

Du bon côté, cela a permis un certain nombre d'innovations fort pratiques comme les « *drive* », des caves de qualité, de bons bouchers à leurs stands, tout cela en plus de prix contenus et de la fameuse défense du « *pouvoir d'achat* » mais d'un autre côté, cette situation a durablement affaibli le tissu agroalimentaire français au point de donner des sueurs froides à notre souveraineté alimentaire : En France ! [17]

Dans une audition d'octobre 2021 notre inénarrable Haut-Commissaire au Plan François Bayrou comparait la France à « *une économie sous-développée* » !

« Nous avons accepté une économie de pays en voie de développement sur un grand nombre de secteurs. Nous exportons des pommes de terre mais sommes déficitaires sur les chips à hauteur de 120 millions d'euros. La France produit la matière première et d'autres pays, qui ne sont pas forcément les plus pauvres, nous renvoient les produits transformés. À l'école, on nous apprendait qu'il s'agissait-là du modèle d'un pays à l'économie sous-développée. À bien des égards, c'est au stade où nous en sommes. Nous exportons des pommes et nous sommes déficitaires en jus de pomme. »

François Bayrou audition du 21 octobre 2021 devant la Commission d'enquête chargée d'identifier les facteurs qui ont conduit à la chute de la part de l'industrie dans le PIB de la France...

Il ne fait aucun doute que la filière de transformation alimentaire souffre depuis longtemps en France. Un gros rapport de novembre 2022 sur l'inflation alimentaire de l'Inspection Générale des Finances montre que les marges des industries de transformations étaient déjà trop maigres et sont désormais en grand danger. [19]

Il se trouve pourtant encore des « *journalistes* » et « *experts* » suffisamment imbéciles ou véreux pour trouver que les marges des industriels sont trop importantes, jouant sur nos préjugés.

C'est quelque chose que nous avons du mal à percevoir en France. Nous avons la persistance d'une image dépassée : L'agriculture la plus productive du monde, un savoir-faire agroalimentaire de renommée mondiale tiré par notre légendaire gastronomie à la française.

Mais regardez par exemple ce que Lactalis a fait de l'appellation Comté [20]. Ce fromage délicieux et complexe a perdu tout son goût dans les emballages plastiques de marques comme Président et derrière ce sont toutes les marques distributeurs qui s'engouffrent, avilissent l'essentiel de la production et ne laissent qu'aux plus aisés le luxe de déguster un vrai comté fruité.

Et si Lactalis peut régner en maître sur une appellation contrôlée et un produit frais de circuit relativement court comme le lait, nous n'avons en revanche aucune chance face à des pays moins regardant en termes de normes et à la main-d'œuvre bien moins chère, surtout si les grandes enseignes n'appliquent aucune préférence nationale.

Ce n'est qu'un exemple mais de manière générale, notre alimentation a suivi le même chemin que celui de nos porte-monnaie : Un appauvrissement réel pour l'immense majorité d'entre nous obligée de rogner sur la qualité et un fort enrichissement pour une petite minorité qui ne regarde plus à ses dépenses de bouche et se fiche pas mal de 12 ou 20% d'inflation alimentaire.

Cette évolution a mis à mal l'industrie agroalimentaire à qui l'on a intimé l'injonction paradoxale d'une meilleure qualité de produits tout en baissant les prix et respectant des normes ubuesques.

L'ancien PDG de Danone, Emmanuel Faber, s'en était ouvert dans un entretien au Monde en 2018, notant que les prix des yaourts avaient baissé de 15% au moment même où montaient les exigences de qualité, bio, circuits courts... [21]. Débarqué en 2021 par deux fonds activistes américains avec le soutien passif de BlackRock [22], le modèle de développement social et durable a fait long feu chez Danone rentrée dans le rang de la religion du profit et de la malbouffe bon retour sur investissement.

Pourtant, à partir de 2018, la majorité a commencé à prendre les choses en main avec les lois Egalim, imparfaitement certes, mais ne crachons pas dans la soupe.

Fin de cette longue digression.

Cette loi qui a provoqué la fureur de la grande distribution

Le 21 décembre dernier, dans la continuité des deux lois Egalim et la volonté d'arrêter l'hémorragie de notre industrie de transformation alimentaire, la majorité a proposé une loi pour « sécuriser l'approvisionnement des Français en produits de grande consommation » renommée plus modestement depuis par le Sénat « *Proposition de loi tendant à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeur* ». [23]

Cette loi visait à corriger certains effets pervers des lois Egalim : Ainsi, les grandes enseignes s'étaient mises à acheter leurs produits destinés au marché français via des centrales étrangères afin de contourner les réglementations Egalim.

Elle étend aussi les expérimentations sur l'encadrement des promotions et surtout :

Cette loi corrigeait l'usage de prolongation des contrats en cas d'échec en faisant appliquer le prix du fournisseur en dernière instance.

Notez que la proposition de loi a été déposée le 21 décembre. Dès la trêve des confiseurs passée, le 4 janvier, la réponse du « *mars rouge* » est arrivée.

Les jeux parlementaires et d'influence sont passés par là et la prime au fournisseur a été amendée en une conciliation d'un mois sous l'égide du Ministère de l'Agriculture et de la (fameuse) souveraineté alimentaire et si ces conciliations échouaient à nouveau, les contrats seraient simplement rendus caducs.

C'est cette version qui a été adoptée en première lecture au Parlement et au Sénat.

Croyez-vous que les grandes enseignes se satisfassent de ce mois de préavis et conciliation ? Certainement pas et la campagne redouble d'intensité ces derniers jours.

Alors que le gouvernement avait adopté la procédure accélérée en décembre pour cette loi dont l'urgence ne fait pas débat (nous sommes le 5 mars au moment où j'écris ces lignes et la loi est déjà caduque car il n'y a déjà plus de le temps de la promulguer, de publier les décrets d'applications et de les faire appliquer avant la fin du mois mars dédié aux conciliations.

Le gouvernement a retourné sa veste et convoqué le 16 février dernier une Commission Mixte Paritaire contestable sinon superfétatoire. Depuis 17 jours et malgré l'urgence, la composition de la commission est toujours inconnue, elle ne s'est pas réunie et aucune réunion n'est prévue à l'agenda, c'est une coquille vide qui permet de bloquer le processus législatif pour arriver tranquillement au 1er avril, date à laquelle la loi ne sera plus d'aucune utilité pour les négociations de cette année et devrait alors tomber dans les limbes du processus législatif. [24]

La chose est désormais certaine maintenant que Bruno Le Maire a annoncé son « *trimestre anti-inflation* », cette annonce n'est que la traduction en marketing politique de l'échec complet de la ligne du gouvernement et de la victoire de la grande distribution qui va pouvoir prolonger de quelques mois les anciennes conditions tarifaires selon l'usage que le gouvernement voulait rééquilibrer.

Il nous faudra surveiller de près les faillites au printemps qui devraient être la conséquence logique de cette campagne d'influence ignominieuse qui assassine les petits fournisseurs de la grande distribution.

Et ne vous y trompez pas : Vous n'y gagnerez même pas au porte-monnaie !

Économisez demain ce que vous paierez deux fois après-demain

Nous sommes en train d'appliquer un pansement sur une jambe de bois, les mêmes recettes qui ont déjà fragilisé notre agroalimentaire.

Car une fois la concurrence des PME évacuée, les géants de la malbouffe sortiront renforcés. Eux ont accès au crédit et au lobbying pour passer l'orage. Ils répercuteront alors d'autant plus facilement les hausses de prix que le secteur agroalimentaire se sera concentré.

Vous paierez après-demain ce que vous aurez économisé demain et davantage. C'est une simple question d'offre et de demande, si vous réduisez l'offre, vous accordez plus de pouvoir de négociation à celle qui reste, y compris les marques distributeurs qui se retrouvent ici juges et parties.

Il n'y a absolument rien de vertueux dans cette énième bravade « *pour le pouvoir d'achat* » et mars rouge détourne les angoisses légitimes face à l'inflation pour mieux vous piéger et tuer une concurrence trop encombrante.

De mon point de vue la manipulation est grossière mais elle est redoutable d'efficacité et je n'ai encore vu personne décrypter l'arnaque.

Après notre pas de côté, faisons maintenant un pas en arrière et sortons du panier de crabes avant de finir définitivement en charpie.

Paupérisation française

Car dans cette affaire, les méchantes enseignes de la grande distribution ne sont elles-mêmes qu'une courroie de transmission, un ajustement aux politiques stupides de ce gouvernement et plus structurellement à la disparition de la classe moyenne.

Ce qui se passe aujourd'hui sur les négociations de la grande distribution était prévisible depuis le début des sanctions et une évidence depuis le sabotage de Nord Stream II.

Il était déjà trop tard en décembre.

Dans nos ministères où le conformisme l'emporte sur la compétence, il n'est pas exclu qu'ils aient fini, si ce n'est pas croire, tout du moins à appliquer les prévisions d'inflation imbéciles qu'ils nous servent à longueur de journée.

J'ai déjà écrit que nous étions entrés en régime structurel de pénurie.

L'épisode actuel en est une nouvelle preuve.

Pour ne pas perdre ? Ne pas jouer

Vous connaissez ma règle, dans un jeu truqué où la moindre prise de parole publique est suspecte de manipulation, le seul moyen de ne pas perdre est de ne pas jouer.

Nous n'avons pas le choix que de nous adapter en dépit de nos structures nationales.

Je pourrais vous conseiller d'aller faire des stocks avant que les hausses de prix ne reprennent de plus belle que les ruptures s'enchaînent sur les linéaires mais encore, ce n'est que reculer pour mieux sauter.

Il faut aller à la source et directement aux producteurs, dans les marchés, en régions, en ligne, en se regroupant, en s'entraïdant, boycotter la grande distribution au maximum.

L'inflation est structurelle : Investissez dans le cellier... Et un second frigo

Dans un monde fortement inflationniste... Il peut également devenir essentiel d'avoir un second réfrigérateur ou un grand congélateur.

Un bon ami brésilien m'a raconté un jour que ses parents avaient deux réfrigérateurs quand il était petit alors que c'étaient des biens de luxe à l'époque et que ses parents n'étaient pas riches. Mais il fallait pouvoir stocker 15 jours de provisions d'avance. En effet son père était payé deux fois par mois.

Chaque fois que la paie tombait, son père appelait immédiatement sa mère qui venait au bureau récupérer l'argent et se précipitait pour faire les courses. En rentrant dans le supermarché, elle regardait d'abord là où les employés étaient en train de ré-étiqueter les produits et se dépêchait d'attraper les produits avant qu'ils reçoivent le nouveau prix. C'était le Brésil des années 1990 et c'est sans doute un avenir pas si lointain en France.

Nous avons tout à gagner, pour ceux qui le peuvent, à retrouver le cellier plutôt qu'à aller chercher chaque jour de mauvaises portions sous plastique parce que nous ne sommes plus capables de prévoir.

Notes :

[1] <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6688595>

[2] <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6688389>

[3] https://www.francetvinfo.fr/economie/inflation/le-panier-de-courses-franceinfo/infographies-inflation-que-faut-il-attendre-pour-2023_5571666.html

- [4] https://www.bfmtv.com/economie/inflation-ce-journaliste-specialiste-de-la-grande-distribution-s-attend-a-un-mois-de-mars-rouge_VN-202301040675.html
- [5] https://www.bfmtv.com/replay-emissions/90-minutes-aurelie-casse/hausse-des-prix-vers-un-mois-de-mars-rouge-04-01_VN-202301040742.html
- [6] https://www.bfmtv.com/replay-emissions/22h-max/hausse-des-prix-vers-un-mars-rouge-04-01_VN-202301040760.html
- [7] <https://www.olivierdauvers.fr/>
- [8] <https://www.youtube.com/watch?v=cF-1ZH0AxQ>
- [9] <https://www.pappers.fr/entreprise/la-societe-des-consommateurs-828852871>
- [10] <https://www.amazon.fr/s?k=Les+incontournables+du+commerce+de+demain>
- [11] <https://www.frank-rosenthal.com/>
- [12] <https://fr.linkedin.com/in/philippegoetzmann>
- [13] <https://www.google.fr/search?q=%22mars+rouge%22>
- [14] <https://www.google.fr/search?q=%22mars+rouge%22+bfm>
- [15] https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/textes/116b0575_proposition-loi.pdf
- [16] <https://fr.statista.com/statistiques/679646/part-de-marche-enseignes-grande-distribution-france/>
- [17] <https://www.pleinchamp.com/actualite/l-excedent-agroalimentaire-francais-en-2021-une-reprise-en-trompe-l-oeil>
- [18] https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/cecifccpi/115cecifccpi2122019_compte-rendu
- [19] https://medias.vie-publique.fr/data_storage_s3/rapport/pdf/287083.pdf
- [20] <https://www.estrepublicain.fr/edition-de-besancon/2018/01/23/comte-lactalis-et-sodiaal-se-taillent-deux-grosses-parts-de-la-meule>
- [21] https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/11/30/emmanuel-faber-il-faut-redonner-du-sens-a-la-croissance_5390755_3234.html
- [22] <https://www.investisseur-sans-costume.com/grand-reset-chez-danone-larnaque-du-capitalisme-inclusif/>
- [23] https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/dossiers/alt/securiser_approvisionnement_francais_produit_grande_consommation_xvie#16-CMP
- [24] <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/organes/cmp/>

<https://www.investisseur-sans-costume.com/derriere-le-mars-rouge-de-linflation-le-vilain-lobbying-de-la-grande-distrib/>

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 14 mars 2023.

Joe Bonamassa - "*Mind's Eye*" (Live) - Tales of Time

<https://www.youtube.com/watch?v=hz5o3inehaQ>

Bienvenue à bord du nouvel ordre mondial totalitaire.

Son avènement vous a surpris, choqué. C'est un cauchemar éveillé au quotidien, n'est-ce pas ? Ils ont décidé de vous pourrir la vie comme vous ne pouvez pas l'imaginer dans absolument tous les domaines, aucun n'y échappera ne vous faites aucune illusion. Cette nouvelle causerie en témoigne.

Vous imaginiez bloquer le pays le ventre plein, le frigo plein, le réservoir de la bagnole plein ?

Les masses se sont embourgeoisées, elles sont abruties par la société du spectacle, sous l'influence des médias officiels, et les classes moyennes plus particulièrement sont corrompues. Elles étaient mûres pour croire absolument n'importe quoi, elles ne cessent d'en faire la démonstration.

Science sans conscience n'est que ruine de l'âme, dit-on, existence sans conscience politique n'est que ruine tout court.

Il y a loin de la coupe aux lèvres. Quand même une bonne nouvelle.

J-C- Ils ont présumé de leur force, les peuples sont trop homogènes pour pouvoir leur imposer un régime unique, qui plus est totalitaire. Il ne verra jamais le jour.

Méfiez-vous de tous les médias ou blogs dits alternatifs qui se sont emparés du Great Reset, qui le présentent comme une réalité ou qui prétendent qu'il pourrait se réaliser, c'est matériellement impossible, aussi sûrement qu'une guerre mondiale thermonucléaire, sauf à vouloir absolument se faire peur.

Faites très attention à tous ces charlatans ou escrocs qui sont tout aussi psychopathes que Macron, Gates et Cie., ils sont généralement de droite ou le plus souvent d'extrême droite. Ce n'est pas parce que la pseudo-gauche et extrême gauche ignorent le Great Reset ou Davos notamment, qu'il faudrait se réfugier dans les bras de la pire réaction.

Un grain dans le rouage du Great Reset : Retour de l'argent liquide en Suède

L'expérience de vivre sans argent liquide a fait long feu en Suède. Plusieurs raisons dont les inégalités sociales engendrées et des potentielles cyber-attaques, expliquent cette marche arrière de la nation du progressisme. Ce retour aux espèces est un grain dans les rouages du Great Reset et du « *tout numérique* » vanté par l'Union européenne.

<https://reseauinternational.net/un-grain-dans-le-rouage-du-great-reset-retour-de-largent-liquide-en-suede/>

Un média que j'ai découvert.

J-C – Il existait depuis 5 ans en version papier avant de passer au tout numérique. Personne ne m'en avait parlé. J'ignore quelle est son orientation politique, je n'ai pas eu de temps à lui consacrer.

Frustration magazine - Le média de la lutte des classes.

<https://www.frustrationmagazine.fr/>

« *La classe bourgeoise et son idéologie sont parasitaires* » - Nicolas Framont - elucid.media 12 mars 2023

https://elucid.media/societe/la-classe-bourgeoise-et-son-ideologie-sont-parasitaires-nicolas-framont/?mc_ts=crises

Lu.

1 - Savez-vous ce que signifient les mots “*impressionnisme*”, “*Big Bang*”, “*complotisme*”, “*les Daft Punk*” et “*Art gothique*” ? Ce sont des termes péjoratifs qui ont été créés pour dénigrer et discréditer ceux qui osaient remettre en question la pensée dominante.

...nous vivons dans l'Âge d'Or du terrorisme intellectuel, une époque où des imposteurs sans compétence ni talent ni autorité s'arrogent le droit de censurer - par la violence sociale - toute idée qui ne serait pas parfaitement alignée sur celle du pouvoir.

Il y a eu en effet dans l'histoire de l'Humanité des termes qui étaient censés être négatifs et qui sont très rapidement devenus positifs :

« *Impressionnisme* » : était une insulte destinée aux peintres rejetés par leurs pères académiques universitaires à la fin du 19e siècle et qui se sont regroupés dans un salon (il y a eu par exemple “le salon des refusés” avec Manet). Les impressionnistes ont peu à peu embrassé cette insulte jusqu'à en faire le témoin le plus glorieux de leur art.

« *Art gothique* » : ce terme a été inventé à la Renaissance pour critiquer son aspect flamboyant et excessif en contradiction avec la simplicité grecque. À la fin du 18e et au début du 19e siècle, l'art gothique était considéré comme le plus moche et très peu de temps après il va être considéré comme

le plus beau à travers notamment les réalisations du parlement britannique, du Tower bridge, Notre-Dame de Paris, etc.

« *Les Daft Punk* » : était l'insulte d'un critique qui avait qualifié la musique du duo français de "daft punk", soit littéralement "punk débile". Ils ont alors trouvé génial ce nom, ils l'ont gardé et sont devenus multimillionnaires ainsi que multi disques de platine

« *Big Bang* » : était un nom inventé par Fred Hoyle pour ridiculiser l'abbé Georges Lemaître et sa théorie de "*l'atome primitif*". Ce Fred Hoyle a au contraire popularisé les travaux de l'abbé Lemaître en lui donnant un nom simple et facile à retenir.

« *Complotisme* » : ce mot inventé pour nous ridiculiser est en train de devenir un terme noble. Terme qui n'a pas été inventé suite à l'assassinat de JFK mais plutôt popularisé à cette époque-là par la CIA et le FBI pour décrédibiliser les chercheurs de vérité qui voulaient connaître les véritables raisons de la mort du président Kennedy.

En conclusion : soyons complotistes et fiers de l'être !

2 - Il est important de souligner que la France est le seul pays au monde à avoir une agence gouvernementale spécialement dédiée à la lutte contre les dérives sectaires, plutôt que contre les sectes elles-mêmes, une nuance qui a son importance. La Miviludes surveille les internautes et agit comme une sorte de police de la pensée pour éliminer tout contenu lié à la santé naturelle, faisant ainsi office de bras armé de l'ordre des médecins.

La Miviludes donne une définition de la dérive sectaire qui rappelle aux Français une mauvaise période : « *Elle se caractérise par la mise en œuvre, par un groupe organisé ou par un individu isolé, quelle que soit sa nature ou son activité, de pressions ou de techniques ayant pour but de créer, de maintenir ou d'exploiter chez une personne un état de sujétion psychologique ou physique, la privant d'une partie de son libre arbitre, avec des conséquences dommageables pour cette personne, son entourage ou pour la société.* »

Cela correspond exactement à la manipulation mentale par les médias et le ministère de la Santé lors de la période covid avec, en plus, les restrictions, la menace de perdre son travail en cas de refus de la vaccination et la relégation des non-vaccinés à une catégorie de sous-citoyens ne pouvant jouir des mêmes droits que les vaccinés...

Il est important que la justice puisse faire son travail de manière indépendante et impartiale, mais il est également essentiel de souligner les dérives sectaires du gouvernement qui semblent manquer d'auto-critique.

J-C – Un naturopathe autodidacte exerçant depuis 12 ans, ayant produit 1200 vidéos avec plus de 80 millions de vues, organisés des centaines de formations, a été mis en détention provisoire suite à une plainte de la Miviludes, après qu'elle eut reçue 600 signalements dont on ignore l'origine et la nature, sans doute une grande partie relevant de la délation anonyme, toujours est-il que depuis 12 ans les autorités judiciaires n'ont enregistré aucune plainte d'un particulier contre ce naturopathe, qui a commis le crime de s'opposer à la doxa officielle sur la pandémie au covid-19 entièrement fabriquée.

Il lui est reproché d'avoir pratiqué illégalement la médecine et d'en avoir tiré profit, parce qu'il s'opposait à la médecine moderne ou allopathique, à l'hystérie vaccinale, expliquant que la santé ou

la maladie dépendait avant tout de l'alimentation et du mode de vie des hommes, ce qui ne pouvait que contrarier le gang mafieux et criminel de l'Ordre des médecins et des trusts pharmaceutiques, donc leurs représentants, l'Etat, le gouvernement, le régime.

Inversion accusatoire sadique.

"Cela me semble cruel": Joe Biden dénonce la politique de la Floride sur les enfants transgenres - BFMTV 14 mars 2023

Ron DeSantis, présenté comme un possible prétendant à l'investiture républicaine, défend des positions très conservatrices en matière de mœurs notamment.

L'ordre des médecins de Floride a décidé d'interdire l'accès des mineurs transgenres aux traitements bloquant la puberté, à la prise d'hormones et aux opérations chirurgicales. (Ce n'est pas exact, cette interdiction s'adresse aux mineurs qui sous l'effet de la propagande d'Etat souhaiterait changer de sexe sans être en mesure d'en assumer les conséquences à tous les niveaux... - J-C)

Le gouverneur est pour sa part le promoteur d'une loi vivement critiquée et surnommée "*Don't say gay*" ("*Ne parlez pas des gays*"), qui contraint fortement voire empêche l'enseignement à l'école de sujets liés à l'orientation sexuelle et au genre. BFMTV 14 mars 2023

Enfumage et gangstérisme. Respirez profondément, détendez-vous, un peu de patience et cela va se passer.

Migraine : le premier vaccin nasal autorisé aux États-Unis - caminteresse.fr 13 mars 2023

Les autorités de santé américaines ont approuvé un spray nasal à action rapide conçu par le laboratoire Pfizer contre les migraines.

L'Organisation mondiale de la santé a classé la migraine parmi les dix maladies médicales les plus invalidantes. Paracétamol, triptans, anti-inflammatoires ou aspirine... Il existe plusieurs médicaments contre ces céphalées. Aux États-Unis, les patients peuvent désormais se tourner vers un autre type de traitement. La Food and Drug Administration, l'autorité de santé américaine, a approuvé un spray nasal à action rapide comme traitement contre les migraines, a annoncé le 10 mars dans un communiqué le laboratoire Pfizer.

Pfizer est l'entreprise la plus condamnée au monde dans le domaine de la santé

<https://lareleveetlapeste.fr/pfizer-est-lentreprise-la-plus-condamnee-au-monde-dans-le-domaine-de-la-sante/>

Dans un rapport publié en 2018, Public Citizen notait que «*de 1991 à 2017, GlaxoSmithKline [le géant pharmaceutique britannique GSK, ndlr] et Pfizer ont payé plus de pénalités financières – 7,9 milliards de dollars et 4,7 milliards de dollars, respectivement – et ont conclu davantage de règlements (32 et 34, respectivement) avec les gouvernements fédéraux et d'état que toutes les autres entreprises*». Ce montant ne concerne que les règlements recensés aux États-Unis et ne prend

pas en compte d'autres amendes comme celle de près de 100 millions d'euros infligée au groupe au Royaume-Uni en 2016 pour des hausses de prix.

Créée en 2015 par l'ancien journaliste économique Philip Mattera, la base de données «*Violation Tracker*», de l'organisation américaine Good Jobs First, recense le comportement répréhensible des entreprises. Sa fiche dédiée à l'entreprise Pfizer indique un total de pénalités supérieur à 10 milliards de dollars de 2000 à 2019 pour le groupe et l'ensemble de ses filiales. liberation.fr 6 janvier 2022

Où ces salopards ont-ils la tête, devinez ?

Fin du remboursement d'un système pour traiter l'AVC : "On est dans l'incompréhension la plus totale", réagit le directeur de l'hôpital Fondation Rothschild - francetvinfo.fr 6 mars 2023

Depuis le 1er mars, les cathéters de thrombo-aspiration, un équipement de pointe dans le traitement des AVC, ne sont plus pris en charge par la Sécurité sociale.

Depuis le 1er mars, les cathéters de thrombo-aspiration, un équipement de pointe pour le traitement des AVC - accidents vasculaires cérébraux - ne sont plus pris en charge par la Sécurité sociale. Le prix moyen de ces cathéters, à utilisation unique, est d'environ 1 500 euros pièce.

"L'AVC touche un peu plus de 150 000 personnes par an en France, c'est la première cause de handicap chez l'adulte", Julien Gottsmann à franceinfo

"On utilise cette technologie de manière récurrente", souligne Julien Gottsmann. "Elle est tellement efficace que le gouvernement a décidé qu'on en déploie davantage sur tout le territoire au plus près des patients. Mais aujourd'hui, nous sommes très surpris de constater que le gouvernement a décidé de retirer le remboursement de ces cathéters", conclut-il.

Borne annonce le remboursement des "protections périodiques réutilisables" pour les moins de 25 ans - bfmtv.com 6 mars 2023

La Première ministre Élisabeth Borne a annoncé sur France 5, ce lundi, que le gouvernement allait mettre en place un "remboursement par la Sécurité sociale des protections périodiques réutilisables" dès 2024, ce "pour toutes les jeunes femmes de moins de 25 ans".

Pour être remboursées, ces protections devront être achetées en pharmacie. bfmtv.com 6 mars 2023

C'est stupéfiant le nombre de défoncés que compte ce pays !

Sécurité routière : les contrôles routiers liés aux stupéfiants se multiplient - francetvinfo.fr 13 mars 2023

"Sur les trois-quarts d'heure, une heure que le contrôle a duré, on a fait sept contrôles de stupéfiants, et on en a trois positifs. C'est beaucoup", estime l'adjudant-chef David Machat. Le permis de conduire d'un automobiliste a ainsi été retenu pendant cinq jours, le temps de recevoir un

test salivaire complémentaire. Dans le Rhône, sur 700 dépistages réalisés en janvier, 150 personnes ont été testées positives. Des conduites à risques alarmantes selon la préfecture. francetvinfo.fr 13 mars 2023

La surveillance numérique de la population et la liberté sont incompatibles.

Un système de surveillance lié à la CIA et au Mossad est discrètement installé sur l'ensemble du territoire des États-Unis - reseauinternational.net 13 mars 2023

<https://reseauinternational.net/un-systeme-de-surveillance-lie-a-la-cia-et-au-mossad-est-discretement-installe-sur-lensemble-du-territoire-des-etats-unis/>

Télétravail : les entreprises espagnoles championnes d'Europe de l'espionnage des salariés - Courrier international 13 mars 2023

Nulle part en Europe la “*paranoïa de la productivité*” n'est plus répandue qu'en Espagne si l'on en croit le rapport de l'agence européenne Eurofound intitulé “Employee monitoring and surveillance the challenges of digitalisation” (“*Contrôle et surveillance des employés : les défis de la numérisation*”).

“Ce rapport estime que 40 % des entreprises espagnoles ont installé des logiciels espions. L'Espagne est le leader européen du suivi algorithmique de l'activité professionnelle, devant l'Allemagne (15 %), la France (25 %) et le Royaume-Uni (26 %).”

Haro sur les pauvres !

La grève des éboueurs à Paris prend un tour politique - Le HuffPost 12 mars 2023

Cela va maintenant faire une semaine que les éboueurs de la ville de Paris sont en grève contre la réforme des retraites. 5 400 tonnes de déchets restaient non ramassées ce dimanche 12 mars, formant des monticules dans plusieurs quartiers la capitale.

Trois usines d'incinération aux portes de la capitale, celles d'Ivry-sur-Seine, d'Issy-les-Moulineaux et de Saint-Ouen, sont par ailleurs à l'arrêt. Le HuffPost 12 mars 2023

Inflation : quels sont les produits dont le prix augmente le plus ? - lepoint.fr 12 mars 2023

Parmi la gamme des produits les plus populaires vendus en grande surface, certains ont vu leur prix flamber plus que les autres à cause de l'inflation.

Les premiers prix des grandes surfaces ont particulièrement flambé sur les douze derniers mois.

Depuis plus d'un an, l'inflation frappe de plein fouet les produits vendus en grande surface. Le JDD a demandé aux principales marques de la grande distribution de communiquer l'augmentation de leurs prix sur les douze derniers mois. Verdict, si la hausse est globale, certains produits ont flambé bien plus que d'autres. En tête des produits les plus inflationnistes, on retrouve les moins chers :

ainsi, les huit marques premier prix ont connu une hausse de l'ordre de 41 % en un an, contre 25,25 % pour les marques de distributeurs et 24,13 % pour les marques nationales des grands groupes.

Si l'on s'intéresse aux produits les plus populaires, Nestlé affiche une augmentation record de 23 % du prix des croquettes pour chien Friskies. Le jambon Herta Le Bon enregistre pour sa part une hausse de 21,8 %, tandis que les yaourts nature Danone subissent une hausse de 18 %. Le prix du camembert Président du groupe Lactalis augmente de 13,5 %.

Les produits carnés flambent

Les spaghettis Barilla affichent quant à eux une flambée de 13,5 %, tandis que le pack de six bières blondes Heineken augmente de 12,4 %. Pour le Coca-Cola sans sucre, la hausse n'est que de 5,8 %.

Les prix des viandes, du beurre, de l'huile et de la crème fraîche flambent globalement, encaissant une hausse générale de 22 à 40 % sur douze mois. lepoint.fr 12 mars 2023

Depuis un an maintenant, l'inflation gonfle les prix dans nos supermarchés et grignote le pouvoir d'achat des Français. Entre février 2022 et février 2023, 60 millions de consommateurs a constaté une hausse de 15,94 % en se basant sur un panier de 31 produits de première nécessité.

Outre l'inflation, les ruptures de stocks continuent de s'enchaîner dans les supermarchés. Selon le cabinet Nielsen, l'eau gazeuse figure actuellement parmi les produits les plus touchés par les ruptures de stock (+11%), devant les œufs (+9,7%), l'alimentation animale (+6,8%) et la crème fraîche (5,4%). Yahoo 13 mars 2023

Blocage du pays n'a pas eu lieu le 7 mars, ouf ! Suite.

Réforme des retraites : plus d'un million de manifestants en France selon la CGT, 368 000 selon l'Intérieur - leparisien.fr 11 mars 2023

48 000 manifestants ont été comptabilisés à Paris par la préfecture de police, contre 33 000 selon le cabinet indépendant Occurrence. La CGT a, elle, revendiqué, pour la capitale, la présence de 300 000 personnes. Ils étaient seulement 7 000 à Marseille selon la préfecture des Bouches-du-Rhône, soit autant que mi-février. Même la CGT, qui n'avait jamais dénombré moins de 100 000 participants dans la cité phocéenne, n'en a cette fois-ci revendiqué que 80 000.

Situation identique à Toulouse, où le cortège a rassemblé 10 000 personnes selon la préfecture, 45 000 selon les organisateurs, chiffres les plus faibles depuis le début de l'année dans la ville rose. Idem à Saint-Etienne (2 350 à 8 000) et Strasbourg (1 300 à 5 000), mais aussi dans des villes moyennes comme Tarbes (2 500 à 6 000), Roanne (2 000 à 4 000), Arras (1 400 à 2 000), ou Montauban (1 000 à 5 000), entre autres. AFP/leparisien.fr 11 mars 2023

Qui ménage ainsi Macron et son régime ? Pourquoi veulent-ils absolument nous faire croire que nous vivrions en démocratie ?

- *"La volonté (du chef de l'Etat) d'affirmer une sorte de tempérament dominateur qui, s'ajoutant au reste, donne l'impression qu'on n'est plus vraiment dans une démocratie"*.

Réponse : L'illusionniste Mélenchon, samedi à Marseille. AFP 11 mars 2023

J-C - Parce qu'on était en démocratie ? Où a-t-il vu cela, elle n'a jamais existé.

Lorsqu'en 2006 Chirac dut retirer le CPE, pouvait-on parler de victoire de la démocratie ? Je m'en suis abstenu. Pourquoi ? Parce qu'en faisant une simple recherche sur le Net, j'ai découvert qu'il existait 21 types de contrat de travail précaires et que le patronat et les acteurs économiques n'avaient que l'embarras du choix, ce qui ne correspondait pas vraiment à un exercice démocratique.

Mélenchon - *"Dans un pays démocratique, il faut une sortie démocratique à une impasse qui a été créée par le pouvoir lui-même"*, a-t-il insisté, affirmant que la France est *"en train de vivre un moment de verrouillage politique par le président de la République sans précédent dans l'histoire sociale de ce pays"*. AFP 11 mars 2023

J-C - Il faut préciser pour comprendre de quoi on parle, qui ou quelle classe détient le pouvoir économique et politique, qui gouverne dans l'intérêt de quelle classe, et quelle classe ne détient aucun pouvoir, hormis celui de se mobiliser pour imposer éventuellement ou exceptionnellement la prise en compte de ses besoins ou aspirations. Cela signifie que le *"pays démocratique"* en question n'existe pas ou il n'a rien de démocratique, puisque c'est une classe minoritaire qui détient le pouvoir et gouverne au détriment des intérêts de la majorité. Ajoutons qu'elle exerce son pouvoir de manière autoritaire, et qu'elle recourt à la force chaque fois qu'il est menacé.

Quand il se produit une *"sortie démocratique"*, c'est rarissime, chacun sait que la lutte de classe du prolétariat se solde par un échec dans l'immense majorité des cas, ce qui signifie que c'est seulement lors de ces occasions que la dictature de la classe dominante minoritaire est battue en brèche ou permet à la démocratie de s'exercer de manière très limitée et circonscrite à une question sociale ou politique sans pour autant abdiquer (son pouvoir), à aucun moment la nature du régime n'a été modifiée.

Quand la classe dominante cède sur une revendication sociale, le rapport de forces qui existe en sa faveur n'est pas fondamentalement remis en cause, les fondements du régime ne sont pas menacés, la modification ponctuellement du rapport de forces entre les classes à son détriment ne remet pas en cause le consensus qui existe entre toutes les classes, qui profite essentiellement à la classe dont les membres ont conscience de leurs intérêts, celle des capitalistes.

Comment ils y tiennent à l'ordre établi, au consensus, "à l'équilibre (fragile) entre les classes". C'est cela qui est pitoyable.

Dans l'éditorial de La tribune des travailleurs (POID), Pour la rupture.

- Avec sa réforme des retraites, Macron ne se contente pas d'attaquer les travailleurs, il rompt l'équilibre (fragile) entre les classes sur lequel repose la démocratie politique. Cette dernière, en effet, a pour socle la reconnaissance des libertés, des droits ouvriers et des conquêtes sociales arrachés par le combat ouvrier et démocratique depuis deux siècles.

J-C – « *La reconnaissance des libertés* » dites-vous, vous vous moquez du monde, vous ne vous êtes jamais aperçu que depuis janvier 2020 la liberté de prescrire des médecins a été suspendue par Macron et cela s'est traduit par plus de 100.000 morts qui auraient pu être évités, des dizaines de médecins ont été jugés et condamnés, se sont vue interdire d'exercer la médecine pour avoir prescrit des traitements efficaces à leurs patients.

A ce moment-là monsieur, jusqu'à présent, parce que des procédures disciplinaires ou judiciaires sont toujours en cours, vous vous êtes assis sur « *la reconnaissance des libertés* » individuelles fondamentales en vous plaçant au côté de Macron et de Davos. Pire, cette « *reconnaissance des libertés* » n'a pas été accordée aux membres du corps médical qui ont refusé de servir de cobaye et de se faire injecter des substances encore en phase expérimentale aux effets secondaires inconnus, vous ne les avez pas soutenus, vous avez appelé à porter la muselière et vous avez servi d'agent à cette dictature sanitaire...

- À cet acte unilatéral de rupture, la classe des travailleurs a répondu par la rupture (temporaire) des relations sociales sur lesquelles repose l'exploitation capitaliste : par la grève qui, aujourd'hui, met à l'ordre du jour la grève générale.

Du point de vue de la démocratie politique, le droit est du côté de la classe ouvrière, en situation de légitime défense face à l'agression du gouvernement. abo.latribunedesttravailleurs.fr

J-C – Bravo pour cet exercice de bravoure qui ne vous coûte rien ! On aurait préféré que vous en fassiez autant il y a trois ans, en pratique, et non en parole.

Santé.

Lockdown Files: comment l'ancien secrétaire d'État à la Santé britannique Matt Hancock utilisait la peur et le chantage pour imposer de nouveaux confinements - France-Soir 10 mars 2023

Dans un précédent article, France-Soir évoquait les premiers épisodes des Lockdown files. Ces 100 000 messages échangés au cœur du pouvoir britannique ont été obtenus grâce à la journaliste Isabel Oakeshott. Divulgués au fur et à mesure de leur investigation, dans les colonnes du Telegraph, depuis le 28 février 2023, ils offrent au grand public un éclairage unique quant aux choix et à la méthode opérés par l'exécutif anglais dans la gestion de l'épidémie de Sras-CoV 2.

<https://www.francesoir.fr/politique-monde/lockdown-files-comment-l-ancien-secretaire-d-etat-la-sante-anglais-matt-hancock>

La politique Covid n'est qu'une falsification de chiffres

Dans les révélations du journal anglais, The Telegraph, nous apprenons que les décisions de confinement Covid n'ont en rien été sanitaires mais politiques.

Nous retrouvons le même constat avec l'étude menée par le statisticien Pierre Chaillot, qui démontre que sans augmentation des décès en 2020, il n'y avait aucune raison de confiner la population.

Le confinement est une expérience politique de conservation du pouvoir face à un ennemi invisible, tout comme l'était le terrorisme fabriqué de toute pièce par la stratégie du Pentagone.

<https://reseauinternational.net/la-politique-covid-nest-quune-falsification-de-chiffres/>

Leur vocation humaniste : Le putain de fric ! A moins de 1500 euros par jour, je ne vous soigne pas.

6 900 euros la semaine : qui sont les mercenaires de la médecine ? - lepoint.fr 12 mars 2023

Ce sont des intérimaires de luxe, des médecins itinérants qui louent très cher leurs compétences dans des centres hospitaliers confrontés à la pénurie de personnel soignant. Certains de ces snipers du stéthoscope peuvent empocher près de 7 000 € pour une bonne semaine de gardes prises au débotté. La loi du marché appliquée à l'hôpital ! Mais à partir d'avril, c'est la loi Rist qui s'applique et doit mettre fin à cette pratique. Elle prévoit de plafonner la rémunération de ces indispensables supplétifs, à 1 170 euros bruts par 24 heures de garde dans les services hospitaliers. Soit, pour certains, deux à trois fois moins que le tarif habituel. Inacceptable pour beaucoup de ces médecins souvent qualifiés de mercenaires par leurs confrères hospitaliers. Eux se voient plutôt comme un rouage indispensable dans une machine hospitalière déjà sérieusement grippée. Sans ce rouage, c'est la casse assurée. Portrait de ces praticiens intérimaires dont l'hôpital ne peut pourtant pas se passer. Éric Reboli, médecin intérimaire hospitalier à 6 900 € la semaine

Plus que le mot « *mercenaire* » – qu'il « *déteste* » et trouve « *diffamatoire* » –, le Dr Éric Reboli accepte d'être qualifié « *d'insatiable* ». « *Mais je ne fais que répondre à la demande du marché. Ce n'est pas de ma faute si autant d'établissements nous sollicitent, tout le temps* », explique ce médecin urgentiste, porte-parole du Syndicat national des médecins hospitaliers remplaçants (SNMHR). Sa semaine de travail donne littéralement le tournis. « *Vendredi 3 mars, j'ai fait 24 heures de garde urgentiste et pédiatrie à l'hôpital privé de Valence (Drôme). Payé 1 500 euros net. Samedi 4 mars au soir, j'ai fait la nuit dans une clinique à Lyon. Heureusement, sinon c'était fermé. 900 euros net les douze heures. Dimanche matin 5 mars j'ai pris un train pour aller en région parisienne. J'ai fait 24 heures de garde le lundi 6 mars au CH Rives-de-Seine de Neuilly-Courbevoie (Hauts-de-Seine). Payé 1 500 euros net. Mardi 7 mars, je me suis reposé, à mon domicile, à Lyon. Mercredi 8 mars, je ne devais pas bosser mais Valence m'a rappelé car ils n'avaient personne. J'ai donc fait la garde de 24 heures, payée 1 500 euros net. Jeudi, je me suis reposé et vendredi 10 mars, je fais une autre garde de 24 heures, à Valence, payée 1 500 euros net.* » Une activité énorme, payée, donc, en une semaine seulement, la coquette somme de... 6 900 nets ! « *C'était une grosse semaine. Je fais souvent moins* », tempère le D Reboli. Ses revenus oscillent selon les mois « *entre 15 000 euros net* » et d'autres fois « *rien du tout, quand je décide de ne rien faire* ». lepoint.fr 12 mars 2023

Régulation de l'intérim dans les hôpitaux : la Fédération hospitalière de France appelle à réquisitionner du personnel - francetvinfo.fr 12 mars 2023

Arnaud Robinet, maire Horizons de Reims et président de la Fédération hospitalière de France (FHF), réaffirme son "*soutien*" à l'application de la loi Rist qui vise, entre autres, à plafonner les rémunérations des médecins intérimaires dès le 3 avril. Invité dimanche 12 mars sur franceinfo, il réclame la possibilité pour les préfets de "*réquisitionner les personnels le moment venu et*

notamment les intérimaires" face au "risque" de voir des services hospitaliers fermer dans un "grand nombre de villes", notamment des villes moyennes. Un risque qu'il assure "temporaire".

Le patron de la Fédération hospitalière de France dénonce "les dérives inacceptables" du recours aux intérimaires, "payés entre 2 000 et 5 000 euros la journée", alors que "dans la même équipe des médecins, des praticiens hospitaliers, sont payés deux fois moins".

"On ne peut pas continuer comme cela", estime Arnaud Robinet, rappelant que "derrière cela, c'est de l'argent public", "1,5 milliard d'euros dépensés chaque année", selon lui. "Il ne s'agit pas d'être contre l'intérim, mais de réguler et de plafonner son coût", ajoute le président de la FHF, ce que doit permettre l'application de la loi Rist, non sans conséquences sur l'hôpital public. francetvinfo.fr
12 mars 2023

Stop ou encore ? Comment ils pourrissent la vie des jeunes.

La consommation d'antidépresseurs a augmenté de plus de 62% entre 2014 et 2021 chez les jeunes, selon un rapport - francetvinfo.fr 13 mars 2023

Les prescriptions de psychotropes explosent chez les enfants et les adolescents. C'est le constat que dresse lundi 13 mars le Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) dans un rapport intitulé "*Quand les enfants vont mal, comment les aider ?*".

Entre 2014 et 2021, la consommation d'antipsychotiques chez les enfants a augmenté de 48,54%. Ce taux grime à 62,58% pour les antidépresseurs et à 155,48% pour les hypnotiques et les sédatifs. Le phénomène concerne des dizaines de milliers d'enfants. Le niveau de prescription de psychotropes concerne près de 5% de la population pédiatrique, soit un enfant sur vingt, précise le HCFEA.

Un enfant sur 20 concerné

Le constat est préoccupant, d'autant que ces prescriptions se font souvent hors autorisation de mise sur le marché (AMM), les médicaments appropriés n'existant pas pour les enfants. Selon le rapport, c'est le cas pour 40% des prescriptions en ville, et pour 67 à 94% de celles délivrées à l'hôpital.

Le HCFEA dénonce un "effet ciseau" entre cette augmentation vertigineuse de la consommation de médicaments et la baisse de l'offre de soin en France. Le rapport note que "*l'offre pédiatrique, pédopsychiatrique et médicosociale est en recul et ne permet plus d'accueillir dans des délais raisonnables les enfants et les familles*". Faute de spécialistes, la majorité des consultations de l'enfant est réalisée par le médecin généraliste. "*Seuls 30% des enfants sont reçus par un pédiatre, qui concentre sa patientèle sur les moins de 2 ans.*"

Parmi les psychotropes les plus utilisés, le HCFEA s'inquiète particulièrement de la prescription pour des enfants, parfois avant l'âge de 6 ans, de médicaments dédiés aux adultes comme des antiparkinsoniens, des hypnotiques ou des antidépresseurs. L'étude relève aussi des co-prescriptions nombreuses et le non-respect des règles de prescription par des médecins spécialistes.

Les enfants les plus jeunes de leur classe ou issus des milieux défavorisés présentent des risques accrus de médication. francetvinfo.fr 13 mars 2023

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

L'UE vide les arsenaux... pour remplir les arsenaux par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 14 mars 2023

L'Union européenne s'engouffre dans le plan de soutien des États-Unis à l'Ukraine. Elle développe sa production d'armement uniquement dans ce but. De fait, elle s'engage dans la guerre contre la Fédération de Russie. Pourtant, jamais elle n'a débattu de cet objectif.

Pour lire l'article :

<https://www.voltairenet.org/article219010.html>

L'Ukraine, l'avenir de la Géorgie ? Tentation d'un nouveau front en Ossétie du Sud et en Abkhazie

La Géorgie, qui s'est rêvée indépendante, s'est réveillée hier prisonnière (voir notre article ici) et aujourd'hui au bord d'une nouvelle révolution de couleur, comme elle en a déjà connue.

Il existe à cela deux fondements. L'un de politique intérieure, car la Géorgie est actuellement dans un système juridique transitionnel, qui doit conduire le pays ces prochaines années, à la fin de ce mandat présidentiel, à une République parlementaire, dans lequel le pouvoir est concentré entre les mains du Parlement et du Gouvernement, le Président n'étant que décoratif. Or, par ironie du sort, et ce malgré l'occupation américaine directe du pays, si la Présidente franco-géorgienne est fanatiquement atlantiste, le gouvernement issu de la majorité parlementaire est très modéré et tente même d'être « *pro-géorgien* », ce qui lui vaut des accusations « *pro-russes* ». Car dans ces pays de l'espace post-soviétique, il n'est pas question de défendre l'intérêt national, soit l'on est avec les États-Unis, soit l'on est contre ... Il faut donc mettre de l'ordre dans ces institutions, afin que le Gouvernement, qui prendra les rênes du pouvoir, soit du « *bon* » côté, c'est-à-dire radicalement atlantiste.

<https://reseauinternational.net/lukraine-lavenir-de-la-georgie-tentation-dun-nouveau-front-en-ossetie-du-sud-et-en-abkhazie/>

Les États-Unis veulent déclencher une nouvelle guerre, cette fois entre la Russie et la Géorgie

Les électeurs géorgiens doivent savoir qui poursuit les intérêts nationaux et qui poursuit les intérêts de Washington. Tel était l'objectif de cette loi. Bien entendu, l'Occident n'a pas apprécié.

<https://reseauinternational.net/les-etats-unis-veulent-declencher-une-nouvelle-guerre-cette-fois-entre-la-russie-et-la-georgie/>

L'OTAN entraînaient des soldats ukrainiens depuis au moins 2015 - donbass-insider.com 11 mars 2023

Dans l'esprit de la majorité des opinions publiques occidentales, non seulement la guerre en Ukraine n'a commencé qu'en 2022, mais l'entraînement de troupes et l'aide de l'OTAN n'aurait également commencé qu'en 2022. Or, ce soutien de l'OTAN et de pays de l'Alliance Atlantique a commencé de longue date en Ukraine. Les pays les plus impliqués ont été bien sûr les USA, mais aussi le Canada, la Grande-Bretagne ou la Suède. Le Canada fut certainement l'une des nations occidentales parmi les plus actives, et dès avril 2015, un contingent de 200 soldats des forces armées canadiennes fut envoyé en Ukraine pour former des soldats ukrainiens. A cette date, Jason Kenny, Ministre de la Défense du Canada, ainsi que Tom Lawson chef d'État-major des FAC déclaraient que « le Canada continue de soutenir le peuple de l'Ukraine face à l'agression en cours du régime de Poutine. La contribution de l'armée canadienne qui est annoncée aujourd'hui va aider les membres des forces ukrainiennes à mieux défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays », comprendre mieux massacrer les Russes ethniques du Donbass (22 avril 2015). C'est un total cumulé connu, de plus de 78 000 soldats ukrainiens, qui furent formés par les USA, la Grande-Bretagne, le Canada et la Suède (entre 2015 et 2021), mais ce chiffre est certainement plus important, car nous ne connaissons pas l'implication d'autres nations qui participèrent sans doute en secret, comme la France, Israël ou l'Allemagne. Aujourd'hui le nombre de soldats ukrainiens entraînés, sans parler des salaires, de leur entretien pendant la formation et de leurs équipements, dépasserait les 100 000 hommes. Plus qu'un grand discours, voici un mini dictionnaire qui vous donnera quelques éléments pour comprendre. donbass-insider.com 11 mars 2023

Pour lire l'article :

<https://www.donbass-insider.com/fr/2023/03/11/lotan-entraînait-des-soldats-ukrainiens-depuis-au-moins-2015/>

Moyen-Orient.

Le Moyen-Orient s'affranchit de l'Occident par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 14 mars 2023

La réconciliation entre l'Arabie saoudite, leader du monde musulman sunnite, et l'Iran, leader du monde musulman chiite, rend enfin possible une ère de paix au Moyen-Orient. Elle a été rendue possible par la Russie, alliée des deux frères ennemis, et négociée d'abord en Iraq et à Oman avant d'être conclue par la Chine, allié millénaire de l'Iran, agissant pourtant en toute impartialité. Cet accord clôt onze années de guerres et d'influence occidentale.

Pour lire l'article :

<https://www.voltairenet.org/article218977.html>

Israël.

Israël: manifestations contre la réforme judiciaire, avant une semaine décisive - AFP 12 mars 2023

La coalition de droite et d'extrême droite du Premier ministre Benjamin Netanyahu s'apprête à accélérer le processus législatif à partir de dimanche, le premier jour de la semaine en Israël, pour faire passer cette réforme, considérée comme antidémocratique par ses détracteurs.

Comme les samedis précédents, le principal rassemblement a eu lieu dans le centre de Tel-Aviv où les manifestants, au nombre de plus de 100.000 selon les médias, ont brandi une marée de drapeaux israéliens bleu et blanc.

Selon les estimations des médias israéliens, les rassemblements de ce samedi ont battu des records d'affluence dans les villes de Haïfa (nord) et Beer Sheva (sud), avec respectivement 50.000 et 10.000 personnes, des chiffres conséquents rapportés à la population israélienne, un peu plus de neuf millions d'habitants.

Jeudi soir, le président israélien Isaac Herzog a appelé à stopper le processus législatif sur le projet de réforme judiciaire, le qualifiant de "menace sur les fondements de la démocratie". AFP 12 mars 2023

L'opposition israélienne annonce son retrait du Parlement - Réseau Voltaire 13 mars 2023

Les dirigeants de l'opposition israélienne, Yair Lapid, Benny Gantz, Merav Michaeli et Avigdor Lieberman, ont signé une déclaration commune annonçant qu'ils boycotteraient le vote de la Knesset en cas de présentation, en troisième lecture, du projet de loi renversant les institutions.

Israël n'a pas de constitution. Son régime est organisé par 12 lois fondamentales que la coalition de Benjamin Netanyahu s'apprête à abroger.

La commission spéciale de la Knesset chargée d'amender la loi fondamentale sur le gouvernement, présidée par Ofir Katz, membre du parti du Premier ministre, a adopté un amendement visant à interdire au procureur général de déclarer le Premier ministre inapte à gouverner. Il stipule qu'un Premier ministre ne peut être déclaré inapte à ses fonctions, sauf pour cause d'incapacité physique ou mentale.

La dernière fois qu'il était Premier ministre, Benjamin Netanyahu a signé un accord avec la Justice qu'il ne respecte plus aujourd'hui. La Cour suprême pourrait donc le déclarer inapte.

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu a commenté : « *Nous assistons à une attaque sans précédent par des chaînes médiatiques qui sont mobilisées contre le gouvernement, totalement mobilisées en faveur des opposants à la réforme. Des émissions en direct, des analyses partiales, des sondages biaisés, des fake news 24h/24* ». Réseau Voltaire 13 mars 2023

Chine.

Proche de Xi Jinping, Li Qiang nouveau Premier ministre de la Chine - AFP 11 mars 2023

Li Qiang, considéré comme l'un des hommes de confiance les plus proches de Xi Jinping, a été désigné samedi nouveau Premier ministre de la Chine, au lendemain de la reconduction pour un troisième mandat du président chinois.

Samedi lors d'un autre vote des députés réunis au Palais du peuple à Pékin, Li Qiang, seul candidat au poste de Premier ministre, a obtenu 2.936 votes pour, trois contre et huit abstentions.

Les journalistes ont été priés de quitter l'hémicycle au moment où les députés formalisaient leur vote dans l'urne.

Li Qiang, 63 ans, ancien responsable du Parti communiste à Shanghai.

Le Premier ministre chinois est à la tête du Conseil d'Etat. Sa fonction est traditionnellement associée à la gestion quotidienne du pays et à la conduite de la politique macroéconomique.

Li Qiang, qui avait été propulsé au rang de numéro deux du Parti communiste (PCC) en octobre, ne dispose d'aucune expérience au niveau du gouvernement central, contrairement à la quasi-totalité des ex-Premiers ministres.

Il a cependant accompli un parcours riche au sein de l'administration locale et a endossé d'importantes fonctions de direction dans les riches provinces côtières du Zhejiang (est) et du Jiangsu (est).

Li Qiang était le chef de cabinet de Xi Jinping lorsque celui-ci était à la tête du parti dans le Zhejiang entre 2004 et 2007.

Ses promotions, rapides depuis, reflètent le haut niveau de confiance que lui accorde le numéro un chinois.

Samedi au Palais du peuple à Pékin, Xi Jinping et Li Qiang sont apparus complices au moment du vote, échangeant des amabilités avec le sourire.

La Chine négocie la paix entre l'Arabie saoudite et l'Iran - Réseau Voltaire 11 mars 2023

La République populaire de Chine qui, lors du sommet Chine-Pays arabes, avait plaidé pour le rapprochement de l'Arabie saoudite et de l'Iran, est parvenue à aider les deux pays ennemis à s'engager à rouvrir sous deux mois leurs ambassades respectives.

Cet accord conclut des négociations débutées en Iraq et à Oman. Il est le premier du monde post-dominance occidentale. Il est fondé sur la non-ingérence dans les affaires intérieures. Il s'oppose ainsi aux « règles » occidentales, fondées sur le « deux poids deux mesures ».

Téhéran et Riyad, qui avaient été alliés au début de la Révolution islamique, s'étaient séparés, en 2016, après l'exécution du principal leader de l'opposition saoudienne, le cheikh chiite Nimr al-Nimr.

Beijing apparaît soudainement comme un acteur incontournable au Moyen-Orient, alors que l'influence des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France est en net recul.

Le rapprochement irano-saoudien devrait permettre de faire la paix au Yémen, de réintroduire la Syrie dans la Ligue arabe et d'élire un président de la République au Liban.

Il pose les bases de la prochaine décennie dans la région et permet l'achèvement du projet régional des « *routes de la soie* ». Réseau Voltaire 11 mars 2023

Accord Téhéran-Riyad: un coup d'éclat retentissant pour la Chine - RFI 11 mars 2023

L'Arabie saoudite et l'Iran sont convenus vendredi 10 mars de reprendre leurs relations bilatérales, avec notamment la réouverture de leurs ambassades dans les deux mois. Une déclaration tripartite a été signée pour l'occasion entre les deux pays et la Chine, qui a joué les médiateurs dans cette réconciliation. Un beau coup, sur le plan diplomatique.

Cette déclaration tripartite intervient après quatre jours de négociations secrètes entre Pékin et les deux grands rivaux du Moyen-Orient.

Entre les deux hauts responsables de la sécurité de Téhéran et de Riyad, le directeur du bureau de la commission centrale des Affaires étrangères du Parti communiste chinois a salué une victoire du « *dialogue et de la paix* ».

Médiateur de « *bonne foi* », et « *fiable* », la Chine a rempli ses devoirs d'hôte et de facilitateur des pourparlers, a poursuivi Wang Yi devant la presse, la déclaration saoudienne remerciant abondamment de son côté le président chinois, pour son « *soutien au développement des relations de bon voisinage entre le Royaume d'Arabie saoudite et la République islamique d'Iran* ».

« *La récente visite d'Ebrahim Raïssi à Pékin et ses entretiens avec Xi Jinping ont servi de base aux nouvelles négociations entre les délégations iraniennes et saoudiennes* », a indiqué pour sa part le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale iranien.

Ces engagements à reprendre les discussions doivent maintenant être suivis d'effet. Mais pour Pékin, qui répète régulièrement vouloir jouer un rôle de « *puissance pacifique et responsable* », cette opération de médiation ne serait que la mise en pratique réussie de l'initiative globale de sécurité présentée par la Chine il y a deux semaines.

Peu de détails ont filtré de ces pourparlers en dehors de la déclaration tripartite, qui affirme qu'en dehors de la réouverture des représentations diplomatiques dans les deux mois, les deux anciens rivaux ont également convenu d'activer un accord de coopération et de sécurité signé en 2001.

Iran : Téhéran scelle son contrat d'achat d'avions Sukhoï Su-35 avec Moscou - Journal du Dimanche 11 mars 2023

C'est une nouvelle qui risque de ne pas plaire à Washington. C'est l'agence iranienne Irna qui a annoncé la nouvelle dans un communiqué, expliquant que cette décision fait suite à « *la levée de l'embargo [des Nations unies] sur l'achat des armes conventionnelles en octobre 2020* ». Le ministre de la Défense iranien, Mohamad-Réza a affirmé lundi dernier que Téhéran « *n'a pas encore reçu l'équipement* ».

Economie. Encore un dérapage contrôlé réalisé avec des finances publiques.

La faillite de SVB n'est pas le début de la fin mais la prolongation du pire. - investisseur-sans-costume.com 13 mars 2023

Vendredi dernier, la Silicon Valley Bank a fait faillite de manière retentissante. La banque au cœur de l'écosystème de la Silicon Valley, finançant directement ou indirectement la moitié des entreprises technologiques de la région N'est PLUS.

En quelques heures, une perte de moins de 2 milliards de dollars s'est transformée en une fuite de capitaux de 45 milliards qui ont engendré 600 milliards de pertes boursières pour le secteur bancaire.

À l'heure où j'écris ces lignes la Signature Bank de New-York, spécialisée dans le financement des crypto, vient elle aussi de passer sous contrôle du régulateur : Elle aussi est en faillite pour des raisons similaires.

Depuis vendredi, cet événement agite les réseaux et le spectre de 2008 et de Lehman Brothers ressurgit.

Ce spasme est largement incompris des commentateurs amateurs et ignorants du fonctionnement du système financier mondial.

SVB n'est pas le nouveau Lehman mais sa caricature
Pourtant la faillite de la Silicon Valley Bank N'est PAS le nouveau Lehman.
C'est son PASTICHE, son reflet grotesque, déformé par un miroir concave.

Oh cela n'a rien d'étonnant dans le monde magique des marchés financiers où tout est beau et tout est faux. Comme dans les meilleurs tours de magie, l'attention est attirée à l'Ouest pour masquer les trucages à l'Est. Les cendres encore chaudes de SVB laissent déjà apparaître les traces des pompiers pyromanes.

Comment est-ce qu'une perte — somme toute modeste — de 2 milliards a-t-elle déclenché une panique bancaire ? Est-ce simplement la tension extrême de taux ingérables imposés par la Fed ? Ou bien la braise initiale aurait-elle été attisée ? L'investisseur star Peter Thiel, qui a retiré les fonds de son « *Founders fund* » la veille de la panique et incité ses partenaires à faire de même a-t-il eu le nez creux ou le couteau affûté pour mieux le planter dans le dos de SVB ? JP Morgan qui travaille jour et nuit pour ouvrir de nouveaux comptes aux clients floués de SVB ne fait-elle que ramasser les morceaux ou bien ont-ils poussé la banque au travers de la fenêtre ?

SVB est tombée à cause d'un trou de moins de deux milliards de dollars. C'est beaucoup 2 milliards, oui bien sûr... Lehman avait besoin de 70 milliards de liquidités immédiates quand ils se sont effondrés à l'automne 2008.

SVB a un bilan de 200 milliards, moins du tiers des 650 de Lehman au moment de sa chute, moitié moins que les 400 milliards de Bear Stearns, ce qui d'ailleurs n'en fait pas du tout la seconde pire faillite bancaire des États-Unis comme l'a titré fautivement le Washington Post.

Le WaPo se contredit d'ailleurs dans le corps même de l'article — rappel : ce ne sont pas les mêmes personnes qui écrivent les articles et les titres — il s'agit de la seconde plus grosse faillite d'une banque de dépôt, rien à voir avec les Lehman, Bear Stearns et autres mammoths de la banque d'affaires, de la magie du levier, des dérivés et de l'enfumage.

Et encore, on ne regarde là que le bilan de ces banques : Ce n'est pas l'essentiel. Ce n'est pas where the sausage is made. Lehman avait un portefeuille de dérivés gargantuesque de 35 000 milliards de dollars (l'équivalent du PIB mondial). SVB ? 500 millions. C'est-à-dire rien du tout.

Les comptes de Lehman étaient une gigantesque fraude utilisant des leviers astronomiques, des valorisations au mieux fantaisistes, des manipulations aussi grossières que scandaleuses (REPO 105...). SVB est une banque régionale pépère qui s'est trouvée au bon endroit au bon moment jusqu'à ce qu'ils ne le soient plus et finissent par servir littéralement de bouc émissaire.

Il n'y a aucune commune mesure entre Lehman et SVB. L'argument du nouveau Lehman est d'une ignorance crasse, c'est l'idiotie utile du moment.

Or depuis la faillite de Lehman, nous avons appris à quel point il était dangereux de laisser tomber une banque. Depuis le sauvetage de Goldman Sachs par Warren Buffett, nous savons en revanche à quel point il est lucratif de remettre à flot une banque en mal de liquidités.

Il n'y a aucune commune mesure entre Lehman et SVB. L'argument du nouveau Lehman est d'une ignorance crasse, c'est l'idiotie utile du moment.

Or depuis la faillite de Lehman, nous avons appris à quel point il était dangereux de laisser tomber une banque. Depuis le sauvetage de Goldman Sachs par Warren Buffett, nous savons en revanche à quel point il est lucratif de remettre à flot une banque en mal de liquidités.

Ne laissez jamais perdre une grosse crise

Pourquoi la Morgan de Jamie Dimon a-t-elle donc préféré achever SVB plutôt que de leur jeter une pièce à des conditions très avantageuses pour eux ?

La réponse est évidente : Il y a des centaines de SVB aux États-Unis qui se sont retrouvées submergées de liquidités pendant le COVID, les ont placées à des taux déjà médiocres pour l'époque et désormais indignes avec la montée des taux. Les tombereaux d'obligations d'entreprises à 1 ou 2 % ne valent plus rien quand le Trésor vous en paie 5 pour un titre bien plus sûr. La seule faute de SVB est de s'être retrouvé au mauvais endroit au mauvais moment.

Sauver SVB ne donnait que quelques heures de répit avant qu'une autre vienne toquer à la porte puis une autre, puis une autre...

Surtout, pourquoi sauver une Silicon Valley Bank quand vous êtes vous-mêmes incroyablement plus exposé aux hausses de taux au travers de vos centaines de milliers de milliards de produits dérivés toxiques ?

Il est tellement plus pratique de détourner l'attention vers une grosse banque de dépôts régionale au bilan morne comme un jour sans pain et à la gestion finalement bien pépère.

Donner l'illusion d'un moment Lehman mais sans prendre le risque d'un véritable effondrement : Voilà tout un programme.

Dans le monde magique des marchés financiers on exige désormais la récompense sans le risque, le soutien sans la difficulté, la résolution de la crise avant la crise... Enfin :

Sauf pour la petite concurrence ambitieuse et agile mais fragile que l'on liquide au passage,

Sauf pour le secteur de la Tech dont il faut punir les appétits déplacés pour les services financiers,

Sauf pour l'environnement des cryptomonnaies à qui l'on tord le cou de manière fort opportune.

« *You never want a serious crisis to go to waste* » répétait Rahm Emmanuel, l'âme damnée d'Obama : Vous ne voulez jamais laisser perdre une grosse crise, et de continuer, « *c'est l'occasion de faire des choses que vous ne pouviez pas vous permettre auparavant* ».

Voilà pourquoi j'estime que SVB est un contrefeu pour détourner l'attention, obliger la Fed et le Trésor à agir avant que les vraies baleines ne s'échouent, avant que les risques véritablement morbides ne se matérialisent.

La continuation du pire

SVB ce n'est pas le début de la fin, c'est tout l'inverse, c'est la rupture d'une nouvelle digue pour aller encore plus loin dans la folie financière, c'est la continuation du quoi qu'il en coûte financier, la continuation de la dette par tous les moyens.

Bien sûr que le Trésor et la Fed vont réagir trop tard : Il faut laisser se faire le nettoyage des petits et des moyens, prendre sa revanche sur la tech et les cryptos. Bien sûr que le risque existe de rater le moment opportun : Ces gens n'ont pas la science infuse.

Mais c'est le grand retour des Too Big to Fail.

Peut-être que l'immobilier américain y passera à nouveau. Mais le centre de l'attention sera la Tech.

C'est le grand retour des QE, des baisses de taux jusqu'à une nouvelle expérience : Les taux profondément négatifs.

Cela fait longtemps que je tiens le carnet de route du chemin vers la spoliation ultime : Des comptes en banques biodégradables qui perdent entre 2 et 5 % par an.

Il faudra drastiquement limiter voire interdire simplement les espèces pour éviter que tout le monde se jette dessus plutôt que de se faire prélever une taxe sur son compte en banque : Mais nous sommes déjà si proches en France quoique je suspecte que les paiements en espèces reprennent de la vigueur.

L'économiste Kenneth Rogoff est le grand défenseur de la cause des taux profondément négatifs. C'est lui qui a estimé ces taux entre -2 et -5 % pour être efficaces.

Le pacte faustien

Face à l'inflation, se généralisera le régime de pénuries que nous effleurons du doigt. Grâce aux monnaies programmables de banques centrales et aux paillettes climatiques, le rationnement se

généralisera : Vous aurez le droit à tant de grammes de viande par semaine, tant d'insectes, tant de kilomètres en voiture, tant de voyages en avion, tant de mètres carrés habitables, de chauffage, de vêtements...

Cela adviendra par nécessité, c'est le prix à payer pour sauver le système financier, c'est le pari satanique que décrit Bruno Bertez (je vous recommande vivement de lire son papier et de suivre ses analyses), le sacrifice inconditionnel de tout ce que la Nécessité exigera au profit de cette grande fiction qu'est notre système financier et de ses grands prêtres en costumes 3-pièces.

Je sais bien que cela paraîtra scandaleux à certains d'entre vous : Pour le dire autrement, nous nous retrouvons à un moment où nous nous rendons compte que nos comptes en banques ne sont que des promesses d'argent et que ces promesses dépassent largement les capacités à les honorer.

Nous pouvons à nouveau choisir de faire face à notre mal ou d'augmenter encore la drogue dure du crédit en espérant des lendemains meilleurs tout en en préparant de pires.

Car bien sûr, baisser les taux en territoire profondément négatifs ne réglera rien :

Cela ne nous mènera qu'à la crise suivante, plus forte et plus destructrice encore.

À tout moment, le système peut s'effondrer mais il peut aussi muter et de proche en proche finir en système soviétique communiste dans lequel l'argent n'existe même plus.

L'argent est le grand absent du 1984 d'Orwell. Il ne reste plus dans sa dystopie que des allocations de chocolat, lames de rasoir et autres produits de nécessité...

La guerre sans doute interrompra ce processus et nous fera revenir de force à un étalon de change or, qu'il soit de domination chinoise ou encore une fois — mais c'est très improbable — américaine.

Mais pour aujourd'hui il faut nous attendre, non pas à un effondrement, mais à une accélération plus forte encore des dérives actuelles.

Point de situation de Silicon Valley Bank - investisseur-sans-costume.com 14 mars 2023

Hier, la FDIC a ouvert une banque de transition pour gérer les actifs de Silicon Valley Bank. Tous les services bancaires ont été rétablis et par décision spéciale de la Fed, du Trésor et de la FDIC, tous les dépôts ont été garantis, y compris l'immense majorité qui dépassait la garantie légale des 250 000\$.

Cela en a outré plus d'un : Toutes ces start-up hyper privilégiées et ces entrepreneurs de la Tech à gros 4X4 électriques méritaient-ils vraiment que de l'argent public vienne les gâter encore un peu plus ?

Il n'y avait pas d'alternative et j'aurais dû mieux anticiper cette décision : Sans cette sanctuarisation des dépôts, la panique se serait étendue à tous les déposants dépassant les 250 000\$ dans les 3 000 banques régionales américaines. Ils auraient écrémé leurs comptes et envoyer tout ce qui dépasse vers des gros mammoths Too Big To Fail comme JP Morgan ou Citi Group.

Je vous rappelle que les problèmes de SVB sont ceux de toutes les banques régionales et toutes les banques occidentales en général qui sont assises sur des milliers de milliards de pertes latentes qui peuvent se réaliser au moindre début de panique.

Il y a là du génie maléfaisant à faire passer les Too big To Fail pour des refuges alors que ce sont elles qui concentrent les véritables risques mortels du système.

Je confirme donc mon analyse précédente : La faillite de Silicon Valley Bank est un dérapage contrôlé, une purge partielle à la surface du système pour détourner l'attention, tuer la concurrence et forcer la main à la Fed et au Trésor : Le secteur bancaire américain a perdu -25% en Bourse en une semaine, c'est une chute du même ordre de grandeur que celle de mars 2020 qui avait forcé la Fed à surréagir.

Bien entendu, ce contrôle peut être perdu à tout moment tant la situation est explosive mais SVB n'est pas le premier domino du grand krach final, c'est un contrefeu, un stratagème pour continuer encore la folie financière : Ce n'est pas le début de la fin, c'est la prolongation du pire.

Au-delà des États-Unis, le risque que la contagion touche l'Europe est bien plus important qu'une première analyse ne laisse entrevoir.

En effet, les banques européennes sont faiblement exposées au risque des banques régionales américaines. Elles sont en revanche surexposées au secteur de la Tech mais il est touché indirectement par la faillite de SVB. Ce cœur financier de la Silicon Valley présage d'un rééquilibrage du rapport de force entre l'Ouest technologique et l'Est financier en faveur de Wall Street. C'est une mauvaise nouvelle pour le rêve californien mais cela va mettre du temps à se matérialiser. À court terme les dépôts des start-up clientes de SVB ont été sauvés et les cessations de paiement évitées pour ces entreprises.

L'Europe est à surveiller attentivement pour deux raisons internes :

Notre secteur bancaire est dans une situation catastrophique depuis longtemps et nous sommes en train d'infliger un choc à un patient sous respirateur... Tout peut arriver ;

Comme je vous écrivais hier, le problème de fond se situe au niveau des dérivés : Les banques européennes sont particulièrement exposées aux dérivés sans pouvoir compter sur le soutien de la BCE qui est impuissante face à un problème libellé en dollars ; nous avons à côté de nous la pire banque mondiale, l'infamante Deutsche Bank qui fait peser sur nous un risque mortel.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 19 mars 2023.

Lu.

Sur les réseaux sociaux, toutes les paroles se valent – celles des scientifiques comme celles des pseudo-experts ou des charlatans qui s'évertuent à déconstruire la science à des fins idéologiques ou mercantiles. Les outils du savoir sont pourtant à portée de main, mais les rumeurs les plus folles aussi.

J-C- Le but : Le chaos, la confusion, plus aucune parole fiable, plus aucune connaissance valable, plus de repères, plus possible de distinguer quoi que ce soit, le vrai du faux, l'honnête homme du menteur ou de l'escroc, le voleur du volé, l'assassin de sa victime, la sincérité de l'hypocrisie, le profiteuse du philanthrope, l'humaniste du tortionnaire, etc.

Il n'y a plus de règles, de valeurs, de principes, de passé, ils les réécrivent au fur et à mesure qu'ils inventent leur récit, quitte à en changer quand bon leur semblera ou à se contredire sans que cela les gêne le moins du monde, puisque les règles pour les évaluer changent constamment en fonction de leurs besoins. Ils dénie à quiconque de leur dicter ou de leur reprocher, ils possèdent suffisamment de richesse et pouvoir pour savoir ce qu'ils font sans être obligés de faire part de leurs intentions ou de rendre des comptes...

Leur monde mégalomane n'existe pour ainsi dire pas, hormis dans leurs têtes, ainsi que chez ceux qui y croient. Ce sont les plus dangereux, fanatisés, les journalistes et leurs armées d'experts corrompus qui opèrent dans les médias qui colportent le venin de Davos.

Malgré tout, ils ne sont qu'une infime minorité, nous pouvons les neutraliser, les anéantir, il suffirait que la minorité la plus déterminée et la plus consciente soit organisée pour que leurs jours soient comptés. N'oubliez jamais que seule une minorité détient le pouvoir et gouverne grâce à nos divisions et aux dirigeants qui nous induisent en erreur, ils ne sont pas immortels...

Stratégie de la peur.

Ah ça c'est dégueulasse...

Cette odeur étrange (vaginale) qui pourrait être un signe de cancer - Yahoo

...mais ça c'est alléchant !

Les hommes ont-ils honte de se faire pénétrer ? Il semblerait que oui – Yahoo

Moralité :

Enculez-vous ou faites-vous enculer ! Décidément, ils sont plus qu'infréquentables...

Totalitarisme. Quand ils avouent que c'était une pure mystification.

Le Covid bientôt considéré comme une grippe saisonnière par l'OMS ? - Journal du Dimanche 18 mars 2023

Le Covid va-t-il devenir une maladie comme une autre ? C'est ce qu'affirme l'OMS ce vendredi. L'Organisation mondiale de la santé a indiqué qu'elle allait classer l'épidémie comme une grippe saisonnière.

« *Je pense que nous arrivons au point où nous pouvons considérer le Covid-19 de la même manière que nous considérons la grippe saisonnière, à savoir une menace pour la santé, un virus qui continuera à tuer, mais un virus qui ne perturbe pas notre société ou nos systèmes hospitaliers* », a déclaré le chef des programmes d'urgence de l'OMS, Michael Ryan, lors d'une conférence de presse.

L'OMS avait décrété cette « *urgence de santé publique de portée internationale* » le 30 janvier 2020 - lorsque le monde comptait moins de 100 cas et aucun décès en dehors de la Chine - mais ce n'est que lorsque le Dr Tedros avait qualifié la situation de pandémie, en mars 2020, que le monde avait pris la pleine mesure de la gravité de la menace sanitaire. Journal du Dimanche 18 mars 2023

Comment ils cautionnent la tyrannie. Pendant 3 ans ils ont porté une muselière, ils sont jaloux.

Royaume-Uni : Le Premier ministre rappelé à l'ordre après avoir promené son chien sans laisse - 20minutes.fr 15 mars 2023

Royaume-Uni : Rishi Sunak embarrassé par une nouvelle polémique après un écart de conduite - Journal du Dimanche 15 mars 2023

Un « *doggate* » ? Sur les réseaux sociaux britanniques, la séquence tourne en boucle. Nova, la chienne de Rishi Sunak, a été aperçue sans laisse dans Hyde Park alors que l'attache est imposée en ces lieux. Journal du Dimanche 15 mars 2023

J-C- Ne tenez pas compte de ces cinglés, qui par ailleurs font partie des plus pourris de notre espèce, ils ne méritent que notre mépris.

Dossier mobilisation contre la réforme scélérate des retraites de Macron-BlackRock.

C'est curieux comment depuis que Macron a été élu l'espérance de vie en bonne santé pour les hommes a augmenté... de 3 ans ! C'était peut-être indispensable pour proposer (imposer) de reculer à 64 ou 65 ans l'âge de départ à la retraite, non ?

L'espérance de vie en bonne santé pour les hommes selon la Direction de la recherche, des études de l'évaluation et des statistiques (Drees).

Source : drees.solidarites-sante.gouv.fr

2017 : 62,6 ans

2018 : 63,4 ans

2020 : 64,4 ans

2021 : 65,6 ans

Ajouter environ 1 an pour les femmes.

J-C – En gros, vous auriez le droit de bosser jusqu'à ce que vous deveniez handicapé ou une épave, diminué physiquement et/ou intellectuellement, si cela arrivait plus tôt, vous seriez considéré comme un déchet et jeté au chômage, ce qui mécaniquement ferait baisser le niveau de votre pension. Voilà le sort qu'ils vous réservent.

Cela ne sert à rien de s'en prendre à Macron, c'est le régime capitaliste qui veut cela, c'est lui dont il faut se débarrasser. Pourquoi voter et changer de président tous les 5 ou 7 ans (avant), élire une nouvelle majorité parlementaire n'a jamais changé quoi que ce soit ? Parce que le problème était ailleurs, la nature du régime économique...

Qui organise le chaos ?

Manifestations du 15 mars : les chiffres de la mobilisation - huffingtonpost.fr 15 mars 2023

À Paris, la CGT a annoncé un total de 450 000 manifestants, de son côté, la police a comptabilisé 37 000 manifestants.

Au total, 1,7 million de manifestants ont défilé en France, selon les chiffres communiqués par la CGT, le ministère de l'Intérieur a annoncé que 480 000 manifestants. huffingtonpost.fr 15 mars 2023

En tyrannie ils osent tout.

Retraites : après le 49.3, le gouvernement réaffirme sa légitimité - huffingtonpost.fr 17 mars 2023

Réforme des retraites : « *Le 49.3 est un outil démocratique* », affirme Sylvain Maillard (Renaissance) - Publicsenat.fr 17 mars 2023

Se sont-ils rendus compte un jour que la Ve République était antidémocratique ?

J-C - Ils le savent, mais ils s'en foutent, voilà ce qu'il faut dire, c'est leur gagne-pain ! Ils ont tout fait jusqu'à présent pour que la mobilisation des masses demeure disloquée, ils ont annoncé la 9è, comme Macron ils jouent la carte du pourrissement, de la démoralisation, de la résignation, au lieu d'inscrire cette mobilisation dans la perspective d'une grève générale, ils ont simulé un blocage qui s'est brisé le soir même. Et puis surtout, à aucun moment ils n'ont évoqué la nécessité de chasser

Macron s'il refusait de retirer son projet de contre-réforme des retraites, pire, au lieu de cela ils n'ont jamais rompu leurs relations avec le tyran, et ils ont continué de participer à la mascarade des institutions qu'il faudrait abolir. Ils gesticulent, vocifèrent et puis c'est tout. Quant à viser le capitalisme, il ne faut pas rêver...

Retraite : « *Le compte n'y était pas* », a justifié Élisabeth Borne pour expliquer le 49-3 - Journal du Dimanche BFMTV 16 mars 2023

- **Jean-Luc Mélenchon** a observé un "*effondrement de la minorité présidentielle*" jeudi depuis un rassemblement organisé place de la Concorde à Paris.

Selon lui, après cet "*échec spectaculaire*", le mouvement social a "*de bonnes chances d'avoir le dernier mot*". "*Nous sommes en face d'un texte pas adopté dans les formes d'une démocratie parlementaire*", a insisté le chef insoumis

Il a été "*adopté seulement par le Sénat, mais ni par la masse des Français, ni par l'Assemblée nationale, ni par les syndicats, ni par les assemblées de travailleurs*", a ajouté l'ancien candidat à la présidentielle.

- **Mathilde Panot**, la présidente du groupe LFI, jeudi après la séance dans l'hémicycle, avait déclaré sur BFMTV que l'utilisation du 49.3 est "*un aveu de faiblesse terrible pour ce gouvernement*". "*Nous sommes face à un tournant autoritaire de la macronie aujourd'hui. Et je l'ai dit aux centaines de milliers de gens qui continuent à se battre dans le pays, rien n'est fini*".

J-C - Voilà qu'ils feignent de découvrir que le régime serait autoritaire, ils se foutent de nous.

- **Danièle Obono**, député La France insoumise dénonce « *un déni démocratique, un déni parlementaire mais surtout un déni du peuple* ».

- **Sébastien Peytavie**, député écologiste : « *Ils n'ont aucune légitimité* »

- Dénonçant un passage « en force », **l'intersyndicale** « *mesure avec gravité la responsabilité que porte l'exécutif dans la crise sociale et politique qui découle de cette décision, véritable déni de démocratie* », écrit-elle dans un communiqué. Le HuffPost 16 mars 2023

J-C - Le 49.3 légitime l'usage de la force ou de la violence pour obtenir gain de cause face à la tyrannie.

Et c'est parti pour les actions bidons encouragées par les serviteurs du régime.

49.3 sur les retraites : Mélenchon "*encourage*" les "*mobilisations spontanées dans tout le pays*" - BFMTV 17 mars 2023

J-C - Il a reproché au tyran Macron d'"administrer l'État au lieu de gouverner le pays", vendredi matin sur France Inter, parce que Macron devrait gouverner, c'est son président, pas le nôtre ni celui des travailleurs et jeunes prêts à affronter l'Etat et son représentant.

Les blocages après le 49-3 se multiplient partout en France - Le HuffPost 17 mars 2023

La colère gronde en France ce vendredi 17 mars au lendemain de l'activation par Emmanuel Macron et Élisabeth Borne de l'article 49.3 pour faire adopter la réforme des retraites à l'Assemblée Nationale.

Autoroutes, voies ferroviaires, ronds-points, préfecture... Malgré l'appel au calme du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, qui s'oppose à la « bordélicisation du pays et aux manifestations spontanées », des blocages ont lieu aux quatre coins de l'Hexagone.

Des blocages routiers dans toute la France

À Rennes, des milliers de manifestants dans la rue

Alors que le chef-lieu de la Bretagne a été le théâtre de nombreux heurts jeudi soir, environ 5 000 manifestants selon les syndicats, 2 600 selon la préfecture sont de nouveau descendus dans la rue ce vendredi pour montrer leur opposition à la réforme des retraites du gouvernement. Le ministre de l'Intérieur a d'ores et déjà fait savoir qu'une unité spéciale de CRS était dépêchée sur place pour maintenir l'ordre.

Journée « ports morts » à Marseille

Le port industriel de la cité phocéenne est particulièrement ralenti dans le cadre la journée « *ports morts* » lancée par la CGT cette semaine. La veille, les ports de Nantes-Saint-Nazaire, Le Havre, Brest et Calais ont également été bloqués.

À Alençon, la préfecture de l'Orne bloquée pendant 2 heures

À Toulon et Bordeaux, la circulation des trains interrompue momentanément

Des établissements scolaires bloqués

Des établissements scolaires bloqués

Nouvelle journée de grève et de manifestations le 23 mars - Le HuffPost 16 mars 2023

Réunie depuis l'après-midi, l'intersyndicale a appelé en fin de journée à une nouvelle grande journée de grève et de manifestation, la 9e, le jeudi 23 mars. D'ici-là, elle appelle à de nouveaux rassemblements locaux ce week-end du 18 et 19 mars. Le HuffPost 16 mars 2023

En Famille. Parodie de démocratie avec la droite et l'extrême droite.

Retraites: le groupe Liot menace le gouvernement d'une motion de censure si le texte n'est pas retiré - BFMTV 16 mars 2023

Face à la "*surdité du gouvernement incapable de construire des compromis*", le président du groupe indépendant Libertés, indépendants, Outre-mer et territoires (Liot), Bertrand Pancher, a menacé

jeudi le gouvernement du dépôt d'une motion de censure transpartisane "*dans les prochaines heures*".

Il a alors demandé "*le retrait immédiat de la réforme des retraites*" et la démission du gouvernement d'Élisabeth Borne.

"Sans réponse rapide du président de la République, notre groupe déposera dans les prochaines heures une motion de censure transpartisane", a averti Bertrand Pancher. BFMTV 16 mars 2023

Le groupe Liot dépose une motion de censure, par le biais de leur président Bertrand Pancher - BFMTV 17 mars 2023

Manuel Bompard (LFI) : "Nous soutenons la motion de censure du groupe LIOT" - BFMTV 17 mars 2023

Après le 49.3, Pradié n'écarte pas de voter une motion de censure LIOT, et il n'est pas le seul chez LR - Le HuffPost 16 mars 2023

Une poignée de députés LR opposés à la réforme des retraites n'exclut pas de soutenir une voire plusieurs motions de censure... Le HuffPost 16 mars 2023

La motion de censure la plus dangereuse pour Borne déposée - BFMTV 17 mars 2023

Un élément rassure cependant la quasi-ensemble des députés LR: le fait que le renversement du gouvernement d'Élisabeth Borne reste très improbable. Pour atteindre cet objectif, il faudrait que 32 LR votent la motion de censure - un chiffre qui semble compliqué de réunir d'ici lundi. BFMTV 17 mars 2023

Deux analyses sur la crise du régime vue de l'intérieur.

Charles de Courson : « Le roi Emmanuel Macron est nu » - lepoint.fr 17 mars 2023

Il est au cœur de la crise politique. Député de la Marne depuis 1993, le centriste Charles de Courson est le doyen en longévité de mandat du Palais-Bourbon. Spécialiste des finances publiques, il fait partie des (quelques) parlementaires qui apportent la contradiction à l'exécutif sur le fond, point par point sur la réforme des retraites. Et Charles de Courson est membre du groupe indépendant LIOT à l'Assemblée, qui porte l'une des deux motions de censure – avec celle du RN – contre le gouvernement. Ce vieux routier du Parlement, qui en connaît toutes les arcanes, répond aux questions du Point.

Extrait.

Êtes-vous inquiet de la colère qui monte dans le pays ?

Comment ne pas l'être ? Quand on discute avec les représentants syndicaux, ils disent tous qu'ils ne parviennent plus à contenir la violence. Ça se durcit partout ! Je n'ai jamais vu une telle mobilisation chez moi dans la Marne, par exemple. Nous sommes plutôt pondérés d'ordinaire. Sept cents manifestants à Vitry-le-François, ville de 11 000 habitants, c'est carrément inédit !

Croyez-vous à une dissolution de l'Assemblée nationale ?

Je n'y crois pas. J'essaie d'être rationnel, s'il y a de nouvelles élections législatives, le parti présidentiel subira un véritable échec. Le débat est cristallisé sur la réforme des retraites. Et tout le monde est contre. Où sont les relais locaux du président de la République ? Le roi est nu.

Percevez-vous le début d'une crise de régime ?

La situation est très dangereuse. Les courants extrémistes sont devenus majoritaires. Il y a désormais chez les Français le sentiment partagé d'une démocratie qui ne fonctionne plus. Le président de la République a mis en œuvre une philosophie politique de destruction de tous les corps intermédiaires. On voit le résultat maintenant. Son absence complète de profondeur et de constance nous a menés dans l'impasse. Le pays est en train de devenir ingouvernable. La France n'est pas seulement une démocratie politique mais aussi une démocratie sociale, et Emmanuel Macron l'a oublié en suivant une pensée hégélienne : pour lui, tout doit venir d'en haut. Aujourd'hui, il a la monnaie de sa pièce.

Vous qui êtes le doyen en durée de mandat de l'Assemblée nationale, considérez-vous que les droits du Parlement ont été bafoués ?

Clairement, oui, puisqu'il n'y a plus de discussion possible. Sans recours à l'article 44.3 au Sénat, le texte n'aurait pas été voté. Il a été largement amputé. On peut donc dire que le projet n'a été voté ni à l'Assemblée nationale ni au Sénat. La Commission mixte paritaire (CMP), à laquelle j'ai participé, n'était pas représentative des rapports de force politiques dans les deux chambres : sur sept membres pour l'Assemblée nationale, il y avait quatre représentants de ce que j'appelle la minorité présidentielle... Pour le Sénat, les quatre représentants de la majorité sénatoriale étaient tous pour ce texte. On nous a présenté le texte du gouvernement et celui voté par le Sénat, pas celui de l'Assemblée nationale. Autre dysfonctionnement : après la première lecture à l'Assemblée, le gouvernement a transmis au Sénat un texte avec l'article 2, alors que nous, députés, avons voté contre à une forte majorité : 50 voix d'écart. Il fallait voir les représentants du pouvoir macroniste sur les bancs lors du vote contre l'article 2, ils étaient foudroyés. Où est la démocratie ? On nous a même caché la note du Conseil d'État qui souligne que l'article 2 n'a rien à voir avec la retraite et qu'il relève du Code du travail.

Le gouvernement pouvait-il faire autrement que de dégainer le 49.3 ?

Il n'avait pas le choix : il est dos au mur. Ils ont cru pouvoir passer un deal avec le président LR Éric Ciotti, mais ce deal n'a pas fonctionné. Pour lui, rien de mieux que le 49.3, ce qui évite de montrer au grand jour les divisions au sein des LR. Même au Sénat, malgré la poigne de fer de Bruno Retailleau, les pointages étaient serrés. Au sein du groupe LR, on a eu 15 à 17 % d'abstention ou de votes hostiles. Et chez leurs alliés centristes, plus d'un tiers du groupe a voté contre la réforme ou s'est abstenu. On a bien vu à l'Assemblée le gouvernement essayer de débaucher les uns et les autres. Dans ce genre de circonstances, les élus les plus fragiles sont les « *domiens* » et les « *tomiens* » [les élus des DOM-TOM, NDLR]. Nous, au groupe LIOT, nous avons été gâtés. Mes collègues ont eu le droit à beaucoup de belles promesses. Juste avant le vote, j'étais avec un collègue député LR hostile à ce texte, son téléphone sonne, il voit s'afficher le nom de Darmanin, il me dit : « Je ne le prends pas, mon opinion est faite. » L'usage du 49.3, c'est le symbole de l'échec. Les séquelles seront durables dans la démocratie française.

Quelles sont-elles ?

On a sous les yeux la démonstration de ce qu'il ne faut pas faire. Le pouvoir a eu recours à un véhicule législatif qui était destiné à entraver et à empêcher le débat. Il est donc normal dans ces

conditions que les opposants se soient crispés. Les macronistes s'y sont pris comme des manches. Ils n'ont pas discuté avec les syndicats, ils les ont auditionnés. Il n'y a jamais eu de dialogue avec le gouvernement. Les partenaires sociaux ont tous eu le sentiment que tout était décidé avant, ce qui est pure vérité. Emmanuel Macron a réussi le tour de force de coaliser contre lui l'ensemble du mouvement syndical, des plus radicaux aux plus modérés, un vrai tour de force !

Quelles leçons pouvons-nous tirer de cette séquence politique ?

Pour en tirer correctement toutes les leçons, il faut reprendre le fil des événements depuis 2017. Quand il s'est présenté pour la première fois à l'élection présidentielle, Emmanuel Macron avait promis un régime universel à points « notionnel » (sic). Vous ne savez pas ce que cela veut dire ? Moi non plus ! C'est, paraît-il, une notion « actuarielle »... Dès le départ, donc, on a vu à qui l'on avait affaire ! Ces gens au pouvoir ne connaissent rien aux régimes de retraite, il n'est guère étonnant qu'ils se plantent. Ils voulaient une réforme structurelle pour rétablir l'égalité de tous les Français devant la retraite. Noble intention. Le problème est qu'on ne part pas de zéro, mais de 42 régimes différents. Comment dès lors passer à un même régime de retraite pour tous ? En 2017, Emmanuel Macron affirme qu'il ne touchera pas à l'âge de départ à 62 ans. Cinq ans plus tard, dans le programme pour sa réélection à la présidentielle, il plaide pour un passage de 62 à 65 ans... Ce qui ne veut rien dire puisque l'âge des départs à la retraite varie en fonction des situations. Quelqu'un qui exerce une profession libérale peut partir à 67 ans, et un danseur à 40 ans. Mais Emmanuel Macron s'est arc-bouté sur cet aspect... avant de se rallier aux 64 ans. Où est la cohérence ? Et la Première ministre annonce une réforme de justice sociale, destinée à long terme à équilibrer les comptes. Mais, déjà, les 17 milliards d'économies escomptées au départ sont massivement supportées par des gens modestes. Pour les petites retraites, les carrières professionnelles sont souvent hachées... Fondamentalement, dès le départ, il s'agit donc d'une réforme injuste.

Quels sont les exemples les plus injustes selon vous ?

Ils ne se sont pas attaqués au problème des droits familiaux, source des plus grandes inégalités. Par exemple, une femme avocate qui a quatre enfants n'a le droit qu'à zéro annuité. Si elle est affiliée au régime général, la même mère de famille aurait le droit à huit annuités – deux par enfant. Les fonctionnaires, eux, bénéficient d'une annuité par enfant voire d'une demi-annuité pour les enfants nés après 2014. On peut avoir une majoration des pensions de 10 % à partir du troisième enfant, sauf pour les libéraux. Les fonctionnaires ont le droit à 10 % pour 3 enfants plus 5 % supplémentaires par enfant dans la limite de 6 enfants. Vous y comprenez quelque chose ? Moi non !

La morale de l'histoire ?

Ils n'ont pas été aux sources des inégalités les plus fortes. Nous venons de découvrir lors de nos discussions au sein de la Commission mixte paritaire (CMP) que pour ceux qui subissent des travaux pénibles dans des carrières longues, la majoration de deux annuités ne s'applique pas. Bref, c'est une réforme qui n'est absolument pas structurelle. Sauf parce qu'elle permet la mise en extinction de cinq régimes. Mais seulement de cinq. Pourquoi ceux-là, et pas les autres ? Par exemple, on ne touche pas au régime de l'ENIM (Établissement national des Invalides de la marine). C'est le plus ancien régime de retraite, il date de Colbert en 1673. Peut-être veut-on l'inscrire à l'Inventaire des monuments historiques ? Au même titre que les régimes qui s'appliquent pour les personnels de l'Opéra de Paris ou de la Comédie-Française, qui ont été créés sous Louis XIV. Pourquoi ne s'attaque-t-on pas non plus au régime du président de la République ? J'ai proposé que le chef de l'État soit affilié au régime général. Emmanuel Macron s'y était engagé en 2019, il ne

l'a pas fait. On nous a promis de procéder à ce changement par décret. On attend toujours... On ne parle pas non plus des régimes des agents de l'Assemblée nationale et du Sénat qui sont très confortables et de ceux des députés et des sénateurs. Ce joli monde fait reposer la réforme des retraites sur les plus modestes. C'est donc une réforme technocratique, mal conçue, et fondamentalement injuste. On le découvre maintenant.

Sur l'objectif de redressement financier, vous êtes critique aussi...

La masse des retraites des régimes de base représente 273 milliards d'euros, mais si l'on ajoute les régimes complémentaires, on aboutit à environ 350 à 360 milliards d'euros. Le déficit de l'État se monte à 155 milliards pour des dépenses qui équivalent à 500 milliards. Vous ne croyez pas qu'il serait plutôt urgent de s'attaquer au déficit structurel de l'État ? La France est le plus mauvais élève de l'Union européenne sur les dépenses publiques, comme l'a rappelé récemment le président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici. L'estimation du gouvernement pour 2030 est un déficit de 13 milliards d'euros du système des retraites. Avec la réforme des retraites, on nous promettait initialement 17,7 milliards d'euros d'économies, et on lâche de 5 à 7 milliards de mesures diverses. Ce n'est pas tout, quand on y regarde de plus près. Dans le texte soumis au vote à l'Assemblée nationale, on est à 17,7 milliards d'estimations d'économies. Mais les mesures compensatrices représentent 7,1 milliards. Disons donc que les fruits de cette réforme ne représentent plus que 10 milliards. Mais ils n'ont pas tenu compte des dépenses supplémentaires, sur l'Unedic, sur l'ASS (Allocation de solidarité spécifique), le RSA, et l'augmentation des indemnités journalières de maladie... Soit une réduction supplémentaire de ces économies d'environ 4 milliards d'euros. Au total, il nous reste donc une somme de 7 milliards. Soit un milliard d'euros chaque année jusqu'en 2030. Le deuxième argument du gouvernement sur l'atout financier de cette réforme est donc largement enfoncé. lepoint.fr 17 mars 2023

« Politiquement, le quinquennat d'Emmanuel Macron est terminé », selon Philippe Moreau Chevolet - publicsenat.fr 17 mars 2023

Philippe Moreau Chevolet, spécialiste en communication politique.

Extrait.

Comment peut se dérouler la suite du quinquennat ?

Il n'y a plus de possibilité de faire voter les réformes, il n'y a plus d'espace politique pour Emmanuel Macron. Il y a plusieurs grands projets qui sont supposés arriver et être votés, comme la loi immigration, qui sont probablement déjà mort-nés et qui ne pourront pas être votés. Non pas parce que les projets ne seraient pas acceptables, mais car très peu de parlementaires vont accepter de voir leur image associée à celle du gouvernement, pour ne pas se heurter à l'hostilité des électeurs, ne pas monter dans un bateau qui coule. C'est un peu le Titanic le gouvernement. C'est la faute politique d'Emmanuel Macron.

Le quinquennat d'Emmanuel Macron est terminé. Il n'y a plus de possibilité de faire passer un agenda, une réforme politique. Très peu de partenaires seront prêts à jouer le jeu. Politiquement, le quinquennat est terminé et on va probablement embrayer rapidement dans la bataille pour 2027, car il a perdu le contrôle. Une manière de garder le contrôle, de s'en sortir, serait de retirer la réforme, de reconnaître que la réforme n'est pas bonne, dire qu'il a compris ce qu'exprimait le pays. Mais il est un peu tard pour ça, et on ne le sent pas dans cet état d'esprit. On a un gouvernement assiégé. Il

peut y avoir une motion de censure votée, mais ça n'entraîne pas forcément de dissolution, mais juste un changement de premier ministre. Ou bien c'est la dissolution et une crise politique.

Mais rien n'obligeait au fond Emmanuel Macron à mettre le sujet des retraites à l'agenda. C'est un débat créé vraiment par l'exécutif, donc de façon artificielle, qui se retourne contre lui. Il y a eu énormément de signaux d'alerte qui indiquait qu'il fallait faire machine arrière : l'unité syndicale, une mobilisation dans la rue sans précédent depuis au moins 50 ans, des doutes exprimés par des députés de la majorité, plus une faiblesse des LR liée à leurs divisions internes.

Y aura-t-il un avant et un après 16 mars 2023 ?

Complètement, il y aura un avant et un après. Ce qu'il s'est passé est très choquant pour toute la classe politique, l'opinion, la presse internationale, l'image de la France à l'étranger. On est dans une crise politique profonde. On a dépassé le seuil d'alerte. Un Président ne devrait pas faire ça. On assiste à un abus de pouvoir. Et ça se paiera, d'une manière ou d'une autre.

Peut-on parler de crise de régime ?

Oui, c'est une crise de régime, on arrive au bout de la Ve République. Soit on bascule dans un régime autoritaire, et on a une réaction qui est dangereuse de la part du pouvoir, soit on bascule dans une remise en cause du régime et un changement de fonctionnement des institutions.

Emmanuel Macron veut justement relancer la réforme des institutions...

Le paradoxe, c'est que ça ne peut être fait par Emmanuel Macron, car on va le soupçonner de faire une réforme à son avantage, et il n'aura pas les moyens politiques de faire passer une réforme, quelle qu'elle soit. C'est impossible d'avoir la majorité des 3/5 au Parlement en l'état. Et un référendum serait une catastrophe. Il n'a plus de marge de manœuvre, il ne peut plus faire passer une réforme des institutions. Le quinquennat est fini. Je pense qu'aucune loi ne passera, il n'y a plus de majorité possible, car le crédit politique du gouvernement est épuisé.

Les macronistes sont devenus radioactifs ?

Oui, ils sont radioactifs, complètement isolés. Les députés macronistes ont le dos au mur, personne ne voudra s'associer à eux, car le prix politique est trop élevé. Personne ne voudra être de ce côté de la barque. Il faudra restaurer du crédit, ça prendra du temps, je ne sais pas si c'est possible. Et LR, qui était l'allié numéro 1 du gouvernement, se trouve attaqué par le gouvernement...

Le paysage politique est complètement éclaté. On arrive en bout de cycle. Le « en même temps » a détruit le PS et LR. Là, il faut recomposer et on est dans une course politique avec le RN qui est bien parti pour l'emporter. Et c'est ça qui se joue, c'est l'avenir de la République. Le seul qui peut débloquer la situation au fond, c'est le Président en retirant le projet de loi, en constatant que la manœuvre a échoué et qu'il est plus sage de remettre ça sur le chantier. publicsenat.fr 17 mars 2023

Vous avez dit corrompu ?

J-C – Entre nous, un secret de polichinelle sous la Ve République...

Retraites : des ministères accusés d'avoir cherché à «corrompre» des élus pour acheter leur voix - RT 16 mars 2023

Des politiques et parlementaires ont dénoncé le 16 mars une tentative de corruption de la part de ministres, dont celui de l'Economie Bruno Le Maire, envers des députés Les Républicains (LR) et centristes pour les pousser à voter en faveur de la réforme des retraites.

Marine Le Pen a aussi protesté sur BFM TV en évoquant les députés LR qui *«ont affirmé que des conseillers de la Macronie les avaient contactés pour leur promettre des millions d'euros pour leur circonscription s'ils votent la réforme des retraites»*.

Le député LR Pierre-Henri Dumont a confessé et dénoncé le 16 mars sur BFM TV que certains de ses collègues LR – indécis sur leur vote ou défavorables sur la réforme – avaient été sollicités par des ministères et ministres qui auraient proposé d'*«accompagner»* une proposition de loi venant de leur part, ou de soutenir des *«infrastructures»* dans leur circonscription. *«On est dans du marchandage, du petit troc pour recueillir les voix des Républicains»*, a fustigé l'élu LR.

Le député apparenté LR Pierre Cordier avait aussi affirmé le 9 mars sur BFM TV que dans l'un des salons de l'Assemblée nationale un ministre lui aurait proposé une aide dans sa circonscription des Ardennes pour un vote en faveur de la réforme. Il confirmait ce marchandage auprès de ses collègues LR.

Ce chantage présumé a aussi été dénoncé par un élu centriste auprès de RTL, affirmant qu'il lui a été proposé des *«coups de pouce pour des projets locaux»* dans sa circonscription.

Le 13 mars, un article du *Parisien* recueillait le témoignage d'une élue LR ayant reçu des appels du cabinet du ministre des Relations avec le Parlement Franck Riester et de Bruno Le Maire lui-même. L'objectif, selon son témoignage : *«Tenter de [...] convaincre du bien-fondé de la réforme... tout en glissant que le gouvernement saurait être "attentif" à sa circonscription. Comprendre : en débloquent des moyens sur les priorités de son territoire.»* En outre, Le Parisien a affirmé que *«l'exécutif [était] à l'assaut des derniers députés indécis chez Les Républicains [avec des] coups de fil appuyés, [des] promesses de subventions pour les circonscriptions»*. RT 16 mars 2023

Santé.

La mortalité maternelle en forte hausse en 2021 aux États-Unis, un record depuis 1960 - BFMTV 16 mars 2023

Quand France Info fait dans le sadisme.

J-C – Dans cet article ils parlent de gens comme vous et moi qui avant janvier 2020 vivaient normalement, ils ne se sentaient pas particulièrement malades ou vulnérables, ils n'avaient jamais porté de muselière, or depuis on a l'impression d'avoir affaire à des malades mentaux, ils se croient en permanence menacés par une terrible maladie imaginaire, le Covid-19 *« considéré comme une grippe saisonnière par l'OMS »*. France Info va dans leur sens, les enfonce.

Face au Covid-19, la vie en pointillé des immunodéprimés : "Ça fait trois ans que je n'ai pas pris mon fils dans mes bras" – franceinfo 17 mars 2023

Très vulnérables à une forme grave de la maladie, ils sont nombreux à continuer de s'isoler. Et se sentent exclus d'une société qui a abandonné le masque et la crainte du virus.

Trois ans après le début du premier confinement, le 17 mars 2020, la pandémie de Covid-19 a laissé des traces dans les mémoires et a parfois emporté des proches ou provoqué des symptômes persistants chez des malades. Mais les restrictions, elles, n'ont pas duré, puisqu'il n'en est plus question aujourd'hui. Pourtant, de nombreuses personnes, particulièrement vulnérables face au virus, continuent de le craindre. C'est le cas des immunodéprimés et d'autres malades porteurs de comorbidités importantes. "En fait, on n'a jamais été déconfinés", résume Lise qui, comme d'autres, a répondu à un appel à témoignages de franceinfo.

Pour lire cet article édifiant :

[https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/face-au-covid-19-la-vie-en-pointille-des-immunodeprimes-ca-fait-trois-ans-que-je-n-ai-pas-pris-mon-fils-dans-mes-bras_5622407.html#xtor=EPR-749-\[NLbestofhebdo\]-20230318-\[content7\]](https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/face-au-covid-19-la-vie-en-pointille-des-immunodeprimes-ca-fait-trois-ans-que-je-n-ai-pas-pris-mon-fils-dans-mes-bras_5622407.html#xtor=EPR-749-[NLbestofhebdo]-20230318-[content7])

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

L'Otan et les néonazis ont leur tribunal international. Un cran de plus dans la provocation.

Mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine: Volodymyr Zelensky salue une décision "historique" - BFMTV 17 mars 2023

Guerre en Ukraine : la Cour pénale internationale émet un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine pour crime de guerre - francetvinfo.fr 17 mars 2023

La Cour pénale internationale (CPI) a déclaré vendredi 17 mars avoir émis un mandat d'arrêt contre le président russe Vladimir Poutine pour le crime de guerre de "déportation illégale" d'enfants ukrainiens depuis le début de l'invasion russe. La CPI, qui siège à La Haye, a également émis un mandat d'arrêt contre Maria Lvova-Belova, commissaire présidentielle russe aux droits de l'enfant, pour des accusations similaires.

"Aujourd'hui, 17 mars 2023, la Chambre préliminaire II de la Cour pénale internationale a émis des mandats d'arrêt contre deux personnes dans le cadre de la situation en Ukraine : Vladimir Vladimirovitch Poutine et Maria Alekseyevna Lvova-Belova", commissaire présidentielle aux droits de l'enfant en Russie, a déclaré la CPI dans un communiqué.

Vladimir Poutine "est présumé responsable du crime de guerre de déportation illégale de population (enfants) et de transfert illégal de population (enfants) des zones occupées d'Ukraine vers la Fédération de Russie", a ajouté la cour. "Les crimes auraient été commis sur le territoire ukrainien occupé au moins à partir du 24 février 2022", a poursuivi la CPI, ajoutant qu'il existait "des motifs raisonnables de croire que Vladimir Poutine est personnellement responsable des crimes susmentionnés".

Pour Moscou, ce mandat d'arrêt n'a aucune valeur juridique

L'ex-président russe Dmitri Medvedev a comparé ce mandat d'arrêt à du papier toilette, première réaction d'un haut responsable politique en Russie. "*La Cour pénale internationale a émis un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine. Pas besoin d'expliquer où ce papier doit être utilisé*", a-t-il écrit sur Twitter en anglais, terminant son message par un émoticône de papier toilette. Selon le Kremlin, ce mandat d'arrêt n'a aucune valeur juridique. "*La Russie, comme un certain nombre d'Etats, ne reconnaît pas la compétence de ce tribunal, par conséquent, du point de vue de la loi, les décisions de ce tribunal sont nulles et non avenues*", a déclaré aux journalistes le porte-parole du président russe, Dmitri Peskov. francetvinfo.fr 17 mars 2023

L'ukraine et la Russie. Les aveux majeurs du Département d'État des USA par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 10 mars 2023

Les aveux majeurs du Département d'État des USA

Personne ne peut ignorer ces aveux ! Le Département d'État des USA a clairement exposé ses plans pour garantir la primauté mondiale de l'Amérique : il ne s'agit donc pas de « *théorie du complot* », mais de la réalité ouvertement déclarée.

S'exprimant devant la commission des relations extérieures du Sénat, l'assistant du secrétaire d'État pour l'Europe et l'Eurasie, Wess Mitchell, a déclaré que « *les États-Unis punissent la Russie parce que Moscou empêche Washington d'établir sa suprématie sur le monde.* »

Soyons donc clairs et honnêtes : les États-Unis, enfin, reconnaissent ouvertement la raison des sanctions contre la Russie parce qu'ils ne peuvent pas admettre que celle-ci puisse avoir un rôle majeur à jouer sur Terre. Tout ce qui est fait, organisé, déployé avec ou contre la Russie, n'a d'autre but que d'obtenir sa capitulation, car la suprématie mondiale des États-Unis est obligatoire mais impossible sans un contrôle total de l'Eurasie.

Mitchell a expliqué aux sénateurs « *que le financement du département d'État dépend essentiellement de la politique américaine envers la Russie.* » Il a qualifié la « *reconnaissance que l'Amérique est entrée dans une période de grande compétition* » comme étant « *le point d'appui de la stratégie de sécurité nationale* », après avoir souligné que « *les précédentes administrations ne s'étaient pas suffisamment inquiétées de cela et ne s'étaient pas préparées à vaincre dans cette compétition.* » (Sergueï Latychev, Samedi, 15 Sept. 2018)

« *Il est toujours d'un intérêt primordial pour les États-Unis, en matière de sécurité nationale, d'empêcher la domination de la masse terrestre eurasiennne par des puissances hostiles* ». (Mitchell)

« *... L'établissement d'un contrôle total sur l'Eurasie est déclaré comme la tâche la plus importante pour les États-Unis. Une revendication claire est faite en faveur d'une victoire de la civilisation maritime sur la civilisation continentale, centre et seul pilier qui soutient la Russie.* » (Mitchell)

« *Washington avance ouvertement la priorité des exigences les plus strictes de la géopolitique dans le sens le plus catastrophique (la mer doit inonder la terre)... Un défi est lancé à l'existence même de la Russie : elle ne peut mettre fin à sa domination dans sa propre zone géographique vitale qu'en se fragmentant en petits États fantoches (!)* » (Mitchell)

Enfin, la Russie est qualifiée de pays « *hostile* ». (Mitchell)

Ainsi, les tentatives de Moscou pour parvenir à un accord avec Washington ne peuvent être entendues que s'il s'agit d'une capitulation !

Mitchell a mentionné les « *puissances hostiles* », c'est-à-dire les alliés de la Russie, la Chine, et le groupe des BRICS. Les États-Unis considèrent donc cette organisation comme leur ennemie dans les domaines économique et militaire. La Chine en elle-même constitue une menace tout aussi puissante que la menace russe et, à long terme, s'avère encore plus dangereuse !

Mitchell a déclaré que les États-Unis se préparaient à un « *conflit universel inévitable et nécessaire, une nouvelle guerre mondiale* » et que « *l'objectif principal de la politique étrangère de l'administration est de préparer notre nation à relever ce défi en renforçant systématiquement les forces militaires et économiques et les fondements politiques du pouvoir américain* ». Le chemin de la victoire c'est « *la destruction de la Russie* ». Pour cela, il faut, selon le plan du Département d'État, convaincre les nations vassalisées d'Europe de se mobiliser contre le mal absolu : la Russie ! On ne peut pas plus clairement faire comprendre aux Européens, à quel point les États-Unis veulent la destruction de la Russie et à quel point ils sont réellement nos pires ennemis, tout en étant les pires ennemis de l'humanité dans son ensemble...

« *Notre politique russe repose sur la reconnaissance du fait que pour être efficace, la diplomatie américaine envers la Russie doit être soutenue par un pouvoir militaire inégalé et pleinement intégré à nos alliés et à tous nos instruments de pouvoir* ». (Mitchell, déclaration du représentant du Département d'Etat US au Sénat)

« *Nous avons mis un accent particulier sur le renforcement des États en première ligne les plus sensibles à la 'pression géopolitique russe'. En Ukraine et en Géorgie, nous avons levé les restrictions imposées par l'administration précédente à l'acquisition d'armes défensives pour résister à l'agression territoriale russe.* » (Mitchell)

Le Caucase, la région de la mer Noire, même l'Europe centrale sont qualifiés par Mitchell de zones de combat géopolitique contre la Russie.

« *Les cinquante missions diplomatiques américaines en Europe et en Eurasie développent, coordonnent et exécutent des plans d'action sur mesure pour repousser les opérations d'influence russes dans leurs pays hôtes* ». (Mitchell)

La représentante officielle du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, avait directement accusé l'Etat profond US, lors de l'affaire avec la Grèce, d'être le créateur du scandale diplomatique. Elle avait déclaré : « *Nous savons tout sur vos manoeuvres* ». Désormais, c'est aussi Mitchell qui confirme que c'était bien le Département d'État qui avait tout fait, dans la crise avec la Grèce, et non Alexis Tsipras, qui s'est simplement soumis aux USA, ennemi de la Russie.

Selon Mitchell, « *de concert* » avec ces efforts visant à briser la Russie, « *les États-Unis provoquent toute une série d'événements de nature économique: 217 entités physiques et juridiques russes sont sous le coup de sanctions, six missions diplomatiques sont fermées, '60 espions ont été expulsés du sol américain' et le Département d'État se 'coordonne de manière étroite et efficace' avec les alliés européens* ». Au final, Mitchell admettait involontairement pour quelle raison les services de renseignement anglo-saxons avaient eu besoin de « *l'affaire Skripal* » en révélant implicitement qui avait organisé cette provocation. (Sergueï Latychev, Samedi, 15 Sept. 2018)

« *Le haut représentant du Département d'État s'est déclaré satisfait du déroulement de la guerre économique avec la Russie : 'en moyenne, les entreprises russes sanctionnées' perdent environ un quart de leurs revenus opérationnels, l'évaluation totale des actifs a été divisée par deux obligeant les entreprises à réduire leurs effectifs d'un tiers. Selon les estimations des experts du département d'État données par Mitchell, « nos sanctions, cumulativement, ont coûté au gouvernement russe des dizaines de milliards de dollars, en plus de l'impact plus large sur les secteurs publics et l'effet paralysant des sanctions américaines sur l'économie russe ». Mitchell a évoqué la situation de la société RUSAL, ainsi que les attaques contre le rouble russe, qui a fortement perdu de sa valeur pour cette raison, comme exemples d'une guerre hybride réussie contre la Russie.* » (Sergueï Latychev)

On sait que depuis, le rouble est remonté en flèche et à pulvérisé tous les niveaux de sa valeur, à tel point que la Banque Nationale russe est obligée d'agir pour limiter la force de sa monnaie...

La politique des USA est de comprimer au maximum l'économie russe jusqu'à ce que la Russie accepte de capituler ! Il n'y a pas d'autre objectif !

Ayant accusé la Russie moderne d'utiliser les méthodes « *bolcheviques* » et « *soviétiques* » dans son impasse géopolitique avec les USA, Mitchell a fait de Poutine le « *père* » de la doctrine de politique étrangère américaine depuis longtemps « *une stratégie du chaos aux effets stratégiques* ».

Voilà qui a le mérite d'être clair et sans ambiguïté pour tous ceux qui voudraient persévérer dans le psittacisme ânonnant de l'accusation extravagante d'un « *complotisme* », exclusivement occidental, n'existant en réalité que dans les cerveaux lavés à la doctrine du mensonge étatique au service des intérêts ultralibéraux... Mitchell a non seulement décrit les objectifs de la politique étrangère des États-Unis, mais il a également révélé les méthodes exécrables que Washington utilise pour les mettre en pratique. Il a montré à tous ceux qui sont prêts à regarder la vérité en face, le danger exceptionnel que les États-Unis représentent pour le reste du monde et, avant tout, pour la Russie et donc pour l'Europe. Il faut le dire clairement : les USA sont une organisation terroriste criminelle qui menace le monde entier d'extermination au nom d'une idéologie hégémoniste qui les pousse à penser que les génocides sont « *légitimes* » en vertu d'une prétention de domination à laquelle ils se sont identifiés ! De plus, le « *Département d'Etat US* » se réjouit ouvertement de faire le Mal et d'infliger le Mal, pour le simple plaisir de rester les maîtres absolus de la Terre ! On ne peut pas être plus ordurier que ces pervers de l'étatisme Nord-Américain...

Les moyens mis en place par les USA, pour assurer, organiser, alimenter la guerre contre la Russie

Les efforts du « *Global Engagement Center* » GEC, seront désormais dirigés contre les informations émanant de Russie. C'est dans ce but qu'en janvier 2017, la Commission sénatoriale des Affaires étrangères US avait rédigé le rapport : *Putin's asymmetric assault on democracy in Russia and Europe: implications for U.S. national security* (L'assaut asymétrique de Poutine sur la démocratie en Russie et en Europe : implications pour la Sécurité nationale des États-Unis).

Le Conseil de l'Atlantique a été fondé en 1961. Son but actuel sera d'attaquer directement la Russie, via les médias sociaux. Il s'agit de donner à ces réseaux un revenu garanti pour qu'ils puissent tranquillement se consacrer à ce travail de destruction arbitraire, sans avoir à se soucier du paiement de leurs factures. Ils doivent également promouvoir l'idée que la Russie est une menace existentielle pour l'Europe et les États-Unis, justifiant le bien fondé et la raison d'être de l'occupation de l'Union Européenne par les armées du 4^e Reich : appelées OTAN.

Le Centre d'analyse des politiques européennes (CEPA) créé en 2005.

Basé à Washington, et non sur le territoire de l'UE, il a un avant-poste à Varsovie. Cette organisation travaille à la promotion de l'agenda de l'armée américaine et de la politique étrangère

étasunienne. Il s'agit pour elle de créer une « *Europe centrale et orientale en lien étroit et durable avec les États-Unis* ». Le CEPA réunit des personnalités médiatiques qui consacrent leur vie dans l'opposition à la Russie. Il attisera désormais les tensions, ou les inventera lorsqu'elles n'existeront pas, dans le but de susciter des affaires pour ses sponsors issus de l'industrie militaire.

German Marshall Fund des États-Unis

Fondation créé en 1972 : cette organisation n'a rien d'allemande mais elle a vu le jour en Allemagne occupée par les USA et inspirée du plan Marshall pour l'Europe. Elle se consacrera à organiser le pillage et la domination de l'Europe en l'obligeant à orienter ses lois au profit exclusif des multi nationales étasuniennes.

Institute for the Study of War créé en 2007. Ce groupe de pression pourrait s'appeler « *The Institute for the Promotion of War* » (L'Institut pour la promotion de la guerre). Il travaille à pousser à plus de conflits au Moyen-Orient. L'arrivée récente et puissante de Moscou dans cette zone a conduit cette organisation à penser massivement la provocation pour la guerre contre la Russie.

L'IFTSOW multiplie les agressions américaines. Il a soutenu la « *surenchère* » irakienne et a encouragé une plus grande implication des USA et de leurs alliés en Afghanistan. L'IFTSOW s'est concentré sur la Syrie, la Libye, l'Iran et désormais sur la Russie. L'une de ses lobbyistes, Jennifer Cafarella, avait demandé en 2018 que l'armée américaine envahisse carrément Damas, afin d'entraîner volontairement Washington dans un conflit direct avec la Russie et l'Iran. Le 27 août 2018, Bolton appelait ce qui reste de ses mercenaires de Daech à organiser une nouvelle attaque chimique en Syrie pour pouvoir prétexter un nouveau bombardement massif de Damas, afin de stopper la victoire définitive des Syriens contre l'Empire (du Mal : la coalition occidentale illégale de Doha et les criminels qui la dirigent) ! En décembre 2018, Trump donnait l'ordre du replis total des forces américaines en Syrie. Les USA se retiraient de la Syrie et abandonnaient à leur sort, les Kurdes pro israéliens, entraînés par les forces US. Puis un contre ordre serait donné pour maintenir la présence américaine dans le nord de la Syrie, du fait du comportement problématique des Turcs. En janvier 2020, on pouvait dire que les provocations de l'Iran par les USA allaient bon train et les mensonges pleuvaient à nouveau comme des cordes, dans les médias collabos toujours aussi niais et serviles...

L'Occident est devenu un ensemble de sociétés coercitives et faussement consensuelles. L'Union Européenne s'est dotée d'une bureaucratie plus lourde et plus oppressante que celle de l'ancienne Union soviétique. Tandis que la Russie est devenue la championne du Droit international.

Le 9 juillet 2020, l'armée américaine débarquait en France au port de La Rochelle. Ouest-France écrivait à cette occasion que « *l'armée américaine débarquait à La Rochelle pour renforcer la défense européenne* », « *pour renforcer le flanc Est de l'Europe face à la Russie.* »

A lire :

Révélation de l'ancien officier de la CIA Philip Giraldi

<https://reseauinternational.net/revelations-de-lancien-officier-de-la-cia-philip-giraldi/>

Grande-Bretagne.

Royaume-Uni : le pays doit faire face à une grève particulièrement massive - lejdd.fr 15 mars 2023

Alors que le gouvernement britannique présentait son budget, des centaines de milliers de personnes ont manifesté et fait grève à travers tout le pays.

Les Britanniques aussi savent faire grève. Ce mercredi 15 mars, des centaines de milliers de personnes ont décidé de ne pas travailler afin de s'opposer au pouvoir en place, le jour même où le gouvernement conservateur de Rishi Sunak présentait son budget. La première raison de cette mobilisation : une inflation qui dépasse les 10 % et les prix de l'alimentation et de l'énergie qui flambent.

Que ce soient les enseignants, les conducteurs du métro londonien, les médecins ou encore les fonctionnaires, la grève a été suivie dans de très nombreux secteurs. Dans la capitale, le fameux « Tube » est donc resté l'arrêt et les stations sont restées fermées. Concernant les enseignants, ils ont manifesté en nombre et comptent poursuivre le mouvement ce jeudi. « *On en a littéralement ras-le-bol de la manière dont on est traité. On se rassemble pour dire au gouvernement qu'on est sérieux* », a ainsi confié une enseignante dans des propos relayés par l'Agence France-Presse. « *On a l'impression que le message n'est pas passé, mais beaucoup quittent la profession à un rythme alarmant* ».

Israël.

Nouveaux rassemblements contre la réforme de la justice en Israël - France 24 17 mars 2023

Des dizaines de milliers d'Israéliens ont de nouveau manifesté jeudi contre la réforme de la justice en cours d'examen au Parlement, selon les médias israéliens. Mercredi le président Isaac Herzog a présenté une ébauche de compromis, immédiatement rejetée par la coalition au pouvoir.

Par son ampleur, la contestation s'impose comme l'un des mouvements de mobilisation populaire les plus importants de l'histoire d'Israël, qui fêtera en mai son 75e anniversaire. AFP/France 24 17 mars 2023

Chine.

La Chine fustige le partenariat Aukus pour une nouvelle génération de sous-marins - RT France 14 mars 2023

Alors que le Royaume-Uni, l'Australie et les Etats-Unis s'associent pour déployer des sous-marins à propulsion nucléaire, la Chine critique une «*mentalité digne de la guerre froide*», fustigeant un partenariat contraire au Traité de non-prolifération.

«Notre projet renforce pour des décennies la capacité industrielle de nos trois nations à produire et déployer des sous-marins à propulsion nucléaire, il développe notre présence sous-marine dans

l'Indo-Pacifique et contribue à la sécurité et à la stabilité mondiales», ont déclaré les trois dirigeants dans un communiqué commun.

Un partenariat qui a provoqué l'ire de Pékin. «*Nous appelons les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie à abandonner cette mentalité digne de la guerre froide [et à] faire davantage de choses pour encourager la paix et la stabilité régionales*», avait déclaré Mao Ning, une porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, avant les annonces du 13 mars.

«*Le plan de coopération en matière de sous-marins nucléaires [...] est un acte flagrant qui présente de graves risques de prolifération nucléaire, sape le système international de non-prolifération, alimente la course aux armements et nuit à la paix et à la stabilité dans la région*», a déclaré la mission de la Chine auprès des Nations unies ce 14 mars sur Twitter.

«*L'ironie d'Aukus est que deux Etats dotés d'armes nucléaires qui prétendent respecter les normes les plus élevées en matière de non-prolifération nucléaire transfèrent des tonnes d'uranium enrichi de qualité militaire à un Etat non doté d'armes nucléaires, violant ainsi clairement l'objet et le but du TNP [Traité de non-prolifération]*», a ajouté la mission diplomatique chinoise, qualifiant le transfert prévu de technologies et de matières nucléaires de «*cas typique de double standard*» et exhortant le trio à «*honorer ses obligations en tant que membre du TNP*». RT France 14 mars 2023

Economie.

Argentine.

Argentine : Sur un an, l'inflation passe le seuil symbolique des 100 % - 20minutes.fr 15 mars 2023

CRISE Sur les 12 derniers mois, la hausse des prix s'établit en Argentine à 102,5 %. Pour 2023, le gouvernement table sur une augmentation de 60 %

La croissance pour 2022 s'est établie à 5,2 %, après 10,3 % en 2021. Un rebond - deux ans consécutifs de croissance - inédit depuis 2010-2011, qui venait après trois ans de récession.

Lundi, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé être parvenu à un accord avec le gouvernement argentin dans le cadre du suivi du programme d'aide existant, ouvrant la voie à un nouveau décaissement de 5,3 milliards de dollars. Ce programme sur 30 mois doit apporter une aide totale de 44 milliards de dollars, refinancement de la dette argentine héritée d'un prêt contracté en 2018 auprès du Fonds.

Le FMI a d'ailleurs félicité une « *gestion macroéconomique prudente (par le gouvernement argentin) dans la seconde moitié de 2022 qui a soutenu la stabilité financière et permet de respecter les objectifs prévus par le programme* ». Mais il a appelé à « un paquet de mesures plus fortes (...) nécessaire afin de conserver la stabilité macroéconomique, remédier à l'inflation en hausse ». Des mesures délicates pour le gouvernement de centre-gauche dans la perspective d'élections générales en octobre. 20 Minutes avec AFP 15 mars 2023

Etats-Unis. Comme quoi quand ils veulent, ils peuvent.

J-C - Le système financier américain et international est mafieux. On ne les appelle pas pour rien les faux-monnayeurs. Même quand il n'y a plus de fric, il y en a encore ou ils vont en fabriquer, si cela les arrange il faut toutefois préciser, tout dépend où se situe leur intérêt, qu'est-ce qu'ils attendent d'une crise qu'ils ont déclenchée ou non, comment ils comptent la contrôler. Ce que les plus grandes banques américaines vont injecter dans la banque First Republic, c'est l'équivalent d'un pourboire, d'une aumône, des clopinettes, en l'échange de quoi ils pourront se partager ses actifs à moindre frais ou en prendre le contrôle.

Etats-Unis: un groupe de 11 banques injecte 30 milliards de dollars de dépôts dans First Republic - AFP 17 mars 2023

Onze banques américaines ont accepté de verser au total 30 milliards de dollars de dépôts dans l'établissement en difficultés First Republic, signe selon elles de leur "*confiance dans le système bancaire*" du pays, indique un communiqué commun.

"Cette action des plus grandes banques américaines reflète leur confiance dans First Republic et dans les banques de toutes tailles, et démontre leur engagement général à aider les banques à servir leurs clients et les communautés", est-il écrit dans le document.

Cette action a été saluée par les autorités américaines, le ministère de l'Economie, la banque centrale (Fed) et deux régulateurs financiers estimant dans un communiqué séparé qu'elle « *démontre la résilience* » du système bancaire. Ces entités se démènent depuis le weekend pour rassurer marchés et particuliers sur la situation des banques.

First Republic est la 14e banque américaine par la taille des actifs.

Elle s'est trouvée en difficultés après les défaillances rapprochées de Silicon Valley Bank, Signature Bank et Silvergate, des banques qui avaient misé sur des secteurs d'activités particuliers car elle sert principalement une clientèle fortunée.

Les observateurs craignaient que nombre de clients préfèrent déplacer leur argent dans des établissements plus gros ne présentant a priori aucun risque de faillite car trop importants pour que les régulateurs les laissent fermer, et que First Republic soit le prochain domino à tomber.

En une semaine, son action a perdu 73% à Wall Street.

Il est prévu que Bank of America, Citigroup, JPMorgan Chase et Wells Fargo, les quatre plus grandes banques du pays par la taille des actifs, apportent, chacune, cinq milliards de dollars.

Les banques d'affaires Goldman Sachs et Morgan Stanley doivent verser 2,5 milliards chacune tandis que BNY Mellon, PNC Bank, State Street, Truist et U.S. Bank doivent déboursier 1 milliard.

Après les défaillances de Silicon Valley Bank et Signature Bank, "*un petit nombre*" de banque ont fait face à des retraits importants sur des comptes où étaient déposée plus de 250.000 dollars, la limite habituellement garantie par les autorités, reconnaissent les banques dans le communiqué.

Mais "*le système bancaire dispose d'un crédit solide, de liquidités abondantes, d'un capital important et d'une forte rentabilité. Les événements récents n'ont rien changé à cette situation*", ajoutent-elles.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 21 mars 2023.

Le « miracle » n'aura pas eu lieu, pas de bol !

Retraites: le gouvernement évite de peu la censure, mais n'échappe pas à la crise politique - BFMTV 21 mars 2023

À neuf voix près, la motion de censure transpartisane contre l'utilisation du 49.3 par le gouvernement a été rejetée par l'Assemblée nationale. Résultat, la réforme des retraites est adoptée, et le gouvernement évite le renversement mais n'échappe pas pour autant à la crise politique.

C'est d'abord le constat de l'opposition, qui dénonce l'illégitimité du gouvernement d'Élisabeth Borne après que 278 députés ont voté la motion de censure.

Hormi l'opposition, le sociologue et directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales (EHESS) Michel Wieviorka parle aussi d'une "crise politique profonde" et une "crise institutionnelle".

"Même si le gouvernement retire sa réforme, et que le pays s'apaise, on n'aura rien réglé du tout" a-t-il jugé, estimant que "les politiques" devraient penser "au-delà de ce moment précis qui est un moment de grande crise et crispation".

"Qui peut croire qu'un autre gouvernement que celui de madame Borne apaisera le pays et nous amènera vers des lendemains qui chantent?" a fini par questionner le sociologue. BFMTV 21 mars 2023

Le spectacle habituel sans lendemain. Stop ou encore ? Vous connaissez la réponse.

Réforme des retraites : des rassemblements un peu partout en France après le rejet des motions de censure - Le HuffPost 21 mars 2023

Poubelles renversées et brûlées, barricades, jets de projectiles sur les forces de l'ordre, fumigènes : l'adoption ce lundi 20 mars de la réforme des retraites après le rejet de la motion de censure a provoqué de nombreuses manifestations émaillées d'incidents dans toute la France, ont constaté des journalistes de l'AFP. Le HuffPost 21 mars 2023

Une vérité ou mise au point compromettante pour les va-t-en-guerre occidentaux.

Guerre en Ukraine : Pékin appelle la CPI à éviter « le deux poids, deux mesures » - LePoint.fr 20 mars 2023

La Chine a appelé lundi la Cour pénale internationale (CPI) à éviter le « deux poids, deux mesures » après l'émission par cette juridiction d'un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine.

La réaction chinoise survient quelques heures avant le début d'une visite d'État du président Xi Jinping en Russie, la première en près de quatre ans, lors de laquelle il s'entretiendra avec Vladimir Poutine.

« *La Cour pénale internationale doit adopter une position objective et impartiale, respecter l'immunité de juridiction des chefs d'État en vertu du droit international* », a déclaré lundi Wang Wenbin, un porte-parole de la diplomatie chinoise, en réponse à une question sur le sujet.

L'institution doit « *éviter la politisation et la politique du deux poids, deux mesures* », a-t-il souligné devant la presse, dans une référence aux autres interventions militaires ne donnant lieu à aucun mandat d'arrêt de chef d'État.

Wang Wenbin était interrogé sur l'opportunité pour Xi Jinping de confirmer sa visite d'État en Russie malgré ce mandat d'arrêt international à l'encontre de Vladimir Poutine. « *Les deux parties [...] vont pratiquer un véritable multilatéralisme, promouvoir la démocratie dans les relations internationales, construire un monde multipolaire, améliorer la gouvernance mondiale et contribuer au développement et au progrès du monde* », a répondu Wang Wenbin. LePoint.fr 20 mars 2023

Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité de Russie, dans un message Telegram diffusé lundi matin 20 mars 2023.

Après avoir qualifié la CPI de « *merdique et inutile* », l'ex chef d'État russe aujourd'hui vice-président du Conseil de sécurité de Russie a déclaré : « *Le tribunal n'est qu'une misérable organisation internationale, pas la population d'un pays de l'OTAN. Ils ne déclencheront donc pas de guerre pour ça. Ils ont peur. Et personne ne le regrettera. Alors, citoyens juges, regardez bien le ciel...* ».

« *Toutes les décisions stupides de l'ONU et d'autres structures éclateront au grand jour. Le sombre crépuscule de tout le système des relations internationales se profile à l'horizon. La confiance est épuisée* », a lâché Dmitri Medvedev dans un message Telegram diffusé ce lundi matin. Peu avare en langage fleuri contre la CPI, il estime même que « *l'épisode (...) qui a tué la crédibilité (...) de la cour concerne les crimes américains en Afghanistan et en Irak. La cour s'est chiée dessus et n'a rien pu faire* ». Le HuffPost 20 mars 2023

Quand leur tribunal de l'Inquisition se comporte encore en maître du monde.

Ukraine: la Russie ouvre une enquête contre des magistrats de la CPI après leur mandat d'arrêt contre Poutine - BFMTV 20 mars 2023

Moscou a ouvert ce lundi 20 mars une enquête pénale contre le procureur de la CPI, Karim Khan, et trois juges de l'instance internationale, trois jours après son mandat d'arrêt visant Vladimir Poutine pour la "déportation" illégale d'enfants en Ukraine.

Karim Khan, le procureur de la CPI, est ainsi visé aux motifs d'avoir "engagé des poursuites pénales à l'encontre d'une personne notoirement innocente, combinée à l'accusation illégale d'avoir commis un crime grave ou particulièrement grave", ainsi que de "préparer une attaque envers un représentant d'un État étranger".

Vladimir Poutine est accusé par la CPI de crime de guerre pour la "déportation" de milliers d'enfants ukrainiens dans le cadre du conflit entre Moscou et Kiev.

Si Volodymyr Zelensky a qualifié cette décision d'"historique" et Joe Biden de "justifiée", Moscou l'a brocardée comme étant "*nulle et non avenue*", car la Russie n'est pas membre de la CPI et elle ne reconnaît donc pas la compétence de ce tribunal, selon le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

Selon le Comité d'enquête russe, "*la poursuite pénale est évidemment illégale, puisqu'il n'y a pas de motif de responsabilité pénale*". Il a indiqué que Vladimir Poutine, en tant que chef de l'État, "*jouit de l'immunité absolue vis-à-vis de la juridiction des Etats étrangers*". BFM TV 20 mars 2023

A défaut d'avoir réussi à isoler la Russie, ils ont dégainé le misérable coup de la CPI, en vain, la Chine affiche son soutien sans faille à la Russie au grand dam des Etats-Unis.

Visite de Xi Jinping en Russie : Pékin et Moscou réaffirment leur soutien mutuel - Euronews 20 mars 2023

Ce lundi à Moscou, le dirigeant russe Vladimir Poutine reçoit pour trois jours son homologue chinois, Xi Jinping. Euronews 20 mars 2023

Xi Jinping à Moscou : vers une alliance entre la Chine et la Russie contre l'Occident ? - leJDD 20 mars 2023

Se rendre en Russie, c'est, pour Xi Jinping, affirmer de façon éclatante son soutien à Vladimir Poutine à un moment critique de la guerre en Ukraine, et quelques jours après l'émission d'un mandat d'arrêt à l'encontre du président russe par la Cour pénale internationale. Par ce geste, le leader chinois rappelle au monde que l'axe sino-russe est solide.

La visite de XI Jinping à Moscou confirme que la RPC est un « *foul weather friend* » de la Russie, autrement dit un allié même par temps de crise : en Eurasie et à l'ONU, sur le plan économique et dans les domaines militaires, le partenariat stratégique sino-russe est réel et prétend porter une vision du monde alternative (et hostile) à celle de l'Occident. De façon plus concrète, la RPC soutient discrètement l'invasion russe en refusant d'adopter des sanctions, en alimentant le complexe militaro-industriel russe et en proposant récemment un plan de paix russo-ukrainien qui met l'accent sur les garanties de sécurité pour la Russie.

Européens et Américains doivent-ils donc se préparer à contrer un bloc des régimes autoritaires dont la Chine et la Russie seraient les chefs de file, avec l'Iran, la Syrie, la Corée du Nord, la Syrie ou encore les régimes d'Asie centrale ? Le risque géopolitique d'une « *désoccidentalisation* » du monde est réel. Mais il doit être nuancé. leJDD/AFP 20 mars 2023

J-C - On arrêtera là la reproduction de cet article, parce que la suite tout comme celle de l'article précédent était de la pure propagande destinée à rassurer leurs auteurs et éventuellement leurs populations, afin que la xénophobie hystérique qu'ils ont développée envers la Russie et la Chine ou leurs alliés ne retombe pas en occident.

La suite consistait en spéculations sur les particularités et rivalités qui concernent et parfois opposent ces deux puissances, en manifestant le souhait qu'elles enveniment leurs relations et les affaiblissent, de sorte que l'Occident en tire profit et sorte vainqueur de la guerre qu'elle mène contre la Russie et la Chine. La conclusion de cet article le confirmait.

leJDD/AFP - La visite de Xi Jinping à Moscou rappelle à l'Occident un risque géopolitique structurant : depuis deux décennies, les deux grandes puissances nucléaires et technologiques eurasiatiques ont convergé sur tous les plans pour contester ouvertement sa vision du commerce mondial, des relations internationales ainsi que des structures dédiées à la sécurité globale et régionale.

Le défi est de taille, en particulier pour les Européens qui voient depuis toujours avec la Russie et commercent depuis longtemps avec la Chine. Mais le véritable défi est-il de les traiter comme un bloc idéologiquement homogène dans une logique de confrontation ? Ou bien n'est-il pas plutôt de jouer des rivalités internes pour désolidariser ces puissances eurasiatiques en compétition ouverte dans au moins trois zones ? leJDD/AFP 20 mars 2023

A l'heure où ils accusent Poutine de crimes de guerre. Force est de constater que les barbares donneurs d'ordres et leurs complices sont libres.

J-C – C'est bizarre, là il n'y a pas de tribunal international pour juger les Présidents américains et les membres de leurs gouvernements, idem pour les britanniques, français, membres de l'Otan...

Et cela remonte à la guerre de Palestine, de Corée, du Vietnam, etc. ils ont fomenté des guerres coloniales ou de rapine sur tous les continents, et ils cumulent des dizaines de millions de civils innocents assassinés ou blessés au cours des 78 dernières années.

Tous les Etats occidentaux inspirent la haine à travers le monde et c'est parfaitement légitime. A l'heure où leur hégémonie mondiale est remise en cause par d'autres grandes puissances et leurs alliés, la Russie, la Chine et l'Inde pour ne pas les citer, on se place au côté de tous les peuples qui en ont été les victimes et qui luttent pour mettre fin à cette hégémonie qui s'exerce sous la forme d'une tyrannie financière, politique, militaire implacable.

Témoignages d'anciens soldats : Ces 3 livres que l'armée américaine ne veut pas que vous lisiez - les-crises.fr 18 mars 2023

Avant d'éventuels déploiements en Irak et en Afghanistan, les cadets de West Point défilaient en cadence au son de ce chant édifiant :

« Gauche, droite, gauche, droite, gauche droite TUE ! Je suis allé à la mosquée où tous les terroristes prient, j'ai saisi mon épée à deux mains, et je les ai tous dégommés... Je suis allé dans le magasin où toutes les femmes font leurs courses, j'ai sorti ma machette, et j'ai commencé à couper ! Je suis allé au terrain de jeu où tous les enfants jouent, j'ai sorti ma sulfateuse et j'ai commencé à mitrailler ! »

L'article à lire :

<https://www.les-crises.fr/temoignages-d-anciens-soldats-ces-3-livres-que-l-armee-americaine-ne-veut-pas-que-vous-lisiez/>

Commentaires d'internautes.

1- A ce jour le TPI n'a toujours émit aucun mandat d'arrêt contre un dirigeant Américain. Selon que vous soyez du camp du bien ou de l'axe du mal....

Biden trouve justifié le mandat contre Poutine, mais se garde bien de regarder sur son propre seuil, d'ailleurs il est coupable lui aussi, du temps où il n'était pas encore président !

2- La deuxième offensive des troupes de Kiev contre Donetsk et Lougansk a été lancée le 22 avril 2014, juste après la visite de Biden à Kiev. Il était alors vice-président des États-Unis. Ce type porte une lourde responsabilité dans la guerre actuelle en Ukraine.

Mon commentaire.

- Pourquoi critiquer la sortie de ces témoignages ? Au contraire, c'est très bien, ils confirment les précédents.

Ceux qui sont blasés, ne sont pas obligés de les lire ou de s'y intéresser, qu'ils laissent ceux qui les découvrent en prendre conscience à leur tour, on ne sera jamais assez nombreux.

La CPI n'est pas près de juger tous ces criminels.

Prisons israéliennes : Le sinistre sort des Palestiniens détenus arbitrairement ou sans procès - les-crises.fr 17 mars 2023

Les Palestiniens peuvent être maintenus prisonniers dans des conditions sinistres dans les prisons israéliennes pendant des années, sans inculpation ni procès – et ce n'est là qu'une partie de la répression quotidiennement subie.

<https://www.les-crises.fr/prisons-israeliennes-le-sinistre-sort-des-palestiniens-detenus-arbitrairement-ou-sans-proces/>

Non-lieu. Etat criminel en toute impunité.

Irak: Les Britanniques bientôt devant la Cour Pénale Internationale pour crimes de guerre ? Par Felicity Arbuthnot - Mondialisation.ca, 18 mars 2023

Des allégations choquantes ont été compilées à partir du témoignage de quatre cents Iraquiens et représentent « *des milliers de témoignages de mauvais traitements assimilables à des crimes de guerre, actes de torture ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* ».

Ce document « *est le plus détaillé jamais soumis au bureau du Procureur de la CPI concernant les crimes de guerre présumés des forces britanniques en Iraq* ».

Cet article a été publié initialement le 30 janvier 2014

<https://www.mondialisation.ca/irak-les-britanniques-bientot-devant-la-cour-penale-internationale-pour-crimes-de-guerre/5366826>

Capitalisme : stop ou encore ? Chassons Macron !

Paupérisation sous l'ère Macron : La France des petits salaires délaissée. - elucid.media 15 mars 2023

Les choix ont été clairs : il n'y a pas eu une année de présidence Macron dont les politiques ont bénéficié en priorité aux ménages les plus modestes, à la fonction publique, ou aux inactifs.

En conclusion, sous l'ère Macron, les ressources de l'État ont été largement utilisées pour soutenir les grands acteurs de l'économie : grandes fortunes, investisseurs, entreprises, cadres. En revanche, les petits salariés, les retraités, les chômeurs, qui n'avaient pas été soutenus avant le choc du Covid et de la guerre en Ukraine, et ont pris de plein fouet les effets de l'inflation, sortiront de ces deux quinquennats considérablement paupérisés.

https://elucid.media/societe/pauperisation-sous-lere-macron-france-petits-salaires-delaissee/?mc_ts=crises

En Complément.

Vidéo. Les classes dominantes à l'assaut du système social : Des décennies de combat! - Nicolas Da Silva

<https://www.youtube.com/watch?v=2eU3UbaU9Vo>

Pourquoi veulent-ils vous enfermer dans les institutions de la Ve République ?

Réforme des retraites: 68% des Français souhaitent qu'une motion de censure soit adoptée ce lundi - BFMTV 20 mars 2023

Après l'utilisation par Elisabeth Borne du 49.3 pour faire adopter la réforme des retraites, une large majorité de la population française (68%) souhaite que le gouvernement tombe par le vote d'une motion de censure ce lundi à l'Assemblée nationale, indique un nouveau sondage Elabe pour BFMTV.

Dans le détail, 73% des ouvriers, 79% des employés et 71% des CSP+ veulent que les députés votent la censure du gouvernement. Toutes les catégories socio-professionnelles et toutes les catégories d'âges (y compris les retraités, à 55%) souhaitent que la motion de censure soit adoptée.

Selon les derniers pointages réalisés dimanche soir, au moins 261 députés se disent prêts à voter la motion portée par le groupe Liot. Un nombre insuffisant, car au moins 287 votes sont requis pour

faire tomber le gouvernement. Le nombre de députés LR favorables à la censure sera donc déterminant.

Près de sept Français sur dix (68%) restent toujours opposés à sa réforme des retraites, et 65% des sondés disent exprimer du soutien ou de la sympathie à l'égard de la mobilisation sociale. Ils sont autant (67%) à vouloir la poursuite du mouvement. BFMTV 20 mars 2023

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

A propos de la tenue du 1er congrès du Mouvement International des Russophiles (MIR) qui a eu lieu à Moscou le 14 mars 2023.

L'humanité s'organise pour contrer définitivement le dictat mondialiste

<https://reseauinternational.net/lhumanite-sorganise-pour-contrer-definitivement-le-dictat-mondialiste/>

Le nazisme, système immunitaire de l'Europe

Je vous propose ci-après la transcription et la traduction de cinq interventions dans l'émission « Soirée dominicale » (« *Воскресный Вечер* ») de Vladimir Soloviev du dimanche 05 mars 2025.

Sur les principaux canaux internet sous supervision occidentale, en comprenant YouTube, cette émission a, depuis, été censurée.

Vous pouvez, à ce jour, regarder l'émission en russe sur : <https://all-make.net/solovev-ot-05-03-2023>. C'est à partir de cette diffusion que les temps dans l'article sont pris en compte.

Sinon : <https://smotrim.ru/video/2574844>

Elles nous exposent très bien la russophobie qui « *a pris le pli* » dans les pays de l'Euro-Amérique au moins chez nos dirigeants-consultants financiers très peu politiques dénommés quelquefois Président de République, sans parler des populations lobotomisées qui ne se pressent pas toujours de tenter de comprendre ce qu'on leur fait avaler en termes d'information.

L'émission dure en tout 2 heures et 49 minutes. J'ai choisi de traduire l'intervention de cinq personnes autour du sujet de la « *russophobie* » (vous savez, l'antisémitisme du XXI^e siècle). Il s'agit de :

- Maria Zakharova, Directrice du Département de l'information et de la presse du Ministère des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie – [1:24:18 – 1:28:42] ;
- Igor Markov, Député du Conseil Suprême d'Ukraine, VII^e circonscription – [2:04:01 – 2:15:00] ;
- Vladimir Kornilov, Rédacteur politologue à l'agence de presse RIA Novosti – [2:15:01 – 2:22:42]

- Kirill Vychynski, journaliste ukrainien-russe, personnalité publique. Depuis 2019, il est Directeur exécutif de l'agence d'information « *Russie aujourd'hui* » et membre du Conseil près le Président de la Fédération de Russie pour le développement de la société civile et des droits de l'homme, poste jusque-là occupé par Valeri Fadeïev. Il a été arrêté en mars 2018 par les services secrets ukrainiens pour trahison étatique et est relâché dans le cadre d'un échange de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine en septembre 2019 – [2:30:33 – 2:36:14] ;

- Vladislav Chouryguine, expert militaire, membre du Club d'Izborg (think-tank russe fondé en 2012 par le célèbre écrivain et journaliste russe Alexandre Prokhanov qui réunit des membres défendant le patriotisme et l'existence d'une identité nationale russe au sein de l'eurasisme) – [2:36:57 – 2:42:12].

Tous ces intervenants russes et ukrainiens sont renommés et reconnus au moins pour leurs études et analyses « *scientifiques* » de l'actualité.

Pour lire l'article :

<https://reseauinternational.net/le-nazisme-systeme-immunitaire-de-leurope/>

L'Otan et les néonazis ont leur tribunal international. Suite.

La CPI veut arrêter Poutine pour avoir mis des enfants à l'abri, loin des bombardements des FAU. - donbass-insider.com 18 mars 2023

Le 17 mars 2023, la Cour Pénale Internationale (CPI) de La Haye a émis un mandat d'arrêt contre le Président russe Vladimir Poutine et la médiatrice russe pour les droits des enfants Maria Lvova-Belova pour « *déportation* » d'enfants hors du territoire ukrainien. En clair la CPI voudrait condamner Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova, pour avoir mis des enfants à l'abri loin des bombardements de l'armée ukrainienne.

Après que des organisations internationales comme l'OSCE et l'OIAC se soient définitivement discréditées par leur partialité flagrante dans le dossier ukrainien, il semble que c'est au tour de la CPI de s'auto-saborder, en accusant Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova d'avoir « *déporté* » des enfants, et en lançant un mandat d'arrêt contre eux.

Il faut bien souligner là le chef d'accusation utilisé. La CPI n'accuse pas Vladimir Poutine de crimes de guerre sordides en Ukraine, genre bombardement de civils, viols de masses, non, il est accusé d'avoir fait envoyer en Russie des enfants, qui sinon seraient restés dans des territoires régulièrement soumis aux bombardements de l'armée ukrainienne !

La CPI a une conception fascinante du droit et du monde il faut l'avouer. Je rappelle que cette institution n'a jamais poursuivi les responsables américains, britanniques, et d'autres pays occidentaux, pour leurs crimes de guerre avérés en Irak, Afghanistan, Syrie, Libye, etc. Il a suffi que les États-Unis sanctionnent le procureur de la CPI qui voulait enquêter sur les crimes de guerre américains en Afghanistan, pour faire cesser toute velléité de justice.

Mais revenons à cette accusation délirante de la CPI contre Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova, de « *déportation* » d'enfants. J'aimerais rappeler au procureur de la CPI, que depuis 2014

dans le Donbass, plusieurs centaines d'enfants sont morts des suites des tirs et bombardements de l'armée ukrainienne, et plusieurs centaines d'autres ont été blessés, certains gravement.

Le dernier en date, Nikita Safronov, huit ans, est mort à Donetsk il y a à peine six jours, tué par un obus de 155 mm (standard OTAN) tombé près du taxi qui l'emmenait avec sa famille à sa fête d'anniversaire ! S'il avait été évacué comme les enfants des orphelinats du Donbass et des régions de Kherson et Zaporoujé, qui ont été envoyés dans d'autres régions de Russie pour des raisons de sécurité, Nikita aurait pu fêter son huitième anniversaire et les suivants !

Oser reprocher à Vladimir Poutine et à Maria Lvova-Belova, d'avoir tout fait pour mettre à l'abri des enfants hors de la zone de conflit, est totalement abject. Peut-être la CPI considère-t-elle que les autorités russes auraient dû laisser ces enfants à la merci des bombardements ukrainiens ?

Comme l'a dit le chef de la République tchétchène, Ramzan Kadyrov, il s'avère que pour la CPI bombardier et tuer délibérément des enfants n'est pas répréhensible si c'est fait par l'Ukraine, par contre, les sauver c'est de la déportation.

« *Il s'avère que les habitants du Donbass, y compris les enfants, étaient censés mourir sous les bombes des forces armées ukrainiennes et qu'ils ne devaient en aucun cas quitter les zones dangereuses. Ce n'est pas ma déclaration, c'est ce que pense la Cour Pénale Internationale de La Haye. Et sauver les enfants du Donbass est qualifié par eux de déportation. Bien sûr, j'ai toujours su et dit qu'en Occident qu'ils avaient tous la queue entre leurs jambes par peur des cow-boys, mais ici la nouvelle n'est pas étrange, mais plutôt ridiculement absurde : bombardier des enfants n'est pas un crime, mais les sauver, c'est de la déportation* », a-t-il écrit sur sa chaîne Telegram.

Il faut d'ailleurs rappeler que ces accusations délirantes de déportation d'enfants ont aussi été portées par l'Ukraine, quand les enfants de zones récemment libérées comme Marioupol, ont été envoyés en Russie pour les vacances d'été ! « *Déportation* » des plus étranges, car elle était approuvée par leurs parents, et ils en sont revenus ravis de ce qu'ils avaient vu et vécu pendant ces quelques semaines loin de la guerre !

Voir par exemple les enfants d'une école de Marioupol, qui sont allés en Russie pendant les vacances d'été, et racontent leur « *déportation* » lors de la rentrée des classes :
Rentrée scolaire à Marioupol le 1er septembre 2022

<https://odysee.com/@donbassinsider:b/marioupol-01092022:1?src=embed>

Si une telle « *déportation* » d'enfants est un crime, il faudra que la CPI m'explique sur quel article du droit international elle se fonde pour mettre en accusation Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova !

Et surtout j'aimerais qu'elle explique pourquoi elle n'a JAMAIS mis en accusation les autorités de Kiev pour avoir déporté hors du Donbass en 2014 des centaines d'enfants qui étaient soit handicapés, soit étaient dans des internats, soit dans des orphelinats pour défaut de soin et dont les parents n'ont pas été informés de la destination. Certains se sont enfuis des endroits où ils avaient été placés et sont revenus à pied dans le Donbass ! Mais beaucoup ont tout simplement disparu des radars.

En attendant, avec cette accusation délirante de « *déportation* » d'enfants contre Vladimir Poutine, et Maria Lvova-Belova, la CPI vient de planter un clou supplémentaire dans le cercueil des institutions internationales. Et ce pour rien, puisque la Russie ne reconnaît pas la compétence de la

CPI, dont elle n'a pas signé le traité, ce qui signifie qu'elle n'en appliquera pas les décisions. Et qu'en plus, Vladimir Poutine bénéficie de l'immunité comme tout chef d'État en exercice.

Il faut aussi souligner que non seulement la Russie ne reconnaît pas la compétence de la CPI, mais l'Ukraine, qui accuse Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova de déportation d'enfants, elle non plus ne reconnaît pas la compétence de cette cour, de même que les patrons américains de Kiev ! Après cela, la CPI a fini de se discréditer et de s'auto-détruire, en déclarant que malgré la délivrance du mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine, elle a l'intention de continuer à rechercher la coopération avec la Russie sur la situation en Ukraine. Donc je te crache à la figure, mais on reste copains... Là sincèrement on atteint un tel niveau d'absurdité qu'on finit par se dire qu'il est vraiment temps de revoir de fond en comble le fonctionnement de ces institutions internationales payées avec les impôts des contribuables.

<https://www.donbass-insider.com/fr/2023/03/18/la-cpi-veut-arreter-poutine-pour-avoir-mis-des-enfants-a-labri-loin-des-bombardements-des-fau/>

Briefing du représentant officiel du ministère russe des Affaires étrangères M.V. Zakharova (16 mars 2023)

La Russie n'est pas partie au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et n'a aucune obligation en vertu de celui-ci.

La Russie ne coopère pas avec cet organe, et les éventuelles « recettes » d'arrestation émanant de la Cour internationale de justice seront juridiquement nulles et non avenues pour nous.

Maria Zakharova

Qui aurait pensé il y a seulement 15 ans qu'en Occident la prise en charge des enfants, leur salut et leur traitement deviendraient une infraction pénale ?

Mais tout y menait.

Les expériences de « *l'Occident éclairé* » sur le changement de sexe chez les enfants, la persécution des médecins qui croient qu'il n'y a que deux sexes, une interprétation pervertie du droit des mineurs, la destruction de l'institution de la famille, le remplacement de « *mère* » et « *papa* » avec les termes dégénérés « *parent A* » et « *parent B* », propagande de perversions chez les mineurs – tout cela n'est pas un accident malheureux, mais une politique à grande échelle dans les pays de l'OTAN.

Et les États qui, comme la Hongrie, tentent de résister au sein de l'Alliance, sont soumis à de véritables persécutions. Les sanctions et le harcèlement contre Leonid Roshal et Maria Lvova-Belova sont des signes de la déshumanisation des dictatures libérales.

En prime

« La Cour pénale internationale que nous ne reconnaissons pas a émis un mandat d'arrêt contre Poutine pour avoir évacué des enfants d'une zone de guerre bombardée par nos armes et nous sommes ceux qui ont tué plus de 20 millions de personnes dans 37 pays victimes depuis la Seconde Guerre mondiale ».

Commentaires d'internautes.

1- Pourquoi le TPI n'a pas émis des mandats d'arrêt contre les criminels de guerre Bush et Blair pour leurs crimes en Irak? (Et tant d'autres... - J-C)

2- Il ne faut pas forcément juger avec dédain cette décision du TPI. En effet compte tenu de son impact politique mondial visé elle ne peut pas être sortie du chapeau malade du TPI sans l'accord de son Maître Euro US. Cela montre alors l'état d'esprit qui règne actuellement en Occident atlantiste où plus que jamais on cherche à déconsidérer et mépriser au maximum si cela était possible la Russie, son peuple et son président, dans l'espoir que les 85% de la Planète qui n'adhèrent plus aux influences forcées et intéressées des 15% prétendant dominer le Monde, mordront à cette manœuvre aussi grossière que stupide.

Mais cette décision est aussi une étape de plus vers une sorte de nouvelle déclaration de Guerre venant du sein de l'OTAN ou de son entourage immédiat contre la Russie.

3- Le procureur de la Cour pénale internationale Karim Khan, qui a accusé Poutine de crimes de guerre pour avoir évacué des enfants d'une zone de guerre, a vu son frère Imran Khan, condamné pour pédophilie, être libéré d'une prison britannique avec une réduction de peine il y a seulement un mois. (J'ai vérifié, l'info est exacte. – J-C)

Espagne.

L'appareil séparatiste catalan est résolument euro-atlantiste

N'en déplaise à beaucoup qui ont cru voir dans la tentative de coup d'État du premier octobre 2017 à Barcelone un mouvement démocratique et pacifique résistant aux forces de l'ordre d'une Espagne post franquiste, la réalité est tout autre. L'appareil séparatiste catalan qui vise, entre autre, à camoufler plus de trente ans de combines ; de malversations et de détournement de fonds publics dans l'autonomie catalane, en Espagne et ailleurs, est foncièrement euro-atlantiste comme le démontre une fois de plus la cellule d'investigation de l'association suisse, apolitique, « *Catalunya peuple d'Espagne CPDE* », enregistrée IDE: CH430968285. Mais d'autres comme le politicien français François Asselineau le dénonce publiquement depuis une demie douzaine d'années ou encore le professeur madrilène Juan Antonio de Castro de Arespacochaga¹.

Le scénario exclusif euro-atlantiste s'inscrit dans le cadre de la posture géopolitique des États-Unis à l'échelle mondiale². Celui-ci a été renforcé avec la doctrine Wolfowitz en 1992. Le faucon de la Maison Blanche Paul Wolfowitz avait souligné que la mission des États-Unis dans l'ère de l'après-guerre froide consisterait à s'assurer qu'aucune superpuissance rivale ne soit autorisée à émerger en Europe occidentale, en Asie ou sur le territoire de l'ancienne Union soviétique.

Dans cette perspective, l'affaiblissement continu et la domination sur le concept de l'État nation deviennent la norme au profit de l'Oncle Sam. On retrouve dans cette logique et dans les faits des personnalités qui à l'instar de George Soros se disent « *hommes d'État sans État* » tels que Klaus Schwab et Ursula von der Leyen, l'actuelle présidente de la Commission européenne.

Pour lire l'article :

<https://reseauinternational.net/lappareil-separatiste-catalan-est-resolument-euro-atlantiste/>

Etats-Unis.

L'escalade US vers l'Orient par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 18 mars 2023

Les États-Unis qui pensaient dominer le monde global après la dissolution de l'Urss ne sont plus aujourd'hui capables d'imposer de guerres au Moyen-Orient où la Chine signe des accords de paix. Aussi se tournent-ils, avec leur partenaire privilégié le Royaume-Uni, vers l'Océanie où le gouvernement Albanese accepte ce que ses prédécesseurs avaient refusé lors de la guerre du Vietnam. Tout n'est donc pas fini pour Washington et Londres qui peuvent encore compter sur quelques naïfs.

<https://www.voltairenet.org/article219025.html>

Moyen-Orient

Le roi Salmane invite le président iranien en Arabie saoudite pour sceller leur alliance - France 24 19 mars 2023

Le président iranien Ebrahim Raïssi a salué et accepté, dimanche, une invitation du roi saoudien Salmane à se rendre à Riyad afin de sceller le rapprochement entre leurs deux pays. Cette annonce fait suite à l'annonce du rétablissement de leurs relations diplomatiques, le 10 mars dernier.

Ces derniers mois, les Émirats et le Koweït ont repris leurs relations diplomatiques avec l'Iran.

L'Irak et l'Iran signent un accord pour « protéger la frontière » - lepoint.fr 19 mars 2023

Ali Shamkhani, secrétaire du Conseil suprême de la sécurité iranien, a signé avec son homologue irakien, Qassem al-Araji, un accord qui « *comprend la coordination dans la protection des frontières communes et la consolidation de la coopération dans plusieurs domaines de sécurité* », ont précisé les services de Mohamed Chia al-Soudani.

Cette visite intervient à la veille du vingtième anniversaire de l'invasion de l'Irak emmenée par les États-Unis. Aujourd'hui, les liens entre Bagdad et Téhéran sont plus étroits que jamais et le gouvernement de Mohamed Chia al-Soudani est soutenu par une coalition parlementaire pro-Iran.
lepoint.fr 19 mars 2023

Désinformation. Ils ne savent plus quoi inventer.

L'influence diplomatique de la Chine au Moyen-Orient est une bonne nouvelle pour les États-Unis - slate.fr 18 mars 2023

Certains experts craignent que cela n'annonce une accélération du déclin de l'influence américaine au Moyen-Orient, de l'ascension de la Chine en tant que puissance mondiale et du processus d'isolement d'Israël. Or, en réalité, la démarche de Pékin est, pour l'essentiel, une bonne chose pour les États-Unis. Il y a au moins quatre raisons à cela. slate.fr 18 mars 2023

J-C - J'ai lu ces 4 raisons, toutes bidons ou des lieux communs, si le cœur vous en dit vous pouvez le vérifier en lisant attentivement leur article à la gloire des États-Unis, leur maître.

<https://www.slate.fr/story/242405/influence-chine-moyen-orient-bonne-nouvelle-pour-etats-unis-iran-arabie-saoudite-relations-diplomatie#xtor=RSS-2>

“Il est temps” : les Émirats plaident pour un retour de la Syrie dans la Ligue arabe - Courrier International 20 mars 2023

“L'absence de la Syrie a été trop longue. Il est temps pour la Syrie de retrouver sa place parmi ses frères dans le monde arabe.” Les grands titres de la presse émiratie, comme l'anglophone Gulf Today, mettent en exergue ce lundi 20 mars les déclarations du président des Émirats arabes unis (EAU), Mohammed ben Zayed Al Nahyane, tenus à l'occasion de son entretien, dimanche 19 mars à Abou Dhabi, avec son homologue syrien, Bachar El-Assad.

Arrivé deux jours plus tôt avec son épouse, Asma, le président syrien a été reçu “avec les honneurs militaires”, écrit Gulf Today. Un détail protocolaire qui en dit long sur le retour de Bachar El-Assad sur la scène régionale, et le rôle pivot des EAU dans ce processus. Courrier International 20 mars 2023

En complément.

Bachar al-Assad reçu par Vladimir Poutine à Moscou Access to the comments Discussion - Euronews 15 mars 2023

Mystification et dictature climatique. Les falsificateurs corrompus osent tout.

J-C - Où est le lézard, l'entourloupe, le tour de passe-passe ou de prestidigitation ? Le mécanisme est simple à démonter, il repose sur un syllogisme dont l'un des termes ou postulats est fabriqué ou frauduleux, faux, en l'occurrence l'affirmation selon laquelle l'activité humaine serait à l'origine de l'élévation du niveau de CO2 dans l'air qui entraînerait celle de la température, ce que le GIEC n'a jamais été en mesure de prouver, mieux, on a la preuve que dans le passé la température et le taux de CO2 s'étaient élevés à un niveau supérieur à celui d'aujourd'hui, alors que les combustibles fossiles n'existaient pas, plus loin encore dans le passé quand l'homo sapiens n'existait pas. Mieux encore, il a été prouvé que l'élévation de la température précédait celle du CO2. Cela signifie que le GIEC inverse carrément les éléments issus de la réalité pour leur substituer son récit commandé par le Forum économique mondial ou Davos.

Soyons logique, en admettant qu'il ait lieu, il est clair que s'il était prouvé que le réchauffement climatique était réellement de la “responsabilité humaine”, le GIEC s'empresserait de le prouver en

fournissant les données fiables et vérifiables dont il dispose, or il n'en a pas ou au lieu de cela il se contente de parader en affirmant que son constat est « *sans équivoque* » sans en fournir la moindre preuve matériel, autrement dit il faudrait le croire sur parole ou sa parole aurait valeur de preuve, de données, ce qui relève de l'abus de pouvoir et de l'imposture.

Le syllogisme frauduleux : L'activité humaine est responsable du réchauffement climatique qui menace l'existence de notre planète, donc pour sauver notre planète et les hommes, il faut réduire l'activité humaine.

Réchauffement climatique : le Giec pointe une responsabilité humaine « *sans équivoque* » dans son dernier rapport - Publicsenat.fr 20 mars 2023

Le rapport fait état d'une responsabilité humaine « *sans équivoque* » dans le réchauffement climatique. Il s'agit d'un constat implacable que dresse le Giec, le réchauffement climatique a déjà atteint +1,1 °C par rapport à la période préindustrielle (1850-1900), la température pourrait même atteindre +4,4 °C d'ici la fin du siècle dans le scénario le plus pessimiste.

J-C - Pour mieux tromper la population incrédule ou ignorante, manquant cruellement de logique et de discernement, vous aurez remarqué qu'ils évoquent le réchauffement climatique en faisant référence à deux périodes très courtes, alors qu'on possède des données sur des millions d'années, il faut le savoir, ensuite les instruments et les relevés de températures ont évolué de telle sorte au fil du temps, et la marge d'erreur fait que le minuscule 1,1°C avoisine zéro pour peu qu'on soit honnête et qu'on prenne en considération cet argument.

Bref, que du vent, à ceci près qu'il se peut que la température augmente légèrement de manière tout à fait naturel, parce que l'activité du soleil varie dans le temps, ainsi que d'autres facteurs cosmiques, ce ne serait pas la première fois ni la dernière. Ce qui peut les inquiéter, c'est que des phénomènes naturels inhabituels, imprévisibles et incontrôlables se produisent, qui remettent en cause la sédentarité à l'extrême des hommes ou l'existence de leur société construite comme des forteresses bordées de frontières infranchissables, qu'ils soient incompatibles avec leur modèle économique ou constitue une menace pour leurs institutions. Vous imaginez soudainement devoir déplacer des millions de personnes de plusieurs pays, vers où, qui en voudrait, personne, chacun ne penserait plus qu'à sauver sa peau, cela déclencherait des guerres civiles ou des révolutions... J'ai déjà abordé cet aspect de la réalité dans différentes causeries dans l'indifférence générale et j'en ai marre de ce traitement...

Economie.

J-C - C'est en partie sur quoi j'ai fondé ma position sur l'antagonisme entre l'impérialisme américain ou l'Otan et la Russie alliée à la Chine, et les avantages qu'on pourrait en tirer. Quand le FMI estime que la fragmentation de l'économie constitue une menace pour l'économie mondiale qui alimente la lutte des classes, je suis porté à me dire qu'il me donne raison...

Le dissensus de Washington : la doctrine du FMI face à la fragmentation - legrandcontinent.eu 1^{er} mars 2023

Une équipe d'économistes du FMI s'est penchée sur le risque de fragmentation de l'économie mondiale. Si parler de démondialisation leur semble aujourd'hui exagéré, les discours et les

politiques se détournent de l'ordre économique et commercial créé au sortir de la Guerre froide — mais vers quoi ? Pour échapper à la fragmentation, ils proposent de rénover la gouvernance de la mondialisation.

La façon dont nous envisageons la situation au FMI est très simple. Dans dix ans, nous pourrions avoir un scénario négatif dans lequel le monde aurait continué sur la voie des mesures protectionnistes qui pourraient conduire à une fragmentation géoéconomique. C'est donc le scénario que nous voulons éviter...

Pour lire l'article :

<https://legrandcontinent.eu/fr/2023/03/01/le-dissensus-de-washington-la-doctrine-du-fmi-face-a-la-fragmentation/>

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 23 mars 2023.

Si une fois les manifestations terminées Macron refuse toujours de retirer son projet de "réforme" des retraites, on ne bouge pas, on reste sur place, on occupe la rue jusqu'à tant qu'il cède.

Il est illégitime, dégageons le provocateur, le tyran !

J-C - Le représentant des banquiers a osé sortir que les « smicards » n'auraient « jamais autant vu leur pouvoir d'achat augmenter depuis des décennies », alors que l'inflation galopante finit de les réduire à la pauvreté, voire la misère.

« Menteur », « mépris », « foutage de gueule »... vives réactions après l'interview d'Emmanuel Macron - Journal du Dimanche 23 mars 2023

Retraites: 61% des Français estiment que les propos d'Emmanuel Macron vont provoquer plus de colère - BFMTV 23 mars 2023

Dans le même temps, 7 Français sur 10 (71%) qui ont vu, écouté ou entendu parler de l'interview du président de la République ne l'ont pas trouvé convaincant, selon cette même enquête Elabe. 65% estiment qu'il est un mauvais président de la République. 69% des Français sondés le trouvent arrogant, ils sont tout autant à le trouver autoritaire. Enfin Emmanuel Macron inquiète 61% des personnes interrogées.

Ils sont d'ailleurs très nombreux à ne pas lui faire confiance pour mener à bien les grands chantiers du pays, tant sur le partage de la valeur (78%) que sur le pouvoir d'achat (77%), le climat (73%) ou encore le plein-emploi (71%). À cela s'ajoute le regret pour 19% des électeurs d'Emmanuel Macron lors du premier tour de la présidentielle d'avoir voté pour lui.

Un président critiqué, tout comme le texte qu'il juge nécessaire pour la survie du système de retraites. 72% (+3 points par rapport à la dernière enquête Elabe) des Français jugent la réforme du gouvernement injuste, 63% (+5 points) la considère comme étant inefficace pour assurer la pérennité du système de retraites et 56% (+4 points) estiment qu'elle n'est pas nécessaire.

Une majorité de Français souhaite que la mobilisation continue (65%), voire se durcisse (44%).
BFMTV 23 mars 2023

Quand est-ce qu'on va constituer des milices ouvrières pour protéger les masses de cette racaille ?

Grève du 23 mars : les renseignements se préparent à une « radicalisation » des manifestations - Le HuffPost 23 mars 2023

Réforme des retraites : trois députés LFI demandent la dissolution de la Brav-M à Gérald Darmanin - francetvinfo.fr 22 mars 2023

Ces Brigades de répression de l'action violente motorisées (Brav-M) ont été créées en 2019, pendant le mouvement des "gilets jaunes". Elles interviennent dans les manifestations et sont souvent décriées pour leurs violences.

Ces brigades souvent décriées ont été créées en 2019, pendant le mouvement des "gilets jaunes". Elles interviennent dans les manifestations sur des violences de rues et des dégradations. Ils sont aussi là pour disperser le regroupement de casseurs et soutenir les unités qui seraient en difficulté.

"Je me suis fait tabasser gratuitement" : plusieurs manifestants contre la réforme des retraites dénoncent des violences policières - francetvinfo.fr 22 mars 2023

Une enquête a été ouverte mardi 21 mars par le parquet de Paris et confiée à l'IGPN après la diffusion d'une vidéo tournée pendant une manifestation lundi soir contre la réforme des retraites à Paris. On y voit un manifestant violemment frappé au visage par un policier. Depuis plusieurs jours, des dizaines de vidéos de ce genre circulent sur les réseaux sociaux et des députés ainsi que des magistrats dénoncent des violences policières.

Une enquête a été ouverte mardi 21 mars par le parquet de Paris et confiée à l'IGPN après la diffusion d'une vidéo tournée pendant une manifestation lundi soir contre la réforme des retraites à Paris. On y voit un manifestant violemment frappé au visage par un policier. Depuis plusieurs jours, des dizaines de vidéos de ce genre circulent sur les réseaux sociaux et des députés ainsi que des magistrats dénoncent des violences policières.

Les manifestants, qui dénoncent des violences perpétrées par les forces de l'ordre, ont tous ont plus ou moins le même récit : un cortège plutôt calme et tout à coup l'intervention violente des forces de l'ordre. Gabin, 18 ans, défilait avec un ami lundi soir : "*J'ai été frappé à la matraque au visage et sur la joue droite, dans la jambe. J'ai un bleu, mais moi, j'ai eu relativement la chance d'avoir une grosse doudoune. Mon ami, lui, s'est pris beaucoup de coups de matraque, dont un, à la fin, dans le crâne.*"

Le même soir, une autre manifestante que nous appellerons Claire raconte aussi avoir été plaquée par un policier puis violemment frappée : "*J'avais le visage contre le kiosque, donc je ne voyais pas ce qui se passait derrière moi. Mais il y en a un qui m'a effectivement donné un bon coup de matraque dans le ventre. Pour moi, c'est clairement de l'acharnement et honnêtement, il n'y avait pas de raison.*"

Cet acharnement gratuit que dénonce Claire, un autre homme affirme l'avoir vécu ce même soir. Encore choqué par ce qu'il a vécu, cet homme veut rester anonyme. Il raconte un déchaînement de

violence. *"J'étais rue de Rivoli et je suivais la manifestation de loin, raconte ce commerçant, venu assister dit-il en simple spectateur à la manifestation. J'étais là par curiosité, à l'arrière du cortège. À un moment, des policiers de la Brav-M sont arrivés à moto et ont chargé. Je me suis un peu éloigné. Ils ont tabassé une jeune fille de l'autre côté de la rue, je regardais la scène de loin. Tout à coup, deux Brav-M sont arrivés sur moi à pied. J'ai senti qu'ils allaient me charger, mais je n'avais rien à me reprocher. Je n'ai pas bougé, ils ont couru vers moi, en criant : 'Il y a quoi dans ton sac ?' J'ai levé les bras et dit qu'ils pouvaient regarder dans le sac. L'un des policiers a regardé autour de lui, il n'y avait presque personne, et là, il m'a asséné un gros coup de poing au niveau de la mâchoire. Son collègue m'a aussi frappé et donné un coup de matraque."*

D'autres policiers Brav-M courent à ce moment-là vers lui. *"Ils commencent à me taper au sol, avec des coups de genoux dans la tête brutalement, des coups de pied, de toute part. Ensuite, un policier m'a fait soit une clé de bras, soit il a mis tout son poids sur mon épaule, jusqu'à me déboîter l'épaule."*

Selon lui, *"à un moment, les policiers se sont calmés. Le capitaine, qui était plus vieux que les autres, est arrivé. J'ai expliqué que je ne pouvais pas me relever à cause de mon épaule. Il m'a dit que je faisais du cinéma. Il m'a tiré. Ils ont fouillé mon sac à dos et ils n'ont rien trouvé à part un cache-cou parce que je fais du vélo. Ils ont jeté mon sac par terre. Le capitaine a dit : 'T'as de la chance, on a été gentils avec toi cette fois. La prochaine fois, on sera vraiment méchants'." Les policiers partent et le laissent sur place. "Heureusement, un témoin m'a aidé. Je ne pouvais pas ramasser mon sac, j'avais l'épaule luxée ou déboîtée. Il m'a aidé à prendre un taxi jusqu'à l'hôpital de l'Hôtel-Dieu."*

L'homme ne comprend toujours pas *"ce qu'il s'est passé"* : *"Je n'ai pas dormi de la nuit. Je me suis refait la scène toute la nuit. Je suis sous le choc, c'est surréaliste ce qu'il m'est arrivé. J'ai été tabassé par cinq mecs, c'étaient des bêtes. À aucun moment, je n'ai essayé de courir ou de me débattre. Je me suis fait tabasser gratuitement..."* francetvinfo.fr 22 mars 2023

Ils ne pourront pas dire qu'ils ne le savaient pas, le jour où...

J-C – Cela fait mal au cœur ou on enrage en lisant cela. En Inde avec moins de 500 euros je vis beaucoup mieux qu'eux, en faisant certes l'impasse sur beaucoup de chose, mais je mange à ma faim et correctement, alors que dans les témoignages ici, les personnes concernées mangent mal et ont faim, pendant que la Bourse flambe !

Je me demande pourquoi quand on est confronté à une telle situation qui est faite pour durer indéfiniment ou quand on subit des conditions d'existence aussi injustes, on n'en recherche pas l'origine, et une fois qu'on l'a trouvée, on ne cherche pas s'il existerait un moyen politique de lutter contre ou d'y mettre un terme un jour...

C'est la réaction que j'ai eu spontanément à 20 ans, parce que je refusais de reproduire le mode d'existence épouvantable de mes parents qui étaient très pauvres, mon père était menuisier en bâtiment.

Je me rebellai, j'entrai en résistance, à l'étape suivante je cessai d'être passif et incohérent avec moi-même, je m'engageai dans le militantisme, je rejoignis une organisation d'extrême gauche que je quitterai trois ans plus tard. J'avais adopté le socialisme et le marxisme sans bien comprendre ce que c'était, puis je m'en détournai plus ou moins pendant 20 ans, avant d'y revenir définitivement

en 2001, de les étudier et d'y être attaché plus que jamais, c'est ma boussole et le mode d'emploi de ces causeries. Si ensemble on ne s'est jamais paumé, on n'a jamais pu nous manipuler, c'est grâce à eux, et si malgré tout il vous restait un doute, ce serait uniquement de ma faute parce que je ne les maîtrise pas suffisamment.

Je suis resté fidèle à mes aspirations de jeunesse ou plutôt je les ai conservées intactes, il est là le « *secret* » de ma détermination, parce que ces aspirations, celles de tous ces travailleurs et jeunes qui s'expriment dans l'article ci-dessous sont parfaitement légitimes, la survie du capitalisme ne l'est pas, il doit céder la place au socialisme.

"C'est moins cher au supermarché" : la pause déjeuner, un plaisir qui vacille face à l'envolée des prix - francetvinfo.fr 22 mars 2023

Se détournant des boulangeries et des restaurants ouvriers, les clients d'un magasin U Express d'Angers racontent comment l'inflation rebat les cartes de leurs repas du midi.

Une fois par semaine, Jennifer s'autorise "*un écart*". A la mi-journée, plutôt que de réchauffer un plat préparé à la maison, cette employée administrative de 31 ans quitte son bureau pour acheter un repas à l'extérieur. "*C'est un plaisir et une respiration qui permet de déconnecter du travail*", savoure-t-elle. Mais depuis le début du mois, son rituel a un goût plus fade. Adieu chers sandwiches de la boulangerie, passés de 4,30 à 4,50 euros. La sortie hebdomadaire se termine désormais au supermarché d'en face. En ce jour de la mi-mars, Jennifer opte pour une "*Fresh Salad crudités poulet fromage*", bradée à 2,84 euros. "*C'est un plaisir qui disparaît un peu.*"

Déjà chamboulée par la pandémie de Covid-19, la pause déjeuner est mise à rude épreuve par l'inflation. En un an, les prix se sont envolés de 6,3% dans le pays, et même de 14,8% dans le secteur de l'alimentation, selon l'Insee. Se nourrir coûte de plus en plus cher et les habitudes évoluent, parfois au profit des grandes surfaces. "*Faute de pouvoir aller au restaurant, les Français achètent davantage de sandwiches ou de produits de snacking, qui explosent*", rapportait le PDG de Système U, Dominique Schelcher, fin février, dans Le Parisien (article payant).

Entre 2021 et 2022, les ventes de sandwiches baguette, triangles, wraps et autres bagels en libre-service ont bondi de 12,5% dans les enseignes de la grande distribution, selon des données du cabinet NielsenIQ transmises à franceinfo. L'année 2023 "*commence très bien*" pour ces produits, avec une nouvelle hausse de 5,2% par rapport à début 2022, complète Emily Mayer, directrice des études du cabinet Circana.

"Plus personne ne va au resto"

A Angers (Maine-et-Loire), dans son supermarché U Express situé dans les Hauts de Saint-Aubin, derrière le CHU, Christophe Marandon ne s'y trompe pas. Son rayon "*Sur le pouce*" est passé de cinq à 12 vitrines pour faire face à la demande. "*Sandwichs, salades, box de pâtes. J'ai absolument toutes les références de ma centrale d'achat. S'il y en avait d'autres, je les prendrais.*"

Dans ce nouveau quartier, où les immeubles continuent à sortir de terre, les ouvriers racontent un temps révolu. "*Avant, le patron nous réglait le resto et nous forçait à y aller tous les jours pour souder l'équipe*", se souvient Nicolas, électricien de 25 ans. Depuis le Covid-19, ceux qui le souhaitent peuvent privilégier une prime de panier-repas de 10,90 euros versée par l'employeur. "*Plus personne ne va au resto, lâche-t-il. Avec le panier, je suis d'abord allé en boulangerie, mais, depuis cet été, je viens au supermarché. C'est moins cher.*" Sandwich et chips sous le coude, il s'en tire pour 5,07 euros à la caisse.

"On se limite beaucoup le midi. On prend le strict minimum." Nicolas, ouvrier dans le bâtiment à franceinfo

"Le moindre petit resto ouvrier, maintenant, c'est 14,90 euros", constate Maxime, plombier de 35 ans, content de souffler après une matinée dans la poussière de béton. "On met toujours 5 ou 6 euros de notre poche, alors qu'avec le panier, je suis toujours en dessous."

Des euros grappillés par-ci, par-là, mais pas de nostalgie pour Stéphane, chef de chantier de 50 ans, bonnet gris vissé sur la tête. "Le resto, c'était bon, mais chiant. On mangeait en speed pour pouvoir reprendre le travail et finir vite. Là, sur 20 ouvriers, on est 18 à prendre le 'panier'. On avale notre sandwich ou notre gamelle avec les autres, c'est plié en moins d'une heure, et on part plus tôt le soir." Ce jour-là, il s'offre des pâtes à la carbonara et deux paquets de cake aux fruits, pour 6,88 euros.

"Avant, je prenais le dessert qui allait avec"

Devant les vitrines réfrigérées du supermarché, la pause déjeuner vire au casse-tête mathématique pour Ely, lycéenne de 16 ans, venue avec son amie Anouche. "Ma mère m'a juste trouvé 3,10 euros dans la voiture aujourd'hui", expose-t-elle, avant de déchiffrer les étiquettes.

"Là, pour 2,67 euros, j'ai trois sandwiches dans la boîte. Mais si je prends ça, je n'aurai pas de chips..."

– Je te prends les chips si tu veux."

Les deux adolescentes, filles de mamans solos aux salaires "pas terribles", voient bien qu'"on se fait moins plaisir" à la maison. Derrière, une autre bande de lycéennes attend son tour. "J'ai le même argent de poche que d'habitude, mais les prix augmentent", glisse l'une d'elles. Et sa copine d'embrayer sur les mères qui regardent les catalogues de promotions "toute la semaine".

L'inflation conduit à toutes sortes de renoncements. Sofia, enseignante à l'université d'Angers, résiste à une salade à 7 euros qui lui "fait de l'œil" et se rabat sur une déclinaison d'entrée de gamme à 3,52 euros. Michel, kiné dans le quartier, en vient à réduire ses portions. Depuis le début de l'année, ce quinquagénaire achète un paquet de sandwiches, au lieu de deux. Entre ses mains, le moins cher du magasin : 1,30 euro les deux triangles rosette de Lyon et cornichons. Avec des biscuits et une canette, il s'en sort pour moins de 4 euros.

Chloé, elle, se contente d'une quiche. "Avant, je prenais le dessert qui allait avec, pour finir sur une note sucrée", raconte cette secrétaire médicale de 26 ans. Le reste de la famille se serre aussi la ceinture. "Mon conjoint ramène sa gamelle de la maison et mon fils doit choisir entre fromage et yaourt à la cantine de l'école. Il n'a plus droit aux deux. Mais bon, l'essentiel est d'avoir un repas varié. A la maison, la viande et les légumes, ça devient compliqué."

"Une misère sociale qui s'installe"

La hausse des prix pourrait se poursuivre jusqu'à l'été, au terme d'un "printemps rouge" sur le front de l'inflation alimentaire, avertit le cabinet NielsenIQ. Pour en atténuer l'impact, le gouvernement et les grandes enseignes promettent une opération "trimestre anti-inflation". Sur les hauteurs d'Angers, le patron du U Express, Christophe Marandon, planche sur une liste de 50 produits presque à prix

coûtant. Dans les haut-parleurs du supermarché, des spots vantent déjà les campagnes en cours : "*Urgence pouvoir d'achat*" et "*la quinzaine des prix Ultra bas*".

Dans son magasin, où il passe "*95 heures par semaine*" depuis l'ouverture en 2021, le responsable voit "*une misère sociale s'installer*". Il raconte les vols qui s'intensifient, parfois pour du jambon, et "*cette petite mamie de 80 ans qui commence à piquer*". Il cite "*ces étudiants qui déjeunent de chips à moins d'un euro et d'une eau à 49 centimes*". Il observe les ventes de bio "*se casser la gueule*" et a réduit la superficie de son rayon viande. A l'inverse, les "*prix mini*" et les produits de la marque distributeur "*explorent*".

Aux premières loges de l'inflation, Christophe Marandon s'adapte, à l'écoute de ses clients. S'il a refusé de lancer une baguette premier prix à quelques dizaines de centimes, il a accepté de préparer des sandwiches baguette "*maison*" qu'on lui demandait "*tous les jours*". Il a aussi consenti à brader à -30% les baguettes de la veille, données auparavant aux Restos du cœur. "J'ai fini par le faire, parce que plein de gens me l'ont réclamé. Peut-être 50 ou 100 fois", raconte-t-il.

"*Les gens cherchent de plus en plus les produits bientôt périmés à -30%.*" Christophe Marandon, responsable du U Express Angers Les Capucins à franceinfo

Arrivé en milieu de matinée, avant l'heure de pointe de la mi-journée, Michaël est de ceux-là. Il met la main sur l'avant-dernière baguette à 80 centimes, contre 1,15 euro plein pot. "*Je regarde toujours s'il y a des réductions orange*", collées sur les articles approchant la date limite de consommation, glisse cet ambulancier de 30 ans. Il a aussi déniché un triple sandwich "*XXL thon œuf crudités*", bradé à 1,94 euro. Sur le chemin de la caisse, comme les autres clients, il ignore les chocolats de Pâques. L'heure n'est pas à la chasse aux œufs, mais aux prix bas.

Algérie. La tentation du totalitarisme et un syndicalisme collaborationniste au pas.

J-C - En France et ailleurs, les syndicats collaborationnistes ont accepté que les autorités restreignent leur liberté d'expression, s'insèrent dans leur fonctionnement, encadrent le droit de grève, etc. au point de dénaturer le syndicalisme et en faire un rouage des institutions, du régime. Après on s'étonne de la suite, un peu de sérieux.

Algérie : les syndicats s'inquiètent pour leur existence et pour le droit de grève - lepoint.fr 22 mars 2023

Selon l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) « *Les deux projets de loi ne consacrent pas la promotion des droits syndicaux et des libertés en Algérie* »

Pour la Confédération des syndicats autonomes (CSA) « *il est vrai que ce nouveau projet [de loi] a reconnu certains droits en faveur de l'exercice syndical, mais les concepteurs du projet ont fixé par ailleurs, des conditions incapacitantes et rédhitoires imposées au droit de grève qui est garanti par la loi* ».

Dans le détail, les syndicats reprochent, notamment, l'augmentation du taux de représentativité syndical de 20 à 30 % selon les nouvelles dispositions, qui serait « *contraignante, voire impossible à réaliser* », pour reprendre les termes de l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef).

Face aux critiques des syndicats sur le droit de grève, le chef de l'État a déclaré à des médias : « *Il est inconcevable de se réveiller le matin avec un texto disant que les travailleurs sont en grève. Le droit à la grève est régi par la loi et doit être considéré comme l'ultime et dernière solution. Il y a des procédures à suivre et c'est ce que nous voulons mettre en place aujourd'hui.* »

« *Les nouvelles dispositions permettent surtout une intrusion de plus en plus lourde de l'administration dans l'action syndicale, en contradiction totale avec l'esprit de la liberté syndicale* », souligne un syndicaliste du secteur de la santé publique qui énumère au moins six articles qui encadrent le fonctionnement interne des syndicats, citant la limitation du nombre de mandats syndicaux à deux par personne et l'interdiction de mener une carrière politique parallèlement à une activité syndicale.

Le même syndicaliste s'inquiète aussi des « *restrictions en matière du droit à la grève avec l'extension des secteurs "sensibles"* ». Ainsi, « *les grèves dans les hôpitaux ne seraient plus autorisées* », poursuit-il. La loi sur la prévention des conflits en milieu du travail et à l'exercice du droit de grève prévoit « *d'empêcher les grèves dans les secteurs stratégiques de sensibilité souveraine et dans les intérêts fondamentaux d'importance vitale pour la nation* ». Des secteurs où « *la cessation d'activité peut mettre en danger la vie, la sécurité ou la santé du citoyen, ou la possibilité que la grève puisse conduire à une crise grave* ». lepoint.fr 22 mars 2023

https://www.lepoint.fr/afrique/algerie-les-syndicats-s-inquietent-pour-leur-existence-et-pour-le-droit-de- greve-22-03-2023-2513079_3826.php#11

Santé

France. Quand le plafond leur tombera-t-il sur la tête ?

J-C – Comment cela, ils ne sont pas encore devenus immortels ?

Ils commandent aux virus, à la nature, au climat, au soleil, à l'univers, alors pourquoi pas à la biologie, aux lois qui régissent le vivant, le monde organique, hein pourquoi pas ? Et si l'espérance de vie recule, c'est que les conditions d'existence de la population se sont gravement dégradées au cours des dernières années, et cela devrait empirer si elle devait travailler encore plus longtemps.

L'espérance de vie en France n'a quasiment pas progressé depuis trois ans, selon une étude - francetvinfo.fr 22 mars 2023

C'est ce que révèle une étude de l'Institut d'études démographiques (Ined) publiée mercredi 22 mars.

Cela faisait déjà quelques années que la courbe de l'espérance de vie progressait, mais en se tassant. L'auteur de ce rapport de l'Institut d'études démographiques n'indique pas si un plafond a été atteint. francetvinfo.fr 22 mars 2023

Confirmation.

Les vaccins ne stoppent pas les contaminations dans les prisons californiennes

À Retenir

- Les vaccins anti-COVID ne montrent pas d'effets positifs sur les contaminations.
- Les chiffres fournis par l'étude montrent une augmentation des cas chez les vaccinés.
- Même dans un environnement clos comme une prison, les contaminations ne sont pas plus fréquentes que dans la vie extérieure.

Pour lire l'article :

https://www.conseil-scientifique-independant.org/les-vaccins-ne-stopent-pas-les-contaminations-dans-les-prisons-californiennes/?utm_source=sendinblue&utm_campaign=Nouvel_diteur_Newsletter_CSI_Mars_2023&utm_medium=email

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 25 mars 2023.

Le péril jaune menace...

Frelons asiatiques en Europe : Un seul insecte venu de Chine aurait provoqué l'invasion - 20minutes.fr 24 mars 2023

Ils vous auront menti sur tout.

La moitié des miels importés dans l'Union européenne seraient en fait « frelatés » - 20minutes.fr 24 mars 2023

L'Union européenne importe environ 40 % de sa consommation de miel. Sauf que la moitié de ces miels importés sont suspectés d'être frelatés, notamment via l'ajout de sirops de sucre, selon une enquête des autorités européennes publiée jeudi qui épingle des miels originaires de Chine et Turquie.

Sur 123 exportateurs de miel vers l'Europe, 70 sont soupçonnés d'avoir frelaté leurs produits, et sur 95 importateurs européens contrôlés, les deux-tiers sont concernés par au moins un lot suspect. 20minutes.fr 24 mars 2023

Quand ils ne savent plus ce qu'ils disent...

A en croire un "expert" recruté pour l'occasion par le média du Sénat Publicsenat.fr, il y aurait en Europe trois types de démocraties : « *les démocraties illibérales où les oligarques contrôlent de fait les médias, les démocraties libérales classiques et puis les démocraties libérales instables* », or il se trouve que c'est dans "*les démocraties libérales classiques*", dont la France "*où les oligarques contrôlent de fait les médias*", l'essentiel du pouvoir économique et politique dans ce qu'on devrait appeler une ploutocratie, un régime antidémocratique à tendance fascisante ou totalitaire.

En réalité, ces catégories relèvent de la propagande idéologique, elles sont destinées à servir les intérêts politiques de l'oligarchie mondialiste. Elles ont été publiées par *The Economist* de Rothschild qui définit qui ou quels chefs de gouvernement sont leurs fidèles serviteurs ou loyaux exécutants, ou sinon leurs vassaux, et qui sont leurs ennemis. Les médias ou les institutions y recourent sans s'apercevoir qu'ils se ridiculisent puisque l'accusation qui est portée contre les démocraties illibérales, vaut également pour ce qu'ils appellent les démocraties libérales classiques dont fait partie la France dans leur classement, chacun sachant que 90% des principaux médias sont détenus par une dizaine d'oligarques.

Liberté des médias : des spécialistes sceptiques sur une proposition de règlement européen

<https://www.publicsenat.fr/article/parlementaire/liberte-des-medias-des-specialistes-sceptiques-sur-une-proposition-de>

J-C - Pour l'oligarchie mondialiste ou la Commission européenne, il est inconcevable que dans l'avenir des médias dominants dans un pays de l'UE échappent à leur contrôle total ou tiennent un discours qui contredise le leur.

Par ailleurs, ils se font fort de censurer ou de marginaliser les médias dits alternatifs dont finalement l'audience est du reste insignifiante, sans compter que d'un côté ou un autre, comme ils sont pratiquement tous corrompus ou bourrés de grossières contradictions, ils ne constituent pas vraiment une menace pour eux, car ils n'inspirent pas confiance ou leur orientation politique mène dans une impasse, relève du fantasme ou de la mégalomanie.

Ils vous ont menti sur tout, suite.

Irak : 20 ans après l'invasion étasunienne censée apporter la démocratie, quel bilan ? - RT France 21 mars 2023

Il y a 20 ans, les Etats-Unis envahissaient l'Irak pour, disaient-ils, débarrasser le pays de Saddam Hussein, l'empêcher de développer des armes de destruction massive et lui apporter la démocratie. Retour sur un tissu de mensonges.

Le 20 mars 2003, les Etats-Unis envahissaient l'Irak, entraînant le pays dans une guerre sanglante qui a provoqué la mort de centaines de milliers de personnes. Le chaos engendré par cette invasion a ouvert la voie à une guerre civile inter-religieuse et à l'implantation de groupes terroristes comme Daesh qui menacent toujours la sécurité nationale, régionale et internationale.

La mémorable intervention du secrétaire d'Etat américain de l'époque, Colin Powell, devant le Conseil de sécurité de l'ONU le 5 février 2003, est l'illustration de ce mensonge...

L'image de l'homme brandissant une petite fiole censée contenir une arme biologique extrêmement destructrice en pleine séance à l'ONU restera gravée dans les mémoires. Aucune de ces prétendues armes n'a jamais été retrouvée.

Cette invasion (150 000 soldats américains et 40 000 militaires britanniques) a marqué le début de l'un des épisodes les plus sanglants du XXI^e siècle. En trois semaines, Saddam Hussein est tombé et les forces d'invasion ont pris le contrôle de la capitale, Bagdad, le 9 avril.

Le chaos, avec son lot de désordre et de pillages, a été rapidement aggravé par la décision américaine de dissoudre l'Etat irakien, le parti au pouvoir et l'appareil militaire.

De 2003 à 2011, année du retrait de l'armée américaine, plus de 100 000 civils irakiens ont été tués, selon l'organisation Iraq Body Count. Un bilan revu largement à la hausse par la revue scientifique américaine Plos Medecine. En partenariat avec des universitaires américains et le soutien d'experts du ministère irakien de la Santé, elle évaluait en 2011 à près de 500 000 le nombre de personnes qui ont perdu la vie sur le sol irakien et précisait que «60% des victimes [avaient] péri durant les combats [et] 40% [étaient] mortes des conséquences indirectes du conflit».

Alors sénateur, l'actuel président américain démocrate Joseph Biden avait soutenu sans aucune réserve le choix de partir en guerre, parlant de «*juste cause*».

Dans son blog du Monde, l'historien arabisant Jean-Pierre Filiu affirmait en novembre 2020 à quel point Joe Biden serait «*allé encore plus loin que la plupart des "faucons", proposant en 2006-2007 que l'Irak soit divisé en trois entités autonomes, sunnite, chiite et kurde, ce qui n'aurait fait qu'aggraver la guerre civile alors en cours, elle-même directement causée par l'occupation américaine*».

Comme il le rappelle, Biden, «*sénateur du Delaware depuis 1973, préside à l'époque la puissante commission des Affaires étrangères quand, à l'été 2002, il relaie la propagande de l'administration Bush sur les "armes de destruction massive" que détiendrait l'Irak*». Un soutien «*essentiel pour la Maison Blanche, confrontée à un Sénat majoritairement démocrate*». «*En octobre 2002, Biden est l'un des 29 sénateurs démocrates à voter, contre l'avis de 23 autres et aux côtés de 48 élus républicains, le chèque en blanc qui permet à George W. Bush de mener la guerre à sa guise en Irak*», note cet historien.

La guerre en Irak a marqué les esprits par sa violence. Les images des bombardements et des attentats ont défilé sur les écrans des années durant. La diffusion par le gouvernement irakien des images de la pendaison de Saddam Hussein le jour de l'Aïd el adha (fête du sacrifice) fin 2006 ont choqué le monde entier et plus particulièrement le monde arabo-musulman, malgré l'aversion qui pouvait être ressentie à son égard.

La cruauté révélée de membres des troupes américaines a été l'une des pires illustrations de cette guerre, écornant l'image des Etats-Unis. Des photos de prisonniers irakiens torturés et humiliés par des militaires américains dans la prison d'Abou Ghraib avaient provoqué une indignation mondiale.

En 2010, WikiLeaks publiait un torrent de révélations sur les guerres étasuniennes d'Irak et d'Afghanistan, mettant Washington dans l'embarras face à la réalité de documents dont beaucoup démontraient que des crimes de guerre avaient été commis par ses troupes.

En Irak, aucune célébration des 20 ans du début de la guerre qui était censée «*apporter la démocratie*» n'a eu lieu le 20 mars.

Aujourd'hui, un tiers de la population vit dans la pauvreté et les services publics sont aux abonnés absents. Les délestages quotidiens peuvent durer jusqu'à 12 heures et seuls les plus fortunés peuvent se payer le luxe de groupes électrogènes.

L'instabilité politique, la pauvreté et la corruption sont aujourd'hui des phénomènes endémiques dans un des pays au sous-sol le plus riche de la planète.

Combat pour le retrait de la contre-réforme des retraites

J-C – Je reproduis ci-dessous le meilleur article que j'ai trouvé en accès libre sur le Net.

J'entends dire que le ras le bol des travailleurs et des jeunes se généralisent, qu'ils se radicalisent... Comment peut-on aspirer à vivre dans une société aussi pourrie ? Je crois que c'est la question qu'il faut que chacun se pose. Rien ni personne ne peut justifier le mode de vie qui nous est imposé, on n'est pas venu au monde pour vivre ainsi, nos parents ne nous ont pas conçus pour qu'on vive un tel

cauchemar. C'est profondément injuste, il faut que cela cesse le plus tôt possible. Un changement de régime économique et politique s'impose de toute urgence. Il faut se débarrasser des institutions de la Ve République pour en finir avec le capitalisme.

Editorial de La tribune des travailleurs. (POID)

Rassembler en un fleuve unique : la grève générale - abo.latribunedesttravailleurs.fr

Des huit jours qui viennent de s'écouler, une conclusion s'impose : ce n'est pas seulement l'existence du gouvernement qui est en cause, ni seulement l'avenir politique de Borne ou de Macron. C'est le régime politique tout entier, c'est la Ve République qui sont frappés à mort.

Il y a eu, le 16 mars, le recours au 49-3. À vrai dire, personne ne pouvait douter que le gouvernement, s'il n'était pas assuré d'une majorité, aurait recours à cet artifice pour décréter sa réforme « *adoptée* » sans vote.

Puis le 20 mars, cette motion de censure rejetée à neuf voix près. Là encore, ce n'est pas une surprise. D'ailleurs... quand bien même la censure aurait-elle été votée, cela n'aurait pas empêché Macron de nommer un nouveau gouvernement, avec ou sans Borne à sa tête, ou de dissoudre l'Assemblée... pour poursuivre sa politique.

Née d'un coup d'État, la Ve République dispose ainsi de mille et un ressorts permettant d'imposer, contre la volonté du peuple, les exigences d'une poignée d'exploiteurs et de spéculateurs.

Il faut le répéter : aucun gouvernement décidé à répondre aux besoins des travailleurs et des jeunes ne pourra prendre les mesures nécessaires pour les salaires, les retraites, les services publics sans remettre en cause les institutions de la Ve République, taillées exclusivement et sur mesure pour la classe capitaliste.

La jeune génération qui s'engage aujourd'hui dans l'action politique en prend la mesure. Dans toutes les manifestations, les mots d'ordre ciblent le 49-3 et, par ce biais, les institutions elles-mêmes.

Les réponses apportées par les partis « *de gauche* » sont loin d'être à la hauteur de cette exigence. « *Le gouvernement est mort* », décrète l'un ; « *dissolution* » réclament d'autres ; d'autres encore proposent de lancer le référendum d'initiative partagée ; d'autres encore de bâtir une coalition pour gagner les élections prochaines... en 2027. Toutes ces propositions restent dans le cadre des institutions.

On aurait pu imaginer, par exemple, que Jean-Luc Mélenchon qui, en principe, est partisan d'une VIe République, saisisse l'occasion pour dire : « *La Ve République est morte, place à la VIe République maintenant, tout de suite !* » Eh bien non... Lui et tous les autres restent dans le cadre de la Ve République qui, répétons-le, n'autorise que les gouvernements et les politiques au service des capitalistes.

Ce refus de rompre marque aussi la stratégie de l'intersyndicale.

Jeudi 16, après l'annonce par Borne du coup de force du 49-3, alors que des milliers et des milliers de travailleurs et de jeunes se rassemblent spontanément à Paris place de la Concorde et dans toutes les grandes villes de France, aucun appel n'est lancé par l'intersyndicale à la mobilisation immédiate contre le coup de force. Pourtant, l'intersyndicale avait su, dans la phase précédente,

jusqu'au 7 mars en particulier, rassembler massivement les travailleurs et les jeunes sur l'exigence du retrait.

Le soir du coup de force, elle se contente d'appeler à manifester... huit jours plus tard ! Du fait que la contre-réforme a été « adoptée », faudrait-il la laisser passer ?

Les consignes venues des sommets encouragent à la reconduction de la grève dans certains cas, au soutien à la reconduction dans d'autres, cela dans la plus grande dispersion. En ce moment, ne faudrait-il pas, au contraire, chercher à rassembler toutes les forces de la classe ouvrière et de la jeunesse en un fleuve unique déferlant contre le gouvernement : la grève générale ?

De plus en plus nombreux sont les travailleurs, les sections syndicales, les syndicats, les assemblées générales qui formulent cette nécessité de la grève générale. On objectera que les confédérations ne sont pas prêtes à lancer un tel appel ? Elles ont convoqué des grèves et des manifestations à huit reprises, qu'est-ce qui les empêche d'appeler non pas branche par branche, secteur par secteur, mais toute la classe ouvrière dans l'unité ? On objectera que Laurent Berger, de la CFDT, ne veut pas entendre parler de grève générale ? On ne doit pas confondre unité d'action intersyndicale et syndicat unique. Il est probable que si les confédérations issues de la vieille CGT – CGT et CGT-FO – proposaient d'organiser la grève générale pour bloquer la réforme, un tel appel, discuté et relayé dans les entreprises, serait largement approuvé par nombre de travailleurs, quel que soit leur syndicat, y compris les syndiqués CFDT. La semaine prochaine, FO réunit son comité confédéral national, la CGT son congrès confédéral. Ne serait-ce pas l'occasion de discuter d'une telle initiative ?

Dans les rangs ouvriers, le débat sur « *est-il possible, serait-il nécessaire d'avancer sans délai vers une grève générale qui balaye cette honteuse réforme des retraites ?* » est légitime. Il doit se mener sans les anathèmes, les insultes ou la haine auxquels quelques individus, isolés, ont recours pour tenter d'empêcher la discussion ouvrière démocratique.

Aider les travailleurs à se rassembler dans la grève générale avant qu'il ne soit trop tard, sans craindre d'avancer la perspective du gouvernement ouvrier : voilà ce pour quoi combattent les adhérents du Parti ouvrier indépendant démocratique, aussi bien dans les grèves, dans la propagande politique, que dans le rassemblement rendant hommage à la Commune de Paris le 26 mars prochain.

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=6702

10 petits tours et puis s'en vont...

Manifestations contre la réforme des retraites : nouvelle mobilisation le mardi 28 mars - Le HuffPost 24 mars 2023

Ce jeudi 23 mars a marqué une nouvelle journée de mobilisation contre la réforme des retraites, avec quelque 800 000 personnes qui manifestaient à Paris, selon la CGT et 3,5 millions en France, d'après la même source. Soit un chiffre équivalent à la mobilisation record du 7 mars. 1,089 million de personnes ont défilé dans plus de 300 villes de France, a annoncé le ministère de l'Intérieur.

En régions, dans plusieurs grandes villes, des chiffres records ont aussi été annoncés par les syndicats, battant à chaque fois le score de la mobilisation du 7 mars quand ils avaient annoncé

vouloir mettre « la France à l'arrêt » : 280 000 manifestants à Marseille (record de 240 000 le 7 mars), 150 000 à Toulouse (record de 130 000 le 7 mars), 110 000 à Bordeaux (record de 100 000 le 7 mars), 80 000 à Nantes (record de 75 000 le 7 mars), 55 000 à Lyon (record de 50 000 le 7 mars) ou encore 40 000 à Nice (record de 30 000 le 7 mars).

Les autorités ont contrebalancé avec leurs chiffres, créant des écarts particulièrement importants et rendant compte d'une mobilisation le plus souvent en baisse par rapport à la journée du 7 mars : 25 000 manifestants à Nantes (30 000 le 7 mars), 22 000 à Lyon (25 000 le 7 mars), 16 000 à Marseille (30 000 le 7 mars) ou 5 200 à Nice (6 000 le 7 mars).

Il s'agit de « *la plus grande mobilisation sociale depuis mai 1968 dans toutes les régions* », s'est réjoui Jean-Luc Mélenchon sur Twitter.

Au total, 240 points de rassemblements avaient été annoncés par les syndicats, sans compter les manifestations spontanées, qui émergent depuis l'utilisation du 49-3 par Élisabeth Borne le 16 mars.

L'intersyndicale a annoncé ce jeudi soir, par la voix de Marylise Léon, secrétaire générale adjointe de la CFDT, une nouvelle date de mobilisation massive le mardi 28 mars.

« *Alors que l'exécutif cherche à tourner la page, ce mouvement social et syndical pérenne et responsable confirme la détermination du monde du travail et de la jeunesse à obtenir le retrait de la réforme* », ont-ils affirmé dans un communiqué.

Les manifestations, grèves et débrayages « *sont une réponse aux contre-vérités exprimées par le président de la République et son entêtement incompréhensible* », ont encore souligné les syndicats.

Alors que les incidents se multiplient depuis une semaine à Paris et dans plusieurs grandes villes, « *la responsabilité de la situation explosive n'incombe donc pas aux organisations syndicales mais bien au gouvernement* », ont-ils enfin ajouté. Le HuffPost 24 mars 2023

Mélenchon en famille... mais pas avec n'importe qui...

Retraites: Mélenchon assure que le roi Charles III est "le bienvenu" en France malgré le mouvement social - BFMTV 24 mars 2023

Interrogé sur les affrontements entre forces de l'ordre et manifestants, Jean-Luc Mélenchon a rappelé: "*Je ne suis pas d'accord avec ces formes d'action, elles invisibilisent*" le mouvement social pacifique. BFMTV 24 mars 2023

J-C – Non, Mélenchon n'est pas populiste, à fond démagogue ou opportuniste, pauvre type, parole d'un citoyen indien, pour qui le monarque britannique ne serait pas le bienvenu en Inde.

En famille tout est possible. Macron ne pourrait plus faire passer des lois liberticides ou antisociales à partir du 16 mars, qui a sorti cette connerie ?

J-C – Tous ceux qui ont colporté cette connerie depuis une semaine ne méritent pas votre confiance, ce sont des manipulateurs, méfiez-vous.

Projet de loi olympique: l'Assemblée adopte un article controversé sur la vidéosurveillance algorithmique - BFMTV 23 mars 2023

L'Assemblée nationale a approuvé jeudi le recours à de la vidéosurveillance dite "*intelligente*", basée sur des algorithmes, que l'exécutif veut expérimenter avant et pendant les Jeux Olympiques 2024, malgré les craintes de dérives sécuritaires de la gauche.

L'article 7 du projet de loi olympique a été adopté avec 59 voix pour (majorité présidentielle, LR et RN) face à 14 contre (Nupes). Il prévoit à titre expérimental que la sécurisation "*de manifestations sportives, récréatives ou culturelles*" d'ampleur puisse recourir à des algorithmes.

Les associations de défense des libertés sont contre, comme le Conseil national des barreaux.
BFMTV 23 mars 2023

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Le Sénat roumain débat de l'annexion de ses territoires occupés par la Moldavie et l'Ukraine - Réseau Voltaire 23 mars 2023

Le Sénat roumain débat d'une proposition de Diana Iovanovici Șoșoacă visant à annexer les anciens territoires roumains occupés par l'actuelle Moldavie et par l'Ukraine en vertu du pacte Molotov-Ribbentrop (1939).

Selon l'article 3 de la proposition de loi : « *La Roumanie annexe les territoires historiques qui lui appartenaient, respectivement, le nord de la Bucovine, la région de Hertsa, Budzhak (Cahul, Bolgrad, Izmail), les Maramures historiques et l'île aux serpents* ». Ces territoires sont habités par 1 million de personnes.

Proposition de loi modifiant la loi n° 129/1997 relative à la ratification du Traité concernant les relations de bon voisinage et de coopération entre la Roumanie et l'Ukraine (document original en roumain). Réseau Voltaire 23 mars 2023

85% de la population mondiale ne participe pas aux sanctions contre la Russie – Bloomberg

Bloomberg est l'un des porte-parole du capital financier américain et occidental. En tant que tel, il définit la direction et diffuse le récit, qui est ensuite fidèlement propagé par les soi-disant médias grand public aux États-Unis et les médias des vassaux américains, l'UE et l'OTAN. Mais il y a aussi des appels ponctuels au réalisme, en dehors de ce que l'on voudrait se faire croire.

Sous le titre « *L'Occident ne peut pas se permettre l'orgueil de la guerre russe en Ukraine* », il y a quelques réflexions sur ce à quoi ressemble le monde en dehors de sa propre bulle de propagande. Mais bien sûr, tout simplement pour gagner la guerre et promouvoir leur propre ordre mondial fasciste.

<https://reseauinternational.net/85-de-la-population-mondiale-ne-participe-pas-aux-sanctions-contre-la-russie-bloomberg/>

À Moscou, Xi et Poutine enterrent la Pax Americana - reseauinternational.net 23 mars 2023

À Moscou cette semaine, les dirigeants chinois et russe ont révélé leur engagement commun à redéfinir l'ordre mondial, une entreprise qui n'a « *pas été vue depuis 100 ans* ».

Ce qui vient de se passer à Moscou n'est rien de moins qu'un nouveau Yalta, qui, soit dit en passant, se trouve en Crimée. Mais contrairement à la rencontre capitale entre le président des États-Unis Franklin Roosevelt, le dirigeant soviétique Joseph Staline et le Premier ministre britannique Winston Churchill en Crimée, territoire de l'URSS, en 1945, c'est la première fois depuis sans doute cinq siècles qu'aucun dirigeant politique de l'Occident ne fixe l'ordre du jour mondial.

Ce sont les présidents chinois Xi Jinping et russe Vladimir Poutine qui dirigent désormais le spectacle multilatéral et multipolaire. Les exceptionnistes occidentaux peuvent déployer leur routine de pleurnichards autant qu'ils le veulent : rien ne changera les aspects spectaculaires et la substance sous-jacente de cet ordre mondial en développement, en particulier pour le Sud mondial.

Les objectifs de Xi et de Poutine ont été expliqués en détail avant leur sommet, dans deux articles d'opinion rédigés par les présidents eux-mêmes. Tel un ballet russe hautement synchronisé, la vision de Poutine a été exposée dans le Quotidien du Peuple en Chine, en mettant l'accent sur un « *partenariat tourné vers l'avenir* », tandis que celle de Xi a été publiée dans la Gazette russe et sur le site web de RIA Novosti, en mettant l'accent sur un nouveau chapitre de la coopération et du développement commun.

Dès le début du sommet, les discours de Xi et de Poutine ont plongé la foule de l'OTAN dans une frénésie hystérique de colère et d'envie : la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a parfaitement saisi l'ambiance lorsqu'elle a fait remarquer que l'Occident avait « *l'écume à la bouche* ».

La première page de la Gazette russe de lundi était emblématique : Poutine visitant la ville de Marioupol, libérée des nazis, et discutant avec les habitants, côte à côte avec l'éditorial de Xi. C'était, en résumé, la réponse laconique de Moscou à la cascade du MQ-9 Reaper de Washington et aux manigances du tribunal kangourou de la Cour pénale internationale (CPI). « *Écume à la bouche* » autant que vous voulez, l'OTAN est en train d'être complètement humiliée en Ukraine.

Lors de leur première rencontre « *informelle* », Xi et Poutine se sont entretenus pendant pas moins de quatre heures et demie. À la fin, Poutine a personnellement escorté Xi jusqu'à sa limousine. Cette conversation était la véritable affaire : tracer les lignes directrices de la multipolarité, qui commence par une solution pour l'Ukraine.

Comme on pouvait s'y attendre, il y a eu très peu de fuites de la part des sherpas, mais il y en a eu une assez importante concernant leur « *échange approfondi* » sur l'Ukraine. Poutine a poliment souligné qu'il respectait la position de la Chine, exprimée dans le plan de résolution du conflit en 12 points de Pékin, qui a été complètement rejeté par Washington. Mais la position russe reste inébranlable : démilitarisation, neutralité de l'Ukraine et prise en compte des nouveaux faits sur le terrain.

Parallèlement, le ministère russe des Affaires étrangères a totalement exclu que les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne puissent jouer un rôle dans les futures négociations sur l'Ukraine : ils ne sont pas considérés comme des médiateurs neutres.

Un patchwork multipolaire

La journée suivante a été consacrée aux affaires : de l'énergie à la coopération « *militaro-technique* » en passant par l'amélioration de l'efficacité des corridors commerciaux et économiques traversant l'Eurasie.

La Russie est déjà le premier fournisseur de gaz naturel de la Chine, devant le Turkménistan et le Qatar. La majeure partie de ce gaz est acheminée par le gazoduc Force de Sibérie, d'une longueur de 3000 km, qui relie la Sibérie à la province chinoise du Heilongjiang, dans le nord-est du pays, et qui sera mis en service en décembre 2019. Les négociations sur le gazoduc Force de Sibérie II, qui passera par la Mongolie, progressent rapidement.

La coopération sino-russe dans le domaine de la haute technologie va exploser : 79 projets pour plus de 165 milliards de dollars. Tout y passe, du gaz naturel liquéfié (GNL) à la construction aéronautique, en passant par la construction de machines-outils, la recherche spatiale, l'agro-industrie et les corridors économiques améliorés.

Le président chinois a explicitement déclaré qu'il souhaitait lier les projets de la nouvelle route de la soie à l'Union économique eurasiatique (UEE). Cette interpolation entre la BRI et l'UEE est une évolution naturelle. La Chine a déjà signé un accord de coopération économique avec l'UEE. Les idées du stratège macroéconomique russe Sergey Glazyev portent enfin leurs fruits.

Enfin, il y aura un nouvel élan vers des règlements mutuels en monnaies nationales – et entre l'Asie et l'Afrique, et l'Amérique latine. À toutes fins utiles, Poutine a approuvé le rôle du yuan chinois en tant que nouvelle monnaie commerciale de choix, tandis que les discussions complexes sur une nouvelle monnaie de réserve adossée à l'or et/ou aux matières premières se poursuivent.

Cette offensive économique et commerciale conjointe s'inscrit dans le cadre de l'offensive diplomatique concertée entre la Russie et la Chine visant à remodeler de vastes pans de l'Asie occidentale et de l'Afrique.

La diplomatie chinoise fonctionne comme la matryoshka (poupées russes empilées) en termes de transmission de messages subtils. Le fait que le voyage de Xi à Moscou coïncide exactement avec le 20ème anniversaire de l'opération américaine « *Choc et Effroi* » et de l'invasion, de l'occupation et de la destruction illégales de l'Irak est loin d'être une coïncidence.

Parallèlement, plus de 40 délégations africaines sont arrivées à Moscou un jour avant Xi pour participer à une conférence parlementaire intitulée « *Russie-Afrique dans le monde multipolaire* », en prélude au deuxième sommet Russie-Afrique qui se tiendra en juillet prochain.

La zone entourant la Douma ressemblait à l'ancienne époque du Mouvement des non-alignés (MNA), lorsque la plupart des pays africains entretenaient des relations anti-impérialistes très étroites avec l'URSS.

Poutine a choisi ce moment précis pour annuler plus de 20 milliards de dollars de dettes africaines.

En Asie occidentale, la Russie et la Chine agissent de manière totalement synchronisée. Asie de l'Ouest. Le rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran a été lancé par la Russie à Bagdad et à Oman : ce sont ces négociations qui ont abouti à la signature de l'accord à Pékin. Moscou coordonne également les discussions sur le rapprochement Syrie-Turquie. La diplomatie russe avec l'Iran – désormais sous le statut de partenariat stratégique – est maintenue à l'écart.

Des sources diplomatiques confirment que les services de renseignement chinois, par le biais de leurs propres enquêtes, sont désormais pleinement convaincus de la grande popularité de Poutine dans toute la Russie, et même au sein des élites politiques du pays. Cela signifie que les conspirations de type changement de régime sont hors de question. Cet élément a joué un rôle fondamental dans la décision de Xi et du Zhongnanhai (le siège central du parti et de l'État chinois) de « *parier* » sur Poutine en tant que partenaire de confiance dans les années à venir, étant donné qu'il pourrait se présenter aux prochaines élections présidentielles et les remporter. La Chine s'inscrit toujours dans la continuité.

Le sommet Xi-Poutine a donc définitivement consacré la Chine et la Russie comme des partenaires stratégiques globaux à long terme, déterminés à développer une concurrence géopolitique et géoéconomique sérieuse avec les hégémons occidentaux en déclin.

Tel est le nouveau monde né à Moscou cette semaine. Poutine l'avait précédemment défini comme une nouvelle politique anticoloniale. Il s'agit désormais d'un patchwork multipolaire. La démolition des vestiges de la Pax Americana est irréversible.

« *Des changements qui n'ont pas eu lieu depuis 100 ans* »

Dans « *Avant l'hégémonie européenne : Le système mondial après 1250-1350* », Janet Abu-Lughod a soigneusement construit un récit montrant l'ordre multipolaire qui prévalait lorsque l'Occident était « *à la traîne de l'Orient* ». Plus tard, l'Occident n'a pris de l'avance que parce que l'Orient était temporairement en désarroi.

Il se peut que nous assistions à un changement historique similaire, marqué par un renouveau du confucianisme (respect de l'autorité, accent mis sur l'harmonie sociale), de l'équilibre inhérent au Tao et du pouvoir spirituel de l'orthodoxie orientale. Il s'agit bien d'un combat civilisationnel.

Moscou, qui accueille enfin les premiers jours ensoleillés du printemps, a fourni cette semaine une illustration plus grande que nature des « *semaines où il se passe des décennies* » par rapport aux « *décennies où il ne se passe rien* ».

Les deux présidents ont fait leurs adieux de manière poignante.

Xi : « *Aujourd'hui, il y a des changements qui n'ont pas eu lieu depuis 100 ans. Lorsque nous sommes ensemble, nous conduisons ces changements.* »

Poutine : « *Je suis d'accord.* »

Xi : « *Prends soin de toi, cher ami.* »

Poutine : « *Bon voyage.* »

À l'aube d'un nouveau jour, du pays du Soleil levant aux steppes eurasiennes.

Pepe Escobar

Source : The Cradle

<https://reseauinternational.net/a-moscou-xi-et-poutine-enterrent-la-pax-americana/>

En complément.

Révélation de détails importants concernant les accords entre la Russie et la Chine

<https://reseauinternational.net/revelation-de-detaills-importants-concernant-les-accords-entre-la-russie-et-la-chine/>

Totalitarisme en famille. Ils en sont réduits là !

Les Etats-Unis vont décerner « *un prix honorant l'esprit de résistance grâce à la musique* » à des dégénérées qui affirment elles-mêmes ne pas jouer de musique : « *Nous ne jouons pas vraiment du folk mais pas non plus réellement du punk. Nous ne faisons que crier et manifester aussi fort que possible* »... contre « *le totalitarisme* » en Russie qu'incarnerait Poutine.

Il ne se passe pas un jour où les autorités américaines ne se ridiculisent pas aux yeux du monde. Qu'ils continuent...

Les Russes de Pussy Riot distinguées aux Etats-Unis pour leur esprit de résistance - AFP 24 mars 2023

Le groupe contestataire punk et féministe russe, Pussy Riot, va être distingué en mai aux Etats-Unis par un prix honorant l'esprit de résistance grâce à la musique, notamment contre la guerre de la Russie en Ukraine, ont annoncé jeudi les organisateurs.

Le 6 mai, elles recevront la distinction "*Woody Guthrie*", du nom d'un chanteur et compositeur américain de folk (1912-1967) considéré comme un musicien de gauche, classé parfois socialiste, révolutionnaire voire anarchiste, et qui défendait les plus pauvres et les opprimés.

"*Dans l'esprit de Woody, je crois qu'il aurait aimé le message anti-fasciste des Pussy Riot*", a déclaré une des membres, Nadejda Tolokonnikova, dans un message transmis à l'AFP par leur agent.

"*Nous ne jouons pas vraiment du folk mais pas non plus réellement du punk. Nous ne faisons que crier et manifester aussi fort que possible et espérons montrer aux autres qu'ils peuvent faire pareil*", a poursuivi l'artiste contestataire.

Ce groupe punk féministe est devenu célèbre après une performance jugée scandaleuse à la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou en 2012. Des jeunes femmes avaient chanté une "*prière*" punk demandant à la vierge Marie de "*chasser*" Vladimir Poutine. Trois d'entre elles, dont Maria Aliokhina, avaient été condamnées pour des actes jugés blasphématoires à des peines de deux ans de détention dans un camp.

Nadejda Tolokonnikova et Maria Aliokhina avaient été libérées en décembre 2013.

Depuis, les Pussy Riot n'ont cessé de dénoncer "*le totalitarisme*" en Russie. AFP 24 mars 2023

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 26 mars 2023.

Vidéo. Remember. Irak sous la terreur américaine et britannique.

https://twitter.com/apocalypseos/status/1638096101583765508?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1638096101583765508%7Ctwgr%5E2f27e644618b9862b3b4ab165059f423310ea34e%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.mondialisation.ca%2Fde-lhorreur-a-sidentifier-au-camp-du-bien-selon-les-normes-occidentales%2F5676254

Lu.

- Possible que le capitalisme ne soit pas une fatalité.

Nouvel ordre mondial totalitaire. Où va se nicher le sadisme ? Pas touche à nos vaches !

Des masques « *intelligents* » pour les vaches? Gates investit 4,7 millions de dollars dans un logiciel de collecte de données pour le bétail (Faceware) - Mondialisation.ca, 23 mars 2023

La Fondation Bill et Melinda Gates a accordé ce mois-ci une subvention de 4,8 millions de dollars à ZELP, qui affirme que sa technologie de masque d'intelligence artificielle pour le bétail réduira les émissions de méthane et freinera le changement climatique.

La Fondation Bill et Melinda Gates a accordé ce mois-ci une subvention de 4,8 millions de dollars à une entreprise qui vend des masques « *intelligents* » pour les vaches.

ZELP, qui signifie Zero Emissions Livestock Project, affirme que sa technologie de masque d'intelligence artificielle (IA) pour le bétail réduira les émissions de méthane – considérées comme l'un des principaux gaz à effet de serre – et freinera le changement climatique.

Les vaches et autres ruminants émettent du méthane lors de la digestion de leurs aliments.

Le masque entoure la tête de la vache et capture le méthane exhalé par l'animal, l'oxyde et le libère ensuite dans l'air sous forme de dioxyde de carbone et de vapeur d'eau, selon le ZELP.

Il est également doté de capteurs qui collectent en permanence des millions de données sur les animaux, lesquelles sont traitées par des algorithmes d'apprentissage automatique.

« Notre IA est entraînée à détecter les chaleurs, à signaler les conditions de bien-être et à identifier les animaux les plus efficaces avec un haut niveau de précision », a déclaré ZELP.

Mais les critiques, dont Howard Vlieger, agriculteur de troisième génération, ont déclaré que l'entreprise financée par M. Gates était illogique et motivée par l'appât du gain.

M. Vlieger, qui conseille des agriculteurs et des éleveurs de bétail dans tous les États-Unis, a déclaré : « *C'est ce qu'on obtient lorsqu'on combine la cupidité et la stupidité.* »

Commentant la nouvelle, Will Harris, un agriculteur régénérateur de quatrième génération qui dirige la ferme familiale White Oak Pastures, a déclaré au Defender que tout ce qu'il pouvait dire était : « *Il s'agit certainement d'un canular.* »

Critical Sway, chercheur et enquêteur, a tweeté: « *Vous ne pouvez pas inventer tout ça. ... Nous vivons une époque ridicule, mes amis.* »

Les masques intelligents pour les vaches ne sont pas la première solution technologique lucrative que M. Gates tente d'appliquer à un problème naturel.

L'année dernière, le milliardaire s'est associé à Samsung pour tenter de fabriquer des toilettes qui transformeraient les excréments humains en cendres.

M. Gates a récemment affirmé que ses semences génétiquement modifiées étaient nécessaires pour résoudre le problème de la faim dans le monde, car le changement climatique modifie les conditions de culture.

Il promeut également l'agriculture numérique pilotée par l'IA, qui repose sur des monocultures à grande échelle et constitue « *fondamentalement une agriculture de surveillance* », selon la militante écologiste Vandana Shiva, docteur en philosophie.

Cette technologie oblige les agriculteurs à « *devenir dépendants des produits chimiques et des engrais chimiques* » qui nuisent à la planète et aux hommes tout en réduisant la biodiversité naturelle, a déclaré Mme Shiva.

Selon Mme Shiva, les solutions proposées par M. Gates ne tiennent pas compte des remèdes naturels évidents aux problèmes environnementaux, tels que les pratiques d'agriculture régénératrice de gestion des pâturages et d'enrichissement naturel des sols.

Les pratiques agricoles industrielles – et non les vaches – sont le problème

Le projet de ZELP a été l'un des quatre lauréats de l'année dernière du Terra Carta Design Lab, un concours de durabilité environnementale visant à réduire les émissions de méthane.

Le Prince Charles, qui a lancé le concours dans le cadre de son initiative en faveur des marchés durables, a qualifié le dessin du masque de « *fascinant* », a rapporté Business Insider en avril 2022.

Selon les auteurs du rapport, un écosystème intact équilibre efficacement la production et la décomposition du méthane par les ruminants.

En effet, les chercheurs – y compris W. Richard Teague, Ph.D., professeur émérite et écologiste des pâturages au Texas A&M AgriLife Research & Extension Center – a découvert qu'avec une gestion appropriée des cultures régénératrices et des pâturages, les animaux ruminants réduisent non seulement les émissions globales de gaz à effet de serre mais fournissent également des services écosystémiques essentiels qui augmentent le piégeage du carbone dans le sol et réduisent les dommages causés à l'environnement.

M. Teague et ses collègues ont déclaré dans un article publié en 2016 dans le Journal of Soil and Water Conservation que « *pour assurer la durabilité à long terme et la résilience écologique des agroécosystèmes, la production agricole devrait être guidée par des politiques et des protocoles de gestion régénérative qui incluent le pâturage des ruminants* ».

Permettre aux vaches de pâturer en plein air « *dans le cadre d'une gestion appropriée entraîne davantage de séquestration du carbone que d'émissions* », a déclaré M. Teague à Successful Farming.

Les systèmes de pâturage régénérateurs entraînent une augmentation des micro-organismes du sol, ce qui contribue à la séquestration du carbone et à l'oxydation du méthane, a ajouté M. Teague.

Selon M. Vlieger, le masque intelligent de ZELP générerait des radiations électromagnétiques susceptibles de nuire aux animaux.

« *Il y a de nombreuses années, lorsque le ministère américain de l'agriculture (USDA) parlait des marques d'oreille électroniques pour le bétail, j'ai écrit un article sur les dangers des fréquences électromagnétiques – et c'était bien avant que nous ne disposions d'une fraction des informations dont nous disposons aujourd'hui* », a-t-il déclaré.

« *Le risque de tumeurs et d'autres effets néfastes sur la santé est important* », a ajouté M. Vlieger.

La blogueuse Tessa Lena a également critiqué le masque intelligent pour les vaches parce qu'il constitue une étape dans la normalisation des lunettes « *intelligentes* » pour les animaux et les humains, ce qui est « *une victoire pour tous les fascistes* », a-t-elle déclaré dans un article publié le 14 mars sur Substack.

A dit Mme Lena :

Il s'agit d'une « *courbe d'adoption de produits* » très lucrative pour Big Tech – et extrêmement cohérente avec la manière dont ils procèdent pour adopter leurs « *courbes d'adoption de produits* » depuis le premier jour de l'existence de l'industrie.

Les logiciels intelligents pour le visage sont également « *utiles aux types totalitaires du gouvernement* » et constituent un « *trésor de données biométriques* « nouveau pétrole » pour le plus grand plaisir de tous les fascistes », a ajouté Mme Lena.

Sa solution ?

Les gens doivent se réveiller et refuser d'agir de la sorte, a-t-elle déclaré.

Pour lire l'article en entier :

<https://www.mondialisation.ca/des-masques-intelligents-pour-les-vaches-gates-investit-47-millions-de-dollars-dans-un-logiciel-de-collecte-de-donnees-pour-le-betail-faceware/5676316>

Le wokisme ne passera pas !

Exclusion des athlètes transgenres de la catégorie féminine par la Fédération internationale d'athlétisme - lemediaen442.fr 24 mars 2023

Le président de la Fédération internationale d'athlétisme (World Athletics), Sebastian Coe, a annoncé jeudi 23 mars que les athlètes transgenres seraient désormais exclus des compétitions féminines internationales. Cette décision vise à «protéger» la catégorie féminine et s'appliquera à partir du 31 mars. La biologie semble reprendre le dessus sur l'idéologie du wokisme.

Cette annonce a surpris alors que World Athletics avait indiqué fin janvier étudier une « option prioritaire » pour durcir le règlement actuel. Ce dernier encadrerait la participation des transgenres en leur demandant de réguler leur taux de testostérone.

Au cours des deux premiers mois de l'année, World Athletics a consulté plusieurs parties prenantes, y compris des fédérations membres, des entraîneurs et des associations de défense des droits des personnes transgenres et des droits de l'homme. Selon World Athletics, il y avait peu de soutien pour la première option proposée. Nombreux sont ceux qui ont estimé les femmes transgenres avaient un avantage sur les femmes biologiques.

« Pour beaucoup, les preuves que les femmes trans ne conservent pas un avantage sur les femmes biologiques sont insuffisantes » Sebastian Coe, président de World Athletics

De nombreux internautes ont salué cette décision qui permettra aux femmes biologiques de retrouver leur place sur le podium. Ces dernières années, elles se voyaient souvent devancées par des athlètes transgenres dans toutes les compétitions confondues.

A bas la Ve République ! Capitalisme : stop ou encore ? Chassons Macron !

Réforme des retraites : « crise de régime », crise politique, crise sociale... Que vit-on ? - Le HuffPost 24 mars 2023

"La rue ne bat pas en retraite", "La colère monte d'un cran" : les manifestations à la une de la presse ce vendredi - BFMTV 24 mars 2023

Les manifestations contre la réforme des retraites jeudi font la une de la presse nationale et régionale ce vendredi. Elles soulignent le regain de mobilisation et les heurts qui ont émaillé les cortèges. BFMTV 24 mars 2023

Olivier Dussopt annonce que le gouvernement n'exclut pas d'"utiliser de nouveau le 49.3" - BFMTV 25 mars 2023

"Nous utilisons cet article non pas parce que la majorité serait fracturée, mais pour montrer qu'il n'y a pas d'alternative possible", a déclaré Olivier Dussopt. BFMTV 25 mars 2023

Dans la manifestation à Paris contre la réforme des retraites, on ne veut pas s'arrêter - Le HuffPost 24 mars 2023

« *Jusqu'à ce que Macron craque.* » Voilà jusqu'où Ali est prêt à pousser la mobilisation contre la réforme des retraites. Comme cet agent de sécurité que Le HuffPost a interrogé place de la Bastille ce jeudi 23 mars, ils sont plusieurs dizaines de milliers à avoir défilé à Paris pour la neuvième journée d'action lancée par l'intersyndicale. Qu'on se réfère aux chiffres de la police ou des syndicats, c'était le plus gros cortège dans la capitale depuis le début de la mobilisation le 19 janvier.

Et ce n'est donc pas demain que cela va s'arrêter, l'intervention d'Emmanuel Macron ce mercredi sur TF1 et France 2 n'ayant pas du tout apaisé les esprits.

Aussitôt le défilé parisien arrivé place de la Bastille, l'intersyndicale a d'ailleurs déjà annoncé une dixième manifestation le mardi 28 mars. Elle pourra compter sur Estelle, employée de banque qui nous confiait, avant même l'annonce de cette date, que « *s'il faut descendre dans la rue, on va descendre dans la rue* ». C'est aussi l'avis de Nicolas, technicien dans une centrale nucléaire, qui dit avoir envie de « *continuer* ».

Continuer à manifester donc, mais aussi à faire grève. « *Les grèves vont tripler, quadrupler* », promet Julia étudiante « *qui était censée être en cours* », mais a rejoint le mouvement comme de nombreux jeunes « *car c'est quelque chose de beaucoup trop important qui se joue* ».

« *Il y a un moment, il va falloir qu'il nous entende* », clame Nicolas à l'adresse du président de la République ; un chef d'État à qui il reproche de passer plus de temps à « *préparer la venue de Charles III que de s'occuper de son pays* ». C'est plus que jamais lui qui est dans l'esprit des manifestants. « *Il faut qu'il recule et qu'il annule carrément ce qu'il a fait* », ajoute Ali. Voilà pour l'horizon des opposants. Le HuffPost 24 mars 2023

"L'accumulation du ras-le-bol": la jeunesse massifie les cortèges contre la réforme des retraites - BFMTV 24 mars 2023

Les lycéens et les étudiants sont descendus en nombre dans la rue pour dire non à la retraite à 64 ans. De quoi inquiéter le gouvernement, qui a peu de relais dans les rangs de la jeunesse. "*Ce n'est vraiment pas bon*", reconnaît un conseiller ministériel. BFMTV 24 mars 2023

En famille. Quand ils ne légitiment pas Macron et les institutions de la Ve République, c'est au tour de l'ONU !

"Il est temps de dénouer la situation" : Ruffin demande "deux minutes de chiraquisme" à Macron - BFMTV 24 mars 2023

LFI invite l'ONU à se rendre en France pour enquêter sur la répression des mouvements sociaux - Journal du Dimanche 24 mars 2023

Retraites : des menaces proférées par des policiers sur de jeunes manifestants - LePoint.fr 25 mars 2023

Le préfet de police Laurent Nuñez a annoncé vendredi avoir saisi l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) après les menaces et intimidations proférées par des policiers contre de jeunes manifestants à Paris le 20 mars révélées dans un enregistrement sonore obtenu par Le Monde et le site Loopsider. Il s'agit d'une enquête administrative.

L'un des interpellés enregistre alors discrètement les échanges avec les policiers. On y entend les fonctionnaires enchaîner les propos humiliants, menaçants et intimidants, notamment envers l'un des sept jeunes. « *La prochaine fois qu'on vient, tu monteras pas dans le car pour aller au commissariat, tu vas monter dans un autre truc qu'on appelle ambulance pour aller à l'hôpital* », peut-on notamment entendre dans l'enregistrement.

Deux bruits de gifles sont également audibles, avant que l'un des policiers lance : « *Tu commences à bégayer ! T'en re-veux peut-être une, que je te remette la mâchoire droite ?* » « *J'espère que demain t'es déféré, tu vas prendre quoi six mois ? Six mois c'est bien et une OQTF (obligation de quitter le territoire)* », dit un autre policier au jeune homme, de nationalité tchadienne.

Alors qu'un de leurs responsables les informe qu'ils doivent se déplacer dans un autre quartier de Paris, l'un des policiers conclut : « *tu as de la chance, on va se venger sur d'autres personnes.* » « *Évidemment que ces propos sont inacceptables (...), qui déontologiquement posent des problèmes très graves* », a déclaré le préfet de police dans l'émission C à vous sur France 5, ajoutant être « *comme tout le monde, très choqué* ». AFP/LePoint.fr
25 mars 2023

Retraites: le Conseil de l'Europe s'alarme d'un "usage excessif de la force" en France - BFMTV 24 mars 2023

La Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovic, s'est alarmée vendredi d'un "usage excessif de la force" envers les manifestants contre la réforme des retraites, appelant la France à respecter le droit de manifester.

"*Des incidents violents ont eu lieu, parmi lesquels certains ont visé les forces de l'ordre*", a déclaré la Commissaire dans un communiqué.

"*Mais les actes de violence sporadiques de certains manifestants ou d'autres actes répréhensibles commis par d'autres personnes au cours d'une manifestation ne sauraient justifier l'usage excessif de la force par les agents de l'Etat. Ces actes ne suffisent pas non plus à priver les manifestants pacifiques de la jouissance du droit à la liberté de réunion*", a-t-elle poursuivi. BFMTV 24 mars 2023

Argentine

Manifestations en Argentine pour dire "Plus jamais" à la dictature - AFP 25 mars 2023

Des dizaines de milliers de personnes se sont mobilisées vendredi sur l'emblématique Plaza de Mayo à Buenos Aires et ailleurs en Argentine pour le 47e anniversaire du coup d'Etat de 1976.

De nombreux Argentins scandant "*Plus jamais*" se sont rassemblés pour le Jour de la mémoire pour la vérité et la justice, en souvenir des milliers de victimes et de disparus sous la dictature militaire.

"*Il faut préserver le souvenir, sinon l'histoire se répète*", a plaidé sur la radio 750 la présidente des grand-mères de la Plaza de Mayo, Estela de Carlotto. Son organisation est parvenue jusque-là à rétablir l'identité de 132 personnes enlevées bébés par la dictature à leurs parents détenus ou disparus.

Le dictateur Jorge Videla, d'abord gracié par l'ex-président de droite Carlos Menem, a été condamné à la prison à perpétuité une fois ce plan systématique de vols de bébés mis en évidence. Il est mort en détention en 2013.

Selon les organisations de défense des droits humains, quelque 30.000 personnes sont mortes ou ont disparu sous la dictature argentine, de 1976 à 1983. AFP 25 mars 2023

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

La dissimulation par Seymour M. Hersh - Mondialisation.ca 24 mars 2023

L'administration Biden continue de dissimuler sa responsabilité dans la destruction des gazoducs Nord Stream.

<https://www.mondialisation.ca/la-dissimulation/5676328>

Economie.

Lu.

- « *L'histoire enseigne qu'une fois qu'un pays a contracté une énorme dette, il n'y a que deux façons de s'en sortir : l'une est simplement de déclarer faillite, l'autre est de gonfler la monnaie et de détruire ainsi la richesse des citoyens ordinaires.* »

Adam Smith (1723-1790), économiste écossais, considéré le père de la science économique moderne, (dans « La Richesse des Nations », 1776).

- « *L'inflation est de tous les temps et dans tous les pays un phénomène monétaire, en ce sens qu'elle n'est et ne peut être générée que par une augmentation plus rapide de la quantité de monnaie en circulation que les quantités produites de biens et de services.* »

Milton Friedman (1912-2006), (dans 'The Counter-Revolution in Monetary Theory', 1970).

Lors du crash de 1929 aux Etats-Unis, la banque centrale de la Réserve fédérale créée en 1913 était menottée par le système international de l'étalon-or, lequel était en vigueur à l'époque. (Ce qui n'est plus le cas depuis 1971. - J-C)

Il faut savoir que les banques commerciales opèrent dans le cadre d'un système dit de « *réserve fractionnaire* ». Essentiellement, cela signifie que les banques se financent à court terme, principalement à partir de dépôts bancaires, et elles investissent la majeure partie de ces fonds dans des prêts rentables, à plus long terme. Pour des raisons de sécurité et de liquidité, elles sont tenues de garder un pourcentage minimum obligatoire des dépôts sous forme de réserves de trésorerie — c'est la réserve dite fractionnaire — laquelle doit être disponible à tout moment, en cas de retrait des dépôts. Le reste est considéré être du capital à prêter et à investir, en prêts aux entreprises ou aux consommateurs et en titres.

Cependant, si une banque perd la confiance de ses déposants, comme cela peut arriver si ses prêts ou ses investissements tournent mal, (tel que consigné sous la rubrique '*pertes non réalisées*' dans ses livres), cette banque peut être victime d'une panique bancaire ou d'une ruée bancaire. Cela peut se produire quand un trop grand nombre de déposants, craignant pour la sécurité de leurs dépôts, tentent de retirer leurs mises en même temps. Comme la majorité des avoirs de la banque sont immobilisés dans des prêts, celle-ci fait alors face à une crise de liquidité. À moins d'avoir rapidement accès à des emprunts à court terme, alors que ses maigres réserves bancaires s'épuisent, la banque n'a d'autre choix que de fermer les guichets.

En l'absence d'un apport extérieur rapide, la banque peut être amenée à fermer définitivement boutique et à déclarer faillite. Si plusieurs banques se retrouvent dans la même situation de crise de liquidité, c'est l'ensemble du système bancaire qui peut plonger dans une crise bancaire systémique, par effet de contagion ou par un effet de dominos.

Dans la foulée des turbulences financières et économiques de 2006-2009, la Fed américaine et d'autres grandes banques centrales européennes se sont lancées dans une politique monétaire non conventionnelle et risquée de création monétaire massive, avec la soi-disant politique d'assouplissement quantitatif, en plus de pousser artificiellement les taux d'intérêt très bas, voire jusqu'à des taux d'intérêt nominaux négatifs, dans certains cas.

Un résultat certain du maintien des taux d'intérêt artificiellement ultra bas, pendant trop longtemps, est de créer des bulles financières, sur le marché obligataire, sur le marché boursier et sur le marché immobilier. Et voilà comment, ces dernières années, ces marchés ont atteint des niveaux de prix bien supérieurs à leur moyenne historique.

Lorsque les banques centrales augmentent les taux d'intérêt après les avoir maintenus trop bas et trop longtemps, il devient très difficile pour elles de lutter contre l'inflation sans mettre leur secteur bancaire en péril.

En effet, une hausse soutenue des taux d'intérêt fait chuter le prix des obligations et des autres titres déjà émis, ainsi que le prix de l'immobilier et des actions. Les banques peuvent alors se retrouver avec de soi-disant « *pertes non réalisées* », et elles peuvent se retrouver dans une situation financière critique. Ce peut certes être surtout le cas si elles ne peuvent point hausser les taux sur les dépôts, ni faire appel à de l'aide extérieure.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 28 mars 2023.

Vous doutez encore de leur santé mentale ?

- Renifler la sueur des autres pourrait être bénéfique... pour notre santé mentale - Yahoo

Les fachos de la BRAV-M se déplacent en moto, on peut prévoir un kilo de clous à disperser sur la chaussée avant leur passage...

Totalitarisme. Dictature climatique. Ils veulent tout contrôler de la production à la consommation.

**Alimentation : la France se pose en leader mondial sur le marché des insectes - francetvinfo.fr
26 mars 2023**

Pour remplacer les protéines animales dans l'élevage ou dans l'alimentation humaine, plusieurs fermes françaises ont fait le pari des insectes. Le marché devrait s'élever à plusieurs milliards d'euros en 2030.

Des entreprises françaises sont devenues leader sur la scène mondiale des produits à base d'insectes pour nourrir les animaux, et bientôt les hommes. À Rethel (Ardennes), dans une ferme de 16 000 m² sortie de terre en 18 mois, Cédric Auriol a développé son entreprise, Agronutris. 12 ans de recherche et 100 millions d'euros investis ont permis d'inventer les conditions d'élevage de la mouche soldat noire. Cette espèce a la capacité de transformer ses œufs microscopiques en larves 10 000 fois plus grosses. Pendant dix jours, elles se nourrissent de déchets végétaux récupérés dans les industries voisines.

L'élevage d'insectes est une filière prometteuse sur laquelle l'Etat français a misé pour assurer sa souveraineté alimentaire. La banque publique d'investissement a soutenu plusieurs start-ups afin qu'elles se développent à dimension industrielle. La plus grande ferme d'insectes du monde se trouve ainsi à Nesles, dans la Somme. Ce marché est évalué à plusieurs milliards d'euros d'ici 2030, dans une filière où la France se positionne en tête. francetvinfo.fr 26 mars 2023

En complément.

Ordre international : «Le monde anglo-saxon cherche à tout contrôler», accuse Medvedev - RT France 25 mars 2023

«Les pays occidentaux ont besoin de dominer en se basant sur leurs propres idées. Le monde dit "anglo-saxon" a élaboré ces idées» : lors d'une discussion avec des journalistes de médias russes le 22 mars, le vice-président du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, Dmitri Medvedev, a

accusé les Occidentaux de chercher à façonner un ordre international dont ils seraient les maîtres.

«*Au lieu de la Charte de l'ONU, ils prônent "un ordre basé sur des règles". Mais qui a inventé ces règles ? "C'est nous". Et pourquoi faut-il les respecter. "Parce que ce sont de bonnes règles. Et nous, nous sommes les meilleurs", disent-ils*», a déclaré l'ex-président russe. Or selon lui, l'Occident est un temps seulement parvenu à imposer son ordre international – juste après la dissolution du Pacte de Varsovie et du Conseil d'assistance économique mutuelle (organisation d'entraide économique entre différents pays communistes). Par la suite, les velléités dominatrices des Occidentaux ont été compromises par l'essor de la Chine et la réaffirmation de la Russie sur la scène internationale. RT France 25 mars 2023

En famille. C'est bien l'espèce humaine leur ennemi.

L'Allemagne va simplifier la procédure pour changer de genre - LePoint.fr 25 mars 2023

Le gouvernement d'Olaf Scholz a trouvé un accord simplifiant la procédure administrative pour les personnes souhaitant changer de genre, réclamé de longue date par la communauté LGBT +.

« *En tant que groupe parlementaire du SPD, nous saluons expressément le fait que la loi sur l'autodétermination avance enfin* », a déclaré à l'Agence France-Presse Jan Plobner, porte-parole du parti social-démocrate pour les questions concernant les personnes transgenres au Bundestag.

Le gouvernement du social-démocrate Olaf Scholz, allié aux Verts et aux Libéraux, s'est engagé à lutter contre les discriminations subies par la communauté LGBT +. En novembre 2022, il a adopté un vaste plan d'action prévoyant entre autres un ancrage spécifique de leur droit dans la Constitution. LePoint.fr 25 mars 2023

Lu.

- La phrase « *on ne savait pas* » est l'excuse qui aura permis au totalitarisme de s'installer. C'est la phrase typique des périodes post-totalitaires. Et il est très dangereux de s'en contenter.

J-C - Il serait plus honnête ou moins hypocrite de dire dans bien des cas, on ne voulait pas savoir, plutôt que, on ne savait pas, sous-entendant, cela nous arrangeait de faire semblant de ne pas savoir pour couper court à la discussion et garder intacte notre bonne conscience.

Lu dans une revue philosophique.

- Ce qui oppose la droite et la gauche relève moins des grandes thématiques politiques que de leurs traitements. Les nouveaux enjeux n'échappent pas à cette règle.

En réalité, pour tous les sujets, même les plus neufs, nous retrouvons une opposition gauche-droite qui consiste, dans un cas, à vouloir résoudre un problème en transformant la société « dans le sens du progrès » ; dans l'autre, en cessant les « *expérimentations aventureuses* ». Le clivage gauche-droite semble assez bien correspondre à celui qui oppose progressisme (éventuellement

révolutionnaire) et conservatisme (éventuellement réactionnaire) ; partisans du changement et partisans de la stabilité.

Lu dans le registre on n'arrête plus le délire.

- C'est le moment de faire le point sur le « *biopouvoir* » que décrivait Foucault et sur l'infinie malsaine volonté qu'on les plus puissants de contrôler l'Humanité jusque dans sa biologie et sa psychologie la plus intime.

J-C - Pour qu'ils puissent se rendre maître d'un tel contrôle, il faudrait qu'ils aient une emprise sur l'Humanité. Or, en dehors de ceux qui prennent au sérieux leurs délires mégalomaniques en occident et dans certains pays en Asie à l'esprit militarisé, Corée du Sud, Japon, Chine, à part profiter de l'ignorance des masses qui profite à l'inertie de l'histoire, même le culte qu'elles manifestent envers le pouvoir ou le respect que leur inspire le régime en place ne parvient pas à les contraindre longtemps à adopter un comportement opposé à leurs intérêts ou aspirations. Même les pires dictatures, les dictatures militaires ou fascistes ne durent qu'un temps.

Lu à propos de la Cour pénale internationale (CPI)

- Le cas de la Cour pénale internationale illustre une contradiction fondamentale entre les approches réalistes et libérales des relations internationales et du droit international. Les réalistes font appel à la souveraineté nationale. Si les États se sont mis d'accord pour la limiter volontairement, la décision leur appartient, mais la limitation ne devrait avoir lieu qu'avec le consentement des États. Les libéraux estiment que les institutions internationales peuvent passer outre cette souveraineté. Selon eux, des institutions dotées d'une juridiction mondiale sont possibles, même si les États n'ont pas volontairement accepté de s'inclure dans cette juridiction.

Qui dicte les règles de la Cour pénale internationale ? Les trois principaux bailleurs de fonds de l'actuelle CPI sont : 1) George Soros ; 2) le Royaume-Uni, par l'intermédiaire du ministère britannique des affaires étrangères et du Commonwealth ; 3) l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme de l'Union européenne, dont les initiatives sont liées au bureau de Soros. La Cour est financée par les contributions des États parties et les contributions volontaires de gouvernements, d'organisations internationales, de particuliers, d'entreprises et autres.

Si l'État américain (mais pas les cercles mondialistes) a toujours eu de mauvaises relations avec la CPI, les Britanniques, au contraire, ont activement soutenu l'institution. Principalement parce qu'elle se trouve dans un pays avec lequel les Windsor et de nombreux projets mondialistes, du Bilderberg aux agents étrangers (interdits en Russie) de Bellingcat, ont des liens étroits avec la dynastie régnante.

En 2007, Mabel, comtesse d'Orange-Nassau et en même temps fonctionnaire de Soros, a déclaré : « *nous avons poussé à la création de la Cour pénale internationale, qui est maintenant basée à La Haye, faisant de cette ville la capitale internationale de la justice* ».

L'année dernière, c'est la Grande-Bretagne qui a créé une coalition de donateurs pour faire pression en faveur d'une enquête sur les « *crimes russes* ». Comme l'ont noté les médias occidentaux, « dans les semaines qui ont suivi le 24 février [2022], la Cour a été « *inondée d'argent et de*

détachements » ». Les participants occidentaux à la CPI n'ont pas lésiné sur les moyens pour financer l'« enquête » sur l'Ukraine. Les États qui ont initié des contributions financières supplémentaires à la CPI comprennent le Royaume-Uni (24 mars 2022 pour un million de livres sterling « supplémentaire »), l'Allemagne (déclarations des 4 et 11 avril pour un million d'euros « supplémentaire »), les Pays-Bas (déclaration du 11 avril pour une « contribution néerlandaise supplémentaire » d'un million d'euros) et l'Irlande (déclaration du 14 avril pour 3 millions d'euros, dont 1 million d'euros « à distribuer immédiatement »).

Sur quoi ne nous ont-ils pas menti ?

Les mensonges de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques - Réseau Voltaire 25 mars 2023

Une réunion, selon la formule Arria, s'est tenue en marge du conseil de Sécurité des Nations unies, le 24 mars 2023, sur le thème « *Risques découlant de la politisation des activités de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques* ».

Le journaliste de Greyzone, Aaron Mate, y a démontré les incohérences du rapport de l'OPWC sur la prétendue attaque chimique que l'armée syrienne aurait perpétrée contre son propre peuple à Douma, le 7 avril 2018.

Aaron Mate at UN: OPCW cover-up denies justice to Douma victims (en anglais mais option avec sous-titre en français)

https://www.youtube.com/watch?v=v1BCtPgyxYI&embeds_euri=https%3A%2F%2Fwww.voltaire.net.org%2F&source_ve_path=MjM4NTE&feature=emb_title

J-C - The Grayzone est un site d'actualité et un blog positionné politiquement entre la gauche et l'extrême gauche fondé et édité par le journaliste américain Max Blumenthal en 2015. Sachant que selon Wikipédia il est réputé faire preuve de "*complaisance envers les régimes autoritaires, son soutien au régime de Bachar el-Assad, sa négation du génocide ouïghour, son soutien à la propagande de Vladimir Poutine et sa promotion de théories complotistes*", il relaie aussi la cause palestinienne, bref, autant de crimes qui en font un "*site conspirationniste*", par conséquent, il a toute notre sympathie, et nous vous le recommandons comme source fiable d'informations en anglais ou en espagnol. (Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/The_Grayzone)

Je me suis permis de les contacter pour leur demander s'ils ne pourraient pas envisager une version française de leur site Internet.

A bas la Ve République ! Capitalisme : stop ou encore ? Chassons Macron !

7 Français sur 10 sont contre : la part des Français opposés à la réforme des retraites progresse encore - Publicsenat.fr 27 mars 2023

Un texte toujours plus impopulaire. A la veille d'une dixième d'action syndicale et de mobilisations dans les rues, le rejet contre la réforme des retraites s'accroît. Selon une enquête réalisée par

Toluna Harris Interactive pour Public Sénat et l'agence AEF Info ce 26 mars, 69 % des Français sont défavorables au projet de loi. C'est une hausse de sept par rapport au précédent sondage du 14 mars, et sans un chiffre au plus haut depuis le début des mesures effectuées par Toluna Harris Interactive. Publicsenat.fr 27 mars 2023

Elever encore d'un cran le niveau de la provocation.

Manifestations du 28 mars: Darmanin annonce un "dispositif inédit" de 13.000 forces de l'ordre, dont 5500 à Paris - BFMTV 27 mars 2023

Twitter

- La Société des journalistes de France 3 Rédaction Nationale (@sdjfrance3rn) dénonce le « mauvais traitement » de la réforme des retraites et des manifestations dans les JT de France Télévisions.(Communiqué)

<https://twitter.com/2022Elections/status/1640345687005986819?cxt=HHwWhoCw7cPt1sMtAAAA>

- 20 jours après le début de la grève des éboueurs du secteur public à Paris, le privé rejoint le mouvement avec une grève dès ce dimanche soir dans cinq arrondissements qui n'étaient jusqu'ici pas touchés.

Les masses tentent de s'organiser et de pallier l'absence d'un syndicalisme révolutionnaire.

Grève contre la réforme des retraites : à l'incinérateur d'Ivry, les manifestants défendent les blocages pour "toucher l'Etat au portefeuille" - francetvinfo.fr 28 mars 2023

Plusieurs centaines de personnes ont empêché la réception des ordures au centre d'incinération des déchets de ce site en bordure sud de la capitale, lundi. Mais au-delà de la mobilisation quotidienne, les interrogations sur la suite du mouvement fument.

Les applaudissements retentissent devant le centre d'incinération des déchets d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), lundi 27 mars. En cette fin de matinée, les camions bennes rentrent se garer, après avoir déchargé leur cargaison à Romainville (Seine-Saint-Denis), faute d'avoir pu accéder au site d'Ivry. Dès 8 heures, des dizaines, puis des centaines de salariés d'autres secteurs sont venus prêter main forte aux grévistes de l'incinérateur, qui ont cessé le travail le 6 mars pour protester contre la réforme des retraites.

Parmi eux : des éboueurs, des cheminots, des salariés des industries électriques et gazières, des enseignants, des étudiants. Mais aussi quelques députés de La France insoumise, comme Antoine Léaument et Eric Coquerel, ou encore Alice Coffin, adjointe Europe Ecologie-Les Verts (EELV) à la mairie de Paris. Résultat : malgré la présence de policiers, le barrage filtrant a fonctionné, empêchant l'incinérateur de réceptionner les ordures. Depuis la cabine de leur véhicule vert, les éboueurs saluent la foule dans un concert de klaxons.

"Faire grève n'est pas suffisant"

Pourquoi s'être déplacé sur un lieu de travail qui n'est pas le leur ? *"Il faut que les secteurs de pointe puissent tenir, qu'ils sentent qu'ils ne sont pas seuls"*, explique Bertrand, enseignant d'histoire-géographie en Essonne. Ce militant du Snes-FSU, le premier syndicat des enseignants de second degré, est venu en compagnie de connaissances de l'interprofessionnelle du 20e arrondissement, un réseau de travailleurs lancé en 2019 lors de la lutte contre le précédent projet de réforme des retraites.

"Il ne faut pas se cantonner aux manifestations de l'intersyndicale, où on défile bien gentiment une fois par semaine, puis on rentre chez soi", avance aussi Maurin, professeur de SES dans un lycée de Courbevoie (Hauts-de-Seine). *"Je vais là où je suis le plus utile, j'essaie d'être dans l'action"*, ajoute celui qui s'informe sur les lieux de blocage via le média alternatif paris-luttes.info. *"Faire grève n'est pas suffisant. Il y a besoin de faire des actions qui dérangent, sinon, on n'est pas écouté"*, renchérit Aurore, développeuse dans une PME en informatique. En grève depuis le 7 mars, elle a été prévenue de l'appel des salariés de l'incinérateur par des connaissances rencontrées ici la semaine dernière.

A côté d'elle, Nicolas et Joël, ingénieur-chercheur et cadre chez EDF, ont été envoyés par la coordination régionale d'Ile-de-France de la CGT. *"Ce matin, certains de nos collègues grévistes sont allés aider le mouvement à l'incinérateur d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) et d'autres sont venus ici"*, détaillent les deux quinquas. Pour obtenir le retrait de la réforme des retraites, *"il faut toucher l'Etat au portefeuille en organisant des grèves reconductibles partout où c'est possible"*, estime Nicolas.

"Il faut une unité beaucoup plus forte au niveau de la nation, il faut que tout le monde fasse grève, acquiesce Paul, technicien exploitant de l'incinérateur d'Ivry. [Emmanuel] Macron l'a dit lui-même, il n'y a qu'en mettant l'économie à terre que ça va marcher."* *"Mon message aux autres travailleurs, c'est : 'N'attendez pas qu'on gagne la bataille sans vous, venez nous aider !'"*, lance aussi Samuel, éboueur dans le 14e arrondissement de Paris, qui rappelle qu'en 2006, la mobilisation avait eu raison du contrat de première embauche (CPE) porté par le gouvernement de Dominique de Villepin.

"Une grève, ça coûte"

Pourtant, malgré l'opposition d'une majorité de Français et des manifestations record, les grèves reconductibles peinent à essaimer au-delà de quelques secteurs stratégiques (énergie, raffineries, dockers, cheminots, éboueurs). *"Ça fait un moment que l'intersyndicale aurait dû annoncer la grève générale reconductible"*, lâche Aurore, mettant le doigt sur les divergences stratégiques entre syndicats réformistes et contestataires. *"Une grève, ça coûte, et tout le monde n'a pas les moyens de la faire"*, justifie Nicolas, qui a cessé le travail depuis trois semaines, et confesse se *"reposer sur [s]a partenaire et piocher dans [s]es économies"*.

"Bien sûr que trois semaines sans salaire, ça fait mal, mais ensuite la victoire c'est pour toute une vie !, rappelle David, salarié de l'incinérateur d'Ivry. Je pense à mon fils, j'aimerais lui laisser ce qu'on m'a légué."* Alors que la principale caisse de grève nationale a dépassé les deux millions d'euros fin mars, ce jeune papa n'a que peu d'espoir de toucher un centime. *"Je ne compte pas là-dessus : si je fais grève, c'est par conviction. Et je continuerai jusqu'au retrait de la réforme."*

Bertrand, le prof d'histoire-géo, ne croit plus *"à la grève générale totale"*. Mais, selon lui, elle n'est pas nécessaire pour obtenir le retrait de la réforme tant contestée. *"Il faut que le gouvernement ne*

puisse pas anticiper la fin du mouvement, donc que ça vienne de partout, qu'il y ait des blocages successifs par secteur. A chaque fois, il faut tenir le blocage le plus longtemps possible. Et ensuite, un autre secteur doit prendre le relai", détaille celui qui espère que l'enseignement organisera "une semaine morte" avec des fermetures massives de classe. "Les flics vont être à cran, ils font des heures pas possibles", relève de son côté Jean*, exploitant à l'incinérateur d'Ivry.

"Il faut qu'on organise davantage nos réseaux"

Le barrage filtrant a fonctionné, la journée est un succès. Mais la bataille est loin d'être gagnée, relève Marc Bontemps, secrétaire général du Syndicat de la production de la région parisienne, qui fait partie de la FNME-CGT. "Comment on utilise nos ressources limitées pour bloquer partout ?", s'interroge le syndicaliste face à la foule rassemblée devant l'incinérateur. "On est 700, mais on pouvait bloquer le site de la même manière en étant 200. Et les 500 autres auraient pu être utiles ailleurs. Il faut qu'on organise davantage nos réseaux, de manière à toucher plus de secteurs économiques pour généraliser la grève."

Pour ce faire, des salariés de divers secteurs (raffineries, éboueurs, cheminots, transports aériens...), des collectifs étudiants et contre les violences policières ont lancé mi-mars le Réseau pour la grève générale, qui vise à promouvoir le lancement de comités d'action locaux afin de recenser et d'aider à l'organisation de la grève générale dans un grand nombre de secteurs. En Ile-de-France, une nouvelle réunion était prévue lundi soir.

Plus que jamais : grève générale pour l'abrogation de la loi contre les retraites ! - Groupe marxiste internationaliste 21 mars 2023

<https://groupemarxiste.info/2023/03/21/plus-que-jamais-greve-generale-pour-labrogation-de-la-loi-contre-les-retraites/>

J-C - Je partage cet article et l'appel à la grève générale jusqu'à l'abrogation de la loi Macron, mais pas en direction des bureaucrates syndicaux corrompus, cette condition ou concession est inacceptable.

Le mouvement ouvrier et la classe ouvrière sont les otages de ces agents de l'oligarchie financière, et si au cours des 75 dernières années nous ne sommes pas parvenus à construire une alternative, ce n'est pas la faute à la fatalité ou parce que cela aurait été impossible, non, c'est parce que tous les courants du mouvement ouvrier ont collaboré avec la social-démocratie dégénérée et le stalinisme au maintien du régime en place. S'adresser à cette pourriture, c'est du sadisme, décidément c'est contagieux !

Le mouvement ouvrier et la grève générale (1) : 1842-1850 - Groupe marxiste internationaliste 5 mars 2023

<https://groupemarxiste.info/2023/03/05/le-mouvement-ouvrier-et-la-greve-generale-1-1842-1850/>

La grève générale (2) : 1850-1905 - Groupe marxiste internationaliste 15 mars 2023

<https://groupemarxiste.info/2023/03/15/la-greve-generale-2-1850-1905/>

Tant qu'il s'agit de théorie ou de brasser du vent à coup de citations ou de bonnes intentions pour se faire passer pour de vaillants révolutionnaires, ils sont inégalables, mais dès qu'il s'agit de passer à l'exercice pratique, c'est une véritable catastrophe! Prenons par exemple le cas de la dictature sanitaire des 3 dernières années, comment ont-ils abordé cette question, c'est simple, ils l'ont soutenue. Lisez et faites-vous votre propre idée. C'est un cas d'école révélateur...

Personnellement je n'ai jamais porté une muselière et je ne me suis pas fait injecter leur saloperie générique expérimentale parce que c'était inutile tout simplement, je ne suis pas un cobaye. L'OMS vient de déclarer que la covid était en fait l'équivalent de la grippe, ce que nous savions depuis le premier jour, mais il y en a encore pour croire le discours de l'OMS de janvier 2020, bien qu'il se soit avéré totalement frauduleux.

Voilà ce qui figure notamment dans leur revue *Révolution Permanente* à la page 25 :

- Dans certains pays, des gouvernements refusent de prendre des mesures, tandis que dans d'autres, il y a des manifestations réactionnaires s'opposant au port du masque et à la vaccination, au nom de la « liberté ». Le noyau dur des manifestations agrège les obscurantistes anti-vaccins, les illuminés conspirationnistes, des partis xénophobes, des groupes fascistes. Les chefs affirment vouloir défendre la « liberté » contre la « dictature sanitaire ». En fait, il s'agit de la liberté de contaminer les autres.

En matière de santé publique, la règle n'est pas la liberté individuelle, mais la norme obligatoire.

J-C - La "norme obligatoire" édictée par Gates-Rockefeller-OMS-Davos, bravo ! Ils sont encore plus fanatisés que les autorités sanitaires ! C'est cela l'extrême gauche en France. Je n'écris pas ce qu'elle est devenue, parce qu'elle ne valait pas mieux avant, il nous aura fallu du temps pour nous en apercevoir. Ils sont irrécupérables parvenus à ce stade de pourriture, car ce sont tous des bac + et ils ont eu accès aux mêmes documents que nous sur le Net, donc leur déni n'a d'équivalent que celui de Macron qu'ils partagent. Après comment voulez-vous que les militants et les travailleurs ne se retrouvent pas dans une grande confusion ?

Méga-bassines de Sainte-Soline : Plusieurs blessés et des fourgons de gendarmerie ont été incendiés - lemediaen442.fr 25 mars 2023

Il y a eu des affrontements extrêmement intenses à Sainte-Soline dans les Deux-Sèvres où plusieurs milliers de personnes manifestent contre le projet de méga-bassines. Les affrontements ont fait 16 blessés parmi les gendarmes, dont 1 grièvement qui a été hélicoptéré. Du côté des manifestants, 2 personnes ont été grièvement blessées, dont 1 victime d'un traumatisme crânien en urgence absolue.

Le projet de méga-bassines est très controversé et a été acté en décembre 2021. Il consiste en la construction de 16 bassins d'irrigation géants dans les Deux-Sèvres pour permettre de faire face aux sécheresses à répétition.

Les manifestants refusent le projet de méga-bassines pour plusieurs raisons. Tout d'abord, ces bassines centralisent d'énormes quantités d'eau à l'air libre, ce qui peut entraîner une évaporation importante et un gaspillage d'eau. De plus, les mégabassines servent essentiellement à alimenter des productions très gourmandes en eau, comme le maïs, majoritairement destiné à l'élevage industriel. Elles servent avant tout les intérêts des acteurs agro-industriels, au détriment de solutions locales et paysannes. lemediaen442.fr 25 mars 2023

L'Allemagne frappée par une "méga-grève" dans les transports - AFP 27 mars 2023

Un mouvement de grève d'une ampleur rarissime pour l'Allemagne a commencé lundi à paralyser tout le secteur national des transports, alors que les syndicats réclament des hausses de salaires face à l'inflation.

Les salariés des aéroports, du rail, du fret maritime, des sociétés d'autoroutes, des transports locaux sont appelés depuis minuit (22h00 GMT) à 24h00 d'arrêt de travail.

Cette mobilisation s'inscrit dans un contexte de tensions sociales croissantes en Allemagne, où les grèves pour les salaires se multiplient depuis le début de l'année, des écoles aux hôpitaux, en passant par la Poste.

Contrairement à des pays comme la France, un tel mouvement unitaire entre les syndicats EVG et Ver.di, représentant respectivement 230.000 salariés des sociétés ferroviaires et 2,5 millions d'employés des services, est extrêmement rare.

Les syndicats demandent plus de 10% de revalorisation salariale.

Après la menace d'une "grève à durée indéterminée", les 160.000 salariés de la Deutsche Post, qui négocient à part, ont déjà obtenu début mars une hausse de salaire moyenne de 11,5%.

Fin 2022, près de 4 millions de salariés allemands de l'industrie ont décroché une hausse de salaires de 8,5% sur deux ans, après plusieurs semaines ponctuées par des arrêts de travail.

Mais la contestation est plus large. "*Ce n'est pas qu'une question de salaire mais de moyens*", a déclaré à l'AFP Jan Exner Konrad, 34 ans, participant à une manifestation de professeurs à Berlin jeudi.

Santé.

De nouveaux documents révèlent que Pfizer et le CDC ont dissimulé des preuves de myocardite suivant les injections de COVID Par Michael Nevradakis - Mondialisation.ca 27 mars 2023

Pfizer et les Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) ont dissimulé des preuves que les vaccins COVID-19 provoquaient des myocardites, selon des documents obtenus par Children's Health Defense par le biais d'une demande au CDC en vertu de la loi sur la liberté d'information, et des documents divulgués cette semaine à Project Veritas.

<https://www.mondialisation.ca/de-nouveaux-documents-revelent-que-pfizer-et-le-cdc-ont-dissimule-des-preuves-de-myocardite-suivant-les-injections-de-covid/5676421>

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

La Russie met en garde la Grande-Bretagne contre la fourniture à l'Ukraine d'obus à l'uranium appauvri

Le 20 mars 2023, Annabelle Goldie, ministre d'État à la Défense britannique, a annoncé qu'en plus de fournir des chars Challenger 2 à l'Ukraine, la Grande-Bretagne fournirait aussi des obus à l'uranium appauvri, que la Russie considère comme des bombes sales. Moscou a mis en garde Londres contre cette nouvelle escalade militaire.

<https://www.donbass-insider.com/fr/2023/03/21/la-russie-met-en-garde-la-grande-bretagne-contre-la-fourniture-a-ukraine-obus-a-uranium-appauvri/>

Tchad.

Le Tchad nationalise les actifs d'ExxonMobil - reseauinternational.net 26 mars 2023

Le Tchad a annoncé la nationalisation de tous les actifs d'Esso Tchad, une ex-filiale du géant américain des hydrocarbures ExxonMobil dont N'Djamena conteste la vente récente à une compagnie britannique.

Le ministère tchadien de l'Énergie a annoncé vendredi 24 mars, la nationalisation de tous les actifs et droits appartenant à cette filiale de la compagnie pétrolière américaine ExxonMobil, y compris les permis d'hydrocarbure et les permis d'exploration et de production.

Les actifs d'Exxon auraient inclus une participation de 40% dans le projet pétrolier tchadien de Doba, qui comprend sept champs pétrolifères avec une production combinée de 28 000 barils par jour (bpj).

Le rapport produit par Reuters et repris par RT mentionne également l'intérêt d'Exxon pour le système de transport d'exportation Tchad-Cameroun, qui s'étend sur plus de mille kilomètres.

La déclaration du ministère tchadien intervient alors que la société américaine a déclaré en décembre avoir conclu la vente de ses activités au Tchad et au Cameroun avec la société britannique Savannah Energy.

Le gouvernement tchadien a alors contesté l'accord d'acquisition de 407 millions de dollars, affirmant que les conditions finales étaient différentes de ce qu'Exxon avait présenté. N'Djamena a averti à l'époque qu'il pourrait demander aux tribunaux de bloquer l'achat par Savannah des actifs d'Exxon dans le pays et de prendre des mesures supplémentaires pour protéger ses intérêts.

En 2017, la Haute Cour tchadienne a exigé que l'explorateur pétrolier paie 819 millions de dollars de redevances en souffrance après qu'Exxon ait été accusé de ne pas avoir respecté ses obligations fiscales. La société est ensuite parvenue à un accord sur ses paiements d'impôts, évitant une amende de 74 milliards de dollars de la part de ce pays d'Afrique centrale.

Le Tchad possède les dixièmes plus grandes réserves de pétrole d'Afrique, exportant 90% de son brut.

source : Pars Today

Israël

Israël : des milliers de manifestants à nouveau réunis contre la réforme de la justice - France 24 26 mars 2023

Des milliers de manifestants se sont à nouveau rassemblés samedi à Tel-Aviv pour continuer à protester contre la réforme judiciaire voulue par le gouvernement, avant une semaine cruciale qui devrait être marquée par d'autres dispositions législatives et de nouvelles manifestations massives. Le ministre de la Défense a appelé à suspendre la réforme, estimant que l'opposition massive qu'elle suscite pose un problème de sécurité au pays.

Alors que des milliers d'Israéliens sont à nouveau descendus dans la rue, samedi 25 mars à Tel-Aviv, le ministre israélien de la Défense, Yoav Galant, a appelé samedi soir à une pause d'un mois dans le processus de réforme judiciaire voulue par le gouvernement. AFP/France 24 26 mars 2023

Twitter.

- Des dizaines de milliers de personnes descendent spontanément dans les rues d'Israël suite à la décision du Premier Ministre Netanyahu de limoger le Ministre de la Défense après avoir critiqué le projet controversé de réforme judiciaire. Une grève générale pourrait avoir lieu

- La police utilise le canon à eau devant la résidence de Benjamin Netanyahu à Jérusalem alors que des manifestants ont brisé des barricades pour se rapprocher du domicile du Premier Ministre Israël

Israël: manifestations après le limogeage du ministre de la Défense - AFP 27 mars 2023

Des milliers de personnes ont manifesté à Tel-Aviv dans la nuit de dimanche à lundi après le limogeage par le Premier ministre Benjamin Netanyahu de son ministre de la Défense, partisan d'une pause dans la réforme judiciaire controversée voulue par le gouvernement.

Après l'annonce du limogeage dimanche par M. Netanyahu, des milliers de manifestants ont convergé, selon la police, vers la rue Kaplan dans le centre de Tel-Aviv, épice de protestations depuis la présentation en janvier du projet de réforme qui divise le pays.

Les Etats-Unis se sont déclarés "*profondément préoccupés*", et ont souligné "*la nécessité urgente d'un compromis*".

Avec cette réforme, le gouvernement, l'un des plus à droite de l'histoire d'Israël, vise à accroître le pouvoir des élus sur celui des magistrats. Mais selon ses détracteurs, le projet met en péril le caractère démocratique de l'Etat d'Israël.

M. Netanyahu et ses alliés d'extrême droite et ultra-orthodoxes l'estiment nécessaire pour rétablir un rapport de force équilibré entre les élus et la Cour suprême, qu'ils jugent politisée.

Samedi, Yoav Gallant, pourtant du même parti de droite que M. Netanyahu, le Likoud, avait dit craindre qu'une poursuite des divisions au sein de la population sur ce dossier engendre une "vraie menace pour la sécurité d'Israël", et réclamé une pause d'un mois dans le processus.

L'annonce de son renvoi a entraîné la démission du consul général d'Israël à New York, Asaf Zamir. Le diplomate a qualifié sur Twitter le limogeage du ministre de "*dangereuse décision*" qui l'a "*convaincu qu'(il) ne pouvait plus continuer de représenter ce gouvernement*".

Israël : Netanyahu suspend sa réforme controversée - Journal du Dimanche 28 mars 2023

« *Quand il y a une possibilité d'empêcher une guerre civile par le dialogue, en tant que Premier ministre je fais une pause pour le dialogue* », a déclaré Netanyahu dans une allocution télévisée.

« *Je donne une vraie chance à un vrai dialogue en signe de ma volonté d'empêcher la division du peuple. J'ai décidé d'une pause du travail législatif sur la réforme lors de cette session parlementaire afin de parvenir à un large accord sur la législation lors de la prochaine* », précise-t-il. Cette session parlementaire devrait s'ouvrir après les fêtes de la Pâque juive, du 5 au 13 avril.

À la suite de ce discours, la Histadrout, principale centrale syndicale israélienne, a annoncé la fin de la grève générale décrétée le matin même, avec l'objectif affiché de stopper la réforme de la justice.

Chine.

Pourquoi la Chine serait-elle un ennemi ?

Je ne comprends absolument pas pourquoi le Royaume-Uni devrait chercher à se joindre aux États-Unis pour considérer la Chine comme un ennemi et chercher à développer des forces militaires dans le Pacifique pour s'opposer à la Chine.

Je ne vois aucun exemple dans l'histoire d'un État ayant atteint le niveau de domination économique auquel la Chine est parvenue, qui n'ait pas cherché à utiliser sa puissance économique pour financer l'acquisition militaire de territoires afin d'accroître ses ressources économiques. À cet égard, la Chine est bien plus pacifique que les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Espagne ou toute autre puissance autrefois dominante.

Posez-vous cette simple question. Combien de bases militaires les États-Unis possèdent-ils à l'étranger ? Et combien de bases militaires à l'étranger la Chine possède-t-elle ? En fonction de ce que vous comptez, les États-Unis ont entre 750 et 1100 bases militaires à l'étranger. La Chine en possède entre 6 et 9.

La dernière agression militaire de la Chine a été la prise de contrôle du Tibet en 1951 et 1959. Depuis cette date, nous avons vu les États-Unis envahir le Viêt Nam, le Cambodge, la Corée, l'Irak, l'Afghanistan et la Libye.

Les États-Unis ont également parrainé de nombreux coups d'État militaires, notamment en soutenant militairement le renversement de dizaines de gouvernements, dont beaucoup avaient été élus démocratiquement. Ils ont détruit de nombreux pays par procuration, la Libye en étant l'exemple le plus récent.

Rishi Sunak, le premier ministre britannique, a récité la liste des ennemis du néolibéralisme, en condamnant : « *L'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie, l'affirmation croissante de la Chine et le comportement déstabilisateur de l'Iran et de la Corée du Nord* ».

Qu'est-ce que l'Iran et la Chine font précisément pour être nos ennemis ?

La seule réponse possible est la suivante : et Taïwan ? Taïwan est une partie de la Chine qui s'est séparée sous le gouvernement nationaliste après la guerre civile. Taïwan ne prétend pas ne pas être un territoire chinois.

En fait – et cela est bien trop peu compris en Occident parce que nos médias ne le disent pas – le gouvernement de Taïwan prétend toujours être le gouvernement légitime de toute la Chine. Le gouvernement de Taïwan est tout aussi favorable à la réunification que le gouvernement chinois, la seule différence étant de savoir qui en serait responsable.

Le conflit avec Taïwan est donc une guerre civile chinoise non résolue, et non un État indépendant menacé par la Chine. S'agissant d'une guerre civile qui se déroule à l'autre bout du monde, il est très difficile de comprendre pourquoi nous avons intérêt à soutenir un camp plutôt que l'autre.

La Chine est traitée comme un ennemi parce que les États-Unis ont été contraints d'envisager la mortalité de leur domination économique. La Chine est traitée comme un ennemi parce que c'est l'occasion pour les classes politiques et capitalistes d'engranger encore plus de superprofits grâce au complexe militaro-industriel.

Mais la Chine n'est pas notre ennemi. Seuls l'atavisme et la xénophobie en font un ennemi.

Pour lire l'article entièrement :

<https://reseauinternational.net/pourquoi-la-chine-serait-t-elle-un-ennemi/>

VIDÉO – La Chine et l'échiquier géopolitique. Par Prof Michel Chossudovsky et Caroline Mailloux - Mondialisation.ca, 25 mars 2023

L'affrontement US-OTAN dirigé contre la République populaire de Chine consiste en la militarisation de la mer de Chine méridionale ainsi que le renforcement de la présence militaire américaine en Asie de l'Est et du Sud-Est.

Washington a également l'intention de saper l'alliance stratégique de Pékin avec la Russie qui s'est développé suite au décès de Deng Xiaoping en 1997.

À bien des égards, Deng Xiaoping agissait au nom des intérêts stratégiques américains. Au cours de son mandat, l'Armée populaire de libération avait conclu un accord de coopération militaire avec le Pentagone. L'intention de Washington était de créer et de maintenir des divisions entre la Russie et la Chine.

Les ventes d'armes américaines à la Chine ont commencé au milieu des années 1980 sous l'administration Reagan :

Des sources du Congrès ont décrit la vente comme un jalon dans ce qui a été une relation militaire en développement lent entre les États-Unis et la Chine, et ont prédit qu'elle faciliterait d'autres

ventes militaires bien plus importantes à Pékin, en discussion depuis longtemps. (WP, 19 septembre 1985)

Le leadership de la République Populaire de Chine (RPC) qui a succédé à Deng Xiaoping coïncidait avec des changements politiques majeurs en Russie. Vladimir Poutine a succédé à Boris Eltsine en 1999. Eltsine était un instrument des États-Unis, qui ne s'opposait pas (selon des documents déclassifiés) à l'extension de l'OTAN à la frontière russe.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) fut créée en 2001. Les relations géopolitiques ont évolué vers une alliance stratégique entre la Russie et la Chine.

La question de Taïwan

Ce que les médias omettent de mentionner, c'est que Taïwan entretient des relations commerciales et d'investissement avec la RPC. Pékin n'a aucune intention ou intérêt d'envahir Taïwan.

Depuis les années 1980, Taïwan a joué un rôle clé dans le développement de l'économie d'exportation de la Chine.

L'objectif tacite de Washington n'est pas de protéger Taïwan, mais plutôt d'entraver le partenariat économique de la Chine avec les investisseurs taïwanais, ainsi que de déstabiliser le développement de la haute technologie en Chine.

Fabriqué en Chine (Made in China)

La confrontation à l'endroit de la Chine pourrait conduire à la paralysie de l'économie d'exportation Made in China qui dans le contexte actuel a soutient la consommation au détail dans le monde entier dans pratiquement toutes les grandes catégories de biens de consommation.

Depuis les années 1980, l'importation en provenance de la Chine est devenue une opération très rentable de plusieurs milliards de dollars. Les importations Made in China constituent une source d'énormes profits et de richesse aux États-Unis. Les biens de consommation importés de l'économie chinoise à bas salaires sont souvent vendus au détail à plus de dix fois le prix de production.

Dans le cadre d'un processus de développement économique basé sur l'importation, le PIB augmente sans qu'il soit nécessaire de s'engager dans des activités productives. La délocalisation de la production et de l'assemblage manufacturière vers les pays à faible niveau de salaires (cheap labor) a entraîné le déclin de la production industrielle dans de nombreux pays développés dont les États Unis.

La confrontation géopolitique, y compris la militarisation et menace des États-Unis à l'endroit de la Chine, pourrait conduire à une déstabilisation du commerce mondial des biens de consommation « Made in China », avec des conséquences dévastatrices, notamment des pénuries mondiales de biens de consommation essentiels, associées à des pressions inflationnistes sous-jacents.

Ces questions sont abordées dans l'entretien avec le professeur Michel Chossudovsky.

Vidéo : La Chine et l'échiquier géopolitique

<https://rumble.com/v2ed5go-michel-chossudovsky-la-chine-et-lchiquier-gopolitique.html>

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 31 mars 2023.

Les uns et les autres s'étaient félicités bruyamment de l'unité des syndicats, que certains appelaient de leurs vœux depuis des décennies ou des lustres, la panacée en termes de lutte de classe, rien de moins ! Qui plus est, flanquée de la pseudo-gauche et extrême gauche, bref un tel attelage le front unique au relent de Front populaire était porteur des espoirs les plus fous. En fait les illusions les plus insensées, puisque les intentions de leurs auteurs étaient pour le moins malfaisantes, sachant à l'avance à quelle vermine on avait affaire.

La nature et l'orientation de ce front unique composé de jaunes et de traîtres ne laissaient présager rien de bon à l'arrivée, ou tout serait fait pour que l'objectif que les travailleurs et les militants lui avaient assigné, c'est-à-dire le retrait de la contre-réforme des retraites ou du report à 64 ans de l'âge du départ à la retraite et rien d'autres, ne soit jamais atteint, quitte carrément à cesser de défendre cette revendication, il suffirait que le tyran qui siège au Palais de la contre-révolution mondialiste témoigne sa détermination à ne pas céder, pour que cet objectif soit déclaré inaccessible, enterré, c'est la tentation manifestée par Berger (CFDT) au nom de l'intersyndicale.

A ce stade, rien ne dit que les militants et les travailleurs qui ont imposé l'unité aux dirigeants des syndicats l'entendent ainsi. Ils savent ou ils doivent savoir qu'ils sont plus enclins à réaliser l'unité avec le patronat ou Macron, et ils ne doivent compter que sur leurs propres forces pour vaincre ou chasser Macron.

Aussi doivent-ils s'organiser indépendamment des syndicats et des partis du mouvement ouvrier pour souder leurs forces et leur imposer les moyens d'action pour remporter cette bataille, la grève générale jusqu'au retrait inconditionnel et définitif du recul de la retraite à 64 ans, et organiser l'élection à une Assemblée constituante souveraine pour en finir avec le régime de la Ve République, instaurer une République sociale.

On va me dire que c'est délirant d'avancer une telle perspective politique. Je pense que non, dans la mesure où l'échec de cette bataille est tout de même à prévoir, il faut se demander pourquoi ou qu'est-ce qui aurait manqué pour qu'il en soit autrement, ce qui pose la question de l'absence de toute perspective politique, sans laquelle toute victoire demeure fragile ou semble compromise d'avance.

Battront-ils le record de 14 lors de la loi El Khomri ou loi travail ?

Une onzième journée d'action le 6 avril... pour faire passer la contre-réforme des retraites de Macron-BlackRock.

Lu.

- « *Sauf le pouvoir, tout est illusion* ». La droite politique et patronale est consciente de la signification de cette phrase. C'est pourquoi elle a réussi à s'approprier le pouvoir politique, le pouvoir judiciaire, le tribunal constitutionnel et le pouvoir militaire, ce qui garantit une dictature civique et militaire avec des pouvoirs suffisants pour neutraliser le mouvement de masse, peu importe si, pour cela, il faut tuer 70 Péruviens.

J-C - Les illusions coûtent très chers, l'hypocrisie toute aussi répandue aussi...

Lu.

- La force économique actuelle de la France repose sur les fondements historiques de plus de 500 ans d'expansion coloniale occidentale, ainsi que sur les réalisations d'une ou deux générations après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Aujourd'hui, la France contrôle toujours la monnaie de 14 anciennes colonies ouest-africaines, le franc étant leur monnaie légale, et ces pays doivent déposer 50% de leurs réserves de change au Trésor public français. C'est l'une des raisons pour lesquelles les Français bénéficient encore du système de protection sociale le plus généreux au monde, y compris les retraites.

Lu.

- Vous avez éludé la question fondamentale : le fait que le CFR (Council on Foreign Relations), que Hillary Clinton a qualifié de "*Mother Ship*" (le "*vaisseau mère*"), n'est que la filiale américaine d'un think tank britannique qui est le Royal Institute of International Affairs (RIIA), connu aussi sous le nom de Chatham House, qui est lui-même issu de la Round Table conçue par Cecil Rhodes.

En d'autres termes, le CFR basé à New-York n'est que la caisse à résonance du RIIA, véritable centre décisionnel mondial situé dans la City de Londres. Cela fait des USA les exécutants de l'Empire britannique... que tout le monde croyait n'être qu'un vestige du passé... C'est là sans doute l'un des secrets les mieux gardés de la géopolitique depuis au moins un siècle.

Totalitarisme. Dans la rubrique les tyrans veulent tout contrôler.

J-C - La tentation vaine de pérenniser la dictature sanitaire... pour le moment...

Santé : une dixième vague de Covid-19 en France - Francetvinfo.fr 29 mars 2023

La France serait au début d'une dixième vague de Covid-19. "*On est à 8 000 cas par jour, on est bien loin des 62 000 qu'il y avait eu lors du dernier pic. Ce début progressif s'explique aussi parce qu'on a quatre fois moins de gens qui se font tester que lors de la dernière vague*", explique le Dr Damien Mascret, médecin, journaliste France Télévisions, présent sur le plateau du 12/13, mercredi 29 mars. Même si les contaminations sont celles du variant Omicron, un autre variant, plus dangereux, pourrait émerger.

La régression sociale programmée. Un faux prétexte. L'eau devrait être gratuite.

Consommation d'eau : la tarification progressive pourrait s'étendre - francetvinfo.fr 30 mars 2023

Une des mesures phares du plan Eau dévoilé jeudi 30 mars par Emmanuel Macron prévoit d'instaurer la tarification progressive. Ainsi, plus la consommation d'eau sera importante, plus la facture sera salée.

Une eau de plus en plus rare. Elle sera donc beaucoup plus chère pour les gros consommateurs. Une eau considérée comme du confort. francetvinfo.fr 30 mars 2023

J-C – Un prétexte pour taxer les classes moyennes, ceux qui disposent d'un jardin par exemple, qui cultivent un potager, c'est du racket. Et quand la nappe phréatique sera reconstituée, tu continueras de payer l'eau au même tarif ou qui au lieu de diminuer augmentera régulièrement. En réalité, ce sont ceux qui consomment le moins et qui sont les plus nombreux qui vont être davantage taxés, ainsi que les familles nombreuses. Pour conserver l'écart de tarif entre les différentes tranches, ils augmenteront la tranche inférieure, celle du premier mètre cube.

En Inde ils ont mis ce système en place pour la consommation d'électricité, ma facture a explosé, elle est passée de 500 roupies à plus de 2000 en 10 ans à peine ! Depuis ils ont mis en service une centrale nucléaire et un immense parc éolien, mais le prix de l'unité n'a cessé d'augmenter chaque année. Ils ont aussi installé des compteurs électroniques pour mieux contrôler notre consommation. Pour réduire ma facture d'électricité je débranche les deux réfrigérateurs de 8h à 18h, il faut qu'ils soient bien remplis pour conserver le froid, sinon on complète avec des bouteilles d'eau.

Pour l'eau, je la pompe moi-même avec un moteur électrique. Cependant j'arrose les plantes et les arbres avec parcimonie, sauf l'été à cause de la chaleur, plus de 40°C à l'ombre, 30°C la nuit pendant quelques mois. Deux citronniers et deux orangers sont morts par manque d'eau, du coup j'arrose davantage et tant pis pour la facture d'électricité, j'ai arrêté de fumer et la vodka, j'économise donc 5000 roupies par mois, et je peux en consacrer une partie à la facture d'électricité. Bref, on compte, on jongle pour s'en sortir...

Lu. Ce sont des sadiques qui détiennent le pouvoir, vous en doutiez encore ?

- Ces gens du GIEC sont très compétents, pensez qu'ils parviennent à nous expliquer qu'un gaz rare, comme le CO₂, qui représente 0,0415% de l'atmosphère est ce pelé, ce galeux qui est responsable du réchauffement climatique, et que c'est l'homme, qui émet environ 4% des émissions totales de CO₂ (96% étant de provenance naturelle, principalement du dégazage des océans qui contient 60 fois plus de CO₂ que l'atmosphère). Ces grands scientifiques nous expliquent doctement que c'est à cause de la rétroaction positive de la vapeur d'eau... sauf que dans les nuages à grande dynamique verticale (les cumulonimbus) la rétroaction constatée est... négative !

N'importe quelle personne sensée, dotée de sens commun et de notion des ordres de grandeur peut comprendre que tout ceci n'est qu'une énorme plaisanterie, et s'indignerait d'entendre des individus disposant de chaires universitaires ou de responsabilités proférer ce genre de choses :

« *Le seul espoir pour la planète n'est-il pas l'écroulement des civilisations industrielles ? Notre responsabilité n'est-elle pas d'agir pour y arriver ?* » (Maurice Strong)

« *Si nous n'annonçons pas de désastres, personne ne nous écouterait.* » (Sir John Houghton, premier président du GIEC)

« *La durabilité globale demande une recherche délibérée de la pauvreté, une réduction de notre consommation des ressources et le maintien d'un niveau élevé de mortalité.* » (Maurice Strong)

« *Nous avons besoin du support de la population. Nous devons capturer l'imagination du public. Pour cela, nous devons présenter des scénarios effrayants, faire des déclarations dramatiques et simplistes et ne pas laisser le doute s'installer. Chacun de nous doit décider quel est le juste milieu entre être efficace et être honnête. J'espère que ce sera les deux.* » (Stephen Schneider)

« *Il n'est pas important que ce soit vrai ; la seule chose qui compte est que les gens croient que c'est vrai.* » (Paul Watson, cofondateur de Greenpeace)

« *Nous devons nous appuyer sur la question du réchauffement global. Même si cette théorie est fautive, nous ferions le bon choix pour l'économie et pour les politiques de l'environnement.* » (Timothy Wirth)

« *Peu importe si la science du réchauffement global est de la fantaisie. Le changement climatique nous fournit la plus grande opportunité d'apporter la justice et l'égalité dans le monde.* » (Christine Stewart, ministre canadien de l'Environnement)

« *La seule façon d'amener notre société à un changement radical est d'effrayer les gens avec la possibilité d'une catastrophe.* » (Daniel Botkin)

« *Nous demandons un principe de réorganisation centralisée – à accepter sur base volontaire. Des changements mineurs de politiques, des améliorations modérées des lois et des règlements, de la rhétorique proposée au lieu de vraies réformes – toutes ces mesures ne seraient que des formes d'apaisement conçues pour satisfaire le désir du public de croire que des sacrifices, des luttes et des retournements drastiques de la société ne seront pas nécessaires.* » (Al Gore, « *La Terre dans la balance* »)

« *Les modes de vie et la soif de consommation de la classe moyenne aisée – d'énormes rations de viande, des énergies fossiles dilapidées, de l'électroménager superflu, du conditionnement d'air, et des résidences en banlieue – ne sont pas soutenables.* » (Maurice Strong au sommet de la Terre à Rio, 1992)

« *Toutes les formes de technologies compliquées sont des attaques contre la dignité humaine. Il serait désastreux pour nous de découvrir une source d'énergie, propre, peu chère et abondante à cause de ce que nous pourrions en faire.* » (Amory Lovins)

« *Un succès de la mise au point économique de l'énergie de fusion serait la pire chose qui puisse arriver à la planète.* » (Jeremy Rifkin)

« *Donner à notre société une énergie peu coûteuse, propre et abondante, serait l'équivalent de donner une mitrailleuse à un enfant demeuré.* » (Paul Ehrlich)

« *Mes trois buts principaux seraient de réduire la population à environ 100 millions d'humains, de détruire toute infrastructure industrielle et de voir la vie sauvage, avec son plein contingent d'espèces, revenir dans le monde.* » (Dave Foreman, cofondateur de « *Earth First* »)

« *La grande menace sur la planète est sa population : Il y a trop de gens, réussissant trop bien et consommant trop de pétrole.* » (Sir James Lovelock, interviewé par la BBC)

« *Une population limitée de 250 à 300 millions, c'est-à-dire, un déclin de 95%, serait idéal.* » (Ted Turner, fondateur de CNN)

« *Je crains que l'éradication de la variole ait été une erreur. Elle jouait un rôle important dans la régulation de notre écosystème.* » (John Davis)

« *L'extinction de l'espèce humaine n'est pas seulement inévitable mais c'est un bien en soi.* » (Christopher Manes)

« *Avoir des enfants devrait être punissable comme un crime contre la société, sauf si les parents détiennent une licence du gouvernement. Tous les parents potentiels devraient être contraints d'utiliser des contraceptifs chimiques, le gouvernement ne distribuant des antidotes qu'aux quelques citoyens choisis pour avoir des enfants.* » (David Brower, premier directeur du Sierra Club)

Ce florilège montre que les personnes qui ont inspiré les décisions les plus consternantes de ces dernières décennies, portaient un amour singulier à l'humanité, sans qu'ils aient eu à pâtir dans leur carrière de déconstructeurs.

C'est sans doute la raison pour laquelle leurs disciples sont parvenus à lancer leur première tentative réussie de gouvernance mondiale à caractère malthusien, sentant sans doute que les populations étaient suffisamment prêtes à subir sans broncher les sommets d'ingénierie sociale à base d'injonctions paradoxales et de suppression des libertés.

Et devinez quel a été leur outil initial ? Vous avez trouvé : c'était bien sûr un modèle mathématique de n'ineffable autant qu'inamovible Niel Ferguson, l'homme qui s'est planté dans toutes ses projections depuis la grippe porcine. (Source : Modèles mathématiques et haine du genre humain –

Pour lire l'article :

<https://reseauinternational.net/modeles-mathematiques-et-haine-du-genre-humain/>

Suite de la conférence du physicien américain Steve Koonin à Paris le 19 mars 2023.

La vidéo de la conférence de Steven Koonin à Paris

<https://www.youtube.com/watch?v=epZhK6fj6So>

Le GIEC est outil politique pour orienter les choix économiques des grandes puissances. Les experts qui doutent de ses certitudes sont écartés depuis près de quarante ans des publications scientifiques. Le doute scientifique est pourtant le principal gisement du savoir. Le dissimuler est un

crime contre l'esprit même des sciences. L'histoire jugera. Elle ne s'arrêtera pas aux prévisions catastrophiques largement diffusées pour circonvenir les masses populaires.

Vidéo. Rapport du GIEC - Steven E. Koonin : "Il faut arrêter d'être alarmiste !" – Sud Radio

Avec Steven E. Koonin, physicien et auteur de "*Climat la part d'incertitude*" Édité chez l'Artilleur.

<https://www.youtube.com/watch?v=QTOUP2BI2Y>

« Les Verts vivent un instant Coyote » Steven E. Koonin (Interview)

Steve Koonin a été sous-secrétaire aux sciences au ministère de l'énergie sous l'administration Obama et directeur fondateur du Center for Urban Science and Progress de l'Université de New York (NYU). Il enseigne actuellement à l'université de New York. Koonin est également l'auteur de *Unsettled : What Climate Science Tells Us, What It Doesn't, and Why It Matters*.

Pour lire l'entretien :

<https://www.europeanscientist.com/fr/opinion/les-verts-vivent-un-instant-coyote-steven-e-koonin-interview/>

Extraits.

- Les catastrophes météorologiques que nous observons ont souvent une composante humaine et parfois une composante dominante qui n'a rien à voir avec le climat. J'aime donc citer l'exemple des inondations qui ont eu lieu au Pakistan cet été. Deux jours après le pic des inondations, la ministre pakistanaise de l'environnement s'est exprimé dans les médias et a déclaré : « C'est clairement dû au changement climatique d'origine humaine et vous nous devez de l'argent » ; et elle a ajouté : « C'est la pire inondation depuis 1961 ». Tout scientifique, comme je l'enseigne à mes étudiants, lorsque vous entendez une telle chose, vous devez regarder les archives et voir ce qui s'est passé avant 1961. Nous disposons de ces données et nous voyons que la mousson remonte à environ dix-huit ans, à l'époque où les Britanniques étaient là. En fait, il y a eu des moussons d'une intensité comparable un siècle plus tôt. De plus, dans le Pakistan moderne, les montagnes sont pratiquement nues : il n'y a pas d'arbres et l'eau s'écoule. Il y a beaucoup plus d'habitants, dont beaucoup vivent dans des plaines inondables. Il est donc évident que ce sera un désastre. Il faut être très prudent quand on dit « c'est le dioxyde de carbone ».

- Le dernier rapport de synthèse du GIEC affirme que tout est dû à l'homme et j'ai entendu aux informations que les deux cents dernières années étaient dues à l'homme, mais ce n'est pas possible parce qu'il y a des hauts et des bas. L'influence de l'homme n'a cessé d'augmenter.

- Je suis stupéfait, par exemple, si vous prenez le dernier ensemble de modèles d'il y a deux ans et que vous regardez la sensibilité des modèles. Le GIEC lui-même considère qu'environ 40 % d'entre eux sont trop sensibles et les a simplement ignorés pour le reste de la discussion. Il est donc très déconcertant que les meilleurs modélisateurs du monde, qui font de leur mieux, se trompent à ce point dans 40 % des cas. Je ne peux pas les blâmer, ils font de leur mieux, mais il s'agit d'un

problème de modélisation très difficile. La capacité à reproduire l'historique des températures réelles est horriblement difficile.

- (Le GIEC) Ils disent que les décès augmentent lorsqu'il fait plus chaud, mais ils oublient de dire que les décès ont également diminué parce que les températures sont moins froides. Oublier de mentionner le deuxième fait est une faute professionnelle en matière de conseil. Si vous rédigez un rapport d'évaluation dans le but d'informer les décideurs, vous devez inclure les deux points de vue, en particulier lorsque l'autre point de vue est plus important que celui dont nous parlons.

- (Le GIEC) Ils sélectionnent les données, ils tournent l'histoire de bien des façons. Il s'agit d'une sorte de propagande, dont le but est d'imposer et de persuader, et non d'informer.

Sur la situation mondiale.

Naissance du monde multipolaire (2)

Préparation d'une nouvelle Guerre Mondiale par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 28 mars 2023

Les États-Unis poussent leurs alliés de l'Union européenne à se préparer à une Troisième Guerre mondiale. Ils n'ont d'autre choix que de la livrer s'ils veulent sortir vainqueurs du « *piège de Thucydide* ». À moins que tout ce remue-ménage ne soit qu'une mise en scène pour « *tenir* » les alliés dans leur camp tandis que de très nombreux États, en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie, se déclarent « *neutres* ». Dans le même temps, les bruits de bottes ramentent les militaristes japonais qui, comme les « *nationalistes radicaux* » en Ukraine, sont de retour.

Pour lire l'article :

<https://www.voltairenet.org/article219068.html>

La doctrine de la concurrence stratégique

Le Pentagone se prépare à des conflits prolongés.

Le 10 février 2023, le Joint Concept for the U.S. Armed Forces Competition a été rendu public. Ce document a été élaboré sous les auspices de l'état-major interarmées et signé par son président, le général Mark Milley. Il appartient au domaine de la doctrine et est non classifié, c'est-à-dire que le niveau de commandement du Pentagone l'a déjà lu et qu'il est maintenant rendu public.

Pour lire l'article :

<https://reseauinternational.net/la-doctrine-de-la-concurrence-strategique/>

C'est BlackRock et Cie. qui a provoqué la crise énergétique mondiale.

La crise énergétique mondiale vient des États-Unis

L'énergie verte aux États-Unis est dirigée par NextEra Energy...

Les actionnaires de NextEra Energy Inc sont les fonds d'investissement géants américains et les banques Vanguard, BlackRock, JPMorgan. Parmi les actionnaires du premier fabricant mondial de parcs éoliens General Electric figurent Vanguard, BlackRock et Fidelity.

L'Occident a créé une crise énergétique mondiale pour sauver son influence mondiale et ne s'arrêtera pas aux conséquences les plus désastreuses de cette stratégie destructrice.

<https://reseauinternational.net/la-crise-energetique-mondiale-vient-des-etats-unis/>

Qui a dit ?

« Dans un avenir proche... il y aura une redistribution importante du capital... Le risque climatique est un risque d'investissement... Chaque gouvernement, entreprise et actionnaire doit faire face au changement climatique »

Réponse : le président du fonds BlackRock, Larry Fink.

En janvier 2020, le président du fonds BlackRock, Larry Fink, a publié une lettre aux collègues de Wall Street et aux dirigeants d'entreprises d'investissement intitulée Une refonte fondamentale de la finance (A Fundamental Reshaping of Finance).

Des médias français notaient le lien entre Larry Fink et Emmanuel Macron comme France Info qui posait en 2019 la question citant Black Rock : *« La réforme des retraites, qui a été présentée par le gouvernement mercredi 11 décembre, a-t-elle été inspirée par un fonds d'investissement américain ? »*

France Info, encore, relatait, citant un article du Canard enchaîné de 2017, *« l'organisation à l'Élysée d'une journée d'agapes avec une délégation de 21 gestionnaires de fonds emmenés par BlackRock et son PDG, Larry Fink »* et *« un documentaire d'Arte affirme que Larry Fink a rencontré Emmanuel Macron à plusieurs reprises après son élection »*. *« Larry Fink à l'Élysée en juillet 2019, à l'invitation d'Emmanuel Macron, lors d'une réunion sur le climat et l'investissement »*, rapporte, encore, le média français.

L'Occident a créé une crise énergétique mondiale pour sauver son influence mondiale et ne s'arrêtera pas aux conséquences les plus désastreuses de cette stratégie destructrice.

https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/carriere/vie-professionnelle/retraite/on-vous-explique-la-polemique-sur-blackrock-ce-fonds-d-investissement-soupconne-de-vouloir-imposer-la-retraite-par-capitalisation-en-france_3743427.html

J-C – Vous aurez noté comme tout s'enchaîne, tout est lié, et chaque fois, partout, vous retrouvez les mêmes acteurs financiers : dictature sanitaire, dictature climatique, transition numérique, transition énergétique, guerre en Ukraine, attaques contre les services publics, les retraites, la

Sécurité sociale, l'école, l'université, le logement, la santé, etc. dans tous les pays, donc ce n'est pas une question de personne ou de personnalité politique, mais de régime économique, partout le même qui dicte sa loi...

En famille. C'était tout juste de son niveau ! UMP-PCF : Une passion partagée !

Emmanuel Macron s'exprime sur la réforme des retraites dans « Pif, le mag » - LePoint.fr 29 mars 2023

Le président de la République s'est prêté au jeu de l'interview face à de jeunes lecteurs du journal « Pif ».

Pif, personnage emblématique de la presse jeunesse, a été créé en 1948 par le dessinateur espagnol José Cabrero Arnal pour le quotidien communiste *L'Humanité*.

Le magazine Pif Gadget a, lui, été fondé en 1969, sous l'égide du Parti communiste, avant de disparaître en 1993. Après deux premières résurrections, il a été relancé en 2020, sous le nom de Pif, avec à sa tête l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy, Frédéric Lefebvre. AFP/LePoint.fr 29 mars 2023

Comme quoi ils sont sur le qui-vive.

Service national universel : le projet de le rendre obligatoire mis à l'arrêt - Journal du Dimanche 29 mars 2023

Une note ministérielle de l'Éducation nationale annonçait en mars la potentielle généralisation du Service national universel dans l'Hexagone, selon le souhait d'Emmanuel Macron. Le projet n'est, pour l'instant, plus d'actualité. Journal du Dimanche 29 mars 2023

Loi de programmation militaire : un texte qui « politiquement tombe mal » en pleine contestation sociale ? - LePoint.fr 29 mars 2023

Alors que le mouvement de protestation contre la réforme des retraites continue, le projet de loi de programmation militaire, qui prévoit un budget de 413 milliards d'euros pour les armées d'ici 2030, sera présenté la semaine prochaine en Conseil des ministres. Mais certains « au gouvernement se disent que politiquement, ça tombe mal », confie un sénateur.

Entre l'opposition à la réforme des retraites et la situation au Parlement, la suite du quinquennat d'Emmanuel Macron s'annonce pour le moins compliquée. C'est pourquoi il a chargé la première ministre de remettre à plat l'agenda parlementaire et de fixer les priorités. Si la loi immigration a déjà fait les frais de la situation, un autre texte interroge certains. C'est la loi de programmation militaire (LPM), qui prévoit un budget de 413 milliards d'euros sur la période 2024-2030. Si la présentation du texte est prévue la semaine prochaine, en Conseil des ministres, certains se posent des questions sur le timing politique, qui viendrait entrechoquer la contestation contre la réforme des retraites.

« Annoncer 400 milliards d'euros quand vous courez après 13 milliards sur les retraites... ça fait réfléchir » glisse un sénateur. « Ils se disent au gouvernement que, politiquement, ça tombe mal », résume le même, selon qui les interrogations « viennent aussi de l'Élysée, de partout ».

« En gros, le sentiment ce sera qu'il y a de l'argent. Et on va le mettre aux armées, même s'il y a une nécessité, plutôt que sur les hôpitaux, les services publics ». « On est face à un gouvernement qui ne peut quasiment plus gouverner en réalité » selon un sénateur. LePoint.fr 29 mars 2023

A bas la Ve République ! Capitalisme : stop ou encore ? Chassons Macron !

Il faut battre le fer temps qu'il est chaud !

Réforme des retraites: Jean-Luc Mélenchon appelle les manifestants à "faire preuve de sang-froid" - BFMTV 28 mars 2023

En complément.

Réforme des retraites : La France insoumise et les communistes refusent de rencontrer Elisabeth Borne – francetvinfo 31 mars 2023

J-C – Correct, non ? Pas vraiment ou pire, ils réclament de rencontrer le despote de l'Élysée pour mieux le légitimer !

"La France Insoumise et son groupe parlementaire ne se rendront pas à la rencontre d'Elisabeth Borne", a déclaré Manuel Bompard, le coordinateur du parti. "Avec les parlementaires de la Nupes, nous irons en cortège exiger le retrait du texte de loi devant l'Élysée mardi matin", a-t-il ajouté. francetvinfo 31 mars 2023

Lu.

- Le mouvement de défense des retraites est devenu, par la force des choses, aussi un mouvement de défense de la démocratie et des libertés contre Macron et les nervis de l'exécutif. Les affronter est légitime. Les affronter efficacement, pour les vaincre, demande maintenant deux choses, liées : la montée en masse en direction de l'Élysée et la grève politique contre Macron.

J-C - Je dirais plutôt un mouvement pour la démocratie qui reste à venir, car on ne défend pas quelque chose qui n'existe pas, dans le cadre de la Ve République qui en est la négation.

Les mêmes auteurs ont sorti cette connerie monumentale :

- Le Maïdan à la française se profile pour imposer la démocratie contre l'État.

J-C - Le Maïdan orchestré par l'OTAN et réalisé à Kiev en Ukraine à l'aide de partis néonazis, soutenu par Washington et Bruxelles, la démocratie, voilà en quel état se trouve l'extrême gauche en France. On veut croire qu'il s'agirait d'ignorance seulement ou ils sont malgré tout bien intentionnés, puisque plus loin ils retombaient sur leur pattes, en apparence tout du moins :

- Le congrès de la CGT s'ouvre à Clermont-Ferrand ce lundi. Le CCN de FO va également avoir lieu. Si ces instances représentent les besoins des travailleurs et des militants syndicalistes, alors elles doivent s'unir sur la garantie de la victoire : aller affronter Macron et ainsi généraliser la grève!

Alors, l'intersyndicale nous appelle mardi prochain. Bien sûr, les manifestants seront au rendez-vous, puisque la lame de fond monte toujours. Et ils poseront de plus en plus la question : affrontons Macron, pour gagner et pour ouvrir la voie à la démocratie !

J-C - Et patatras voilà que l'intersyndicale s'aligne sur le jaune, Berger (CFDT), qui au lieu d'exiger le retrait demande "*une pause*" à Macron, trahit les dizaines de millions de travailleurs et jeune qui ne veulent pas travailler plus longtemps.

Retraites : Berger annonce que Borne a invité l'intersyndicale à Matignon « lundi ou mardi » - Le HuffPost 29 mars 2023

En pleine crise des retraites, la Première ministre, Élisabeth Borne, a invité les syndicats à Matignon « *lundi ou mardi* » prochain, a indiqué ce mardi 28 mars sur TMC le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger. Le HuffPost 29 mars 2023

J-C - L'extrême gauche est dogmatique en général, ses dirigeants sont des imposteurs particulièrement doués pour manipuler les jeunes et les travailleurs qui veulent en découdre, ils n'hésitent pas si nécessaire à tenir le discours frauduleux de la réaction, en voici un double exemple dans leur blog :

- Les peuples syrien et ukrainien subissent depuis de longues années la barbarie guerrière de Vladimir Poutine, et celle de Bachar Al-Assad en Syrie

Marche à Paris le 18 mars 2023, à 15h30 de la Place de la République à la Bastille

J-C - Vous aurez reconnu le discours du Pentagone et de l'OTAN que l'extrême gauche tous courants confondus a adopté, celui de l'ONU ou de Davos aussi. Cette organisation d'extrême gauche s'appelle *Arguments pour la lutte sociale* ou aplutsoc.org.

Hier une autre organisation, très respectable cela va s'en dire, avait soutenu à fond la dictature sanitaire. Si cela vous intéressait, on pourrait les prendre les unes après les autres et montrer comment elles sont corrompues. Leur collusion idéologique avec le régime ne fait dès lors plus aucun doute. Vous en déduirez ce que vous voulez.

Est-il possible d'être d'extrême gauche sans se fourvoyer aussi honteusement ? Heureusement que oui ou j'en fais la démonstration, je vous mets au défi de trouver un sujet sur lequel je me serais compromis.

Une info qui devrait les réjouir.

Guerre en Ukraine : la France va doubler ses livraisons d'obus à Kiev - LePoint.fr 28 mars 2023

La France va doubler le nombre d'obus de 155 mm livrés à l'Ukraine, les portant à 2 000 par mois, a annoncé le ministre des Armées Sébastien Lecornu dans un entretien au Figaro publié mardi.

Les industriels de défense sont donc poussés à augmenter leurs capacités de production et réduire leurs délais de livraison. Nexter, qui produit les obus de 155 mm en France, prévoit ainsi de produire 150 000 obus par an en 2025, trois fois plus qu'avant le déclenchement du conflit. AFP/LePoint.fr 28 mars 2023

L'intersyndicale, elle va discuter de quoi avec Borne ? Rupture des relations avec le nazillon !

Sur CNews, c'est la ministre déléguée chargée du Commerce, Olivia Grégoire, qui exclut aussi l'idée d'une pause dans l'application de la réforme, demandée par l'intersyndicale : *"Quand on commence à faire des pauses, entre nous, ça veut dire qu'on commence à reculer. Et je ne sais pas comment on gouverne ce pays pendant quatre ans si on commence à reculer."*

L'exécutif n'a *"pas l'intention"* de changer de cap sur les 64 ans, affirme Stanislas Guérini sur franceinfo.

Cette mesure ne sera pas au menu de la rencontre, ont prévenu mercredi le ministre des Relations avec le Parlement, Franck Riester, et le président du MoDem, François Bayrou. *"Les 64 ans sont dans le texte, on ne peut pas changer de ligne à ce point"*, a mis en garde l'ancien ministre. francetvinfo.fr 29 et 31 mars 2023

Editorial de La tribune des travailleurs (POID).

Suspension ou reddition ?

Ce 28 mars au petit matin, à l'heure où les travailleurs et les militants syndicaux se préparent à manifester pour la dixième fois contre la réforme des retraites, tandis que d'autres sont déjà sur les blocages et les piquets de grève... Laurent Berger a la parole sur France Inter. Le secrétaire général de la CFDT y annonce que l'intersyndicale propose au gouvernement de suspendre sa réforme pour quelques mois, le temps de mettre en place une « médiation » pour dégager une issue à la crise.

Mais que se passera-t-il si la médiation ne débouche pas sur un accord ? Réponse de Berger : *« On a participé aux concertations, on n'a pas pu discuter le report de l'âge légal à 64 ans. Là, on fait une ouverture. Mettons en pause... Si on ne se met pas d'accord, allez, chiche, si on ne se met pas d'accord dans les six mois sur la question du travail et sur la question de l'équilibre des retraites, allez... revenez aux 64 ans, mais faites la place au compromis social. »*

Dans les heures qui suivent, le président de la CFTC confirme que l'intersyndicale tout entière est engagée dans cette démarche en direction du gouvernement. À son tour, Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, informe que l'intersyndicale allait *« écrire au président de la République pour valider par écrit cette proposition »*.

L'éditorialiste de BFMTV, porte-parole des intérêts capitalistes, s'enthousiasme : *« C'est très malin de la part de Laurent Berger. »* Car le propos de Berger est clair : au bout du bout, la médiation – si elle a lieu – débouchera sur l'acceptation du passage à 64 ans. La presse relève d'ailleurs que Berger a tout fait pour éviter le mot *« retrait »*.

Tout s'enchaîne. Au nom du gouvernement, Véran rejette la proposition : « On n'a pas forcément besoin de médiation pour se parler, on peut se parler directement. » *Se parler... de quoi ? De suspendre la réforme ? Non, pas question ! Le gouvernement est prêt à discuter avec les syndicats... de « la mise en place opérationnelle de la loi ».* Provocation pure et simple !

Suspension ? Il arrive parfois dans des guerres qu'un cessez-le-feu permette de reprendre des forces pour repasser à l'offensive. Mais la proposition d'une médiation au sujet de laquelle par avance il est indiqué que s'il n'y a pas d'accord, ce sera 64 ans, ça, ce n'est plus une médiation : c'est la chronique d'une capitulation annoncée, c'est une promesse de reddition !

Une telle position de la part de Berger n'est pas pour surprendre. Mais cet engagement vaut-il pour l'ensemble des organisations syndicales ? Dans le congrès de la CGT qui se déroule au même moment à Clermont-Ferrand, un délégué interpelle le secrétaire général : « *Camarade Martinez, qui t'a donné mandat pour parler de médiation quand les travailleurs sont dans la rue ?* »

C'est bien la question posée, celle du mandat que des millions de travailleurs et de jeunes en grève et en manifestations depuis plus de deux mois n'ont cessé de réaffirmer, un mandat confié aux dirigeants des organisations, un mandat crié à nouveau à pleins poumons dans toutes les villes de France ce 28 mars : le retrait et rien d'autre.

https://abo.latribunedesttravailleurs.fr/web_reader/article?id=6768

J-C – Confirmation. J'ai retrouvé sur le Net l'entretien de Berger sur France Inter, ses propos qui figurent dans cet éditorial sont corrects :

https://www.youtube.com/watch?v=U18_MtIUHO4

Mobilisation en baisse, invitation de Borne aux syndicats, manifestation le 6 avril... - lepoint.fr 28 mars 2023

La mobilisation continue contre la réforme des retraites mais a connu un essoufflement ce mardi 28 mars. La 10e journée de mobilisation a été un peu moins suivie que la précédente. Les quatre points essentiels à retenir de cette journée.

- Elisabeth Borne invite l'intersyndicale à Matignon

Les syndicats et l'exécutif vont se reparler. Après une dixième journée d'action mardi, le n.1 de la CFDT Laurent Berger a révélé que l'intersyndicale était invitée en début de semaine prochaine à Matignon par Elisabeth Borne, mettant fin à des semaines d'absence de dialogue entre les deux parties.

« *On ira. On en a parlé entre nous. Oui, on pense collectivement qu'il faut y aller pour porter nos propositions* », a déclaré Laurent Berger sur TMC. « *Y compris* » la proposition de médiation dont l'hypothèse avait pourtant été balayée par Olivier Véran dans la journée.

Interrogé, Matignon a confirmé l'invitation mais n'a fait aucun commentaire sur son ordre du jour. « *Ce qui est sûr, c'est que nous, on ira discuter des retraites. Et du travail parce que ça va avec, mais (surtout) des retraites !* » a insisté le leader de la CFDT.

- Une mobilisation en baisse, une 11e journée de manifestations le 6 avril

Les chiffres des autorités sont en repli : le ministère de l'Intérieur a recensé 740 000 manifestants dans toute la France, dont 93 000 à Paris, la CGT « *plus de 2 millions* » dont 450 000 dans la capitale. C'est moins que lors de la journée du 23 mars, qui avait réuni un peu plus d'un million de Français, selon le ministère. Malgré cette mobilisation en baisse, l'intersyndicale a appelé à une nouvelle journée de mobilisation le jeudi 6 avril.

- De nouveaux affrontements

Mardi, comme la semaine dernière, des heurts entre manifestants et forces de l'ordre ont éclaté dans plusieurs villes alors que les violences autour de la bassine de Sainte-Soline (Deux-Sèvres), durant le week-end, étaient encore dans toutes les têtes.

À Paris, où 10 000 contrôles ont eu lieu autour du cortège, un commerce Leclerc a été pillé et plusieurs feux de poubelles allumés avant des affrontements à l'arrivée place de la Nation. Trois heures après la fin du cortège, la police repoussait les derniers manifestants vers le métro. La préfecture de police a fait état d'au moins 55 interpellations.

Tensions aussi à Dijon, Lyon, Lille et Toulouse, où les forces de l'ordre ont fait usage de canons à eau. Nantes, Bordeaux, Strasbourg, Besançon et Nancy ont aussi connu des échauffourées.

Redoutant ces incidents, le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin avait déployé un « *dispositif de sécurité inédit* » : 13 000 policiers et gendarmes, dont 5 500 dans la capitale. « *La France ne se mène pas à coups de trique* », a répliqué l'insoumis Jean-Luc Mélenchon, appelant ses troupes au « *sang-froid* ».

- Des secteurs encore perturbés, fin de la grève des éboueurs

Certains secteurs sont encore perturbés par les grèves contre la réforme des retraites. La circulation des trains était perturbée, avec trois TGV sur cinq et un TER sur deux en moyenne selon la SNCF. À Paris, Lorient et Marseille, des manifestants ont envahi les voies ferrées. La Tour Eiffel était aussi fermée, comme l'Arc de Triomphe ou le château de Versailles.

En revanche, chez les éboueurs parisiens, la CGT a annoncé la suspension de la grève et du blocage des incinérateurs à partir de mercredi, alors que 6 600 tonnes de déchets jonchent encore les rues de la capitale. Si les enseignants étaient moins mobilisés (8 % de grévistes selon le ministère), des dizaines de blocages d'universités, de lycées et même de collèges ont été recensés, d'Avignon au Havre, de Lille à Bordeaux.

La mobilisation des jeunes, surveillée comme le lait sur le feu par les autorités, a elle aussi marqué le pas : ils étaient 400 000 dans la rue, selon les affirmations de l'Unef, contre 500 000 le 23 mars.

**Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.
Ordure !**

Pas-de-Calais : une femme poursuivie pour avoir traité Emmanuel Macron d'«ordure» sur Facebook - RT France 29 mars 2023

Sur sa page Facebook, Valérie, une habitante de Saint-Martin-lez-Tatinghem (Pas-de-Calais) poste le 21 mars le message suivant : «*L'ordure va parler demain à 13 heures, pour les gens qui ne sont rien, c'est toujours à la télé que l'on trouve les ordures.*» Le lendemain, Emmanuel Macron devait accorder un entretien télévisé aux journaux de 13h sur France 2 et TF1.

Trois jours plus tard, à sa grande surprise, trois policiers frappent à la porte de la militante, figure des Gilets jaunes, et l'emmènent au poste. Dans la Voix du Nord, on apprend que Valérie est accusée «*d'outrage et insulte envers le président de la République*» suite à la publication de son message. Elle a été mise en garde à vue et sera jugée au tribunal le 20 juin pour outrage envers une personne dépositaire de l'autorité publique.

Le parquet a poursuivi la quinquagénaire pour injure «*par parole, écrit, image ou moyen de communication par voie électronique*», une infraction relevant du droit de la presse punie par une amende pouvant atteindre 12 000 euros. RT France 29 mars 2023

Totalitarisme. A bas la répression et le tyran !

Des rassemblements devant les préfectures en soutien aux "victimes de violences policières" de Sainte-Soline – Francetvinfo 30 mars 2023

Plusieurs organisations ont appelé à des rassemblements devant les préfectures jeudi 30 mars à 19h en soutien aux "victimes de violences policières". Des rassemblements ont eu lieu un peu partout en France pour soutenir les blessés et les interpellés lors de la mobilisation à Sainte-Soline le week-end dernier contre un projet de méga-bassines. Francetvinfo 30 mars 2023

J-C – De quelques centaines dans la plupart des communes où ont lieu les manifestations pour les retraites à plusieurs milliers à Paris, en fait dans toutes la France.

La CGT vire à droite toute !

Ouverture du congrès de la CGT dans une ambiance plus que houleuse - Front Syndical de Classe 28 mars 2023

On retiendra : Décidemment nous vivons bien une période où rien n'est joué d'avance et où l'intervention populaire et des bases du syndicalisme bousculent bien des positions établies!

<http://www.frontsyndical-classe.org/2023/03/ouverture-du-congres-de-la-cgt-dans-une-ambiance-plus-que-houleuse.html>

Deuxième journée du congrès de la CGT : fait exceptionnel le rapport d'activité de la direction sortant mis en minorité ! - Front Syndical de Classe 28 mars 2023

Ce scrutin est un « *vote par mandats* », ce qui signifie que le vote de chaque délégué a été « *bien débattu* » au sein des syndicats, « *ce n'est pas un vote d'humeur (...) donc ce n'est pas un petit signal envoyé à la direction sortante* », a-t-elle souligné. Durant tout l'après-midi, les orateurs s'étaient

succédé à la tribune pour critiquer les orientations de la direction sortante, et le défaut de démocratie interne à la CGT.

Ils ont notamment dénoncé l'approbation par Philippe Martinez de l'idée d'une « médiation » sur le dossier des retraites, avancée mardi matin par son homologue de la CFDT Laurent Berger. « *Camarade Philippe Martinez, qui t'a donné mandat pour parler de médiation alors que les travailleurs sont dans la rue ?* », l'a interpellé Murielle Morand, de la fédération de la chimie.

Des congressistes ont fustigé un manque de concertation concernant le travail de rapprochement entre la CGT et les syndicats FSU et Solidaires, ou lors de la création en 2020 du collectif « *Plus jamais ça* », réunissant syndicats, ONG et associations pour aborder de front les questions écologiques et sociales. Certains se sont insurgés contre des tribunes signées avec des syndicats réformistes, ou avec le Medef. lepoint.fr 28 mars 2023

<http://www.frontsyndical-classe.org/2023/03/deuxieme-journee-du-congres-de-la-cgt-fait-exceptionnel-le-rapport-d-activite-de-la-direction-sortant-mis-en-minorite.html>

Le congrès du coup de grâce.

CGT : contre toute attente, Sophie Binet succède à Philippe Martinez et devient la première femme élue à la tête du syndicat – francetvinfo. 30 mars 2023

Coup de théâtre à la CGT. Sophie Binet a été élue secrétaire générale du syndicat, vendredi 31 mars, et succède ainsi à Philippe Martinez. Secrétaire générale de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (Ugict), la conseillère principale d'éducation, née en 1982, devient la première femme à prendre la tête de la centrale.

Sophie Binet a été élue au terme d'une nuit de tractations, au cours de laquelle aucune des deux candidates jusqu'alors favorites – Marie Buisson, la dauphine du secrétaire général sortant Philippe Martinez, et Céline Verzeletti – ne sont parvenues à faire consensus sur leur nom. Son élection intervient après une semaine de congrès houleux et à quelques jours d'une réunion de l'intersyndicale à Matignon sur la réforme des retraites.

Recoller les morceaux

Sophie Binet est une ancienne membre du syndicat étudiant Unef et ex-conseillère principale d'orientation. Elle était à la tête de l'Ugict depuis 2018 et chargée des questions d'égalité, notamment entre les femmes et les hommes, au sein de la direction de la CGT. Elle n'était pas officiellement candidate à la succession de Philippe Martinez, mais son nom était parfois évoqué en interne comme alternative.

Candidate "*par défaut*" selon certains, elle aura la lourde tâche de recoller les morceaux d'une CGT profondément divisée. "*Le secteur propre aux ingénieurs et cadres [qu'elle dirige] a été historiquement dans la CGT une entité plus proche de ceux qui se revendiquaient réformateurs au sein du syndicat*", expliquait récemment à franceinfo Karel Yon, sociologue du syndicalisme et des mouvements sociaux. francetvinfo. 30 mars 2023

En complément.

Quelques données concernant les participants au 53^e Congrès de la CGT:

Un millier de délégués.

23 n'ayant pu se libérer.

942 habilités à voter

747 primo participants

845 actifs

97 retraités

523 appartenant au privé

187 ouvriers

370 employés

342 ingénieurs Cadres et Techniciens

J-C – Voilà qui en fait un syndicat « *ouvrier-bourgeois* » à la base, non ? C'est pire dans tous les autres syndicats. Ceci explique cela...

Santé.

Ils osent tout. Les trusts pharmaceutiques mafieux se livrent à un chantage sur votre vie. -

Pénurie de médicaments : devant le Sénat, les laboratoires pharmaceutiques dénoncent « *le poids excessif* » de la régulation des prix lepoint.fr 28 mars 2023

« *Je rappelle que le secteur n'a connu aucune croissance depuis une douzaine d'années et que son chiffre d'affaires est stable depuis 15 ans. Budget de la sécu après budget de la sécu, le Parlement vote environ entre 700 et 900 millions de baisses de prix par an* », pointe Philippe Lamoureux. « *Nous alertons depuis plusieurs années les autorités sur le poids excessif de la régulation économique qui fragilise le secteur du générique et augmente le risque de pénurie* », appuie Laurent Borel-Giraud, représentant du Gemme, les entreprises de médicaments génériques.

Désormais, la régulation des prix oblige les industriels à fabriquer à perte certains produits, ce qui pourrait les pousser, à terme, à les retirer purement et simplement de leur catalogue. Laurent Borel-Giraud évoque 700 produits pharmaceutiques, « *peu ou pas rentables* » dans le secteur des génériques, et qui seraient susceptibles de disparaître prochainement. lepoint.fr 28 mars 2023

Assassinat en masse programmé.

« 45 % des personnes touchées par une pénurie de médicaments ont dû modifier leur traitement ou y renoncer », alerte France Assos Santé au Sénat - Publicsénat 30 mars 2023

Les résultats d'une étude de l'observatoire de France Assos Santé sont sans appel : « 37 % des gens ont été confrontés à une pénurie en 2023 alors qu'ils n'étaient que 25 % en 2018. Parmi ces personnes, 45 % ont dû modifier leur traitement ou y renoncer », expose Catherine Simonin membre du bureau France Asso Santé. Et à la question de savoir si les pénuries ont des conséquences sur les chances de survie des patients malades, Catherine Simonin prend l'exemple d'une étude sur le CHU Édouard Herriot à Lyon : « Sur 402 personnes traitées pour un cancer de la vessie entre 2011 et 2016, en période de pénurie, il y a eu plus de récurrences. Ce qui veut dire que l'incidence de ces pénuries sur les anticancéreux amènera une augmentation de la mortalité à 5 ans », explique-t-elle.

« 80 % des substances actives consommées sont fabriquées à l'étranger en Chine et Inde, contre 20 % il y a 30 ans. » Publicsénat 30 mars 2023

Fin de l'obligation vaccinale pour les soignants, les non-vaccinés pourront reprendre leur travail - lemediaen442.fr 30 mars 2023

Le ministre de la Santé, François Braun, a annoncé la levée de l'obligation vaccinale contre le Covid pour les soignants. Cette décision fait suite à la recommandation de la Haute Autorité de Santé (HAS) et permettra la réintégration des professionnels non-vaccinés suspendus depuis un an et demi. Ces soignants se trouvaient dans une situation délicate, sans salaire et sans possibilité d'exercer leur métier. Ils n'avaient pas non plus droit aux allocations chômage.

La HAS justifie sa recommandation par plusieurs facteurs, notamment le contexte épidémique favorable et la faible efficacité de la vaccination contre l'infection et la transmission. Cependant, cette décision n'a pas été accueillie favorablement par tous. Certains médecins, comme l'urgentiste controversé Mathias Wargon, sont opposés au retour de leurs collègues non-vaccinés. D'autres craignent que la levée de cette obligation soit interprétée comme un désaveu de la stratégie actuelle de vaccination.

La HAS envisage également de lever l'obligation vaccinale contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite (DTP), mais recommande de maintenir celle contre l'hépatite B et même de l'élargir aux professionnels libéraux. La France est le dernier pays à lever l'obligation vaccinale des soignants contre le Covid en période de pénurie de personnel soignant. lemediaen442.fr 30 mars 2023

L'ONU annonce une surmortalité de 23,6 millions en 3 ans dont 16,9 millions pour raisons « inconnues »

<https://reseauinternational.net/lonu-annonce-une-surmortalite-de-236-millions-en-3-ans-dont-169-millions-pour-raisons-inconnues/>

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Poutine gère le timing pour que l'effondrement anglo-saxon n'entraîne pas le monde dans une guerre nucléaire

L'hiver s'est enfin achevé et l'offensive russe attendue n'a jamais eu lieu. Oui, nous avons assisté à une avancée lente mais constante dans la zone la plus fortifiée du Donbass, s'emparant pratiquement de Bakhmout (Artemovsk en russe) et menaçant d'encercler Avdivka.

L'offensive russe repose sur l'utilisation des troupes du Groupe Wagner comme bélier, sans faire appel aux troupes régulières russes et aux fameux Tchétchènes de Kadirov, qui ne jouent pas un rôle de premier plan comme au début.

La Russie a décidé d'utiliser une tactique d'avancées lentes avec un double objectif : diminuer ses propres pertes et augmenter les dommages causés aux troupes de l'OTAN combattant sous le drapeau ukrainien.

La question la plus appropriée serait peut-être de savoir si la Russie veut vraiment gagner la guerre contre l'Ukraine, car sa confrontation est en réalité avec l'Occident, c'est-à-dire le monde anglo-saxon et sa périphérie, et elle est vitale.

<http://euro-synergies.hautetfort.com/archive/2023/03/29/poutine-gere-le-timing-pour-que-l-effondrement-anglo-saxon-n-entraîne-pas-l.html>

Rosneft et Indian Oil signent pour augmenter les livraisons de brut russe en Inde - RT France 29 mars 2023

La compagnie pétrolière russe Rosneft a annoncé ce 29 mars qu'elle avait conclu un accord avec l'entreprise publique Indian Oil pour «*augmenter considérablement*» l'approvisionnement en pétrole de l'Inde et diversifier ses qualités.

L'accord a été signé lors d'un voyage de travail du PDG de Rosneft, Igor Setchine, en Inde, au cours duquel des réunions ont eu lieu avec des représentants des ministères indiens, ainsi qu'avec les dirigeants des plus grandes sociétés pétrolières et gazières du pays.

Dans son communiqué, Rosneft note également que les parties ont discuté de l'élargissement de la coopération globale dans le secteur de l'énergie entre les entreprises russes et indiennes tout au long de la chaîne technologique, ainsi que de la possibilité de règlements mutuels en monnaies nationales. «*Une attention particulière a été accordée à la mise en œuvre de projets conjoints entre Rosneft et des partenaires indiens, notamment Sakhalin-1, Taas-Yuryakh et Vankorneft*», souligne le communiqué.

Il est également précisé que, selon des données du ministère indien du Commerce, la Russie est devenue en 2022, pour la première fois de l'histoire, l'un des cinq principaux partenaires commerciaux de l'Inde, avec un volume d'échanges entre les deux pays de 38,4 milliards de dollars. RT France 29 mars 2023

La Russie annonce une multiplication par 22 de ses livraisons de pétrole à l'Inde - RT France 28 mars 2023

«*La majeure partie de nos ressources énergétiques a été redirigée vers d'autres marchés, les marchés de pays amicaux. Si on prend, par exemple, les livraisons de pétrole à l'Inde, elles ont été multipliées par 22 l'an dernier*», a déclaré le vice-Premier ministre russe en charge de l'Energie, Alexandre Novak, ce 28 mars à l'issue d'une réunion de son ministère.

Plus tard dans la journée, Novak a précisé lors d'une interview à la chaîne de télévision Rossiya-24 qu'en Chine, l'augmentation en 2022 était de «*8% pour le pétrole et pour le charbon, voire plus*».

En complément.

- La Russie a été capable d'avoir des plans de contingence pour contourner les sanctions et a même acheté une flotte de 300 pétroliers à des armateurs grecs. (Source : euro-synergies.hautetfort.com)

Le Zimbabwe remercie la Russie de son aide dans la lutte contre les sanctions occidentales par Sputnik Afrique

La présidente du Sénat zimbabwéen a remercié Moscou pour le soutien apporté à son pays qui lutte contre les sanctions occidentales depuis 1999.

«*Le peuple zimbabwéen est reconnaissant vis-à-vis de l'État russe qui l'aide à lutter contre les sanctions illégitimes* » imposées par l'Occident, a déclaré ce mardi 28 mars à Moscou la présidente du Sénat zimbabwéen, Mabel Chinomona.

«*Malgré les sanctions imposées par l'Occident, le Zimbabwe veut conserver l'opportunité de se développer. C'est pourquoi nous entretenons des relations avec votre pays, qui nous a toujours aidés* », a indiqué Mme Chinomona lors d'une rencontre de travail avec Valentina Matvienko, présidente du Conseil de la Fédération (chambre haute du parlement russe).

Sanctions contre le Zimbabwe

Le Zimbabwe est sous le coup de nombreuses sanctions imposées par les États-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni depuis 2001, sous le prétexte que les autorités du pays de l'époque violaient les droits de l'Homme. Bien que Robert Mugabe, père de l'indépendance en 1980, ait quitté le pouvoir en 2017, l'Occident maintient ses restrictions. En 2008, le Royaume-Unis, les États-Unis et le Canada ont soumis une résolution au Conseil de sécurité de l'Onu afin d'imposer de nouvelles sanctions au Zimbabwe, mais la Chine et la Russie ont bloqué cette résolution.

Près de 90 banques étrangères ont quitté le pays depuis 2001 de peur de les enfreindre et d'ainsi encourir des pénalités financières.

Israël

La crise israélienne se résume à savoir qui jouera le rôle de tyran : Les généraux ou les voyous religieux ?

En faisant passer sa « *réforme judiciaire* », Netanyahu n'a pas détruit la « *démocratie israélienne* ». Il exploitait abondamment l'absence de celle-ci.

<https://reseauinternational.net/la-crise-israelienne-se-resume-a-savoir-qui-jouera-le-role-de-tyran-les-generaux-ou-les-voyous-religieux/>

Pérou.

Pérou : Si le pays les rejette, pourquoi sont-ils encore là ?

L'impunité (70 morts sans enquête), l'illégitimité (aucun soutien des citoyens) et la dictature (contrôle des citoyens à feu et à sang), s'affirment dans le pouvoir politique que la droite usurpe sans avoir gagné les élections.

Selon les instituts de sondage, IPSOS, IEP et CPI, en moyenne, plus de 74% de la population désapprouve la gestion du Gouvernement dirigé par Dina Boluarte. 91%, rejette le Congrès de la République tandis que contrairement à ce qu'affirment ces « *pouvoirs* », 57% de la population veut une Assemblée Constituante et 82% veut avancer les élections en 2023. Ces données ont une marge d'erreur de 2,8% et un degré de fiabilité qui atteint presque 96%.

Les marches de millions de personnes dans les villes et dans les champs, les dizaines de voies de communication bloquées, les ministres hués et expulsés des locaux (préparés comme des fortins de défense contre « *la foule* ») où ils discutent de « *solutions* » à la crise, etc.... confirment les chiffres des instituts de sondage. Le Gouvernement ne reprend que le populisme stupide mise en marche, avec des dons, des cadeaux et des bons monétaires qui finissent par endurcir plus les citoyens qui se sentent insultés dans leur dignité, tandis que « *la menace de rébellion* », mûrit à son rythme et avec sa rapidité propre.

Mais le Gouvernement et le pouvoir législatif sont toujours là, sans se troubler devant le rejet des citoyens, agissant et légiférant comme si au Pérou, il ne s'était rien passé.

Pour lire l'article :

<http://bolivarinfos.over-blog.com/2023/03/perou-si-le-pays-les-rejette-pourquoi-sont-ils-encore-la.html>

Chine.

L'Entente est une pilule amère pour l'Occident

L'Occident est coincé entre le sentiment public qu'il a créé et la réalité sur le terrain.

Changement stratégique conséquent – À la sortie de sa rencontre avec Vladimir Poutine, Xi Jinping a déclaré à ce dernier : « *Il y a des changements qui n'ont pas eu lieu depuis 100 ans – et nous conduisons ce changement ensemble* ».

L'« *Entente* » a été scellée au cours de plusieurs heures de discussions sur deux jours, et au milieu d'une pléthore de documents signés. Deux États puissants ont formé une dualité qui, en mariant une

gigantesque base manufacturière au principal fournisseur de matières premières, ainsi qu'à l'armement avancé et au savoir-faire diplomatique de la Russie, laisse les États-Unis dans l'ombre. Un siège dans l'ombre (assumé par la volonté ou l'incapacité d'envisager une transition aussi radicale) reflète le fait que les États-Unis tournent le dos à la participation au monde multipolaire qui se dessine.

Les États-Unis étant esclaves de leur hégémonie, l'émergence d'une trifurcation mondiale est inévitable – avec notamment les trois sphères de la guerre commerciale : l'Eurasie, dirigée par la Russie ; le Sud mondial influencé par l'Inde – et avec les États-Unis dominant l'UE et l'Anglo-Sphère.

<https://reseauinternational.net/lentente-est-une-pilule-amere-pour-loccident/>

La Chine a dépensé 240 milliards de dollars pour renflouer les nations en difficulté avec des prêts Belt & Road

Pékin rattrape rapidement le FMI en tant que prêteur de dernier recours.

Au cours de la dernière décennie, la Chine a prêté des sommes massives aux gouvernements d'Asie, d'Afrique et d'Europe, augmentant son influence mondiale grâce à des mégaprojets d'infrastructure et en devenant l'un des plus grands créanciers du monde.

Maintenant, une nouvelle étude dit que Pékin est également devenu un important prêteur d'urgence à ces mêmes pays, dont beaucoup ont du mal à rembourser leurs dettes.

Pour lire l'article :

<https://reseauinternational.net/la-chine-a-depense-240-milliards-de-dollars-pour-renflouer-les-nations-en-difficulte-avec-des-prets-belt-road/>

Economie.

Banquiers ripoux, qui l'aurait cru ?

Qu'est-ce que le « CumCum », cette escroquerie dont sont soupçonnées cinq banques françaises ? - Le Point.fr

La Société Générale, BNP Paribas, Natixis, HSBC et Exane, une filiale de BNP-Paribas spécialisée dans les investissements financiers, ont été perquisitionnées mardi. Ces établissements ont été perquisitionnés mardi, dans le cadre d'une enquête pénale. Ils sont soupçonnés de fraude fiscale pour plus de 30 milliards d'euros.

150 milliards d'euros de fraude fiscale, dont 30 en France, cinq établissements ciblés dans l'Hexagone... Les banques françaises dans l'œil du cyclone du « CumEx Files », révélé dans un premier temps en 2018. Sont concernées la Société Générale, BNP Paribas, Natixis, HSBC et Exane,

une filiale de BNP-Paribas spécialisée dans les investissements financiers. Toutes ces banques auraient utilisé la technique du « CumCum », pour éviter de payer certains impôts en France.

Voici la définition exacte du Parquet national financier : « *La fraude CumCum consiste pour un actionnaire étranger d'une société cotée en France à transférer temporairement, les jours qui précèdent et suivent le versement du dividende de l'entreprise, les titres qu'il détient à un établissement bancaire français* », afin d'« *éluder le paiement de la retenue à la source appliquée sur le paiement du dividende* ». Un client étranger doit en effet faire l'objet d'une retenue de ses dividendes de 17,2 à 30 % selon le pays de résidence. Un paiement d'impôt qui n'est plus effectif si l'entreprise qui détient les actions est française.

C'est donc l'objectif du « CumCum » : faire en sorte qu'au moment du versement des dividendes, ce sont des banques françaises qui soient propriétaires des actions, pour contourner les impôts français (et donc la loi), avant de rendre ces titres à son propriétaire initial. En échange, la banque peut recevoir une partie de ces dividendes...

Si, de prime abord, le système est légal, la justice française prévoit de le contrer : si elle peut démontrer que le seul but de cet aller-retour est d'éviter l'impôt, la technique devient illégale : « *Sont constitutifs d'un abus de droit [...] les actes qui [...] n'ont aucun autre motif que celui d'éluder ou d'atténuer les charges fiscales normalement supportées* », est-il écrit dans le Code général des impôts. L'administration fiscale a d'ailleurs explicitement interdit cette pratique le 15 février dernier.

Ce n'est cependant pas encore suffisant, visiblement. Comme le souligne *L'Est Républicain*, d'autres versions de ce « CumCum » ont été créées, où les entreprises passent par des sociétés écrans pour délocaliser leurs actions dans des pays bénéficiant d'une exonération fiscale. Si la justice définit que les faits de fraude fiscale aggravée sont avérés, les auteurs encourent jusqu'à 7 ans de prison, et jusqu'à 3 millions d'euros d'amende.

J-C- Il y a combien de banquiers en prison en France, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, etc ?
Aucun !

Réunion officielle des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales de l'ASEAN.

Le bloc asiatique « ASEAN » discute de l'abandon du dollar, de l'euro et du yen pour les transactions financières - lemediaen442.fr 31 mars 2023

Une réunion officielle de tous les ministres des Finances de l'ASEAN et des gouverneurs de banques centrales a débuté mardi (28 mars) en Indonésie. En tête de l'ordre du jour figurent des discussions visant à réduire la dépendance vis-à-vis du dollar américain, de l'euro, du yen et de la livre sterling dans les transactions financières et à passer à des règlements en monnaies locales.

Selon le site spécialisé de l'investissement Asia Briefing, la réunion a abordé les efforts visant à réduire la dépendance aux principales devises grâce au système de transactions en monnaies locales (Local Currency Transaction ou LCT). Il s'agit d'une extension de l'ancien système de règlement en monnaies locales (Local Currency Settlement ou LCS) qui a déjà commencé à être mis en œuvre entre les membres de l'ASEAN.

Cela signifie qu'un système de paiement numérique transfrontalier de l'ASEAN serait étendu davantage et permettrait aux États membres de l'ASEAN d'utiliser des monnaies locales pour le commerce. Un accord de coopération en ce sens a été conclu entre l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, les Philippines et la Thaïlande en novembre 2022. Cela fait suite à la déclaration de l'autorité de régulation bancaire indonésienne le 27 mars selon laquelle la Banque d'Indonésie se prépare à introduire son propre système de paiement national.

Le président indonésien, Joko Widodo, a exhorté les administrations régionales à commencer à utiliser des cartes de crédit émises par des banques locales et à cesser progressivement d'utiliser des systèmes de paiement étrangers. Il a fait valoir que l'Indonésie avait besoin de se protéger des perturbations géopolitiques, citant les sanctions visant le secteur financier de la Russie de la part des États-Unis, de l'Union européenne et de leurs alliés en raison du conflit en Ukraine.

Se détourner des systèmes de paiement occidentaux est nécessaire pour protéger les transactions contre les « *possibles répercussions géopolitiques* », a déclaré Widodo. Si l'ASEAN abandonnait le dollar, l'euro et le yen, cela pourrait avoir des conséquences sur les économies occidentales. Par exemple, cela pourrait entraîner une baisse de la demande pour ces monnaies et donc une baisse de leur valeur. Cela pourrait également entraîner une augmentation des coûts de financement pour les entreprises occidentales qui ont des activités dans la région.

Parmi les nations de l'ASEAN, seul Singapour a imposé des sanctions à la Russie, tandis que toutes les autres nations de l'ASEAN continuent de commercer avec le pays. Il y a eu une inquiétude quant à la possibilité d'être pris dans des sanctions secondaires dirigées par les États-Unis, ce qui est susceptible d'affecter les pays d'Asie centrale et du Sud impliqués dans la production de coton, une industrie majeure de la région employant des millions de personnes.

Les investisseurs étrangers en Asie devraient tenir compte du montant de dollars américains, d'euros et de yens détenus sur leurs comptes à la lumière d'une décision de commerce de devises de l'ASEAN imminente. Des discussions professionnelles devraient être menées concernant tout mouvement de fonds de l'entreprise vers des devises alternatives. lemediaen442.fr 31 mars 2023

Vidéo. 10 pays d'Asie du Sud-Est composent l'Association des nations d'Asie du Sud-est (ASEAN). Cette organisation a été créée en 1967 pour accompagner le développement économique et pacifier cette région :

<https://www.youtube.com/watch?v=HrTxZ5ad3iY>

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 1er mars 2023

J'ai un gros problème à l'oeil droit, notamment. J'ai commencé hier un traitement homéopathique et ayurvédique. Dans une semaine j'irai chez un ophtalmologiste avec une opération en vue, cela va me coûter la peau du cul, mais bon, je n'ai plus le choix. Bref, je vais devoir passer encore moins de temps devant l'écran, je ne sais même pas si je vais pouvoir poursuivre cette activité politique qui ne sert à strictement rien, puisqu'elle ne se concrétise pas sur le plan organisationnel.

Au regard du climat et des rapports bien pourris qui règnent en France depuis 3 ans (ou avant), toutes les relations entre les gens se sont détériorées ou elles ne se sont pas vraiment arrangées. C'est l'indifférence qui prédomine, le chacun pour sa gueule, je me demande comment on peut vivre ainsi. Loin des yeux, loin du coeur, moi je le vis ainsi dans mon trou en Inde, et je dois dire que c'est assez pénible. Maintenant que je suis devenu vieux, je devrais me souvenir que les vieux sont petit à petit abandonnés ou on se souvient d'eux une ou deux fois par an en se forçant un peu. Si vous avez le moral fragile ou instable, ce n'est pas de ce côté-là qu'il faut regarder, vaut mieux penser à autre chose pour ne pas déprimer.

Et depuis qu'à Davos ils ont sonné la fin de la récréation en janvier 2020, on a eu mille fois l'occasion de se poser un tas de questions qu'on n'aurait jamais osé aborder avant ou alors pour les enterrer aussitôt. J'ai décidé de m'y atteler une par une chaque fois qu'elles me reviendraient à l'esprit, et je n'ai pas été déçu du résultat finalement, puisque cela revient à faire table rase de la société infâme dans laquelle nous vivons. Pas seulement, depuis hier, depuis bien plus longtemps sans que cela ne nous dérange plus que cela. En réalité, on en arrive à se dire que les hommes sont restés des barbares, ils sont toujours aussi cruels, en plus raffinés, c'est emballé comme il faut pour se donner bonne conscience, cela en est plus épouvantable encore, cruel, sadique.

A Davos ils ont décidé de tout remettre en cause, à leur manière évidemment, et bien on va faire la même chose mais à notre manière, avant d'aborder une autre fois les propositions qu'on pourrait soumettre à la population, on peut commencer par quelques constats consternant, pitoyables, effrayant, sans appel.

Ce n'est pas la matière qui manque.

Prenez les animaux dits de compagnie, les chiens et les chats principalement, les pauvres bêtes se retrouvent enfermées dans des appartements sans pouvoir s'ébattre librement et se soulager, c'est cruel, il n'y a pas d'autres mots. Et comme on n'a pas de quoi les nourrir normalement ou on n'a pas le temps de leur préparer à manger, on leur file des trucs immondes à bouffer, genre pâté ou croquette qui leur donnent une haleine putride entre autres. C'est dégueulasse. J'avoue être passé par là, hélas ! Les animaux de compagnie devraient être interdits en appartement et leur commerce banni, l'entrée dans le pays des animaux exotiques devrait être interdite. Pour parodier Prévert, finies les cages dorées !

Prenez les animaux qui officient dans des cirques, ils vivent dans des cages, c'est l'horreur absolue. Cette activité devrait être interdite, ainsi que toute exhibition, sport ou jeu avec des animaux, y compris les corridas.

Prenez les animaux destinés à l'alimentation humaine, les élevages intensifs dans des bâtiments fermés devraient être bannis, volaille, ovins, caprins et bovins devraient être élevés en plein champ et bénéficier exclusivement d'une nourriture naturelle, les hormones, antibiotiques et autres vaccins seraient interdits. Il n'y aurait plus assez de viande pour satisfaire la demande nous dira-t-on. Certes, les prix seraient fixés par le ministère de l'Agriculture et la consommation serait réglementée de façon à ce que toute la population puisse y accéder. Oui, ce serait une bonne occasion pour en manger moins et être en meilleure santé, puisqu'on sait maintenant qu'une surconsommation de protéines animales peut provoquer des maladies auto-immunes et un excès de fer dans le sang s'agissant du boeuf.

Ils ont fait la promotion de la cigarette, de l'alcool, de la viande, du sel, du sucre, de la graisse, des aliments transformés en boîte, sous cellophane, surgelés, de la vitesse, de l'argent, de la compétition, de la concurrence, de la puissance, de la force, de la violence, du meurtre, du bruit, de la pornographie, de la pédophilie, de l'homosexualité, du cinéma, de la télévision, des jeux vidéos, des jeux d'argent, de l'individualisme, de la méritocratie, de l'indifférence, de la xénophobie, du racisme, des vaccins, de certains médicaments, etc.

Sur tous ces sujets ou dans tous ces domaines ils ont manipulé les consciences. Ils ont établi des normes que la population a intégré dans son comportement ou mode de penser, et il arrive de plus en plus souvent qu'ils lui disent qu'elle doit en changer ou qu'elle doit les abandonner sans lui fournir le mode d'emploi pour comprendre pourquoi, puisque rien n'a changé entre aujourd'hui et hier c'est incompréhensible pour elle, c'est un abus de pouvoir caractérisé contre lequel elle est désarmée, et il lui est d'autant plus difficile de résister qu'elle défend des normes qui sont indéfendables quand on y réfléchit un peu, du coup elle ne peut être que divisée pour les affronter.

Prenez la question de la médecine et des vaccins, la médecine moderne est une caricature de la médecine, imposer 11 vaccins à des enfants en bas âge, c'est monstrueux, 26 au Brésil avec Lula, qui dit mieux. Parmi les personnes qui étaient contre la substance génique appelée vaccin contre le covid-19 certaines soutiennent par ailleurs la vaccination obligatoire des enfants avec ces 11 vaccins ou la vaccination contre la grippe qui ne sert à rien non plus ou peut avoir des effets secondaires sur le long terme. D'autres sont contre tous les vaccins, ils passent pour des extrémistes. Les plus mesurés seraient prêts à accepter les vaccins au cas où ils seraient irremplaçables, et à condition qu'ils aient fait leurs preuves. Il y a des gens qui rejettent la médecine allopathique et d'autres qui l'acceptent quand ils ne peuvent pas faire autrement, ponctuellement.

On voit ici que face à une question importante, il existe divers comportements et différentes manières de l'aborder qui s'opposent. La meilleure réponse pourrait consister à ne conserver que ce qui a fait ses preuves, ce qui marche et ne présente aucun risque. Par exemple, on ne vaccine pas contre des maladies qui n'existent plus ou lorsqu'il existe des médicaments efficaces pour les soigner. On ne prescrit pas des médicaments quand la personne peut se rétablir après un peu de repos... On ne recourt pas à des substances chimiques de synthèse, quand il existe l'équivalent à l'état naturel sous forme de plantes ou autres, d'huiles essentielles, d'aliments. Par contre quand il existe des molécules efficaces et irremplaçables dans la pharmacopée allopathique, on aurait tort de s'en passer.

Voilà le genre de synthèse à laquelle on pourrait arriver quand on prend en compte uniquement le bien-être de la population présente et à venir dans le respect de son environnement. J'ai écrit cela

rapidement d'un trait, c'était juste pour montrer qu'une société meilleure n'est pas une utopie ou qu'elle existe, mais malheureusement les masses des pays les plus développés n'en ont pas conscience et les classes moyennes se sont laissé corrompre... Quant aux militants, ils n'y croient plus !

La causerie du 1er mars 2023 est disponible au format pdf.

- [Causerie du 1er mars 2023 \(11 pages\)](#)
-

Le 23 mars 2023

Coup de force pour coup de force.

Et si une fois les manifestations terminées Macron refusait toujours de retirer son projet de "réforme" des retraites, on ne bougeait pas, on restait sur place, on occupait la rue jusqu'à tant qu'il cède... Pourquoi les dirigeants des syndicats et des partis dits de gauche ne le proposent-ils pas ? Ils craignent l'affrontement avec Macron et son régime ?

Bonne manife.

Le 24 mars 2023

Le moral est au beau fixe, la santé se maintient. J'ai entamé hier un nouveau et bref traitement homéopathique, résultat j'ai bien dormi et je pète la forme.

La situation me tracasse, mais plus elle se radicalise, plus cela conduit les masses à se poser des questions, plus nos ennemis commettent d'erreurs, plus ils se démasquent, il faut être patient et ne rien lâcher, nos principes ne nous ont jamais trahi, le marxisme non plus, raison de plus pour être plus socialiste ou communiste que jamais.

Le 25 mars 2023

Macron et la réaction se radicalisent, les masses et la jeunesse aussi, nous également, cela va de soi.

J'ai reçu un mail d'un Indien vivant en France qui avait voté Macron, le malheureux, il est pauvre, il est dégoûté au dernier degré, la France c'est la misère, c'est devenu un pays invivable... J'en fais la remarque à mon épouse qui repart en France la semaine prochaine, j'ajoute que c'est une découverte pour lui, mais il ne se doute pas que d'autres le savaient déjà ou qu'il y en a qui n'en sont pas encore arrivés là, ils y viendront. C'est normal.

Pour les nantis, la vie va devenir de plus en plus un véritable cauchemar, cela va les faire réfléchir, puis bouger, c'est là-dessus que je compte, comme d'habitude, les enseignements de la lutte de classe du passé, ils ne sont pas tous obsolètes.

La question des retraites est sociale pour les travailleurs, économiques pour les capitalistes, si le système économique ne peut pas supporter le départ à la retraite à un âge décent, disons plus proche de 50 que de 60 ans, il doit disparaître, c'est aussi simple que cela. Et si aucun système économique n'est compatible avec cette revendication sociale, c'est peut-être qu'il est temps de se demander si le moment ne serait pas arrivé de se passer de la monnaie ou de l'argent pour faire face dans les meilleures conditions aux multiples défis que doit affronter l'humanité.

Le 28 mars 2023

Si Macron ne recule pas ou ne capitule pas, c'est parce qu'il sait qu'il est soutenu par les bureaucrates corrompus des syndicats, les dirigeants de la pseudo gauche et extrême gauche. Il faudrait qu'ils soient débordés ou qu'ils perdent le contrôle de la mobilisation en cours contre le régime. Nous appelons les travailleurs à s'organiser eux-mêmes chaque fois qu'ils le peuvent, à organiser des assemblées générales ou des réunions partout, dans chaque entreprise, commune, quartier, centraliser toutes ces initiatives au niveau local, départemental, national... La jeunesse doit y être associée, ainsi que tous les militants qui le souhaitent, dès lors qu'ils combattent pour le retrait de la contre-réforme des retraites de Macron...
